



Fraternité - Travail - Progrès

Évaluation de l'insécurité alimentaire chronique au Niger

Coordination d'Analyse



Mars 2019

Cette publication a été préparée dans le cadre du contrat à durée indéterminée de l'Agence des États-Unis pour le Développement International (FEWS NET), AID-OAA-I-12-00006. Les opinions exprimées par l'auteur dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de l'Agence des États-Unis pour le Développement International ou du Gouvernement des États-Unis.



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

Sommaire

Résumé analytique	1
Contexte	1
Conclusions de la classification - Résumé.....	1
Qualité de la consommation alimentaire	4
Quantité de produits alimentaires consommés	5
Nutrition	6
Facteurs sous-jacents et limitatifs - Résumé	7
Analyse IPC de l'insécurité alimentaire chronique - Contexte et méthodologie	8
Vue d'ensemble de l'insécurité alimentaire chronique dans les départements du Niger.....	10
Région d'Agadez	10
1 : Est de la région d'Agadez - Oasis : Zone à prédominance commerciale, dattes et sel	10
2 : Centre de la région d'Agadez - Zone à prédominance de cultures maraîchères irriguées du massif de l'Aïr.....	13
3 : Ouest de la région d'Agadez – Zone à prédominance de pastoralisme transhumant et nomade.....	18
Région de Diffa	21
4 : Sud-est de la région de Diffa – Zone à prédominance de cultures irriguées de poivrons	21
5 : Centre de la région de Diffa – Zone à prédominance d'agropastoralisme	26
6 : Ouest de la région de Diffa - Zone à prédominance de production de sel de natron et de petits bassins irrigués pour la culture de dattes	30
7 : Nord-est de la région de Diffa - Zone à prédominance de culture de décrue et de pêche du lac Tchad	34
8 : Nord de la région de Diffa - Zone à prédominance de pastoralisme transhumant et nomade.....	38
9 : Nord de la région de Dosso - Zone à prédominance de cultures pluviales de mil et de sorgho.....	42
10 : Sud de la région de Dosso - Zone à prédominance de céréales et de produits issus du palmier	46
Région de Maradi	50
11 : Nord de la région de Maradi - Zone à prédominance de pastoralisme transhumant et nomade.....	50
12 : Centre de la région de Maradi - Zone à prédominance agropastorale.....	54
13 : Sud-ouest de la région de Maradi - Zone à prédominance de cultures irriguées marchandes	59
14 : Sud-est de la région de Maradi - Zone à prédominance de cultures pluviales de mil et de sorgho.....	64
Région de Tahoua.....	68
15 : Nord de la région de Tahoua - Zone à prédominance de pastoralisme transhumant et nomade.....	68
16 : Sud-ouest de la région de Tahoua - Zone à prédominance de cultures pluviales de mil et de sorgho	72
17 : Sud-est de la région de Tahoua - Zone à prédominance de cultures irriguées marchandes.....	76
18 : Centre de la région de Tahoua - Zone à prédominance agropastorale	80
Région de Tillabéri	84
19 : Nord de Tillabéri - Zone à prédominance de pastoralisme transhumant et nomade.....	84
20 : Centre de Tillabéri - Zone à prédominance agropastorale	88
21 : Sud-est de la région de Tillabéri - Zone à prédominance de cultures pluviales de mil et de sorgho.....	92

Région de Zinder.....	96
22 : Nord de la région de Zinder - Zone à prédominance de pastoralisme transhumant et nomade	96
23 : Centre de Zinder - Zone à prédominance agropastorale	101
24 : Sud de la région de Zinder - Zone à prédominance de cultures pluviales de mil et de sorgho	105
Annexe A.....	109
Référence.....	111

Liste des figures

Carte 1. Classification de l'insécurité alimentaire chronique au Niger	1
Carte 2. Proportion de ménages confrontés aux déficits de qualité severes (niveaux 3 et 4) par zone d'analyse	4
Carte 3. Proportion de ménages confrontés aux déficits quantitatifs severes (niveaux 3 et 4) par zone d'analyse	5
Carte 4. Proportion de ménages confrontés à la malnutrition chronique sévère (niveaux 3 et 4) par zone d'analyse	6
Carte 5. Zone 1 Carte de reference.....	10
Carte 6. Zone 2 Carte de reference.....	13
Carte 7. Zone 3 Carte de reference.....	18
Carte 8. Zone 4 Carte de reference.....	21
Carte 9. Zone 5 Carte de reference.....	26
Carte 10. Zone 6 Carte de reference.....	30
Carte 11. Zone 7 Reference Map	34
Carte 12. Zone 8 Reference Map	38
Carte 13. Zone 9 Carte de reference.....	42
Carte 14. Zone 10 Carte de reference.....	46
Carte 15. Zone 11 Carte de reference.....	50
Carte 16. Zone 12 Carte de reference.....	54
Carte 17. Zone 13 Carte de reference.....	59
Carte 18. Zone 14 Carte de reference.....	64
Carte 19. Zone 15 Carte de reference.....	68
Carte 20. Zone 16 Carte de reference.....	72
Carte 21. Zone 17 Carte de reference.....	76
Carte 22. Zone 18 Carte de reference.....	80
Carte 23. Zone 19 Carte de reference.....	84
Carte 24. Zone 20 Carte de reference.....	88
Carte 25. Zone 21 Carte de reference.....	92
Carte 26. Zone 22 Carte de reference.....	96
Carte 27. Zone 23 Carte de reference.....	101
Carte 28. Zone 24 Carte de reference.....	105

Liste des Tables

Tableau 1: Part de population pour chaque niveau de classification d'IAC.....	2
Tableau 2. Qualité de la consommation alimentaire par zone.....	4
Tableau 3. Quantité de produits alimentaires consommés par zone.....	5
Tableau 4. Nutrition par zone	6
Tableau 5 : Principaux indicateurs de la qualité de l'alimentation dans l'est de la région d'Agadez	11
Tableau 6 : Principaux indicateurs de la quantité de produits alimentaires consommés dans l'est de la région d'Agadez.....	11
Tableau 7: Principaux indicateurs pour la nutrition dans l'est de la région d'Agadez.....	12
Tableau 8 : Recoupement final des données pour l'est de la région d'Agadez	12
Tableau 9. Principaux indicateurs pour la qualité de l'alimentation dans le centre de la région d'Agadez	14
Tableau 10. Principaux indicateurs de la quantité d'aliments consommés dans le centre de la région d'Agadez	15
Tableau 11. Principaux indicateurs pour la nutrition dans le centre de la région d'Agadez	16
Tableau 12. Recoupement final des données pour le centre de la région d'Agadez.....	16
Tableau 13. Principaux indicateurs de la qualité de l'alimentation dans l'ouest de la région d'Agadez.....	19
Tableau 14. Principaux indicateurs de la quantité d'aliments consommés dans l'ouest de la région d'Agadez.....	19
Tableau 15. Principaux indicateurs pour la nutrition dans l'ouest de la région d'Agadez.....	19
Tableau 16. Recoupement final des données pour l'ouest de la région d'Agadez.....	20
Tableau 17. Principaux indicateurs pour la qualité de l'alimentation dans le sud-est de la région de Diffa.....	22
Tableau 18. Principaux indicateurs relatifs à la quantité d'aliments consommés dans le sud-est de la région de Diffa	23

Tableau 19. Principaux indicateurs pour la nutrition dans le sud-est de la région de Diffa	24
Tableau 20. Recoupement final des données pour le sud-est de la région de Diffa	24
Tableau 21. Principaux indicateurs pour la qualité de l'alimentation dans le centre de la région de Diffa	27
Tableau 22 : Principaux indicateurs de la quantité de produits alimentaires consommés dans le centre de la région de Diffa	28
Tableau 23 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le centre de la région de Diffa.....	28
Tableau 24 : Recoupement final pour le centre de la région de Diffa.....	29
Tableau 25 : Principaux indicateurs de la qualité de l'alimentation dans l'ouest de la région de Diffa	31
Tableau 26: Principaux indicateurs de la quantité d'aliments consommés dans l'ouest de la région de Diffa.....	31
Tableau 27 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans l'ouest de la région de Diffa.....	32
Tableau 28 : Recoupement final des données pour l'ouest de la région de Diffa.....	32
Tableau 29 : Principaux indicateurs de la qualité de la consommation alimentaire dans le nord-est de la région de Diffa.....	35
Tableau 30 : Principaux indicateurs de la quantité des produits alimentaires consommés dans le nord-est de la région de Diffa	36
Tableau 31 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le nord-est de la région de Diffa	36
Tableau 32 : Recoupement final des données pour le nord-est de la région de Diffa	37
Tableau 33 : Principaux indicateurs de la qualité de la consommation alimentaire dans le nord de la région de Diffa.....	39
Tableau 34 : Principaux indicateurs de la quantité des produits alimentaires consommés dans le nord de Diffa	39
Tableau 35 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le nord de Diffa	40
Tableau 36 : Recoupement final des données pour le nord de Diffa	41
Tableau 37 : Principaux indicateurs de la qualité de la consommation alimentaire dans le nord de Dosso.....	43
Tableau 38 : Principaux indicateurs de la quantité des produits alimentaires consommés dans le nord de Dosso	44
Tableau 39 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le nord de Dosso	44
Tableau 40 : Recoupement final des données pour le nord de Dosso	45
Tableau 41 : Principaux indicateurs de la qualité de la consommation alimentaire dans le sud de Dosso.....	47
Tableau 42 : Principaux indicateurs de la quantité des produits alimentaires consommés dans le sud de Dosso	47
Tableau 43 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le sud de Dosso	48
Tableau 44 : Recoupement final des données pour le sud de Dosso	48
Tableau 45 : Principaux indicateurs de la qualité des produits alimentaires consommés dans le nord de Maradi.....	51
Tableau 46 : Principaux indicateurs de la quantité des produits alimentaires consommés dans le nord de Maradi	52
Tableau 47 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le nord de Maradi	53
Tableau 48 : Recoupement final des données pour le nord de la région de Maradi.....	53
Tableau 49 : Principaux indicateurs pour la qualité de l'alimentation dans le centre de la région de Maradi	55
Tableau 50 : Principaux indicateurs de la quantité de produits alimentaires consommés dans le centre de la région de Maradi	56
Tableau 51 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le centre de la région de Maradi.....	57
Tableau 52 : Recoupement final des données pour le centre de la région de Maradi.....	57
Tableau 53 : Principaux indicateurs pour la qualité de l'alimentation dans le sud-ouest de la région de Maradi.....	60
Tableau 54 : Principaux indicateurs de la quantité de produits alimentaires consommés dans le sud-ouest de la région de Maradi.....	61
Tableau 55 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le sud-ouest de la région de Maradi	62
Tableau 56 : Recoupement final des données pour le sud-ouest de la région de Maradi	62
Tableau 57 : Principaux indicateurs pour la qualité de l'alimentation dans le sud-est de la région de Maradi	65
Tableau 58 : Principaux indicateurs de la quantité de produits alimentaires consommés dans le sud-est de la région de Maradi	65
Tableau 59 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le sud-est de la région de Maradi	66
Tableau 60 : Recoupement final des données pour le sud-est de la région de Maradi	67
Tableau 61 : Principaux indicateurs de la qualité des produits alimentaires consommés dans le nord de la région de Tahoua	69
Tableau 62 : Principaux indicateurs de la quantité des produits alimentaires consommés dans le nord de la région de Tahoua	70

Tableau 63 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le nord de la région de Tahoua	71
Tableau 64 : Recoupement final des données pour le nord de la région de Tahoua	71
Tableau 65 : Principaux indicateurs pour la qualité de l'alimentation dans le sud-ouest de la région de Tahoua	73
Tableau 66 : Principaux indicateurs de la quantité de produits alimentaires consommés dans le sud-ouest de la région de Tahoua	73
Tableau 67 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le sud-ouest de la région de Tahoua.....	74
Tableau 68 : Recoupement final des données pour le sud-ouest de la région de Tahoua.....	75
Tableau 69 : Principaux indicateurs pour la qualité de l'alimentation dans le <i>sud-est de la région de Tahoua</i>	77
Tableau 70 : Principaux indicateurs de la quantité d'aliments consommés dans le sud-est de la région de Tahoua.....	77
Tableau 71 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le sud-est de la région de Tahoua.....	78
Tableau 72 : Recoupement final des données pour le sud-est de la région de Tahoua	79
Tableau 73 : Principaux indicateurs pour la qualité de l'alimentation dans le centre de Tahoua.....	81
Tableau 74 : Principaux indicateurs de la quantité de produits alimentaires consommés dans le centre de Tahoua.....	82
Tableau 75 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le centre de Tahoua	82
Tableau 76 : Recoupement final des données pour le centre de Tahoua	83
Tableau 77 : Principaux indicateurs de la qualité des produits alimentaires consommés dans le nord de Tillabéri	85
Tableau 78 : Principaux indicateurs de la quantité de produits alimentaires consommés dans le nord de Tillabéri.....	86
Tableau 79 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le nord de Tillabéri	86
Tableau 80 : Recoupement final des données pour le nord de Tillabéri	87
Tableau 81 : Principaux indicateurs pour la qualité de l'alimentation dans le centre de Tillabéri.....	89
Tableau 82 : Principaux indicateurs pour la quantité de l'alimentation dans le centre de Tillabéri	89
Tableau 83 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le centre de Tillabéri	90
Tableau 84 : Recoupement final des données pour le centre de Tillabéri	91
Tableau 85 : Principaux indicateurs de la qualité des produits alimentaires consommés dans le sud de Tillabéri	93
Tableau 86 : Principaux indicateurs de la quantité de produits alimentaires consommés dans le sud de Tillabéri	94
Tableau 87 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le sud de Tillabéri.....	94
Tableau 88 : Recoupement final des données pour le sud de Tillabéri	95
Tableau 89 : Principaux indicateurs de la qualité des produits alimentaires consommés dans le nord de Zinder	97
Tableau 90 : Principaux indicateurs de la quantité des produits alimentaires consommés dans le nord de Zinder.....	98
Tableau 91 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le nord de Zinder.....	99
Tableau 92 : Recoupement final des données pour le nord de Zinder.....	99
Tableau 93 : Principaux indicateurs pour la qualité de l'alimentation dans le centre de Zinder	102
Tableau 94 : Principaux indicateurs de la quantité de produits alimentaires consommés dans le centre de Zinder	103
Tableau 95 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le centre de Zinder	103
Tableau 96 : Recoupement final des données pour le centre de Zinder	104
Tableau 97 : Principaux indicateurs de la qualité des produits alimentaires consommés dans le sud de Zinder	106
Tableau 98 : Principaux indicateurs de la quantité de produits alimentaires consommés dans le sud de Zinder	107
Tableau 99 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le sud de Zinder.....	108
Tableau 100 : Recoupement final des données pour le sud de Zinder.....	108

Acronymes

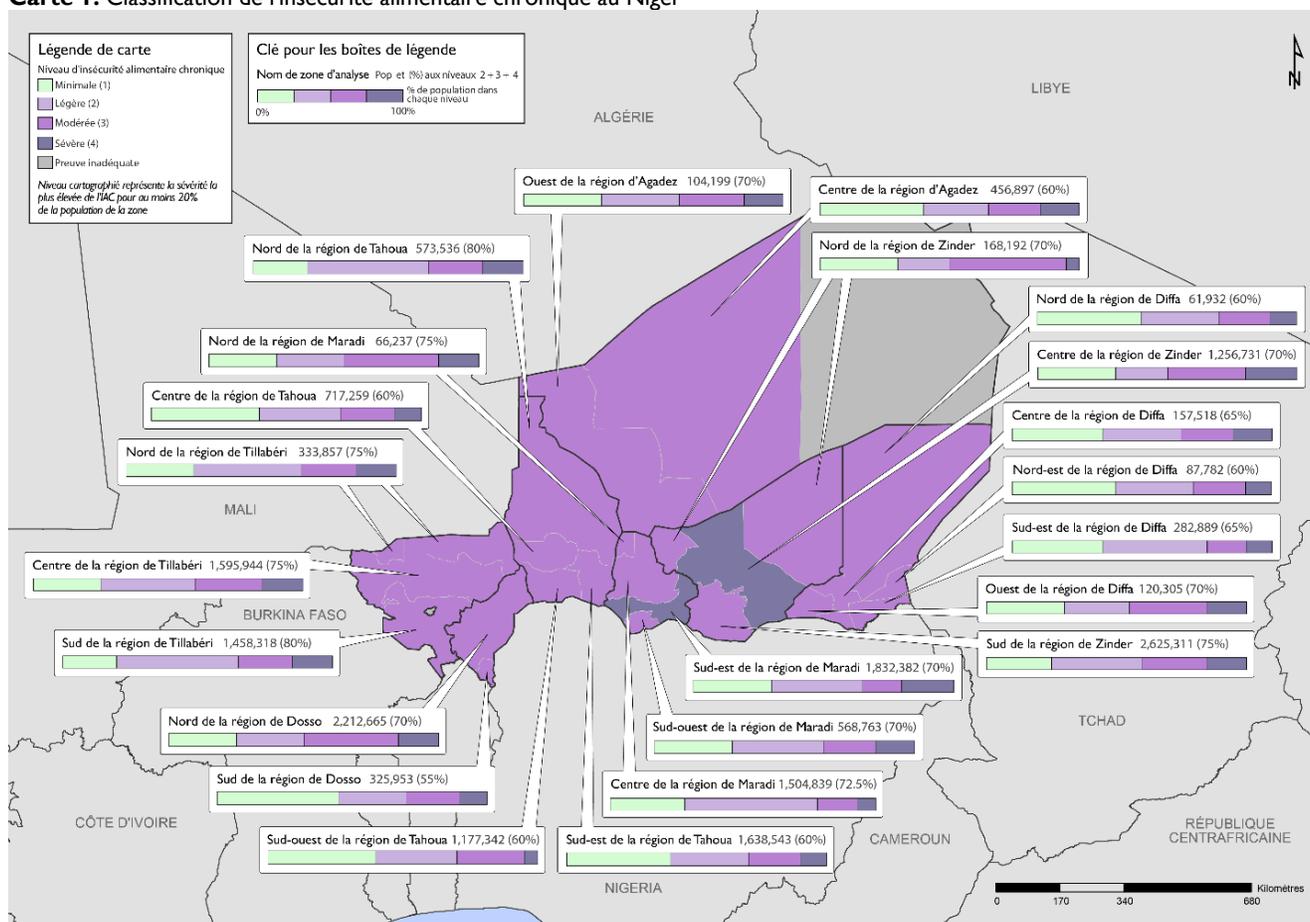
CEMDD	Children Eating Minimum Dietary Diversity
CFI	chronic food insecurity
CILSS	Permanent Interstate Committee for Drought Control in the Sahel
EVIAM	Enquête Conjointe sur la Vulnérabilité à l'Inécurité Alimentaire des Menages
FCS	Food Consumption Score
FEWS NET	Famine Early Warning Systems Network
GSU	Global Support Unit
HDDS	Household Dietary Diversity Score
HEA	Household Economy Approach
HH	households
HHS	Household Hunger Scale
IDP	Internally displaced population
INS	Institut National de la Statistique
ISS	Information Support System
IPC	Integrated Phase Classification
LSMS	Living Standards Measurement Study
MCHN	Maternal child health and nutrition
NGO	Non-governmental organization
rCSI	reduced coping strategy index
SSEXR	Starchy Staple Expenditure Ratio
UN	United Nations
USAID	U.S. Agency for International Development
WFP	World Food Programme

Résumé analytique

Contexte

En mai 2018, le Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET), le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et l'Unité de soutien mondial pour la classification par phase intégrée (GSU IPC) ont réuni des représentants de différents ministères nigériens, des organisations non gouvernementales (ONG) internationales et locales et des agences des Nations Unies (ONU) pour préparer une analyse de l'insécurité alimentaire chronique à l'aide des outils de l'IPC. L'objectif de cette réunion était à la fois de comprendre la dynamique de l'insécurité alimentaire chronique au Niger et de guider les futures analyses de l'insécurité alimentaire à plus grande échelle au niveau sous-régional. En utilisant un éventail de données sur la quantité et la qualité des aliments consommés, sur les niveaux de malnutrition et sur les différents facteurs déterminants, les participants ont effectué un classement des niveaux de gravité de l'insécurité alimentaire chronique pour vingt-quatre zones comprenant treize zones de moyens d'existence prédominantes au Niger. Les équipes d'analyste ont effectué une estimation de la taille des populations en situation d'insécurité alimentaire chronique et identifié les principaux facteurs limitatifs et sous-jacents. La carte 1 rend compte des conclusions finales de cette analyse.

Carte 1. Classification de l'insécurité alimentaire chronique au Niger



Source : Atelier d'analyse de l'insécurité alimentaire chronique, mai 2018

Conclusions de la classification - Résumé

La classification IPC de l'insécurité alimentaire chronique comprend quatre niveaux de sévérité de l'insécurité alimentaire chronique (IAC), à savoir : pas d'IAC (niveau 1), IAC légère (niveau 2), IAC modérée (niveau 3) et IAC sévère (niveau 4). L'analyse prend en compte trois domaines de sécurité alimentaire : la qualité des aliments consommés, la quantité des aliments consommés et la malnutrition chronique. À partir d'une analyse de ces domaines, assortie de

données ventilées pour les vingt-quatre zones de classification du Niger (définies par l'intersection des régions et des zones de moyens d'existence), l'ensemble du pays a été classé en IAC modérée (niveau 3) à l'exception de la zone 14 (sud-est de la

région de Maradi) et de la zone 23 (centre de la région de Zinder) qui ont été classées en IAC sévère (niveau 4). Au total, 32 % des 19,3 millions d'habitants du Niger ont été classés en IAC modérée (niveau 3) ou sévère (niveau 4). La prévalence estimée d'IAC sévère et modérée était la plus élevée dans les régions d'Agadez, de Diffa, de Maradi, de Tillabéri et de Zinder (zones 3, 6, 11, 20, 22, 23 et 24) où elle oscillait entre 40 et 50 %, contre 30 à 35 % dans d'autres régions du pays. Globalement, la région de Zinder affichait à l'échelle nationale la prévalence la plus élevée d'IAC modérée et sévère. C'est dans le sud-est de la région de Diffa et dans le centre de la région de Maradi que la prévalence d'IAC modérée et sévère était la plus faible bien que, même dans ces régions, un quart de la population soit en situation d'IAC modérée et sévère. Au niveau national, un tiers des ménages nigériens sont confrontés à une insécurité alimentaire chronique allant de modérée à sévère, subissent des carences alimentaires saisonnières deux à quatre mois par an et ont une alimentation peu diversifiée.

Le mil, le sorgho et les légumes sont largement cultivés et les ménages habitant les régions plus sèches du nord du pays sont dépendantes du bétail transhumant qui est leur principal moyen d'existence. De nombreux ménages sont également fortement tributaires du petit commerce et les plus pauvres disposent de moyens d'existence plus précaires comme le travail occasionnel, la vente de bois de chauffage et de fourrage pour les animaux et le travail d'artisan. À travers tout le pays, pendant la saison sèche, beaucoup d'hommes émigrent pour aller travailler comme ouvriers dans le sud du Niger ou dans différentes parties de l'Afrique de l'Ouest. Comme on pouvait s'y attendre, les conditions de sécheresse au Sahel font que l'accès à des sources d'eau potable et à un assainissement amélioré est problématique pour de nombreux d'habitants. Beaucoup d'entre eux affirment aussi que la nappe phréatique est en train de s'épuiser et que les zones de pâturage se font de plus en plus rares, ce qui oblige les éleveurs transhumants à parcourir de plus longues distances avec leur bétail et leurs chameaux. De nombreux ménages tendent à avoir des enfants atteints de retard de croissance modéré et à présenter une capacité de résistance très limitée face aux effets de chocs tels que les sécheresses récurrentes ou encore à la désertification dues aussi bien au changement climatique qu'à la surexploitation des ressources naturelles, telles que le bassin du lac Tchad à l'est du Niger et les zones désertiques d'Agadez, de Diffa, de Tahoua et de Zinder.

Tableau I : Part de population pour chaque niveau de classification d'IAC

Régions	Zones de classification	Population	Niveau 1	%	Niveau 2	%	Niveau 3	%	Niveau 4	%	Nbre > Niveau 3	% > Niveau 3
Agadez	1 : Est de la région d'Agadez (Bilma)	21 426	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
	2 : Centre de la région d'Agadez (Arlit, Ifrouane et Tchirozerine)	456 897	182 758	40	114 224	25	91 379	20	68 534	15	159 913	35
	3 : Ouest de la région d'Agadez (Aderbisinat et Ingall)	104 199	31 259	30	31 259	30	26 049	25	15 629	15	41 678	40
Diffa	4 : Sud-est de la région de Diffa (Bosso et Diffa)	282 889	99 011	35	113 156	40	42 433	15	28 289	10	70 722	25
	5 : Centre de la région de Diffa (Mainé Soroa)	157 518	55 131	35	47 255	30	31 503	20	23 627	15	55 130	35
	6 : Ouest de la région de Diffa (Goudoumaria)	120 305	36 091	30	30 076	25	36 091	30	18 046	15	54 137	45
	7 : Nord-est de la région de Diffa (N'Guigmi)	87 782	35 112	40	26 334	30	17 556	20	8 778	10	26 334	30
	8 : Nord de la région de Diffa (N'Gourti)	61 932	24 773	40	18 580	30	12 386	20	6 193	10	18 579	30
Dosso	9 : Nord de la région de Dosso (ZME05)	2 212 665	663 799	30	774 433	35	442 533	20	331 900	15	774 433	35
	10 : Sud de la région de Dosso (Gaya)	325 953	146 679	45	81 488	25	65 190	20	32 595	10	97 785	30
Maradi	11 : Nord de la région de Maradi (Berme)	66 237	16 559	25	16 559	25	23 182	35	9 935	15	33 117	50
	12 : Centre de la région de Maradi (Dakoro et Mayahi)	1 504 839	413 830	27.5	752 419	50	225 725	15	112 862	7.5	338 587	23
	13 : Sud-ouest de la région de Maradi (Madarounfa)	568 763	170 629	30	199 067	35	113 752	20	85 314	15	199 066	35

Régions	Zones de classification	Population	Niveau 1	%	Niveau 2	%	Niveau 3	%	Niveau 4	%	Nbre > Niveau 3	% > Niveau 3
	14 : Sud-est de la région de Maradi (Aguié, Gazaoua, Guidan-Roumdji et Tessaoua)	1 832 382	549 714	30	641 333	35	274 857	15	366 476	20	641 333	35
Tahoua	15 : Nord de la région de Tahoua (Abalak, Tassara, Tchintabaraden et Tillia)	573 536	114 707	20	258 091	45	114 707	20	86 030	15	200 737	35
	16 : Sud-ouest de la région de Tahoua (Bagaroua, Birni NKonni, Illéla et Malbaza)	1 177 342	470 936	40	353 202	30	294 335	25	58 867	5	353 202	30
	17 : Sud-est de la région de Tahoua (Bouza, Kéita et Madaoua)	1 638 543	655 417	40	491 562	30	327 708	20	163 854	10	491 562	30
	Zone 18 : Centre de la région de Tahoua (Tahoua)	717 259	286 903	40	215 177	30	143 451	20	71 725	10	215 176	30
Tillabéri	19 : Nord de la région de Tillabéri (Abala, Ayorou et Banibangou)	333 857	83 464	25	133 542	40	66 771	20	50 078	15	116 849	35
	20 : Centre de la région de Tillabéri (Bankilare, Filingué, Oullam, Téra et Tillabéri)	1 595 944	398 986	25	558 580	35	398 986	25	239 391	15	638 377	40
	21 : Sud de la région de Tillabéri (Gothèye, Kollo, Say, Tagazar et Torodi)	1 458 318	291 663	20	656 243	45	291 663	20	218 747	15	510 410	35
Zinder	22 : Nord de la région de Zinder (Tarka et Tesker)	168 192	50 458	30	33 638	20	75 686	45	12 614	5	88 300	53
	23 : Centre de la région de Zinder (Damagaram Takaya, Gouré et Tanout)	1 256 731	377 019	30	251 346	20	377 019	30	251 346	20	628 365	50
	24 : Sud de la région de Zinder (Dungass, Magaria, Matamè, Mirriahm et Takeyta)	2 625 311	656 328	25	918 859	35	656 328	25	393 797	15	1 050 125	40
	Total général	19 348 820	5 811 226	30	6 716 423	35	4 149 290	21	2 654 627	14	6 803 917	35

Descriptions des niveaux IPC d'IAC

Niveau 1 – Minimale	Au cours d'une année ordinaire, les ménages peuvent constamment disposer d'une alimentation de bonne qualité en quantité acceptable leur permettant de mener une vie active et saine. Les moyens d'existence des ménages sont durables et résistants aux chocs. Il est peu probable que les ménages aient des enfants atteints de retard de croissance.
Niveau 2 -Légère	Au cours d'une année ordinaire, les ménages peuvent avoir accès à une alimentation suffisante en quantité mais parfois de qualité insuffisante. Les moyens d'existence des ménages sont durables, bien que leur résilience aux chocs soit limitée. Il est peu probable que les ménages aient des enfants atteints de retard de croissance modéré ou sévère.
Niveau 3 - Modérée	Au cours d'une année ordinaire, les ménages connaissent un léger déficit permanent et/ou saisonnier (pendant deux à quatre mois de l'année) en matière de quantité des produits alimentaires consommés et n'ont pas systématiquement accès à une alimentation de qualité suffisante. Les moyens d'existence des ménages sont peu durables et leur résilience aux chocs est très limitée. Il est probable que les ménages aient des enfants atteints de retard de croissance.
Niveau 4 - Sévère	Au cours d'une année ordinaire, les ménages connaissent des déficits saisonniers en matière de quantité de produits alimentaires consommés pendant plus de quatre mois de l'année et n'ont pas systématiquement accès à une alimentation de qualité suffisante. Les moyens d'existence des ménages sont très marginaux et ne présentent aucune capacité de résistance. Il est probable que les ménages aient des enfants atteints de retard de croissance sévère.

Qualité de la consommation alimentaire

Afin d'évaluer la qualité de la consommation alimentaire dans chaque zone, les équipes d'analystes ont examiné diverses informations disponibles portant sur les résultats et les facteurs déterminants, notamment des preuves directes comme l'indicateur de *Diversité alimentaire minimale pour les enfants (6 -23 mois) (CEMDD)*, le *Ratio de dépenses en féculents (SSEX)* établi pour l'EDS (2012), l'Enquête conjointe sur la vulnérabilité à l'Insécurité alimentaire des ménages au Niger du gouvernement

du Niger (EVIAM 2013 et 2015) et l'Enquête nationale sur les conditions de vie ménages et l'agriculture (ECVM ou LSMS) de la Banque mondiale (2014). Les preuves indirectes ont été tirées d'indicateurs tels que le *Régime alimentaire minimum acceptable* (EDS 2012 et USAID DDL 2013), la *Diversité du régime alimentaire des enfants* (EDS 2012, EVIAM 2013 et 2015) et la *Consommation de fruits, légumes, viandes et produits laitiers chez les enfants* (EDS 2012).

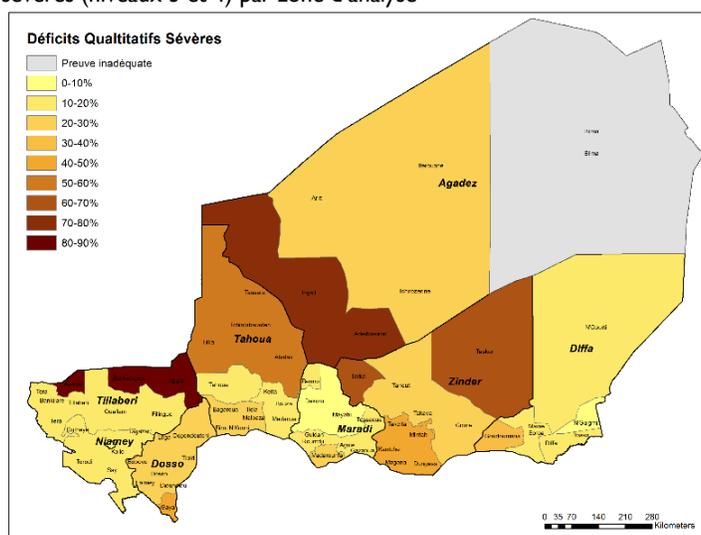
À partir des scores de fiabilité attribués par chacune des équipes d'analystes, celles-ci ont conclu que les données les plus solides sur la qualité de l'alimentation étaient celles du *Ratio de dépenses en féculents*, recueillies pour chaque zone par la Banque mondiale en 2014. Aucune des preuves indirectes n'avait une fiabilité aussi élevée, ces données ayant été collectées pour des régions entières, par ex. Agadez (sans tenir compte des différences entre zones au sein de la région), plutôt que pour les zones de classification spécifiques analysées pour l'étude. En outre, les données recueillies pour l'ensemble du pays en 2010 et 2012 ont été jugées moins fiables, car il s'agissait d'années exceptionnelles. Les données recueillies entre la fin 2015 et le début 2018 dans le sud-est de la région de Diffa, à la frontière entre le Nigeria et le Tchad ont directement été affectées par l'insurrection de Boko Haram et ces années ont également été considérées comme étant exceptionnelles pour ces régions. Par conséquent, ces données étaient moins fiables.

Les données les plus fiables du SSEXR n'ayant été recueillies qu'une seule fois en 2014, il n'a pas été possible de déterminer une tendance ou d'effectuer des comparaisons statistiquement valables. Cependant, les données actuelles permettent d'observer que certaines zones sont confrontées à un problème plus

Tableau 2. Qualité de la consommation alimentaire par zone

Zones de classification	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
1 : Est de d'Agadez	S.O.	S.O.	S.O.	
2 : Centre d'Agadez	30-40 %	35-45 %	20-30 %	
3 : Ouest d'Agadez	20 %	80 %		
4 : Sud-est de Diffa	35-45 %	40-50 %	10-20 %	
5 : Centre de Diffa	25-35 %	50-60 %	10-20 %	
6 : Ouest de Diffa	30-40 %	25-35 %	30-40 %	
7 : Nord-est de Diffa	35-45 %	50-60 %	0-10 %	
8 : Nord de Diffa	40-50 %	30-40 %	15-25 %	
9 : Nord de Dosso	15-25 %	45-55 %	25-35 %	
10 : Sud de Dosso	30 %	25 %	45 %	
11 : Nord de Maradi	15-25 %	55-65 %	15-25 %	
12 : Centre de Maradi	25 %	70 %	5 %	
13 : Sud-ouest de Maradi	10-20 %	55-65 %	20-30 %	
14 : Sud-est de Maradi	25-35 %	50-60 %	10-20 %	
15 : Nord de Tahoua	20 %	20 %	60 %	
16 : Sud-ouest de Tahoua	40 %	30 %	30 %	
17 : Sud-est de Tahoua	45 %	40 %	15 %	
18 : Centre de Tahoua	50 %	30 %	20 %	
19 : Nord de Tillabéri	16 %	84 %		
20 : Centre de Tillabéri	30 %	50 %	20 %	
21 : Sud de Tillabéri	10-20 %	60-70 %	15-25 %	
22 : Nord de Zinder	10 %	25 %	65 %	
23 : Centre de Zinder	25-35 %	40-50 %	20-30 %	
24 : Sud de Zinder	20 %	30 %	50 %	

Carte 2. Proportion de ménages confrontés aux déficits de qualité sévères (niveaux 3 et 4) par zone d'analyse



Source : Atelier d'analyse de l'insécurité alimentaire chronique, mai 2018

important concernant la qualité de la consommation alimentaire, notamment les zones de classification suivantes : le sud de la région de Dosso (10), le nord de la région de Tahoua (15), le nord de la région de Zinder (22) et le sud de la région de Zinder (24). L'absence de diversité alimentaire est probablement liée à la faiblesse des revenus, à l'accès limité à une gamme variée d'aliments et à des connaissances limitées sur l'importance de la diversité alimentaire. L'une des insuffisances de cette analyse concerne à la fois la limitation des données disponibles pour cet indicateur et l'absence de données historiques qui rendraient compte de tendances précises. De plus, les données concernant la CEMDD n'étaient disponibles que pour les régions plutôt que pour les zones scindées utilisées pour cette analyse.

Quantité de produits alimentaires consommés

Les équipes d'analystes ont examiné les indicateurs se rapportant aux données sur la quantité de produits alimentaires consommés tirés des différentes preuves directes et indirectes recueillies entre 2008 et 2017. Parmi les preuves directes on peut citer le *Score de consommation alimentaire* (gouvernement du Niger [2015-2017], Évaluations de la sécurité alimentaire du PAM [2008-2016], NCA 2015, EVIAM 2013, 2015 et 2017), le *Score de diversité alimentaire des ménages* (gouvernement du Niger 2015-2017, USAID DDL 2013 et EVIAM 2013, 2015 et 2017), le *Déficit de survie HEA* (FEWS NET 2013), la *Fréquence minimale des repas chez les enfants* (PAM 2013) et l'*Échelle de la faim au niveau des ménages* (USAID DDL 2013). Parmi les preuves indirectes importantes, on peut citer l'*Indice des stratégies de survie simplifié* (PAM FSA 2008-16), le *Nombre de repas consommés par jour* (PAM 2014), le *Nombre de mois de stocks de produits alimentaires des ménages* (EVIAM 2013, 2015 et 2016 et ESS du gouvernement du Niger 2017) et la *Présence de la faim dans les ménages* (USAID DDL 2013).

La plupart des équipes d'analystes ont constaté que le *Score de la consommation alimentaire*, le *Déficit de survie HEA* et la *Fréquence minimale des repas chez les enfants* faisaient partie des preuves directes les plus fiables, car ces données étaient recueillies par zone de classification. Une partie des preuves indirectes les plus fiables a été recueillie par le PAM, comme l'Indice des stratégies de survie simplifié, le nombre de repas consommés par jour et la Diversité alimentaire des ménages, également recueillie par le gouvernement du Niger dans le cadre des rapports EVIAM 2013 et 2015.

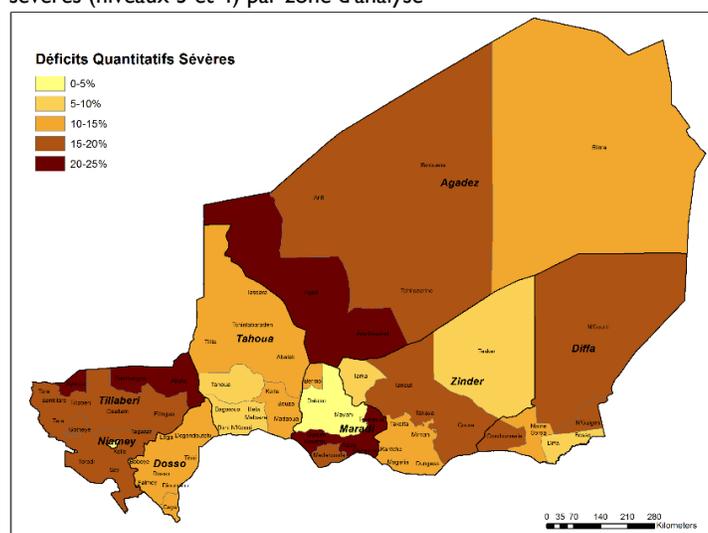
Selon des données fiables issues du *Score de consommation alimentaire* établi par le gouvernement du Niger et le PAM entre 2008 et 2017, la quantité des produits alimentaires consommés semble diminuer pour la majorité des ménages nigériens.

Les données actuelles permettent d'observer que certaines zones sont confrontées à un problème plus important concernant la quantité de produits alimentaires consommés, notamment l'ouest de la région d'Agadez (3), le sud-est de la région de Maradi (14) et le nord de la région de Tillabéri (19). Le centre de la région de Maradi (12) semble avoir, dans l'ensemble, la plus forte quantité d'aliments consommés. On peut conclure de cette étude que la production globale provenant des cultures

Tableau 3. Quantité de produits alimentaires consommés par zone

Zones de classification	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
1 : Est d'Agadez	50-60 %		25-35 %	10-20 %
2 : Centre d'Agadez	50-60 %		20-30 %	15-25 %
3 : Ouest d'Agadez	35-45 %		30-40 %	20-30 %
4 : Sud-est de Diffa	65-75 %		15-25 %	5-15 %
5 : Centre de Diffa	60-70 %		15-25 %	10-20 %
6 : Ouest de Diffa	45-55 %		25-35 %	15-25 %
7 : Nord-est de Diffa	60-70 %		10-20 %	15-25 %
8 : Nord de Diffa	40-50 %		30-40 %	15-25 %
9 : Nord de Dosso	45-55 %		30-40 %	10-20 %
10 : Sud de Dosso	45-55 %		30-40 %	10-20 %
11 : Nord de Maradi	60-70 %		15-25 %	10-20 %
12 : Centre de Maradi	70-80 %		15-25 %	0-10 %
13 : Sud-ouest de Maradi	55-65 %		15-25 %	15-25 %
14 : Sud-est de Maradi	45-55 %		20-30 %	20-30 %
15 : Nord de Tahoua	60-70 %		15-25 %	10-20 %
16 : Sud-ouest de Tahoua	65-75 %		15-25 %	5-15 %
17 : Sud-est de Tahoua	65-75 %		10-20 %	10-20 %
18 : Centre de Tahoua	70 %		20 %	10 %
19 : Nord de Tillabéri	40-50 %		25-35 %	20-30 %
20 : Centre de Tillabéri	45-55 %		25-35 %	15-25 %
21 : Sud de Tillabéri	45-55 %		25-35 %	15-25 %
22 : Nord de Zinder	45-55 %		25-35 %	10 %
23 : Centre de Zinder	40-50 %		30-40 %	15-25 %
24 : Sud de Zinder	45-55 %		30-40 %	10-20 %

Carte 3. Proportion de ménages confrontés aux déficits quantitatifs sévères (niveaux 3 et 4) par zone d'analyse



Source : Atelier d'analyse de l'insécurité alimentaire chronique, mai 2018

et de l'élevage pourrait couvrir les besoins alimentaires mais que des revenus médiocres, des sécheresses récurrentes, des précipitations irrégulières ainsi que les prix élevés des produits alimentaires peuvent limiter la capacité des ménages pauvres à se procurer de façon régulière l'ensemble de leur ration alimentaire. Il est également démontré que les ménages font face aux contraintes de cet environnement aride et incertain en diversifiant leurs moyens d'existence et en migrant pendant la saison sèche pour améliorer leurs revenus, cela afin d'accroître la quantité de produits alimentaires qu'ils consomment, entre autres besoins immédiats.

Nutrition

Les équipes d'analystes ont examiné les indicateurs se rapportant aux données sur la nutrition tirés des preuves directes et indirectes rassemblées entre 2010 et 2017. Les indicateurs se rapportant aux preuves directes contenaient les données sur le retard de croissance (malnutrition chronique) de l'EDS de 2012 et des enquêtes de l'INS de 2013 et 2015. Dans un nombre limité de zones, les données sur le retard de croissance tirées des enquêtes SMART menées entre 2010 et 2012, de la NCA en 2015 et du rapport de l'EDSN du gouvernement du Niger de 2017 étaient disponibles. Des preuves indirectes ont été tirées du rapport 2013 de l'USAID DDL relatif à l'insuffisance pondérale et à l'émaciation (malnutrition aigue) chez les enfants âgés de 6 à 59 mois. Certaines données sur la nutrition ont été jugées peu fiables, car elles ont été recueillies par région plutôt que par département. Bien que la méthodologie et la taille de l'échantillon de l'EDS menée en 2012 soient correctes, l'année a, elle, été considérée comme exceptionnelle.

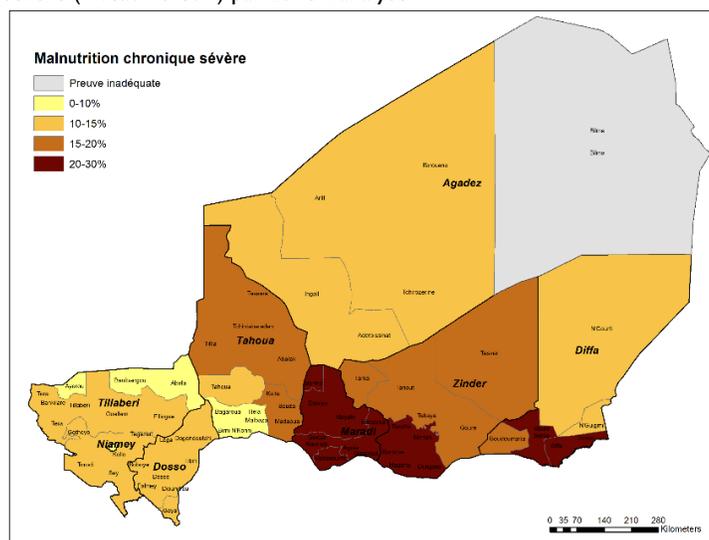
L'absence de preuves directes sûres et récentes pour la nutrition, par exemple celles sur le retard de croissance chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, rend difficile à l'heure actuelle la détermination de

niveaux précis de malnutrition ou le repérage de tendances historiques. Le recueil des données pour l'EDS de 2012 a été effectué au cours d'une année exceptionnelle et cela par région plutôt que par département. Les données recueillies pour les enquêtes de l'INS en 2013 et 2015 ont toutefois été jugées plus fiables et rassemblées au niveau des départements. Malheureusement, des sources de données issues d'autres études n'étaient pas disponibles, à l'exception de quelques cas. En outre, les preuves indirectes faisaient souvent défaut. Les données disponibles montrent que la prévalence la plus élevée de malnutrition était évidente dans le sud-est et dans le centre de la région de Diffa (zones 4 et 5), dans le nord, le centre, le sud-ouest et le sud-est de la région de Maradi (zones 11, 12, 13 et 14) et dans le sud de la région de Zinder (zone 24). Surtout, la prévalence élevée de malnutrition dans la région de Maradi ne s'avérait pas compatible avec les données relativement meilleures de la région en matière de quantité et de qualité de la consommation alimentaire.

Tableau 4. Nutrition par zone

Zones de classification	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
1 : Est d'Agadez	0 %		0 %	0 %
2 : Centre d'Agadez	60-70 %		15-25 %	10-20 %
3 : Ouest d'Agadez	65 %		20 %	15 %
4 : Sud-est de Diffa	40-50 %		20-30 %	25-35 %
5 : Centre de Diffa	40-50 %		20-30 %	25-35 %
6 : Ouest de Diffa	50-60 %		20-30 %	15-25 %
7 : Nord-est de Diffa	65 %		20-25 %	10-15 %
8 : Nord de Diffa	50-60 %		25-35 %	10-20 %
9 : Nord de Dosso	55-65 %		15-25 %	10-20 %
10 : Sud de Dosso	65 %		20 %	15 %
11 : Nord de Maradi	50 %		20 %	30 %
12 : Centre de Maradi	40-50 %		20-30 %	25-35 %
13 : Sud-ouest de Maradi	35-45 %		30-40 %	20-30 %
14 : Sud-est de Maradi	30-40 %		30-40 %	25-35 %
15 : Nord de Tahoua	60 %		20 %	20 %
16 : Sud-ouest de Tahoua	60-70 %		20-30 %	5-15 %
17 : Sud-est de Tahoua	50-60 %		20-30 %	15-25 %
18 : Centre de Tahoua	60-70 %		15-25 %	10-20 %
19 : Nord Tillabéri	65-75 %		15-25 %	5-15 %
20 : Centre de Tillabéri	60 %		25 %	15 %
21 : Sud de Tillabéri	45-55 %		30-40 %	10-20 %
22 : Nord de Zinder	50 %		30 %	20 %
23 : Centre de Zinder	40-50 %		30-40 %	15-25 %
24 : Sud de Zinder	45-55 %		20-30 %	20-30 %

Carte 4. Proportion de ménages confrontés à la malnutrition chronique sévère (niveaux 3 et 4) par zone d'analyse



Source : Atelier d'analyse de l'insécurité alimentaire chronique, mai 2018

Facteurs sous-jacents et limitatifs - Résumé

Leur pays étant privé d'accès à la mer, en grande partie désertique et de plus en plus touché par le changement climatique et l'insécurité, les Nigériens, au cours des siècles, ont traditionnellement développé tout un éventail de mécanismes d'adaptation leur permettant de survivre dans un environnement difficile. La majeure partie de la population est concentrée dans le sud du pays où les conditions agro-écologiques favorisent la culture des céréales de base telles que le mil et le sorgho, ainsi que les cultures maraîchères irriguées et diverses cultures de rentre. L'élevage est une activité essentielle, pratiquée sur l'ensemble du territoire. Les habitants des régions septentrionales qui jouxtent et comprennent le désert du Sahara pratiquent un élevage fondé sur mobilité et la transhumance, comme principal moyen d'existence. Néanmoins, la désertification et les sécheresses récurrentes ont des effets négatifs sur les pâturages, la production agricole et la nappe phréatique. De nombreux habitants migrent de façon saisonnière pendant la saison sèche pour améliorer et trouver des compléments de revenus. En conséquence, l'accès aux produits alimentaires est un problème pour de nombreux ménages en raison des faibles revenus et de l'insuffisance des infrastructures routières dans les zones reculées. De même, la disponibilité en produits alimentaires est limitée par le déclin de la production agricole qu'entraînent des précipitations irrégulières, des sécheresses récurrentes et une pénurie de terres dans les zones les plus productives. La détérioration des indicateurs liés à la quantité de produits alimentaires consommés, mentionnée ci-dessus, permet également d'aboutir à cette conclusion. Enfin, la prévalence moyenne à élevée de la malnutrition chez les enfants peut être liée à un accès limité à un régime alimentaire diversifié, au manque de connaissances à l'égard de l'importance de la diversification alimentaire, à des taux extrêmement faibles d'alphabétisation (12 %) et de fréquentation scolaire et à une disponibilité limitée des services et des agents de santé dans les régions reculées. L'accès à l'eau potable et à un assainissement amélioré représente également un problème pour beaucoup d'habitants. Les risques récurrents tels que la sécheresse, les maladies des animaux et des cultures, les inondations et le climat d'insécurité récent instauré par Boko Haram dans le bassin du lac Tchad et par divers groupes armés à proximité de la frontière malienne, dans les départements de Tillabéri et Tahoua, contribuent également à l'insécurité alimentaire des populations concernées.

Analyse IPC de l'insécurité alimentaire chronique - Contexte et méthodologie

Cette analyse de la sécurité alimentaire chronique au Niger a été effectuée à l'aide des outils et protocoles du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). Les outils et procédures pour l'analyse de l'insécurité alimentaire chronique ont été publiés par l'IPC sous forme d'addenda au manuel IPC v2.0 et ont été mis en place à partir de 2014. La méthode de l'IPC en matière d'analyse de l'insécurité alimentaire chronique peut-être résumée comme suit. L'IPC définit l'insécurité alimentaire chronique comme « une insécurité alimentaire qui persiste dans le temps, notamment pour des raisons structurelles ». Selon cette définition, la « persistance » est définie comme une insécurité alimentaire existant même pendant les périodes autres que les périodes exceptionnelles (c'est-à-dire les périodes durant lesquelles ne se produit aucun événement atypique). En pratique, par analyse IPC de l'insécurité alimentaire chronique, on entend le fait de recueillir des données disponibles pour les dix dernières années, les analyser dans le cadre du tableau de référence IPC insécurité alimentaire chronique (page 5) et accorder davantage d'importance, lors de cette analyse, aux données recueillies pendant les périodes non exceptionnelles. On trouvera plus d'informations sur les outils et les procédures IPC pour l'analyse de l'insécurité alimentaire chronique sur le site Internet de l'IPC à l'adresse www.ipcinfo.org.

L'analyse au Niger a été coordonnée par un comité technique composé de membres du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), du Réseau de systèmes d'alerte rapide contre la famine (FEWS NET), du gouvernement du Niger et de l'Unité de soutien mondial de l'IPC (IPC GSU). Le CILSS dirige le « Cadre Harmonisé », le dispositif grâce auquel les pays d'Afrique de l'Ouest procèdent à une analyse de la sécurité alimentaire et font état des besoins régionaux en matière d'aide alimentaire. Toutes les agences ont participé ensemble à la mise en œuvre de cette première analyse de la sécurité alimentaire chronique en Afrique de l'Ouest. Ce travail d'analyse a été financé par USAID, par l'intermédiaire du FEWS NET.

Le processus d'analyse pour le Niger a débuté à Niamey en septembre 2016 par des réunions des parties prenantes. Ces réunions de sensibilisation avec les partenaires et les parties prenantes clés ont été organisées par l'unité nationale du Cadre harmonisé nigérien présidé par le ministère de l'Agriculture. Au cours de ces réunions, les représentants des agences partenaires ont choisi des analystes au sein de leurs organisations pour qu'ils participent aux travaux d'analyse ; ils ont déterminé quelles périodes étaient exceptionnelles pour les dix dernières années et ont débattu des données nécessaires à l'analyse. Les années suivantes ont été considérées comme étant exceptionnelles : 2010 et 2012 en raison des sécheresses.

Durant la période précédant l'analyse, les données et les informations disponibles sur la sécurité alimentaire pour les dix dernières années ont été recueillies auprès des agences partenaires. Ces données ont de nouveau été analysées puis intégrées aux feuilles de calcul en ligne du système de soutien à l'information (ISS) de l'IPC par une équipe d'experts en matière de données. De brefs documents de contexte ont également été rédigés pour chaque zone de classification du Niger et pré-téléchargés dans le SSI. Une des difficultés à laquelle l'équipe d'analystes a été confrontée est le fait qu'une grande partie des données était toujours en cours de saisie lors des sept premiers jours de l'atelier d'analyse. De ce fait, les équipes ont dû travailler, au début de la seconde semaine, sur des données générales pour chaque zone en attendant que les données finales soient saisies. En conséquence, cela n'a pas permis aux équipes de tirer pleinement parti du temps disponible pour effectuer l'analyse.

Pendant la semaine précédant l'analyse, les participants ont suivi une formation IPC de cinq jours sur l'analyse de l'insécurité alimentaire chronique. La formation portait sur tous les outils et les procédures de l'IPC et était animée par la GSU de l'IPC et le FEWS NET. Parmi les personnes participant à la formation ainsi que, la semaine suivante, à l'analyse, figuraient des analystes du gouvernement, d'ONG et d'agences des Nations Unies outre ceux du CILSS, de l'IPC et du FEWS NET. L'annexe A contient une liste complète des participants.

L'atelier d'analyse de l'insécurité alimentaire chronique s'est déroulé à Niamey, au Niger, pendant la semaine du 30 avril 2018. Les membres de l'équipe d'analystes ont été divisés en groupes d'analyse de zones en fonction des connaissances locales qu'ils avaient de certaines régions du pays. Les groupes d'analyse ont commencé par examiner s'il existait des périodes exceptionnelles propres à chaque département au cours des dix dernières années. Les analystes ont ensuite effectué un inventaire des données. Bien que la plupart des données et informations utiles à la classification aient été pré-déterminées et intégrées au portail ISS, les analystes ont été en mesure d'y entrer les données et les informations supplémentaires qui étaient disponibles. Travaillant au sein de leurs groupes d'analyse, les analystes se sont ensuite intéressés à quatre domaines de la sécurité alimentaire : les facteurs déterminants, la qualité et la quantité des produits alimentaires consommés et leur

état nutritionnel. Pendant et après l'analyse de ces domaines distincts, les groupes ont utilisé une méthode de recoupement des données pour classer les ménages dans les quatre niveaux d'insécurité alimentaire chronique. Enfin, les facteurs sous-jacents et limitatifs de l'insécurité alimentaire chronique ont été identifiés.

Toutes les analyses ont été avalisées par le groupe consultatif technique principal. Après l'analyse, un consultant en rédaction technique ayant participé à l'analyse a rédigé le rapport d'analyse en fonction des contenus et des classifications introduits dans l'ISS. Ce rapport a d'abord été examiné par le FEWS NET et quelques modifications mineures y ont été apportées. Il a ensuite été transmis à l'unité nationale du Cadre harmonisé du Niger, au CILSS et à la GSU de l'ICP afin que ces organismes puissent faire part de leurs commentaires avant la publication.

Vue d'ensemble de l'insécurité alimentaire chronique dans les départements du Niger

Région d'Agadez

1 : Est de la région d'Agadez - Oasis : Zone à prédominance commerciale, dattes et sel

Départements Bilma

L'est de la région d'Agadez est un département peu peuplé situé dans la partie la plus reculée du Niger et fait partie du Ténéré, une région située dans le désert du Sahara située au centre-sud du pays ; celle-ci consiste en une vaste plaine de sable qui s'étend du nord-est du Niger à l'ouest du Tchad. Il englobe la zone de moyens d'existence connue sous le nom de N01 : Oasis du nord-est – Dattes, sel et commerce et département de Bilma. La population, de 21 426 habitants, vit dans quelques oasis disséminées dans tout le département. La ville de Bilma est la plus grande de ces villes et compte principalement une population « urbaine ». La production de sel (sel de table et sel à lécher pour le bétail) constitue le moyen d'existence le plus important et y est une source de revenus depuis plusieurs siècles.¹ Néanmoins, la production est menacée, de nombreuses salines ayant été ensevelies par les dunes de sable et les vents violents.

En outre, l'absence de réseau routier (*ibid*) fait que les prix du sel en vente directe sont bas, car il est principalement vendu aux caravanes du désert. La plupart des ménages disposent de terres irriguées pour cultiver du blé, des légumes et d'autres fruits destinés à la consommation intérieure et au marché local. Les ménages les plus aisés utilisent des pompes à moteur pour extraire l'eau des puits tandis que les plus pauvres se servent de systèmes à commande manuelle, appelés *chadoufs*, pour extraire l'eau des puits à des fins d'irrigation et pour leur usage domestique. Dans les villes oasis telles que Bilma, les dattes sont très répandues et représentent le premier produit d'exportation de la région. Un ménage moyen peut posséder 100 palmiers dattiers sur une surface de plus de 200-500 m². Les ménages les plus riches ont des plantations de dattes de 10 hectares ou plus.

Compte tenu des précipitations extrêmement faibles dans cette zone, il n'y a qu'une brève saison des pluies au mois d'août. Comme il a été observé, l'irrigation est nécessaire à Bilma pour la plus grande partie de la production agricole. Les dattes sont récoltées entre septembre et novembre et vendues en décembre. L'extraction de sel a lieu chaque année de janvier à août.

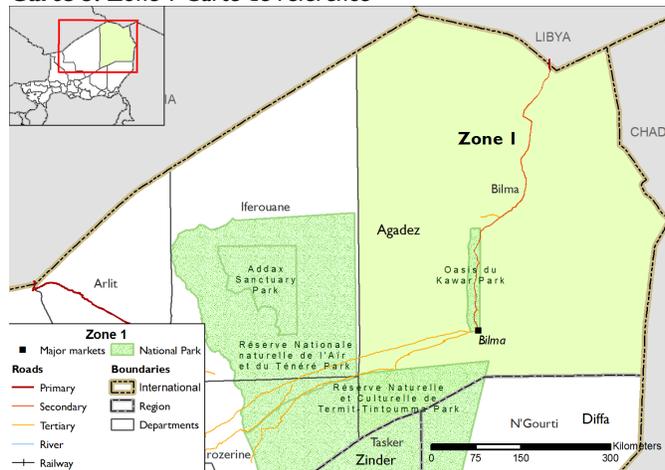
Les principaux chocs auxquels sont confrontés les ménages habitant la zone sont l'insécurité, les ravageurs et les parasites qui s'attaquent aux cultures et les tempêtes de sable. L'insécurité dans la région a un impact négatif sur les moyens d'existence des ménages et sur leur capacité à accéder aux marchés pour acheter ce dont ils ont besoin. Les tempêtes de sable, les ravageurs et les parasites agricoles ont un impact négatif sur la production de palmiers dattiers et certaines cultures irriguées. Outre ces chocs, deux villages ont été dévastés par un incendie au début de 2017 ; il a touché 254 personnes et 1 007 palmiers dattiers ont été détruits. Au milieu de 2017, une rare inondation a détruit 119 maisons et 761 personnes ont dû être déplacées.

Paramètres de sécurité alimentaire dans l'est de la région d'Agadez

Qualité de la consommation alimentaire

Lors de l'évaluation de la qualité de la consommation alimentaire dans la zone, l'équipe d'analystes s'est trouvée confrontée à une difficulté posée par l'absence de données pertinentes pour la zone, à l'exception de celles provenant de l'indicateur de *Diversité alimentaire minimale pour les enfants (6 -23 mois)* recueillies pour l'EDS en 2012 et l'EVIAM en 2013 et 2015. Cependant, la fiabilité de ces données a été jugée limitée puisque l'indicateur concernait l'ensemble du département d'Agadez. La zone est peu peuplée et encore plus éloignée avec des moyens d'existence différents de ceux de la zone NE-02. Les preuves indirectes faisaient défaut, mais certaines données étaient liées à des facteurs sous-jacents/contrainants se

Carte 5. Zone I Carte de référence



Source : FEWS NET

¹ <http://www.ipsnews.net/2013/05/protecting-nigers-desert-salt-pans/>

rapportant aux stratégies de survie, au pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté et au pourcentage des dépenses en espèces consacrées à l'alimentation. De telles données révèlent que les ménages de Bilma consacrent la majorité de leurs revenus à l'alimentation - 70 à 80 % - et que le même groupe de ménages se situe en dessous du seuil de pauvreté national de 1,90 dollar EU par jour. Une enquête sur l'est de la région d'Agadez a montré que les ménages y diversifiaient leurs revenus en favorisant la production agricole, le petit commerce et le travail salarié. Peu de ménages dépendent de sources de revenus précaires comme la vente de bois ou le travail occasionnel. Contrairement à d'autres régions de la région d'Agadez, pratiquement aucun ménage ne dépend de l'élevage. Néanmoins, le manque de preuves directes et indirectes fiables sur la qualité de la consommation alimentaire n'a pas permis à l'équipe d'analystes d'atteindre le seuil de confiance minimal requis pour classer cet indicateur.

Tableau 5 : Principaux indicateurs de la qualité de l'alimentation dans l'est de la région d'Agadez

Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Diversité alimentaire minimale chez les enfants	2012	EDS	1	15 %	85 %		
	2013	EVIAM	1	45 %	55 %		
	2015	EVIAM	1	22 %	78 %		
Conclusion							

Remarque : le surlignage indique une année exceptionnelle.

Quantité de produits alimentaires consommés

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs se rapportant à la quantité de produits alimentaires consommés dans l'est de la région d'Agadez tirés de preuves directes comme le FCS et des preuves indirectes fondées sur la diversité alimentaire des ménages. Le FCS provenait des indicateurs recueillis par le gouvernement du Niger et le PAM, tandis que les preuves indirectes ont été obtenues des études de l'EVIAM du gouvernement du Niger menées en 2014, 2016 et 2017. En se basant uniquement sur les données du FCS, il ressort qu'une minorité de ménages (5-15 %) fait face à un déficit alimentaire quantitatif équivalent à l'insécurité alimentaire sévère chronique (niveau 4). Néanmoins, les déficits alimentaires ont atteint un pic en 2015, près d'un tiers des ménages ayant fait état d'une consommation alimentaire médiocre (PAM 2015). En outre, les données du HDDS révèlent que plus de la moitié des ménages connaissent une diversité alimentaire médiocre - un résultat incompatible avec les données du FCS et le pourcentage de ménages figurant dans le niveau 4. Les preuves indirectes liées au nombre de groupes d'aliments consommés au cours des dernières vingt-quatre heures n'étaient pas cohérentes d'une année sur l'autre. Diverses études ont montré qu'entre 2 et 36 % des ménages consommaient moins de trois groupes de produits alimentaires par jour, ce qui les place par conséquent dans une catégorie de niveau 4.

Des preuves directes similaires ont été utilisées pour estimer la proportion de ménages appartenant au niveau 3. Les FSC enregistrés sur plusieurs années suggèrent qu'entre 7 et 23 % des ménages appartiennent, respectivement, au niveau 3. Des preuves indirectes fondées sur la diversité alimentaire des ménages ont montré qu'entre 10 et 38 % des ménages appartenaient au niveau 3.

Tableau 6 : Principaux indicateurs de la quantité de produits alimentaires consommés dans l'est de la région d'Agadez

Indicateur	Année	Source :	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	
PREUVES DIRECTES	Score de consommation alimentaire (FCS)	2013	PAM FSA	2	82 %	15 %	4 %	
		2014	PAM FSA	2	81 %	7 %	12 %	
		2015	PAM FSA	2	46 %	23 %	32 %	
		2015	Gouvernement du Niger	1	13 %	50 %	37 %	
		2016	Gouvernement du Niger	1	33 %	33 %	33 %	
		2017	Gouvernement du Niger	1	74 %	17 %	9 %	
		2017	EVIAM	1	22 %	21 %	57 %	
	Score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)	2015	EVIAM	2	19 %	29 %	53 %	
		2015	Gouvernement du Niger	2	4 %	15 %	81 %	
		2016	Gouvernement du Niger	2	0 %	67 %	33 %	
		2017	EVIAM	1	47 %	41 %	12 %	
		2017	Gouvernement du Niger	1	14 %	32 %	54 %	
	PREUVES INDIRECTES	Diversité alimentaire des ménages	2014	EVIAM	2	54 %	33 %	13 %
			2016	EVIAM	2	26 %	38 %	36 %
2018			?	1	88 %	10 %	2 %	
Conclusion				50-60 %	25-35 %	10-20 %		

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la majorité des ménages produisent des aliments destinés à la consommation en se servant d'eau de puits pour l'irrigation. Les revenus tirés de la production de palmiers dattiers et de sel sont considérés comme faibles et varient d'une zone à l'autre, mais ils renforcent la capacité des ménages à acheter des produits alimentaires. En ce qui concerne le niveau de dépendance des ménages à l'égard du marché des produits alimentaires et leurs stratégies d'adaptation lorsque leurs stocks de produits alimentaires sont épuisés, la situation n'apparaît pas clairement.

Nutrition

En ce qui concerne les données nutritionnelles pour l'est d'Agadez, l'équipe d'analystes ne disposait que d'un seul indicateur pertinent tiré des données sur le retard de croissance de l'EDS de 2012. Aucune preuve indirecte liée à la nutrition n'a pu être trouvée. Les données sur le retard de croissance ont été jugées peu fiables, car elles ont été recueillies au cours d'une année exceptionnelle et s'appliquent à l'ensemble de la région ; il est donc peu probable qu'elles donnent une idée de la situation dans la zone. Cependant, ces seules données révèlent une prévalence élevée de retard de croissance chez les enfants âgés de 6 à 59 mois. L'absence générale de chiffres et la faible fiabilité des données sur le retard de croissance n'ont pas permis à l'équipe d'atteindre un seuil de confiance suffisant pour classer cette zone.

Tableau 7: Principaux indicateurs pour la nutrition dans l'est de la région d'Agadez

	Indicateur	Année	Source :	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Retard de croissance chez les enfants (6-59 mois)	2012	EDS	1	60 %		14 %	26 %
Conclusion								

Remarque : le surlignage indique une année exceptionnelle.

Les conclusions tirées des facteurs déterminants indiquent que 60 à 70 % de la population a accès à une source d'eau améliorée, mais dans de nombreux cas, au moins trente minutes de marche sont nécessaires pour accéder à l'eau. En outre, seuls 30 % des ménages ont de bonnes habitudes en matière d'hygiène. L'étendue et la nature isolée de la partie orientale de la région d'Agadez peuvent également restreindre l'accès aux services de santé et à une alimentation variée, de même que limiter l'adoption d'une bonne alimentation par les adultes et leurs jeunes enfants.

Conclusions générales

Le manque général de données sur l'est de la région d'Agadez n'a pas permis à l'équipe d'analystes de procéder à une classification de la population, qui est confrontée à divers niveaux d'insécurité alimentaire chronique.

Tableau 8 : Recoupement final des données pour l'est de la région d'Agadez

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Facteurs déterminants/sous-jacents	0-10	0-10	10-20	70-80
Consommation alimentaire – Qualité				
Produits alimentaires consommés - Quantité				
Nutrition				
Recoupement général des données				
Population concernée				

Facteurs sous-jacents et limitatifs

Un certain nombre de facteurs sous-jacents et limitatifs remettent en cause la capacité des ménages vulnérables de Bilma à améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire, notamment :

- l'absence de réseau routier vers/dans l'est de la région d'Agadez qui contribue à la hausse du prix des produits alimentaires et à rendre ces derniers moins accessibles ;
- les précipitations extrêmement faibles qui limitent la production agricole et rendent nécessaire la diversification des moyens d'existence ; et
- le manque d'accès à l'eau et à un assainissement amélioré qui aggrave les problèmes liés à la santé et l'utilisation des aliments.

Principales conclusions et explications

Données insuffisantes pour produire des explications.

2 : Centre de la région d'Agadez - Zone à prédominance de cultures maraîchères irriguées du massif de l'Aïr

Départements : Arlit, Iferouane et Tchirozerine

La majorité de la population de ces départements appartient en grande partie à la zone de moyens d'existence des cultures maraîchères irriguées du massif de l'Aïr (NE-02), une partie se trouvant dans les zones de moyens d'existence de pastoralisme transhumant et nomade (NE-03) et les zones de moyens d'existence de culture/élevage à forte migration de la main-d'œuvre vers l'extérieur (NE-06). L'ensemble de la population de cette zone est estimée à 456 897 habitants (INS 2012) et comprend les départements d'Artil, d'Iferouane et de Tchirozerine. Cette région située dans le désert du Sahara est généralement montagneuse et rocailleuse avec des vallées et certaines plaines qui ont des sols cultivables propices à la culture maraîchère. Les précipitations annuelles varient entre 150 et 300 mm et la population de cette zone a pour principaux moyens

d'existence l'agriculture irriguée et l'élevage. Malgré des précipitations limitées, les herbages naturels et les pâturages sont suffisants pour le petit bétail. Les chameaux sont largement utilisés comme animaux de trait et pour le transport. La production par irrigation de mil, de blé, de maïs et de légumes dans la zone du massif de l'Aïr représente la principale source de revenus des ménages. Les oignons sont le légume le plus produit, suivis des pommes de terre irlandaises, de l'ail et des tomates. Des agrumes sont cultivés dans la petite enclave de Timia. Les ménages les plus pauvres travaillent comme ouvriers agricoles ou dans les villes pour les ménages plus aisés et dépendent fortement du marché pour se procurer leurs aliments.

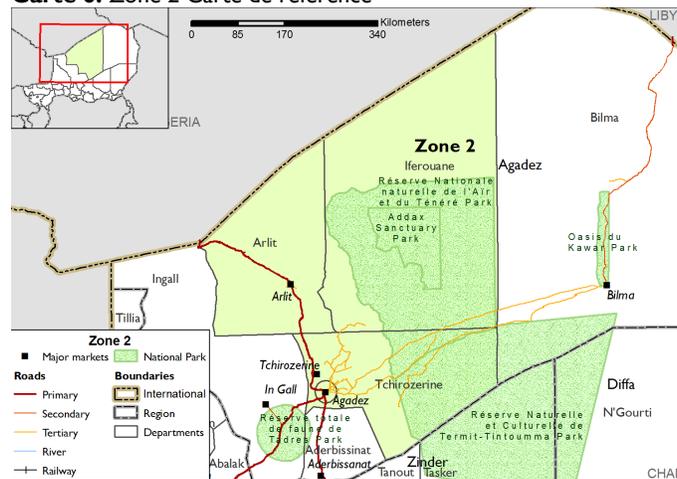
Outre ces moyens d'existence prédominants, la région d'Agadez abrite la plus importante source de devises du Niger et de minerai exporté – l'uranium. L'uranium est extrait près des villes minières d'Artil et d'Akoka, à 900 km au nord-est de la capitale, Niamey, à la frontière sud du désert du Sahara et dans la partie occidentale des montagnes de l'Aïr.² Il existe trois grandes exploitations minières concédées sous licence à la société française Areva (renommée Orano) : SOMAIR à Artil/Arlette (commune d'Artil), COMINAK à Akouta, Imorauren (à 80 km au sud de la région d'Artil) et SOMINA, un projet d'investissement chinois, à Azelik (à 150 km au nord-ouest de la région d'Agadez) (*ibid*). Ces exploitations minières ont créé des possibilités d'emploi mais, depuis la première découverte d'uranium en 1957 à Azelik, elles posent également des risques pour la santé de la population locale. Ces dernières années, la production d'uranium a diminué en raison de la faiblesse des prix au niveau international.

Les faibles précipitations d'Agadez ont lieu entre juillet et septembre, lorsque la plupart des cultures sont semées. Le blé et les légumes sont semés en septembre et c'est la période où les ménages les plus pauvres peuvent tirer un revenu du travail agricole et où beaucoup d'habitants reviennent de l'exode massif qui se déroule pendant la période de soudure. La récolte et la commercialisation des produits ont lieu en mars et avril.

Outre l'agriculture, certains ménages cultivent et récoltent des feuilles de moringa, préparent du charbon de bois ou travaillent comme artisans pendant toute l'année. Dans cette zone, les Touaregs constituent le groupe dominant ; ils sont connus pour leurs talents d'orfèvres et fabriquent des bijoux. Une partie de cette zone est dominée par le commerce, par exemple la ville d'Agadez où les marchandises transitent depuis des siècles par la route commerciale transsaharienne.

Les ménages les plus pauvres représentent 24 % de la population et ont très peu de biens, comme des petits ruminants et des petites terres irriguées ; ils travaillent comme ouvriers ou vendent du bois ou du foin pour compléter leurs revenus.

Carte 6. Zone 2 Carte de référence



Source : FEWS NET

² <http://www.world-nuclear.org/information-library/country-profiles/countries-g-n/niger.aspx>

Paramètres de sécurité alimentaire dans le centre de la région d'Agadez

Qualité de la consommation alimentaire

Afin d'évaluer la qualité de la consommation alimentaire au centre de la région d'Agadez, l'équipe d'analystes a examiné diverses informations disponibles sur les résultats et les facteurs déterminants, notamment l'indicateur de *Diversité alimentaire minimale pour les enfants (6-23 mois)* et le *Ratio de dépenses en féculents* établis pour l'EDS (2012) et la Banque mondiale (Tableau 9). Les preuves indirectes s'appuient sur l'EDS de 2012 et les EVIAM de 2013 et 2015 relatives à la diversité du régime alimentaire des enfants âgés de 6 à 24 mois.

L'élément le plus probant concernant la qualité de l'alimentation est le ratio de dépenses en féculents (SSEXR) établi par la Banque mondiale en 2014. Il révélait que 53 % des ménages étaient confrontés à une insécurité alimentaire légère et chronique (niveau 2) et 4 % à une insécurité alimentaire chronique modérée ou sévère (niveaux 3 et 4). Ces pourcentages se sont avérés difficiles à recouper compte tenu d'écart entre les chiffres. Les données sur la diversité du régime alimentaire des enfants ont constitué les indicateurs les plus importants, mais ont visiblement perdu en intérêt car elles ne concernaient qu'une petite partie de la population. Dans l'ensemble, l'analyse a montré que, en ce qui concerne la qualité de la consommation alimentaire, 30 à 40 % des ménages se situaient au niveau 1, 30 à 40 % au niveau 2 et 25 à 35 % aux niveaux 3 et 4. Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que les ménages dépensent plus de 70 % de leurs revenus en produits alimentaires, mais les conditions de vie difficiles dans le désert exigent que la majorité d'entre eux disposent de sources de revenus variées et soient en mesure de couvrir plus de 150 % des besoins essentiels à leur survie. Malgré l'apparente résilience des ménages de la zone, la diversité du régime alimentaire des enfants est faible. Bien que les données du HDDS soient manquantes, les données du SSEXR semblent plutôt satisfaisantes et correspondent peut-être à la quantité variée de légumes cultivés dans cette région.

Tableau 9. Principaux indicateurs pour la qualité de l'alimentation dans le centre de la région d'Agadez

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Diversité alimentaire minimale chez les enfants	2012	EDS	1	15 %	85 %		
	Ratio de dépenses en féculents	2014	Banque mondiale	2	44 %	53 %	4 %	
PREUVES INDIRECTES	Diversité du régime alimentaire des enfants âgés de 6 à 24 mois	2012	EDS	1	48 %	52 %		
		2013	EVIAM	1	55 %	45 %		
		2015	EVIAM	1	78 %	22 %		
Conclusion					30-40 %	30-40 %	25-35 %	

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Quantité de produits alimentaires consommés

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs se rapportant à la quantité d'aliments consommés dans le centre de la région d'Agadez tirés des différentes preuves directes et indirectes recueillies entre 2013 et 2017. Parmi les preuves directes, on peut citer les indicateurs du *Score de consommation alimentaire (FCS)*, du *Score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)* et de la *Fréquence minimale des repas chez les enfants* établis par le PAM et le gouvernement du Niger en 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017. L'évaluation de la sécurité alimentaire et le déficit de survie de l'Analyse de l'économie des ménages (Household Economy Approach – HEA) sont des indicateurs mesurés par FEWS NET en 2016 (tableau 10). Les preuves indirectes s'appuient sur les données du rapport EVIAM de 2016 relatives à la diversité alimentaire des ménages.

Des preuves directes et fiables (2013-2017) indiquent qu'une minorité de ménages (15-25 %) fait face à un déficit alimentaire quantitatif équivalent à une insécurité alimentaire sévère chronique (niveau 4). Ce niveau d'insécurité alimentaire de niveau 4 concorde avec l'absence de ménages présentant un déficit de survie HEA ; environ un tiers des enfants ne prennent pas un nombre minimal de repas par jour, c'est-à-dire qu'ils sont considérés comme appartenant aux niveaux 3 et 4. Il y a cependant eu une amélioration du FCS entre 2013 et 2017 ainsi que du HDDS entre 2015 et 2017. Les preuves indirectes provenaient du score de diversité des régimes alimentaires des ménages d'Arlit, d'Iférouane et de Tchirozérine, d'importants écarts étant observés d'une zone à l'autre. Par exemple, seulement 8,6 % des ménages d'Arlit avaient consommé moins de trois types d'aliments au cours des dernières 24 heures, contre 26,8 % à Iférouane et 41,8 % à Tchirozérine. À partir d'une évaluation de

ces différentes données, 10 à 20 % des ménages du centre de la région d'Agadez ont été classés au niveau 4 concernant la quantité de produits alimentaires consommés.

Des preuves directes similaires et fiables ont été utilisées pour estimer la proportion de ménages appartenant au niveau 3. Les FCS recueillis par le gouvernement du Niger et le PAM entre 2013 et 2017 indiquent que 20 à 30 % des ménages appartiennent au niveau 3. On observe une tendance à l'amélioration continue du FCS, mais de moins bons résultats pour la diversité alimentaire. Des données sur la fréquence minimale des repas chez les enfants étaient également disponibles et ont été examinées. Bien qu'elles aient été combinées avec des données de niveau 4, elles montrent que 30 à 40 % des enfants ne prennent pas le nombre minimal de repas. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 50 à 60 % des ménages ont été classés aux niveaux 1 ou 2 concernant la quantité de produits alimentaires consommés.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que les conditions de vie difficiles dans le désert exigent une diversification des moyens d'existence. L'élevage et le petit commerce semblent être les moyens d'existence les plus prévalents, suivis de l'agriculture, de l'artisanat et du travail salarié. Très peu de ménages pratiquent la vente de bois/de fourrage ou le travail occasionnel, des activités généralement pratiquées par les ménages pauvres. En raison des rudes conditions climatiques, l'agriculture ne produit pas suffisamment de produits alimentaires pouvant être consommés toute l'année. On peut donc supposer que la plupart des ménages dépendent du marché pour l'achat des produits alimentaires, ou qu'ils migrent de manière saisonnière, ce qui est typique des populations nomades qui vivent dans la région. Néanmoins, en comparant les données de 2013 et 2017 et d'années plus récentes, des preuves indirectes montrent que les ménages ont réussi à augmenter les périodes de disponibilité des stocks de produits alimentaires conservés chez eux.

Tableau 10. Principaux indicateurs de la quantité d'aliments consommés dans le centre de la région d'Agadez

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Score de consommation alimentaire (FCS)	2013	PAM FSA	2	55 %		26 %	19 %
		2014	PAM FSA	2	64 %		14 %	23 %
		2015	PAM FSA	2	91 %		7 %	2 %
		2015	Gouvernement du Niger	1	40 %		31 %	29 %
		2016	Gouvernement du Niger	1	67 %		22 %	11 %
		2017	Gouvernement du Niger	1	53 %		24 %	23 %
		2017	EVIAM	2	84 %		8 %	8 %
	Score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)	2015	EVIAM	2	60 %		35 %	5 %
		2015	Gouvernement du Niger	2	13 %		35 %	53 %
		2016	Gouvernement du Niger	2	29 %		52 %	19 %
		2017	EVIAM	1	48 %		36 %	16 %
		2017	Gouvernement du Niger	1	31 %		47 %	22 %
	Déficit de survie HEA	2016	FEWS NET	2	100 %		0 %	
Fréquence minimale des repas (enfants)	2013	PAM FSA	2	71 %		29 %		
	2014	PAM FSA	2	74 %		26 %		
	2015	PAM FSA	2	78 %		22 %		
PREUVES INDIRECTES	Diversité alimentaire des ménages	2016	EVIAM	2	49 % (Arlit)		42 %	9 %
		2016	EVIAM	2	4 % (Iférouane)		69 %	27 %
		2016	EVIAM	2	7 % (Tchirozérine)		51 %	42 %
Conclusion					50-60 %		20-30 %	15-25 %

Nutrition

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs se rapportant aux données sur la nutrition pour le centre de la région d'Agadez ; ils sont tirés des enquêtes EDS et EVIAM menées en 2013 et 2015. Les indicateurs se rapportant aux preuves directes contenaient les données sur les retards de croissance tirées de l'EDS de 2012. Les preuves indirectes se rapportant à la diversité du régime alimentaire des enfants ont été tirées des EVIAM de 2013 et 2015. L'équipe d'analystes s'est largement appuyée sur les preuves directes se rapportant aux taux de retard de croissance de la dernière EDS (2012). Néanmoins, des preuves indirectes de la diversité du régime alimentaire des enfants ont également permis d'aboutir à une conclusion similaire. Le recoupement des preuves sur l'état nutritionnel tirées de ces indicateurs porte à la répartition suivante des ménages dans chaque niveau d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 11. Principaux indicateurs pour la nutrition dans le centre de la région d'Agadez

	Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Retard de croissance chez les enfants (6-59 mois)	2012	EDS	1	59 % (Tchiro et Agadez)		16 %	26 %
		2012	EDS	1	60 % (région d'Agadez)		14 %	26 %
		2013	INS	2	65 %		26 %	9 %
		2015	INS	2	76 %		17 %	7 %
PREUVES INDIRECTES	Diversité du régime alimentaire des enfants	2013	EVIAM	1	45 %		55 %	
		2015	EVIAM	1	22 %		78 %	
Conclusion					60-70 %		15-25 %	10-20 %

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

La faible prévalence de la malnutrition chronique demeure un risque pour la santé, la croissance et le développement des enfants dans la région d'Agadez. Des données fiables font apparaître des taux élevés de retard de croissance modéré et sévère atteignant, respectivement, 17 % et 7 % (INS, 2015). Des preuves indirectes montrent que la diversité du régime alimentaire des enfants s'est affaiblie entre 2013 et 2015.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la malnutrition chronique reste un problème pour certains ménages d'Agadez, compte tenu de la faible diversité du régime alimentaire des enfants et des taux de retard de croissance enregistrés en 2015. L'accès à l'eau potable reste difficile, la plupart des ménages devant faire des trajets à pied de plus de 30 minutes pour se procurer cette ressource. D'après des études plus récentes, les pratiques en matière d'assainissement semblent s'être considérablement améliorées depuis 2013. Le nombre limité d'établissements de soins et d'agents de santé dans cette région vaste et extrêmement reculée reste également un obstacle à l'amélioration de la santé de la population.

Conclusions générales

Malgré des conditions très difficiles dues au climat et à l'éloignement de la région d'Agadez, les données du SSEXr indiquent que les ménages bénéficient d'une alimentation suffisamment diversifiée, bien que des améliorations soient nécessaires en ce qui concerne les enfants. Les données relatives au FCS indiquent une amélioration entre 2013 et 2015. Les preuves indirectes montrent que les ménages ont réussi à assurer leur approvisionnement en produits alimentaires en recourant à des moyens d'existence plus diversifiés, et en élargissant leurs stocks de produits alimentaires à domicile. Néanmoins, de nombreux ménages de la zone sont toujours en situation d'insécurité alimentaire chronique, sans doute en raison des faibles profits que rapportent les activités génératrices de revenus, du taux d'alphabétisation extrêmement bas, du peu d'amélioration des habitudes d'hygiène et de l'accès aux soins, qui peuvent expliquer le taux élevé de retard de croissance chez les enfants âgés de 6 à 59 mois. À partir des informations se rapportant aux trois causes affectant la sécurité alimentaire décrites ci-dessus, le recoupement des données concernant ces éléments indique que le pourcentage suivant de la population est confronté à des niveaux variables d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 12. Recoupement final des données pour le centre de la région d'Agadez

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Facteurs déterminants/sous-jacents	5-15 %	5-15 %	15-25 %	55-65 %
Consommation alimentaire – Qualité	30-40 %	30-40 %	25-35 %	
Consommation alimentaire – Quantité	60-70 %		15-25 %	10-20 %
Nutrition	60-70 %		15-25 %	10-20 %
Recoupement général des données	35-45 %	20-30 %	15-25 %	10-20 %
Population concernée	182 758	114 224	91 379	68 534

Facteurs sous-jacents et limitatifs

Un certain nombre de facteurs sous-jacents et limitatifs remettent en cause la capacité des ménages vulnérables du centre de la région d'Agadez à améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire, notamment :

- de faibles revenus ;
- des précipitations remarquablement faibles ;
- de faibles taux d'alphabétisation et de fréquentation scolaire ;

- des taux élevés de retard de croissance ;
- un accès insuffisant à l'eau potable.

Principales conclusions et explications

Après recoupement des données et des facteurs sous-jacents analysés, le centre de la région d'Agadez est classé en insécurité alimentaire chronique modérée (niveau 3 de l'IPC). Ces résultats indiquent que 34 % des ménages sont confrontés à un déficit saisonnier deux à quatre mois par an, qu'ils ne disposent pas régulièrement d'un régime alimentaire de qualité et ont probablement des enfants atteints d'un retard de croissance modéré. Cette population possède des moyens d'existence divers (élevage, petit commerce, artisanat – particulièrement les bijoux touaregs en argent – et quelques emplois salariés). Les ménages les plus pauvres pratiquent le travail occasionnel, vendent du bois et du fourrage. Les conditions difficiles du Sahara font que les ménages de cette région sont assez résilients, mais présentent tout de même de faibles résultats en matière de santé, à cause d'un accès insuffisant aux soins de santé, à l'eau et à l'éducation. La disponibilité des produits alimentaires semble être bonne, et les ménages vivant près des localités plus importantes ou au sein de ces dernières bénéficieront d'un meilleur accès au marché. Pour les ménages les plus pauvres, leurs faibles revenus limiteront certainement davantage leur pouvoir d'achat, la qualité de leur régime alimentaire et leur nutrition.

3 : Ouest de la région d'Agadez – Zone à prédominance de pastoralisme transhumant et nomade

Départements : Ingall, Aderbissinat

Cette zone proche de la frontière malienne comprend les départements d'Aderbissinat et d'Ingall, situés dans la ceinture du pastoralisme transhumant et nomade (NE-03). La région, principalement constituée de steppes sablonneuses et broussailleuses, possède une population d'à peine 104 199 habitants (INS, 2012). Elle comprend les départements d'Aderbissinat et d'Ingall. Le pastoralisme est le seul moyen d'existence viable dans cette zone aride qui ne reçoit que 100 à 200 mm de précipitations par an. Bien que le pâturage soit idéal pour les grands troupeaux, les pasteurs doivent constamment déplacer les leurs vers des pâturages saisonniers en effectuant un large circuit à l'intérieur de ce vaste département, à partir des villages nomades transhumants. Dans cet environnement difficile, il est indispensable pour les pasteurs de maintenir entre eux

un équilibre fragile de partage des pâturages et des points d'eau disponibles. La plupart des bergers transhumants sont des Peuls qui s'occupent de leur bétail et de leurs chameaux dans une région moins vaste, les premiers devant boire plus souvent que les derniers. Des groupes ethniques nomades touaregs ou arabophones traversent le nord de la zone afin d'y trouver des pâturages accessibles uniquement aux chameaux, ces derniers pouvant parcourir de longues distances sans eau. Comme indiqué précédemment, l'élevage est le principal moyen d'existence, suivi de l'agropastoralisme et de l'agriculture irriguée. La zone pastorale comprend les populations nomades (Peuls et Touaregs) et les populations transhumantes. Les ménages plus sédentaires ont tendance à survivre aussi bien grâce à l'élevage qu'à l'agriculture. L'horticulture est pratiquée dans une moindre mesure près des étangs et dans le bassin d'Irhazer.

Les habitants de cette zone pastorale peu peuplée sont pour la plupart des pasteurs pauvres qui travaillent comme bergers. Bien que de nombreux hommes migrent de façon saisonnière pour travailler, les communautés pastorales comme celle-ci sont très dépendantes les unes des autres en matière de revenus. La sécheresse est la principale menace à laquelle tous les ménages sont confrontés ; même si l'insécurité alimentaire est ici assez rare, elle s'avère désastreuse lorsqu'elle survient.

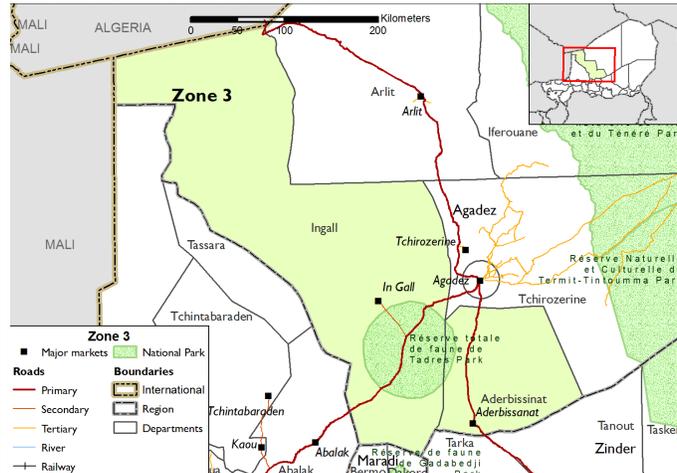
La saison des pluies s'étend de juillet à septembre et la migration transhumante s'effectue entre octobre et mai. Cette période coïncide avec le pic de demande de main-d'œuvre occasionnelle et la migration vers l'extérieur de la zone. Les ménages dépendent du marché pour se procurer leurs céréales pendant l'année.

Paramètres de sécurité alimentaire dans l'ouest de la région d'Agadez

Qualité de la consommation alimentaire

Afin d'évaluer la qualité de la consommation alimentaire dans l'ouest de la région d'Agadez, l'équipe d'analystes a été confrontée à la difficulté de ne disposer que d'un nombre limité de preuves, directes ou indirectes. Les seules preuves directes disponibles se rapportaient à la diversité alimentaire minimale chez les enfants ; elles ont montré que 81 % des enfants avaient un régime alimentaire peu diversifié. Compte tenu de l'absence de données, il a été déterminé que la qualité de l'alimentation atteignait les niveaux 2, 3 et 4 pour 80 % de la population. Les preuves indirectes faisaient défaut, mais certaines données étaient liées à des facteurs sous-jacents/déterminants se rapportant aux stratégies de survie, au pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté et au pourcentage des dépenses en espèces consacrées à l'alimentation. De telles données révèlent que 75 à 85 % des ménages consacrent au moins 70 % de leurs revenus à la nourriture, et que 85 % se situent en dessous du seuil de pauvreté national de 1,90 dollar par jour. Une enquête menée dans la zone 3 a montré que les ménages étaient largement dépendants de l'élevage comme principal moyen d'existence, le petit commerce et la production agricole étant limités à des régions spécifiques. Très peu de ménages dépendent de sources de revenus précaires comme la vente de bois ou le travail occasionnel. Néanmoins, le manque de preuves directes et indirectes fiables sur la qualité des aliments consommés n'a pas permis à l'équipe d'analystes d'atteindre le seuil de confiance minimal requis pour classer cet indicateur.

Carte 7. Zone 3 Carte de référence



Source : FEWS NET

Tableau 13. Principaux indicateurs de la qualité de l'alimentation dans l'ouest de la région d'Agadez

Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Preuves directes							
Diversité alimentaire minimale chez les enfants	2015	Gouvernement du Niger	2	21 %		79 %	
Conclusion				20 %		80 %	

Quantité de produits alimentaires consommés

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs se rapportant à la quantité de produits alimentaires consommés dans l'ouest de la région d'Agadez tirés de preuves directes comme le FCS et le *déficit de survie HEA*. Le FCS provenait des indicateurs collectés par le PAM en 2014 et 2015 pour l'évaluation de la sécurité alimentaire, et par le gouvernement en 2015, 2016 et 2017. Les preuves indirectes faisaient défaut. Les données les plus fiables du FCS montrent que moins de 10 % des ménages appartiennent au niveau 4. Cependant, la diversité des régimes alimentaires était relativement faible, variant de 6 à 43 % pour les ménages du niveau 4. Le déficit de survie HEA confirme que la quantité de produits alimentaires consommés peut être assez satisfaisante dans l'ouest de la région d'Agadez malgré les conditions difficiles et la sécheresse extrême auxquelles sont confrontés les ménages. D'autres preuves indirectes en rapport avec les facteurs limitatifs sur la disponibilité en produits alimentaires montrent que, dans la région d'Agadez, entre 25 et presque 90 % des ménages disposent de stocks de produits alimentaires pour seulement un mois, et que ce pourcentage varie considérablement d'une année à l'autre. Dans l'ensemble, près d'un quart des ménages (20 à 30 %) fait face à un déficit alimentaire quantitatif équivalent à une insécurité alimentaire sévère chronique (niveau 4).

Des preuves directes similaires et fiables ont été utilisées pour estimer la proportion de ménages appartenant au niveau 3. Les FCS collectés par le gouvernement du Niger et le PAM entre 2014 et 2017, ainsi que les données du HDDS indiquent que 30 à 40 % des ménages appartiennent au niveau 3, avec une tendance à la détérioration. Les 35 à 45 % des ménages restants ont été classés aux niveaux 1 ou 2.

Tableau 14. Principaux indicateurs de la quantité d'aliments consommés dans l'ouest de la région d'Agadez

Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Score de consommation alimentaire (FCS)	2014	PAM FSA	2	94 %	4 %	2 %
		2015	PAM FSA	2	88 %	9 %	3 %
		2015	Gouvernement du Niger	1	25 %	10 %	65 %
		2016	Gouvernement du Niger	1	72 %	24 %	4 %
		2017	Gouvernement du Niger	1	53 %	12 %	35 %
		2017	EVIAM	2	69 %	19 %	12 %
	Score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)	2015	EVIAM	2	48 %	46 %	6 %
		2015	Gouvernement du Niger	1	18 %	24 %	58 %
		2016	Gouvernement du Niger	2	75 %	18 %	7 %
		2017	EVIAM	2	35 %	39 %	25 %
		2017	Gouvernement du Niger	2	13 %	45 %	43 %
Déficit de survie HEA	2016	FEWS NET	2	100 %		0 %	
Conclusion				35-45 %		30-40 %	20-30 %

Nutrition

L'équipe d'analystes a évalué les données nutritionnelles relatives aux taux de retard de croissance provenant de l'EDS de 2012 et de l'enquête de l'INS de 2015. Aucune preuve indirecte liée à la nutrition n'a pu être trouvée. La prévalence moyenne de la malnutrition chronique continue de représenter un risque sérieux pour la santé, la croissance et le développement des enfants dans l'ouest de la région d'Agadez.

Tableau 15. Principaux indicateurs pour la nutrition dans l'ouest de la région d'Agadez

Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Retard de croissance chez les enfants	2012	EDS	1	60 %	14 %	26 %
		2015	INS	2	67 %	18 %	15 %
Conclusion				65 %		20 %	15 %

Les conclusions tirées des facteurs déterminants indiquent que la moitié de la population a accès à une source d'eau améliorée, mais dans de nombreux cas, au moins 30 minutes de marche sont nécessaires pour accéder à l'eau. En outre, moins de la moitié des ménages ont de bonnes pratiques d'hygiène. L'étendue et la nature isolée de la partie occidentale de la région d'Agadez peuvent également restreindre l'accès aux services de santé et à une alimentation variée, de même que limiter l'adoption d'une bonne alimentation par les adultes et leurs jeunes enfants.

Conclusions générales

Les indicateurs pour cette zone désertique reculée montrent que les données de FCS fiables ont révélé que peu de ménages se situaient au niveau 3 ou 4. Cependant, la diversité alimentaire des ménages est faible. L'élevage est une ressource essentielle pour cette population majoritairement nomade. Une grande partie migre également de façon saisonnière pour trouver du travail. À partir des informations se rapportant aux trois causes affectant la sécurité alimentaire décrites ci-dessus, le recoupement des données concernant ces éléments indique que le pourcentage suivant de la population est confronté à des niveaux variables d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 16. Recoupement final des données pour l'ouest de la région d'Agadez

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Facteurs déterminants/sous-jacents	5 %	5 %	15-25 %	65-75 %
Consommation alimentaire – Qualité	20 %	80 %		
Consommation alimentaire – Quantité	35-45 %		30-40 %	20-30 %
Nutrition	65 %		20 %	15 %
Recoupement général des données	25-35 %	25-35 %	20-30 %	10-20 %
Population concernée	31 259	31 259	26 049	15 629

Facteurs sous-jacents et limitatifs

Un certain nombre de facteurs sous-jacents et limitatifs remettent en cause la capacité des ménages vulnérables de l'ouest de la région d'Agadez à améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire, notamment :

- les précipitations irrégulières et les sécheresses fréquentes, qui représentent les menaces principales pour les ménages de cette zone ;
- la propagation des maladies animales et la mortalité croissante du bétail, qui peuvent conduire à des niveaux plus élevés d'insécurité alimentaire ;
- la faible diversité alimentaire ;
- seulement 14 % des ménages peuvent acheter les produits alimentaires dont ils ont besoin.

Principales conclusions et explications

Après recoupement des données et des facteurs sous-jacents analysés, l'ouest de la région d'Agadez est classé en insécurité alimentaire chronique modérée (niveau 3 de l'IPC). Ces résultats indiquent que 39 % des ménages sont confrontés à un déficit saisonnier deux à quatre mois par an, qu'ils ne disposent pas régulièrement d'un régime alimentaire de qualité et ont probablement des enfants atteints d'un retard de croissance modéré. Il s'agit principalement de pasteurs nomades. Les conditions difficiles du Sahara font que les ménages de cette région sont assez résilients, mais présentent tout de même de faibles résultats en matière de santé, à cause d'un accès insuffisant aux soins de santé, à l'eau et à l'éducation. La disponibilité des produits alimentaires semble être bonne, et les ménages vivant près des localités plus importantes ou au sein de ces dernières bénéficieront d'un meilleur accès au marché. Pour les ménages les plus pauvres, leurs faibles revenus limiteront certainement davantage leur pouvoir d'achat, la qualité de leur régime alimentaire et leur nutrition.

Région de Diffa

4 : Sud-est de la région de Diffa – Zone à prédominance de cultures irriguées de poivrons

Départements : Diffa, Bosso

Le sud-est de la région de Diffa comprend les départements de Bosso et de Diffa, à l'extrême sud-est du Niger, près de la frontière du Nigéria. Cette zone compte une population de 282 889 habitants. On y trouve les communes de Bosso, Toumour, Gueskerou, Diffa et une partie du sud de Chetimari, classées dans la zone de moyens d'existence 12 – Cultures irriguées de poivrons de la vallée de la Komadougou. La zone est bien connue pour la culture irriguée de poivrons rouges appelés localement « l'or rouge » en raison de leur valeur élevée sur le marché. La zone de production est située sur la rive nord de la rivière Komadougou, qui s'étend sur 100 km et se jette dans le lac Tchad. La région constitue un pôle commercial majeur pour les produits nigériens et, en particulier, pour le poivron rouge séché du Nigéria qui est transporté à travers le Niger. L'irrigation se fait

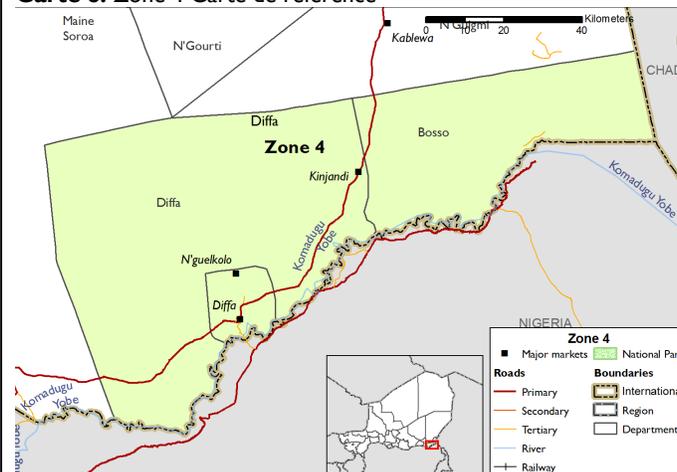
soit par gravité, soit à l'aide d'une pompe à moteur. Elle est cruciale pendant la saison sèche, lorsque le niveau d'eau de la rivière est bas. Seuls les producteurs équipés de pompes à moteur peuvent bénéficier d'une seconde récolte de poivrons rouges. Les agriculteurs cultivent également d'autres légumes, comme les tomates, le chou, le gombo, l'oignon, ou le piment. Dans certaines parties de la région, le riz est également cultivé dans des champs irrigués. La pêche sur les rives de la rivière Komadougou et du lac Tchad est également un moyen d'existence important pour de nombreux ménages. Néanmoins, la désertification a eu des répercussions négatives sur le lac et, au cours des dernières décennies, sa superficie générale a diminué. Ce phénomène a créé une niche pour les immigrants, les agriculteurs, les éleveurs et les pêcheurs : beaucoup ont commencé, pendant la saison sèche, à cultiver du maïs, du sorgho et du niébé dans les zones de décrue et sur l'ancien lit du lac. Le mil est cultivé à la périphérie de cette zone et des arbres sont coupés puis exportés au Nigéria pour servir de bois de charpente.

La saison de la production céréalière s'étend de juin, au début des pluies, jusqu'en septembre. D'autres activités agricoles ont lieu tout au long de l'année, mais la haute saison pour le poivron rouge et les autres légumes commence en septembre, lorsque le niveau des eaux de la rivière commence à monter. La demande de main-d'œuvre agricole atteint son pic pendant la saison des pluies.

Les ménages pauvres et très pauvres représentent respectivement 27 % et 48 % de la population. Les ménages les plus pauvres sont constitués de paysans qui pratiquent une agriculture de subsistance et ne disposent que de 0,5 ha de terres irriguées et 1 ha de terres pluviales sur lesquelles ils cultivent des poivrons. Ils travaillent aussi comme ouvriers agricoles dans d'autres exploitations ou dépendent de la pêche. Ils dépendent de leur propre production agricole, du marché, de la pêche et de l'aide alimentaire. Les ménages du sud-est de la région de Diffa dépendent principalement de la production de cultures vivrières, du petit commerce, de l'élevage et du travail occasionnel. Plus de 60 % des ménages consacrent plus de 70 % de leur revenu à leur alimentation (PAM FSA, 2015).

Les attaques menées par Boko Haram près du lac Tchad fin 2014 ont eu une incidence de taille sur l'activité du marché, et créé une crise majeure de déplacés et de réfugiés dans la région de Diffa, près de la frontière nigérienne. Les autorités ont créé des camps pour déplacés à Sayam et mis en place des mesures de sécurité, notamment un couvre-feu, des restrictions sur la vente de poisson, de carburant et d'engrais à base d'urée, la fermeture des frontières et la limitation des déplacements des voitures et des motos. Ces mesures ont considérablement affecté les moyens d'existence des pêcheurs et des agriculteurs. Par conséquent, la période allant de début 2015 à début 2018 est considérée comme exceptionnelle ; les données collectées pendant cet intervalle sont donc moins fiables.

Carte 8. Zone 4 Carte de référence



Source : FEWS NET

Paramètres de sécurité alimentaire dans le sud-est de Diffa

Qualité de la consommation alimentaire

Afin d'évaluer la qualité de la consommation alimentaire au sud-est de Diffa, l'équipe d'analystes a examiné diverses informations disponibles sur les résultats et les facteurs déterminants, notamment l'indicateur de *diversité alimentaire minimale pour les enfants âgés de 6 à 23 mois* et le SSEXR, mesurés respectivement pour l'EDS de 2012 et par la Banque mondiale en 2014 (tableau 17).

L'élément de preuve le plus solide concernant la qualité de l'alimentation est le SSEXR de 2014, qui indique que 55 % des ménages consacrent moins de 30 % de leurs dépenses alimentaires totales aux féculents (niveau 1), 37 % des ménages leur consacrent entre 30 et 50 % de leurs dépenses alimentaires (niveau 2), et seulement 8 % affectent plus de la moitié de leurs dépenses alimentaires à ce type de denrée (niveaux 3 et 4). Les données sur la diversité du régime alimentaire des enfants ont constitué les indicateurs les plus importants, mais ont visiblement perdu en intérêt parce qu'elles ne concernaient qu'une petite partie de la population et que les données recueillies portaient sur la totalité de la région de Diffa plutôt que sur cette zone plus restreinte. Dans l'ensemble, l'analyse a révélé que, en ce qui concerne la qualité de la consommation alimentaire, entre 35 et 45 % des ménages se situaient au niveau 1, 40 à 50 % au niveau 2, et 10 à 20 % aux niveaux 3 et 4. Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent qu'environ 60 % des ménages dépensent plus de 70 % de leur revenu en produits alimentaires et que 15 à 25 % d'entre eux disposent de sources de revenus peu résilientes, telles que la vente de bois de chauffage ou le travail occasionnel. Malgré l'important climat d'insécurité

créé par les insurgés de Boko Haram et le déplacement important de population qui a suivi, environ 22 % des ménages sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires malgré les chocs actuels. Bien que les données du HDDS soient manquantes, les données du SSEXR semblent plutôt satisfaisantes et correspondent peut-être à la quantité variée de légumes cultivés dans cette région.

Tableau 17. Principaux indicateurs pour la qualité de l'alimentation dans le sud-est de la région de Diffa

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Diversité alimentaire minimale chez les enfants	2012	EDS	1	10 %	90 %		
	Ratio de dépenses en féculents	2014	Banque mondiale	2	55 %	37 %	8 %	
Conclusion					35-45 %	40-50 %	10-20 %	

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Quantité de produits alimentaires consommés

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs se rapportant à la quantité d'aliments consommés dans le sud-est de la région de Diffa tirés des différentes preuves directes et indirectes recueillies entre 2013 et 2016. Parmi les preuves directes, il convient de citer le FCS et la *Fréquence minimale des repas (enfants)*, deux indicateurs mesurés par le PAM en 2013, 2014 et 2015, ainsi que le *Déficit de survie HEA* mesuré par FEWS NET en 2016 (tableau 18). Les preuves indirectes s'appuient sur les données du rapport EVIAM de 2016 relatives à la diversité alimentaire des ménages.

Des preuves directes et fiables (2008-2017) indiquent qu'une minorité de ménages (5-15 %) fait face à un déficit alimentaire quantitatif équivalent à une insécurité alimentaire sévère chronique (niveau 4). Ce niveau d'insécurité alimentaire de niveau 4 concorde avec les FCS et l'absence de ménages présentant un déficit de survie HEA ; seulement 10 % des enfants ne prennent pas un nombre minimal de repas par jour, c'est-à-dire qu'ils sont considérés comme appartenant aux niveaux 3 et 4. Cependant, la diversité alimentaire est insuffisante pour environ la moitié des ménages. Les preuves indirectes provenaient de la durée des stocks alimentaires des ménages. Entre 2013 et 2016, il a été observé que le nombre de ménages disposant de réserves alimentaires de moins d'un mois avait diminué, passant de 58 % en 2013 à 35 % en 2016. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 5 à 15 % des ménages de la zone 2 ont été classés au niveau 4 concernant la quantité de produits alimentaires consommés.

Des preuves directes similaires et fiables ont été utilisées pour estimer la proportion de ménages appartenant au niveau 3. Les scores de consommation alimentaire recueillis par le gouvernement du Niger et le PAM entre 2008 et 2017 indiquent que 15 à 25 % des ménages appartiennent au niveau 3, avec une tendance régulière à l'amélioration, sauf pour la diversité alimentaire. Des données sur la fréquence minimale des repas chez les enfants étaient également disponibles et ont été

examinées. Bien qu'elles aient été combinées avec des données de niveau 4, elles montrent que seulement 10 % des enfants ne prennent pas le nombre minimal de repas. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 15 à 25 % des ménages de la zone 2 ont été classés au niveau 3 concernant la quantité de produits alimentaires consommés. Les 65 à 75 % des ménages restants ont été classés aux niveaux 1 ou 2.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que l'insécurité a affecté le fonctionnement normal du marché et de la production agricole. La production agricole, le bétail et le petit commerce semblent être les moyens d'existence les plus importants. Entre 0 et 10 % des ménages pratiquent la vente de bois/de fourrage ou le travail occasionnel, des activités de subsistance précaires généralement exercées par les ménages pauvres. En raison des effets persistants du conflit, la production agricole a diminué par rapport aux niveaux précédents, et les populations déplacées sont peut-être davantage tributaires de l'aide alimentaire et des autres moyens d'existence. Néanmoins, en comparant les données de 2013 et 2016 et d'années plus récentes, des preuves indirectes montrent que les ménages ont réussi à augmenter les périodes de disponibilité des stocks de produits alimentaires conservés chez eux.

Tableau I8. Principaux indicateurs relatifs à la quantité d'aliments consommés dans le sud-est de la région de Diffa

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Score de consommation alimentaire (FCS)	2008	PAM FSA	2	51 %		24 %	25 %
		2010	PAM FSA	1	41 %		31 %	28 %
		2011	PAM FSA	2	77 %		21 %	3 %
		2013	PAM FSA	2	83 %		15 %	2 %
		2015	PAM FSA	2	77 %		14 %	9 %
		2015	PAM FSA	1	54 %		17 %	29 %
		2016	Gouvernement du Niger	1	44 %		52 %	6 %
		2017	EVIAM	1	35 %		12 %	53 %
		2017	Gouvernement du Niger	1	51 %		18 %	31 %
		2017	EVIAM	1	69 %		19 %	11 %
	Score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)	2015	EVIAM	2	28 %		35 %	37 %
		2016	Gouvernement du Niger	2	8 %		60 %	32 %
		2017	EVIAM	2	18 %		21 %	61 %
		2017	Gouvernement du Niger	2	16 %		43 %	41 %
		2017	EVIAM	2	26 %		49 %	24 %
Déficit de survie HEA	2016	FEWS NET	2	100 %		0 %		
Fréquence minimale des repas (enfants)	2013	PAM FSA	2	90 %		10 %		
PREUVES INDIRECTES	Durée des stocks alimentaires des ménages	2013	EVIAM	1	17 % > 3 mois de stock		24 %	56 %
		2015	EVIAM	1	18 % > 3 mois de stock		42 %	40 %
		2016	EVIAM	1	50 % > 3 mois de stock		14 %	35 %
Conclusion					65-75 %		15-25 %	5-15 %

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Nutrition

L'équipe d'analystes a examiné les données des preuves directes disponibles sur le retard de croissance provenant de l'EDS de 2012 et de l'enquête de l'INS de 2015. Il n'a pas été possible d'obtenir de preuves indirectes. La malnutrition continue de représenter un risque sérieux pour la santé, la croissance et le développement des enfants du sud-est de la région de Diffa. Des données fiables font apparaître des taux élevés de retard de croissance modéré et sévère atteignant respectivement 26 % et 21 % (INS, 2015). Les preuves sur l'état nutritionnel tirées de cet indicateur portent à la répartition suivante des ménages dans chaque niveau d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 19. Principaux indicateurs pour la nutrition dans le sud-est de la région de Diffa

	Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Retard de croissance chez les enfants (6-59 mois)	2012	EDS	1	46 %		24 %	30 %
		2013	INS	2	52 %		26 %	23 %
		2015	INS	2	53 %		26 %	21 %
Conclusion					45-55 %		20-30 %	20-30 %

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la malnutrition chronique reste un problème pour certains ménages de la région de Diffa en raison des taux de retard de croissance enregistrés en 2012 et 2015, et la quasi-inexistence de l'accès à l'eau potable, 1,6 % seulement de la population en bénéficiant. Les pratiques en matière d'assainissement semblent d'un niveau assez médiocre, moins de 10 % des ménages ayant accès à des latrines. Cet indicateur a connu une amélioration en 2016, mais celle-ci pourrait être liée à un meilleur accès aux latrines dans les camps de déplacés. Le conflit en cours nuit peut-être aussi à l'amélioration des résultats en matière de santé.

Conclusions générales

Le sud-est de la région de Diffa a durement été touché par l'insurrection de Boko Haram, qui a eu des répercussions négatives importantes sur le fonctionnement du marché et la production agricole. Les données recueillies en 2016 se rapportant à la vulnérabilité et aux moyens d'existence font apparaître une diminution de la dépendance à l'égard des revenus agricoles et une transition vers le petit commerce. Malgré cet obstacle, seuls quelques ménages ont adopté des stratégies d'adaptation plus précaires. Compte tenu de l'absence de données récentes sur le retard de croissance, il est difficile de déterminer avec certitude l'incidence réelle du conflit sur la santé des enfants. Il est également difficile de savoir si les améliorations récentes en matière d'assainissement ne sont que provisoires, car de plus en plus de ménages vivent dans des camps protégés pour personnes déplacées.

Les données du SSEX indiquent que les ménages bénéficient d'une alimentation suffisamment diversifiée, bien que certaines améliorations soient nécessaires pour les enfants. Les données relatives au FCS font ressortir une amélioration entre 2013 et 2015. Les preuves indirectes montrent que les ménages ont réussi à assurer leur approvisionnement en produits alimentaires en recourant à des moyens d'existence plus diversifiés, et en élargissant leurs stocks de produits alimentaires à domicile. Néanmoins, de nombreux ménages de la zone sont toujours en situation d'insécurité alimentaire chronique, sans doute en raison des faibles profits que rapportent les activités génératrices de revenus, du taux d'alphabétisation extrêmement bas, du peu d'amélioration des habitudes d'hygiène et de l'accès aux soins, qui peuvent expliquer le taux élevé de retard de croissance chez les enfants âgés de 6 à 59 mois. À partir des informations se rapportant aux trois causes affectant la sécurité alimentaire décrites ci-dessus, le recoupement des données concernant ces éléments indique que le pourcentage suivant de la population est confronté à des niveaux variables d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 20. Recoupement final des données pour le sud-est de la région de Diffa

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Facteurs déterminants/sous-jacents	0-10 %	0-10 %	25-35 %	55-65 %
Consommation alimentaire – Qualité	35-45 %	40-50 %	10-20 %	
Consommation alimentaire – Quantité	65-75 %		15-25 %	5-15 %
Nutrition	40-50 %		20-30 %	25-35 %
Recoupement général des données	30-40 %	35-45 %	10-20 %	5-15 %
Population concernée	99 011	113 156	42 433	28 289

Facteurs sous-jacents et limitatifs

Un certain nombre de facteurs sous-jacents et limitatifs remettent en cause la capacité des ménages vulnérables de la zone à améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire, notamment :

- le conflit en cours causé par l'insurrection de Boko Haram et ses répercussions sur les moyens d'existence et l'accès aux produits alimentaires ;
- l'effet du changement climatique sur le lac Tchad ;
- des taux élevés de retard de croissance ;
- un accès insuffisant à l'eau potable.

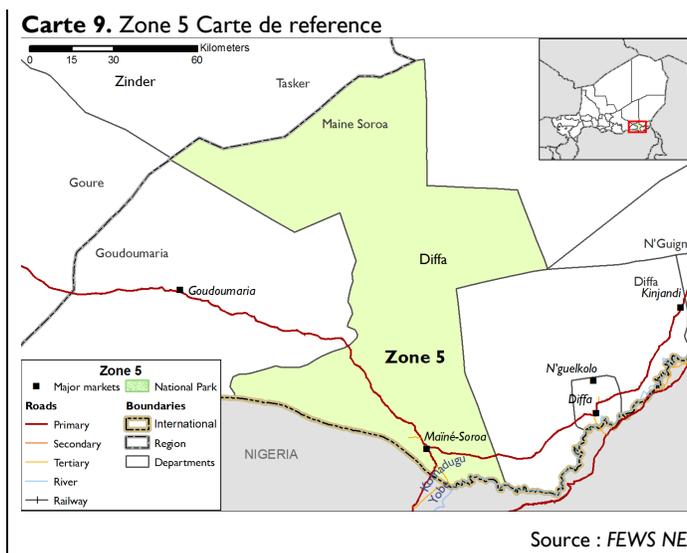
Principales conclusions et explications

Après recouplement des données et des facteurs sous-jacents analysés, le sud-est de la région de Diffa est classé en insécurité alimentaire chronique modérée (niveau 3 de l'IPC). Ces résultats indiquent que 24 % des ménages sont confrontés à un déficit saisonnier deux à quatre mois par an, qu'ils ne disposent pas régulièrement d'un régime alimentaire de qualité et ont probablement des enfants atteints d'un retard de croissance modéré. Cette population tire parti de son accès à la rivière Komadougou et au lac Tchad pour l'irrigation de cultures à forte valeur ajoutée comme celle des poivrons rouges, et pour la pêche. La proximité de la zone avec le Nigéria facilite également les échanges, mais plus récemment, le conflit au Nigéria s'est propagé au-delà de la frontière. Dans des conditions normales, la disponibilité en produits alimentaires semble être bonne et, pendant les périodes de sécurité, il est possible de vendre des produits alimentaires de l'autre côté de la frontière et d'acheter des articles à un prix moins élevé, capables de satisfaire les besoins des ménages.

5 : Centre de la région de Diffa – Zone à prédominance d’agropastoralisme

Départements : Mainé-Soroa

Cette zone fait partie de la vaste ceinture agropastorale (NE-04) qui s’étend dans la partie sud du Niger. Elle reçoit entre 300 et 400 mm de précipitations annuelles avec une variation annuelle d’au moins 20 %. Cependant, une grande partie de cette zone ne reçoit que très peu de précipitations, ce qui rend la production agricole difficile. Le centre de la région de Diffa comprend le département de Mainé Soroa et la partie de la région de Diffa qui borde le Nigéria. La zone compte 157 518 habitants. Bien que cette région ait par le passé servi principalement pour le pâturage du bétail, de nombreux pasteurs se sont tournés vers la culture après avoir perdu leurs animaux à cause des sécheresses. Par ailleurs, de nombreux migrants venus des régions plus peuplées du pays ainsi que du Nigéria voisin s’y sont installés. Ces personnes sont attirées par la disponibilité



de vastes étendues de terres relativement fertiles et de pâturages propices à l’élevage. Les bonnes années, les récoltes peuvent y dépasser celles du sud du Niger, connu pour sa production agricole ; mais l’irrégularité des précipitations est un phénomène fréquent, et les ménages élèvent de nombreux animaux pour renforcer leur résistance aux chocs de ce type.

Les précipitations dans cette zone sont variables et se divisent en trois saisons : froide et sèche, froide, ou chaude et pluvieuse. La saison des pluies débute normalement en juin. La production de céréales est principalement destinée à la consommation des ménages, tandis que les légumineuses sont pour la plupart commercialisées. Les ménages bénéficiant d’un meilleur accès à une source d’eau sont capables de produire des oignons, des choux ou des poivrons.

Les ménages pauvres et très pauvres représentent respectivement 38 % et 10 % de la population. Les ménages les plus pauvres sont constitués de paysans qui pratiquent une agriculture de subsistance et ne disposent que de 1,5 ha de terres pluviales, ramassent et vendent du bois de chauffage et travaillent comme ouvriers agricoles dans d’autres fermes. Ils dépendent de leur propre production agricole, du marché, de l’aide alimentaire et migrent de manière saisonnière pour survivre. Les principales sources de revenus des ménages de la zone 5 sont la production de cultures vivrières, le petit commerce et l’élevage. Les principaux chocs auxquels ils sont confrontés sont l’irrégularité des précipitations, les mauvaises récoltes, les maladies animales et les nuisibles agricoles.

Le conflit dans le bassin du lac Tchad a eu des répercussions sur cette zone tout au long de 2015. De nombreuses personnes déplacées du Niger, du Nigéria et du Tchad sont arrivées dans les camps humanitaires installés dans la zone pour recevoir de l’aide et se mettre à l’abri des combats. Le gouvernement a mis en place des mesures de sécurité, notamment un couvre-feu, des restrictions sur la vente de poisson, de carburant et d’engrais à base d’urée, la fermeture des frontières et la limitation des déplacements des voitures et des motos. Ces mesures ont considérablement affecté les moyens d’existence des pêcheurs et des producteurs de riz. Par conséquent, la période allant de début 2015 à début 2016 est considérée comme exceptionnelle ; les données collectées pendant cet intervalle sont donc moins fiables.

Paramètres de sécurité alimentaire dans le centre de la région de Diffa

Qualité de la consommation alimentaire

Afin d’évaluer la qualité de la consommation alimentaire au centre de la région de Diffa, l’équipe d’analystes a examiné diverses informations disponibles sur les résultats et les facteurs déterminants, notamment l’indicateur de diversité alimentaire minimale pour les enfants âgés de 6 à 23 mois et le SSEXR, mesurés respectivement pour l’EDS de 2012 et par la Banque mondiale en 2014 (tableau 21).

L’élément de preuve le plus solide concernant la qualité de l’alimentation est le SSEXR de 2014, qui indique que 31 % des ménages consacrent moins de 30 % de leurs dépenses alimentaires totales aux féculents (niveau 1), 55 % des ménages leur consacrent entre 30 et 50 % de leurs dépenses alimentaires (niveau 2), et seulement 14 % affectent plus de la moitié de leurs

dépenses alimentaires à ce type de denrée (niveaux 3 et 4). Les données sur la diversité du régime alimentaire des enfants ont constitué les indicateurs les plus importants, mais ont visiblement perdu en intérêt parce qu'elles ne concernaient qu'une petite partie de la population et que les données recueillies portaient sur la totalité de la région de Diffa plutôt que sur cette zone plus restreinte. Dans l'ensemble, l'analyse a montré que, en ce qui concerne la qualité de l'alimentation, 25 à 35 % des ménages se situaient au niveau 1, 50 à 60 % au niveau 2, et 10 à 20 % aux niveaux 3 et 4. Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent qu'environ 80 % des ménages dépensent plus de 70 % de leur revenu en produits alimentaires et que 20 à 30 % d'entre eux disposent de sources de revenus peu résilientes, telles que la vente de bois de chauffage ou le travail occasionnel. En dépit du choc occasionnel provoqué par l'irrégularité des précipitations, tous les ménages disposaient d'un revenu minimum satisfaisant au moins 125 % des besoins essentiels à leur survie. Cette zone a été partiellement touchée par l'installation des insurgés de Boko Haram et de quelques personnes déplacées, mais l'ampleur des effets a été moins marquée que dans la zone 4. Bien que les données du HDDS soient manquantes, les données du SSEXR semblent plutôt satisfaisantes et correspondent peut-être à la quantité variée de légumes cultivés dans cette région.

Tableau 21. Principaux indicateurs pour la qualité de l'alimentation dans le centre de la région de Diffa

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Diversité alimentaire minimale chez les enfants	2012	EDS	1	10 %	90 %		
	Ratio de dépenses en féculents	2014	Banque mondiale	2	31 %	55 %	14 %	
Conclusion					25-35 %	50-60 %	10-20 %	

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Quantité de produits alimentaires consommés

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs se rapportant à la quantité d'aliments consommés dans la zone, tirés des différentes preuves directes recueillies entre 2008 et 2017. Parmi les preuves directes, il convient de citer le *SCA* et la *Fréquence minimale des repas (enfants)*, deux indicateurs mesurés par le PAM en 2013, 2014 et 2015, ainsi que le *Déficit de survie HEA* mesuré par FEWS NET en 2016 (tableau 22). Les preuves indirectes s'appuient sur les données relatives aux stocks de produits alimentaires des ménages dans les rapports 2013, 2015 et 2016 de l'EVIAM.

Des preuves directes et fiables (2008-2017) indiquent qu'une minorité de ménages (10-20 %) fait face à un déficit alimentaire quantitatif équivalent à une insécurité alimentaire sévère chronique (niveau 4). Cette ampleur de l'insécurité alimentaire de niveau 4 correspond aux niveaux suggérés par les scores de consommation alimentaire sur une période de neuf ans, compris entre 7 et 24 % pour les données les plus fiables. L'absence de ménages montrant des déficits de survie HEA (*Household Economy Approach* ou méthode de l'économie des ménages) et le fait que seuls 10 % des enfants ne prennent pas un nombre minimal de repas par jour (et soient donc considérés comme appartenant aux niveaux 3 et 4) étayent cette conclusion. Néanmoins, la diversité alimentaire est faible pour plus d'un quart des ménages du centre de la région de Diffa et la tendance ne semble pas à l'amélioration. Les preuves indirectes provenaient de la durée des stocks alimentaires des ménages. Entre 2013 et 2016, il a été observé que le nombre de ménages disposant de réserves alimentaires de moins d'un mois avait diminué, passant de 58 % en 2013 à 35 % en 2016. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 10 à 20 % des ménages de la zone concernée ont été classés au niveau 4 concernant la quantité de produits alimentaires consommés.

Des preuves directes similaires et fiables ont été utilisées pour estimer la proportion de ménages appartenant au niveau 3. Les scores de consommation alimentaire suggèrent que 15 à 25 % de ménages appartiennent au niveau 3, avec une tendance à l'amélioration jusqu'en 2014, puis à la détérioration par la suite. Des données sur la fréquence minimale des repas chez les enfants étaient également disponibles et ont été examinées. Bien qu'elles aient été combinées avec des données de niveau 4, elles montrent que seulement 10 % des enfants ne prennent pas le nombre minimal de repas. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 15 à 25 % des ménages du centre de la région de Diffa ont été classés au niveau 3 concernant la quantité de produits alimentaires consommés. Les 60 à 70 % de ménages restants ont été classés au niveau 1 ou 2.

Les conclusions tirées des preuves indirectes suggèrent que les principaux moyens d'existence varient d'une année sur l'autre, en particulier en ce qui concerne la production agricole et l'élevage. Le petit commerce semble également être un moyen d'existence important et plus stable pour certains. Il apparaît également qu'un grand nombre de ménages (20 à 30 %) se tournent vers la coupe et la vente de bois, un moyen de subsistance précaire utilisé comme mécanisme d'adaptation. Comme indiqué, la production agricole connaît des variations significatives dans cette région en raison des précipitations irrégulières.

Fuyant la surpopulation dans les autres zones et l'insécurité qui s'est récemment manifestée, de nombreux migrants ont rejoint la région. En comparant les données enregistrées en 2013, 2016 et au cours des dernières années, des preuves indirectes montrent que les ménages ont réussi à augmenter la durée de disponibilité des stocks de produits alimentaires conservés chez eux. Néanmoins, ces données concernent la région dans son ensemble et manquent donc de précision.

Tableau 22 : Principaux indicateurs de la quantité de produits alimentaires consommés dans le centre de la région de Diffa

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Score de consommation alimentaire (FCS)	2008	PAM FSA	2	62 %		31 %	7 %
		2010	PAM FSA	1	39 %		19 %	43 %
		2011	PAM FSA	2	80 %		18 %	2 %
		2013	PAM FSA	2	66 %		19 %	15 %
		2014	PAM FSA	2	82 %		8 %	11 %
		2015	PAM FSA	1	57 %		27 %	15 %
		2016	Gouvernement du Niger	1	36 %		21 %	43 %
		2017	EVIAM	2	88 %		10 %	2 %
		2017	Gouvernement du Niger	2	50 %		26 %	24 %
		2017	EVIAM	2	70 %		21 %	9 %
	Score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)	2015	EVIAM	2	31 %		44 %	25 %
		2016	Gouvernement du Niger	2	19 %		39 %	42 %
		2017	EVIAM	1	69 %		25 %	6 %
		2017	Gouvernement du Niger	2	40 %		24 %	36 %
2017		EVIAM	2	35 %		46 %	19 %	
Déficit de survie HEA		2016	FEWS NET	2	100 %		0 %	
Fréquence minimum des repas (enfants)		2013	PAM FSA	2	100 %		0 %	
PREUVES INDIRECTES	Durée des stocks alimentaires des ménages	2013	EVIAM	1	17 % > 3 mois de stock		24 %	59 %
		2015	EVIAM	1	17 %		42 %	40 %
		2016	EVIAM	1	50 %		15 %	35 %
Conclusion					60-70 %		15-25 %	10-20 %

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Nutrition

L'équipe d'analystes a examiné les données des preuves directes disponibles sur le retard de croissance provenant de l'enquête démographique et de santé (EDS) de 2012 et de l'INS de 2015. Il n'a pas été possible d'obtenir de preuves indirectes. La malnutrition demeure un risque sérieux pour la santé, la croissance et le développement des enfants dans la zone 4. Les données tirées des enquêtes les plus récentes sur la malnutrition font apparaître des taux élevés de retard de croissance modéré et sévère atteignant respectivement 26 % et 30 % (INS 2015). Les preuves sur l'état nutritionnel se rapportant à cet indicateur suggèrent la répartition suivante des ménages pour chaque niveau d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 23 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le centre de la région de Diffa

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Retard de croissance chez les enfants (6-59 mois)	2012	EDS	1	46 %		24 %	30 %
		2013	INS	2	59 %		22 %	19 %
		2015	INS	2	53 %		26 %	21 %
Conclusion					45-55 %		20-30 %	20-30 %

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la malnutrition chronique reste un problème pour certains ménages de la région du centre de Diffa en raison des taux de retard de croissance enregistrés en 2015 et de la quasi-inexistence de l'accès à l'eau potable, 1,6 % seulement de la population en bénéficiant. Les pratiques en matière d'assainissement semblent d'un niveau assez médiocre, moins de 10 % de la population ayant accès à des latrines. Cet

indicateur a connu une amélioration en 2016, mais celle-ci pourrait être liée à un accès accru aux latrines dans les camps de personnes déplacées. Le conflit en cours peut également entraver l'amélioration de la situation sanitaire.

Conclusions générales

La zone du centre de la région de Diffa n'a pas été aussi touchée par l'insurrection de Boko Haram que le sud-est de Diffa (Bosso et Diffa), mais les marchés ont subi la réduction des échanges avec le Nigéria qui s'est ensuivie, en raison de la fermeture des frontières. En outre, la région a accueilli des migrants (personnes déplacées et réfugiés) en provenance du Nigéria. Les données relatives aux moyens d'existence dépeignent un passage à différents types de sources de revenus en raison des conditions climatiques extrêmement volatiles. Ce fait est un élément parmi d'autres expliquant qu'un nombre relativement élevé de ménages (20 à 30 %) a adopté des moyens d'existence plus précaires. Compte tenu de l'absence de données récentes sur le retard de croissance, il est difficile de déterminer avec certitude la situation actuelle des jeunes enfants en la matière. Très peu de ménages ont accès à l'eau potable ou à une hygiène améliorée (latrines notamment), et la tendance n'a affiché qu'une amélioration marginale entre 2008 et 2016.

Les données tirées du score de consommation alimentaire se sont légèrement détériorées entre 2008 et 2016. Les preuves indirectes montrent que les ménages ont réussi à assurer leur approvisionnement en produits alimentaires en recourant à des moyens d'existence plus diversifiés, et en élargissant leurs stocks de produits alimentaires à domicile sur la durée. Néanmoins, de nombreux ménages de la zone sont toujours en situation d'insécurité alimentaire chronique, sans doute en raison des faibles profits que rapportent les activités génératrices de revenus, du taux d'alphabétisation extrêmement bas, du manque d'améliorations concernant les habitudes d'hygiène et l'accès aux soins, qui peuvent expliquer le taux élevé de retard de croissance chez les enfants âgés de 6 à 59 mois. À partir des informations se rapportant aux trois causes affectant la sécurité alimentaire décrites ci-dessus, le recoupement des données concernant ces éléments indique que le pourcentage suivant de la population est confronté à des niveaux variables d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 24 : Recoupement final pour le centre de la région de Diffa

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Facteurs déterminants/sous-jacents	15-25 %	5-15 %	20-30 %	40-50 %
Consommation alimentaire – Qualité	25-35 %	50-60 %	10-20 %	
Produits alimentaires consommés – Quantité	60-70 %		15-25 %	10-20 %
Nutrition	40-50 %		20-30 %	25-35 %
Recoupement général des données	30-40 %	25-35 %	15-25 %	10-20 %
Population concernée	55 131	47 255	31 503	23 627

Facteurs sous-jacents et limitatifs

Un certain nombre de facteurs sous-jacents et limitatifs remettent en cause la capacité des ménages vulnérables du centre de la région de Diffa à améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire, notamment :

- les précipitations irrégulières imposent une diversification des moyens d'existence d'année en année ;
- le grand nombre de personnes qui se sont installées dans la zone au cours des dix dernières années en raison de la surpopulation dans le sud et des conflits ;
- les taux élevés de retard de croissance ;
- le piètre accès à un assainissement amélioré et à l'eau potable.

Principales conclusions et explications

Après recoupement des données et des facteurs sous-jacents analysés, le centre de la région de Diffa est classé en insécurité alimentaire chronique modérée (niveau 3 de l'IPC). Ces résultats indiquent que 34 % des ménages sont confrontés à un déficit saisonnier deux à quatre mois par an, qu'ils ne disposent pas régulièrement d'un régime alimentaire de qualité et ont probablement des enfants atteints d'un retard de croissance modéré. Cette population bénéficie de terres relativement fertiles et de bons pâturages pour ses cheptels, mais les précipitations sont irrégulières. La zone n'a pas été aussi directement touchée par l'insurrection de Boko Haram, mais a subi les conséquences de la fermeture des frontières et de l'installation de nouveaux migrants, à la recherche de terres et fuyant le conflit. Dans des conditions normales, la disponibilité en produits alimentaires semble satisfaisante et, pendant les périodes de sécurité, il est possible de vendre des produits alimentaires de l'autre côté de la frontière et d'acheter des articles à un prix moins élevé, capables de satisfaire les besoins des ménages.

6 : Ouest de la région de Diffa - Zone à prédominance de production de sel de natron et de petits bassins irrigués pour la culture de dattes

Départements : Goudoumaria

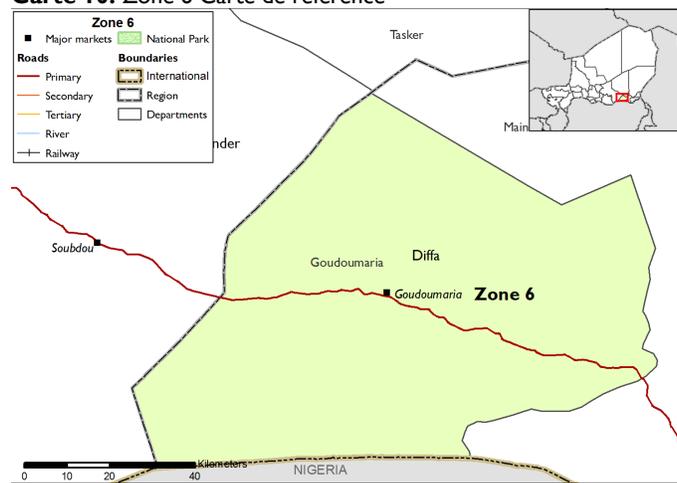
La zone de l'ouest de Diffa est composée du département de Goudoumaria et se trouve à la frontière du Nigéria. Elle ne présente qu'une seule zone de moyens d'existence, désignée sous le nom de zone du sud-est à prédominance de production de sel de natron et de petits bassins irrigués pour la culture de dattes (NE-11). Avant 2015, le département de Goudoumaria faisait partie du département de Mainé Soroa. Par conséquent, aucune donnée n'existe pour cette zone avant cette date. Bien que les précipitations n'excèdent généralement pas 300 mm par an, la zone présente un potentiel modéré à élevé de production de cultures pluviales. Néanmoins, les précipitations sont souvent irrégulières, imprévisibles et varient significativement d'année en année. Par conséquent, il est impossible de bénéficier d'une production agricole stable, ce qui peut

contribuer au nombre relativement faible d'habitants dans la région, estimé à 120 305 (INS. 2012). La production agricole dans cette zone est en déclin depuis un certain temps, exacerbé par les sécheresses successives, l'envasement du sol et les parasites/maladies des cultures agricoles comme les sauterelles, les oiseaux et les pucerons. Les terres cultivées se trouvent généralement dans les anciennes dunes de sable, bassins et plaines de sable. La production céréalière est entièrement consommée par les ménages, tandis que les légumineuses, comme le niébé et l'arachide, sont vendues. L'ouest de la région de Diffa présente un déficit céréalier structurel compte tenu de la piètre production agricole et de l'érosion du sol, lesquelles limitent considérablement le nombre de terres exploitables, en particulier du fait des faibles précipitations. Plus au sud, un microclimat permet la culture pluviale de mil et de sorgho, les plantations de dattes étant destinées principalement aux marchés à forte valeur du Nigéria et à la production de³ sel de natron. Certains agriculteurs font également pousser des légumes et du manioc. Malgré une attitude positive à l'égard du travail, la production est limitée par l'empiètement des dunes de sable dans les bassins, la libre circulation des cheptels et le manque de routes rurales pour acheminer les marchandises vers les marchés (PAM EFSA. 2016). Compte tenu des difficultés de production agricole liées à la disponibilité aléatoire de l'eau, à la haute nappe phréatique et à la piètre fertilité du sol, les recettes de la production de sel de natron et de palmier dattier sont une source de revenus importante pour les ménages.

La saison des pluies s'étend de juin à octobre et le semis commence généralement en juin. Les récoltes commencent en octobre. Les principales activités de subsistance ont lieu entre octobre et février. La demande de main-d'œuvre agricole, la vente de bois de chauffage et de palmier dattier atteignent leur point culminant entre juin et septembre, car les stocks des ménages sont épuisés et il leur est nécessaire d'acheter des céréales.

Les ménages les plus démunis cultivent entre 1,5 et 2 hectares de terres, élèvent de petits ruminants et occupent des emplois saisonniers. Les plus aisés exploitent leurs cultures dans des marécages et des terres peu irriguées, possèdent du matériel agricole et élèvent de petits ruminants. Ils ramassent également du natron et consomment une partie de leur propre production et vendent du bétail pour survivre. Les principaux chocs auxquels sont confrontés les ménages habitant l'ouest de Diffa sont la sécheresse, les maladies et les parasites des cultures. Néanmoins, la zone a été affectée par les mesures de sécurité prises par l'armée du Niger pour faire face à l'insurrection de Boko Haram, de début 2015 à début 2018. Le gouvernement et les agences des Nations unies telles que le HCR ont ouvert des camps de secours pour les personnes déplacées et les réfugiés dans le département de Goudoumaria et ont instauré des mesures de sécurité restrictives empêchant l'accès au marché, notamment via l'interdiction d'utiliser des motos, de vendre de l'essence et d'utiliser des engrais à base d'urée, ou encore la mise en place d'un couvre-feu.

Carte 10. Zone 6 Carte de référence



Source : FEWS NET

³ Le natron est un carbonate de sodium décahydraté existant à l'état naturel et vendu dans l'Afrique de l'Ouest comme pierre à lécher pour l'élevage.

Paramètres de sécurité alimentaire dans l'ouest de la région de Diffa

Qualité de la consommation alimentaire

L'équipe d'analystes n'a eu accès à aucune preuve directe et a donc dû se fonder exclusivement sur des preuves indirectes pour évaluer la qualité de la consommation alimentaire. Certaines données étaient liées à des facteurs sous-jacents/déterminants se rapportant aux stratégies de survie, au pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté et au pourcentage des dépenses en espèces consacrées à l'alimentation. De telles données révèlent que 70 à 80 % des ménages consacrent au moins 70 % de leurs revenus à l'alimentation, et que plus de 90 % se situent en dessous du seuil de pauvreté national de 1,90 dollar par jour. Une enquête menée dans le département a montré que les ménages y diversifient leurs revenus en se concentrant sur la production agricole, l'élevage et le petit commerce, mais que 30 à 40 % dépendent de moyens d'existence précaires comme le travail occasionnel, la vente de bois de chauffage et l'artisanat. Malgré ces informations et les autres données relatives aux facteurs déterminants, le manque de preuves directes et indirectes fiables sur la qualité de la consommation alimentaire n'a pas permis à l'équipe d'analystes d'atteindre le seuil de confiance minimal requis pour classer cet indicateur.

Tableau 25 : Principaux indicateurs de la qualité de l'alimentation dans l'ouest de la région de Diffa

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES INDIRECTES	Saisonnalité de la qualité de la consommation alimentaire	2013	EVIAM	1	36 %	64 %		
		2014	EVIAM	1	34 %	66 %		
	Facteurs sous-jacents				30-40 %	25-35 %	30-40 %	
Conclusion					30-40 %	25-35 %	30-40 %	

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Quantité de produits alimentaires consommés

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs se rapportant à la quantité de produits alimentaires consommés dans l'ouest de la région de Diffa en s'appuyant sur des preuves directes comme le *score de consommation alimentaire* (FCS) et le *score de diversité alimentaire des ménages* (HDDS) et des preuves indirectes basées sur la diversité alimentaire. Le score de consommation alimentaire découlait des indicateurs recueillis par le gouvernement du Niger et le PAM. Il n'a pas été possible d'obtenir des preuves indirectes. Ces preuves directes limitées suggèrent qu'une minorité de ménages (15 à 25 %) fait face à un déficit alimentaire quantitatif équivalent à une insécurité alimentaire sévère chronique (niveau 4). Néanmoins, l'année 2015 a été marquée par un pic du déficit alimentaire. Près d'un tiers des insuffisances de consommation alimentaire signalées (PAM 2015) étaient liées à la fermeture de la frontière et aux mesures de sécurité restrictives dues à l'insurrection de Boko Haram.

Des preuves directes similaires ont été utilisées pour estimer la proportion de ménages appartenant au niveau 3. Les scores de consommation alimentaire collectés par le gouvernement du Niger et le PAM indiquent que de 25 à 35 % des ménages appartiennent au niveau 3, un chiffre stable entre 2014 et 2015. Des données relatives au score de diversité alimentaire des ménages ont été recueillies et montrent qu'un total de 30 à 35 % des ménages avait un score compris entre 5 et 7. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 25 à 35 % des ménages de l'ouest de la région de Diffa ont été classés au niveau 3 concernant la quantité de produits alimentaires consommés. Les 45 à 55 % de ménages restants ont été classés au niveau 1 ou 2.

Tableau 26: Principaux indicateurs de la quantité d'aliments consommés dans l'ouest de la région de Diffa

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Score de consommation alimentaire (FCS)	2014	PAM FSA	2	45 %		30 %	25 %
		2015	PAM	1	51 %		30 %	18 %
		2016	Gouvernement du Niger	1	68 %		16 %	16 %
		2017	EVIAM	1	38 %		24 %	38 %
		2017	Gouvernement du Niger	1	18 %		19 %	63 %
		2017	EVIAM	1	72 %		22 %	6 %
		2014	EVIAM	2	57 %		34 %	11 %
		2015	EVIAM	1	21 %		50 %	29 %

Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)	2016	Gouvernement du Niger	1	40 %		44 %	16 %
	2017	EVIAM	1	26 %		37 %	37 %
	2017	Gouvernement du Niger	1	5 %		20 %	74 %
	2017	EVIAM	1	46 %		44 %	10 %
Conclusion				45-55 %		25-35 %	15-25 %

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la majorité des ménages dépendent de la production agricole, de l'élevage et du petit commerce, mais complètent leurs revenus par la culture de palmiers dattiers et de sel compte tenu de la nature irrégulière et aléatoire des précipitations dans cette zone. Toutefois, près d'un tiers des ménages ont recours à des moyens d'existence précaires comme le travail occasionnel, la vente de bois de chauffage et l'artisanat. Au cours des années de sécheresse, notamment 2010, près de la moitié des ménages ont vendu leurs biens pour s'adapter.

Nutrition

En ce qui concerne les données nutritionnelles pour l'ouest de la région de Diffa, l'équipe d'analystes ne disposait que d'un seul indicateur pertinent tiré des données sur le retard de croissance de l'EDS de 2012. Aucune preuve indirecte liée à la nutrition n'a pu être trouvée. Les données sur le retard de croissance ont été jugées peu fiables car elles ont été recueillies au cours d'une année exceptionnelle et s'appliquent à l'ensemble du département ; il est donc peu probable qu'elles donnent une idée de la situation de Goudoumaria spécifiquement. Cependant, ces seules données révèlent une prévalence très élevée de retard de croissance chez les enfants âgés de 6 à 59 mois.

Tableau 27 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans l'ouest de la région de Diffa

	Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Retard de croissance chez les enfants (6-59 mois)	2012	EDS	1	46 %		24 %	30 %
		2013	INS	2	66 %		19 %	15 %
		2015	INS	2	52 %		25 %	23 %
Conclusion						50-60 %	20-30 %	15-25 %

Les conclusions tirées des facteurs déterminants indiquent que moins de 5 % des ménages ont accès à un assainissement amélioré. Néanmoins, plus de 75 % des ménages ont accès à une source d'eau améliorée et peuvent disposer d'au moins 15 litres par jour.

Conclusions générales

Goudoumaria faisait autrefois partie d'un autre département et n'a été traité de façon distincte qu'en 2014. Par conséquent, aucune donnée antérieure à cette date n'est disponible. L'ouest de la région de Diffa n'a pas été aussi touché par l'insurrection de Boko Haram que le sud-est (Bosso et Diffa), mais les marchés ont subi la réduction des échanges avec le Nigéria qui s'est ensuivie, en raison de la fermeture des frontières. L'agriculture est le principal moyen d'existence dans la zone, mais son exercice est limité par l'empiètement des dunes de sable dans les bassins, la libre circulation des cheptels et le manque de routes rurales pour acheminer les marchandises vers les marchés.

Si l'on s'en réfère aux enquêtes menées par le PAM, il apparaît que les ménages de l'ouest de la région de Diffa ont recours à différents moyens d'existence. De nombreux ménages de la zone restent en situation d'insécurité alimentaire chronique, sans doute en raison des faibles montants que rapportent les activités génératrices de revenus. À partir des informations ayant trait aux trois indicateurs de la sécurité alimentaire décrits ci-dessus, le recoupement des données concernant ces éléments indique que le pourcentage suivant de la population est confronté à divers niveaux d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 28 : Recoupement final des données pour l'ouest de la région de Diffa

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Facteurs déterminants/sous-jacents	0-10 %	10-20 %	10-20 %	60-70 %
Consommation alimentaire – Qualité	30-40 %	25-35 %	30-40 %	

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Produits alimentaires consommés – Quantité	45-55 %		25-35 %	15-25 %
Nutrition	50-60 %		20-30 %	15-25 %
Recoupement général des données	25-35 %	20-30 %	25-35 %	10-20 %
Population concernée	36 091	30 076	36 091	18 046

Facteurs sous-jacents et limitatifs

Un certain nombre de facteurs sous-jacents et limitatifs remettent en cause la capacité des ménages vulnérables de l'ouest de la région de Diffa à améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire, notamment :

- 30 à 40 % des ménages ont recours à des moyens d'existence précaires ;
- l'absence de réseau routier vers/dans le département de Goudoumaria contribue à la hausse du prix des produits alimentaires et à rendre ces derniers moins accessibles ;
- des précipitations extrêmement faibles, des pluies irrégulières ainsi que des maladies et parasites affectant les cultures limitent la production agricole.

Principales conclusions et explications

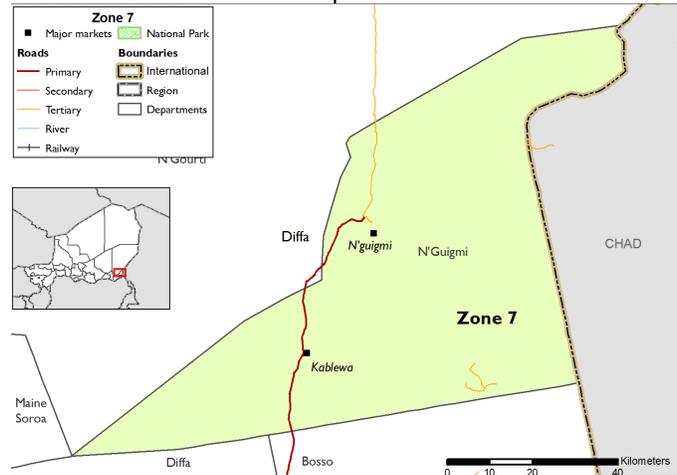
Après recoupement des données et des facteurs sous-jacents analysés, le centre de la région de Diffa est classé en insécurité alimentaire chronique modérée (niveau 3 de l'IPC). Ces résultats indiquent que 44 % des ménages sont confrontés à un déficit saisonnier durant deux à quatre mois de l'année, ne disposent pas d'un régime alimentaire de qualité régulier et ont probablement des enfants atteints d'un retard de croissance modéré. Bien que l'agriculture soit le principal moyen d'existence dans cette zone, les sécheresses récurrentes ont limité les moyens d'existence de beaucoup. De nombreux ménages dans la région sud de la zone dépendent de la production de natron et de palmiers dattiers. Contrairement au sud-est de Diffa, la zone n'a pas été directement affectée par l'insécurité.

7 : Nord-est de la région de Diffa - Zone à prédominance de culture de décrue et de pêche du lac Tchad

Départements : N'Guigmi

Le nord-est de la région de Diffa, qui abrite la ville et l'agglomération de N'Guigmi, constitue la partie extrême-orientale du Niger. La zone est située à proximité du lac Tchad et de la frontière tchadienne ; elle est désignée sous le code NE13-Zone du lac Tchad à prédominance de culture de décrue et de pêche. Jusqu'à la moitié du XX^e siècle, la ville N'Guigmi se situait sur les berges du lac et était régulièrement inondée au cours de la saison des pluies. Aujourd'hui, le Niger n'a accès au bassin nord du lac Tchad que via une vaste zone humide. L'eau du fleuve Chari-Logone n'atteint le bassin nord que lors des années de forte mousson.⁴ Depuis 1970, le lac voit sa superficie se réduire considérablement en raison du changement climatique, de la pression démographique et des mauvaises pratiques halieutiques, pastorales et agricoles ; les barrages et la

Carte II. Zone 7 Reference Map



Source : FEWS NET

piètre gestion collective des sources d'eau par les pays voisins (ibid) constituent d'autres éléments explicatifs. La majorité des 87 782 habitants (INS RGPH/2012, prévisions mises à jour en 2018) de N'Guigmi sont des agriculteurs et des pasteurs qui élèvent des kouris, une race bovine indigène acclimatée aux conditions du bassin du lac Tchad et menacée d'extinction. Un grand nombre de pêcheurs de la zone sont originaires du Mali, du Nigéria, du Sénégal et du Cameroun. Au cours de la saison des pluies, le lac s'élargit et est alimenté par les eaux du fleuve Chari, en provenance du Tchad, et de la rivière Komadougou, qui s'écoule depuis le Nigéria via le Niger. Lorsque le lac recule pendant la saison sèche, les agriculteurs commencent à semer sur les berges du lac, à partir du mois de novembre. Ils plantent principalement du maïs, du sorgho et du niébé, destinés à leur propre consommation, mais aussi à la vente. Outre le bétail et les chameaux, largement répandus dans la région, les populations les plus sédentaires élèvent des moutons et des chèvres, ainsi que de la volaille, qui représentent des liquidités pour les ménages les plus pauvres. Les ménages les plus riches possèdent, quant à eux, leurs propres cheptels. Les commerçants achètent des bêtes sur les marchés locaux, notamment à Kabalewa, et les revendent sur des marchés plus lucratifs, au Nigéria. Les ménages les plus pauvres sont souvent constitués de pêcheurs, tandis que les occupants des ménages plus aisés achètent du poisson séché qu'ils revendent sur les marchés locaux et au Nigéria.

La plupart des cultures sont récoltées entre juin et octobre, à la fin de la saison des pluies, lorsque la demande de main-d'œuvre est au plus haut. Outre les plantations mentionnées ci-dessus, certains types de mil sont cultivés hors de la saison habituelle. Les ventes de bétail et les achats de céréales ont lieu pour l'essentiel au cours de la saison des pluies.

Bien que la proportion de ménages pauvres dans la population soit mal identifiée, il apparaît que les ménages les plus pauvres sont constitués de paysans qui privilégient une agriculture de subsistance sur l'ancien lit du lac, possèdent quelques animaux et pratiquent la pêche. Ils vendent du maïs, du niébé et du poisson frais et travaillent souvent comme main-d'œuvre agricole. Leurs principales sources de denrées alimentaires dépendent de leur propre production agricole, ainsi que de l'aide alimentaire.

Paramètres de sécurité alimentaire dans le nord-est de la région de Diffa

Qualité de la consommation alimentaire

Afin d'évaluer la qualité de la consommation alimentaire dans la zone, l'équipe d'analystes a examiné les informations disponibles sur les résultats et les facteurs déterminants, notamment l'indicateur de *diversité alimentaire minimale chez les enfants de 6 à 23 mois* et le *ratio de dépenses en féculents (SSEX)* mesurés pour l'EDS (2012), l'EVIAM (2013 et 2015) et la Banque mondiale (2014) (tableau 28).

⁴ <https://www.giz.de/de/downloads/giz2015-en-joint-environmental-audit-report-lake-chad.pdf>

L'élément de preuve le plus solide concernant la qualité de la consommation alimentaire est le ratio de dépenses en féculents de la Banque mondiale, qui indique que 42 % des ménages consacrent moins de 30 % de leurs dépenses alimentaires totales aux féculents (niveau 1), 56 % de 30 à 50 % (niveau 2) et seulement 2 % dépensent plus de 50 % (niveaux 3 et 4). Les données sur la diversité du régime alimentaire des enfants ont constitué les indicateurs les plus importants, mais ont visiblement perdu en intérêt parce qu'elles ne concernaient qu'une petite partie de la population et que les données recueillies portaient sur la totalité de la région de Diffa plutôt que sur cette zone plus restreinte. Dans l'ensemble, l'analyse a montré que, en ce qui concerne la qualité de la consommation alimentaire, 35 à 45 % des ménages se situaient au niveau 1, 50 à 60 % au niveau 2 et 0 à 10 % aux niveaux 3 et 4. Les preuves directes tirées des facteurs sous-jacents/déterminants indiquent qu'environ 70 % des ménages dépensent plus de 70 % de leur revenu en produits alimentaires et que de 0 à 10 % disposent de sources de revenu moins résilientes, comme le travail occasionnel. Cette région a été considérablement affectée par l'insurrection de Boko Haram et de nombreux ménages ont été déplacés. Bien que les données récentes et fiables de l'HDDS concernant cette zone soient manquantes, les données du SSEXR semblent plutôt satisfaisantes et correspondent vraisemblablement à la consommation de viande, de poisson et de divers aliments cultivés dans cette région.

Tableau 29 : Principaux indicateurs de la qualité de la consommation alimentaire dans le nord-est de la région de Diffa

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Diversité alimentaire minimale chez les enfants	2012	EDS	1	10 %	90 %		
		2013	EVIAM	1	36 %	64 %		
		2015	EVIAM	1	34 %	66 %		
	Ratio de dépenses en féculents	2014	Banque mondiale	2	42 %	56 %	2 %	
Conclusion					35-45 %	50-60 %	0-10 %	

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Quantité de produits alimentaires consommés

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs se rapportant aux données sur la quantité d'aliments consommés dans la zone, provenant des différentes preuves directes recueillies entre 2008 et 2016. Parmi les preuves directes figuraient le *score de consommation alimentaire (FCS)*, le *score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)*, deux indicateurs recueillis par le PAM entre 2008 et 2015 et le *score de diversité alimentaire des ménages* établis par le gouvernement du Niger (rapports de l'EVIAM) en 2014 et en 2015 (tableau 30). Il n'a pas été possible d'obtenir des preuves indirectes.

Des preuves directes et fiables (2008-2017) indiquent que 15 à 25 % des ménages font face à un déficit alimentaire quantitatif équivalent à une insécurité alimentaire sévère chronique (niveau 4). Cette ampleur de l'insécurité alimentaire de niveau 4 correspond aux niveaux suggérés par les données fiables tirées du score de consommation alimentaire et du HDDS, recueillies spécifiquement pour le département de N'Guigmi entre 2008 et 2016 par le PAM et le gouvernement du Niger. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 15 à 25 % des ménages du nord-est de la région de Diffa ont été classés au niveau 4 concernant la quantité de produits alimentaires consommés.

Des preuves directes similaires et fiables ont été utilisées pour estimer la proportion de ménages appartenant au niveau 3. Les scores de consommation alimentaire suggèrent que 15 à 25 % des ménages appartiennent au niveau 3, avec une tendance stable à l'amélioration. Des données relatives au score de diversité alimentaire des ménages ont été recueillies et montrent que seuls 20 à 30 % des ménages avaient un score inférieur à 4. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 10 à 20 % des ménages du nord-est de la région de Diffa ont été classés au niveau 3 concernant la quantité de produits alimentaires consommés. Les 60 à 70 % de ménages restants ont été classés au niveau 1 ou 2.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que l'insécurité a affecté le fonctionnement normal du marché et les moyens d'existence, mais il semble que les marchés n'aient pas longtemps souffert des conséquences des attaques ou de la menace d'insécurité prolongée de Boko Haram. De manière générale, la décennie écoulée a été marquée par une amélioration de la quantité de produits alimentaires consommés en raison de la présence d'acteurs humanitaires, en particulier dans le domaine de l'aide alimentaire. En outre, 20 % des ménages peuvent satisfaire leurs besoins alimentaires, un chiffre légèrement au-dessus de la moyenne de la région. Le bétail et le petit commerce semblent être les moyens d'existence prévalents, suivis de la production agricole. Entre 0 et 10 % des ménages pratiquent un travail occasionnel, ce qui est généralement révélateur des moyens d'existence précaires auxquels ont recours les ménages pauvres. Il est difficile d'établir un lien direct entre les incidences continues du conflit et les moyens d'existence dans la mesure où les données

antérieures à la crise étaient irrégulières, empêchant tout constat d'une tendance définitive. Toutefois, il est clair que les populations déplacées dépendent davantage de l'aide alimentaire et d'autres types d'assistance humanitaire. De manière similaire, les preuves indirectes relatives aux stocks de produits alimentaires des ménages semblent être irrégulières et ne montrent pas d'amélioration (les ménages peuvent ne pas avoir déclaré ces informations avec précision).

Tableau 30 : Principaux indicateurs de la quantité des produits alimentaires consommés dans le nord-est de la région de Diffa

Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Score de consommation alimentaire (FCS)	2008	PAM FSA	2	68 %	22 %	11 %
		2010	PAM FSA	1	71 %	19 %	10 %
		2011	PAM FSA	2	69 %	23 %	7 %
		2013	PAM FSA	2	67 %	16 %	17 %
		2015	PAM FSA	2	54 %	21 %	25 %
		2015	PAM FSA	1	78 %	15 %	7 %
		2016	Gouvernement du Niger	1	21 %	42 %	37 %
		2017	EVIAM	1	45 %	29 %	26 %
		2017	Gouvernement du Niger	1	86 %	7 %	7 %
		2017	EVIAM	1	72 %	16 %	12 %
Diversité alimentaire des ménages	2014	EVIAM	2	71 %	13 %	16 %	
	2015	EVIAM	1	46 %	39 %	15 %	
	2016	Gouvernement du Niger	2	11 %	52 %	37 %	
	2017	EVIAM	1	33 %	47 %	21 %	
	2017	Gouvernement du Niger	1	67 %	24 %	9 %	
	2017	EVIAM	1	34 %	39 %	27 %	
Conclusion				60-70 %	10-20 %	15-25 %	

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Nutrition

L'équipe d'analystes a examiné les données des preuves directes disponibles sur le retard de croissance provenant de l'EDS 2012, de l'INS 2013 et d'une enquête SMART menée à Diffa en 2017. Il n'a pas été possible d'obtenir de preuves indirectes. La malnutrition demeure un risque sérieux pour la santé, la croissance et le développement des enfants dans le nord-est de la région de Diffa. À cet égard, on a observé une augmentation du nombre d'enfants montrant des retards de croissance entre 2013 et 2017. Cela dit, les données révèlent des taux de retard de croissance modéré et sévère qui restent faibles (entre 5 et 15 %). Les preuves sur l'état nutritionnel se rapportant à cet indicateur suggèrent la répartition suivante des ménages pour chaque niveau d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 31 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le nord-est de la région de Diffa

Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Retard de croissance chez les enfants (6-59 mois)	2012	EDS	1	46 %	24 %	30 %
		2013	INS	2	74 %	18 %	8 %
		2017	SMART	2	34 %	19 %	15 %
Conclusion				65 %	20-25 %	10-15 %	

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la malnutrition chronique continue d'être un problème pour certains ménages de la région de Diffa, mais que cette situation connaît une amélioration depuis 2012. L'accès à l'eau potable (entre 50 et 70 %) figure parmi les plus élevés de la région et connaît une amélioration constante depuis 2008, visiblement due à la présence des acteurs humanitaires. L'accès à un assainissement amélioré semble assez faible, mais cet indicateur tend également à s'améliorer grâce aux interventions humanitaires.

Conclusions générales

Le nord-est de la région de Diffa a été quelque peu affecté par l'insurrection de Boko Haram (fermetures de marché temporaires), mais les moyens d'existence ne semblent pas avoir été profondément touchés par rapport à d'autres zones de la région de Diffa. Les données recueillies en 2016 au sujet de la vulnérabilité et des moyens d'existence indiquent une augmentation du recours aux activités de petit commerce et un recul de la production agricole comme principal moyen d'existence, tandis que les ventes de bétail restent importantes. Seuls quelques ménages se sont tournés vers des moyens

plus précaires pour survivre. L'accès à l'eau et à un assainissement amélioré semble satisfaisant, mais il reste à déterminer à quel point ces indicateurs seront affectés par la fin de l'aide humanitaire dans la zone et dans la région de Diffa en général.

Les données tirées du ratio de dépenses en féculents suggèrent que les ménages ne bénéficient pas tous de la même diversité alimentaire, bien que les données fiables concernant le score de diversité alimentaire recueillies par le gouvernement du Niger en 2015 indiquent que plus d'un tiers des ménages pâtissent d'une piètre diversité alimentaire. Les scores de consommation alimentaire montrent une amélioration modérée entre 2008 et 2015, avec une seule exception potentiellement liée au conflit. Les preuves indirectes montrent que les ménages ont réussi à assurer leur approvisionnement en produits alimentaires en recourant à des moyens d'existence plus diversifiés. Néanmoins, de nombreux ménages de la zone sont toujours en situation d'insécurité alimentaire chronique, sans doute en raison des faibles profits que rapportent les activités génératrices de revenus, du taux d'alphabétisation extrêmement bas, du manque d'améliorations concernant les habitudes d'hygiène et l'accès aux soins, qui peuvent expliquer le taux élevé de retard de croissance chez les enfants âgés de 6 à 59 mois. À partir des informations se rapportant aux trois causes affectant la sécurité alimentaire décrites ci-dessus, le recoupement des données concernant ces éléments indique que le pourcentage suivant de la population est confronté à des niveaux variables d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 32 : Recoupement final des données pour le nord-est de la région de Diffa

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Facteurs déterminants/sous-jacents	55-65 %	25-35 %	0-10 %	0-10 %
Consommation alimentaire – Qualité	35-45 %	50-60 %	0-10 %	
Produits alimentaires consommés – Quantité	60-70 %		10-20 %	15-25 %
Nutrition	65 %		20-25 %	10-15 %
Recoupement général des données	35-45 %	25-35 %	15-25 %	5-15 %
Population concernée	35 112	26 334	17 556	8 778

Facteurs sous-jacents et limitatifs

Un certain nombre de facteurs sous-jacents et limitatifs remettent en cause la capacité des ménages vulnérables de la zone à améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire, notamment :

- l'effet du changement climatique sur le lac Tchad et les incidences consécutives sur les moyens d'existence ;
- certaines perturbations de marché temporaires dues à l'insécurité ;
- les taux élevés de retard de croissance qui sont probablement liés à une connaissance limitée de l'amélioration des pratiques en matière de santé et de nutrition maternelles et infantiles et d'accès aux soins.

Principales conclusions et explications

Après recoupement des données et des facteurs sous-jacents analysés, le nord-est de la région de Diffa est classé en insécurité alimentaire chronique modérée (niveau 3 de l'IPC). Ces résultats indiquent que 29 % des ménages sont confrontés à un déficit saisonnier durant deux à quatre mois de l'année, ne disposent pas d'un régime alimentaire de qualité régulier et ont probablement des enfants atteints d'un retard de croissance modéré. Cette population profite de son accès au lac Tchad pour pêcher, cultiver des produits agricoles et faire pâturer ses animaux près de ses berges, bien que cela contribue à l'assèchement du lac. La proximité avec le Tchad peut faciliter certains échanges commerciaux mineurs, mais le conflit avec Boko Haram a franchi les frontières et n'est pas limité à son pays d'origine, le Nigéria. La disponibilité en produits alimentaires dans des conditions normales semble satisfaisante et le commerce de bétail et de poisson est un moyen de subsistance important, qui vient compléter le petit commerce.

8 : Nord de la région de Diffa - Zone à prédominance de pastoralisme transhumant et nomade

Départements : N’Gourti

Le nord de Diffa est une vaste région de steppes sablonneuses, couverte principalement de broussailles et d’herbes éparées, et qui abrite le département de N’Gourti. Cette zone, désignée sous le code NE03 - Zone à prédominance de pastoralisme transhumant et nomade, traverse le centre du Niger, des frontières du Mali à celles du Tchad. Dans cet environnement sec, où les moyennes pluviométriques s’élèvent à 100 à 200 mm par an, le seul moyen d’existence viable est l’élevage. Les faibles précipitations rendent toute production agricole impossible. Bien que le pâturage soit idéal pour les grands troupeaux, les pasteurs doivent constamment déplacer les leurs vers des pâturages saisonniers en effectuant un large circuit à l’intérieur de ce vaste département, à partir des villages nomades transhumants. Dans cet environnement hostile, il est

indispensable pour les pasteurs de maintenir un équilibre fragile dans le cadre du partage des pâturages et des points d’eau disponibles. La plupart des éleveurs transhumants sont des Peuls qui s’occupent de leur bétail et de leurs chameaux dans une région moins vaste, le bétail devant boire plus souvent que les chameaux. Certains peuples nomades comme les Touaregs et les arabophones traversent les régions les plus isolées de la zone, en quête de pâturages accessibles uniquement aux chameaux, ces derniers pouvant parcourir de plus longues distances sans eau. Il ne fait aucun doute que les habitants de cette zone peu peuplée (61 932 habitants selon l’INS RGPH/2012, prévisions mises à jour en 2018) sont des experts de l’élevage de chameaux. Les pasteurs élèvent également un grand nombre de chèvres et de moutons. Chaque année, les pasteurs et les nomades rejoignent les mêmes pâturages et marchés avec leurs cheptels. La stabilité des marchés de bétail est essentielle à leur existence. Ils dépendent du marché pour acheter des céréales destinées à leur propre consommation, et consomment peu de lait et de viande.

La saison des pluies a lieu entre juillet et septembre et la migration transhumante s’effectue entre novembre et mai en vue de trouver des pâturages dans le nord de Diffa. Les ménages dépendent de l’achat de céréales tout au long de l’année.

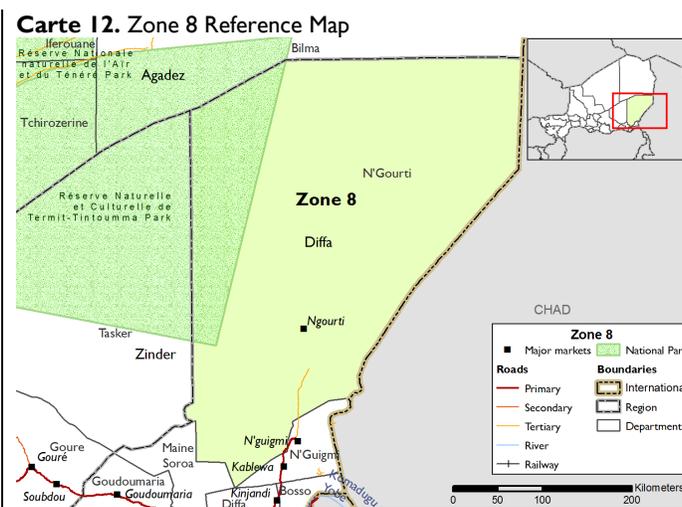
Les ménages pauvres et très pauvres représentent respectivement 29 % et 26 % de la population. Les ménages les plus pauvres élèvent de petits ruminants et possèdent rarement de grands animaux. Ils travaillent souvent comme bergers pour d’autres éleveurs de grands cheptels, vendent leurs petits ruminants si nécessaire et les traitent. Certains des habitants les plus pauvres se rendent dans de plus grands villages pour vendre du foin et du bois de chauffage. Ils achètent du riz et du mil, consomment le lait de leurs animaux et reçoivent de l’aide de leurs employeurs. Leurs principales difficultés sont liées à la sécheresse, aux maladies de leurs animaux, au recul des nappes phréatiques et à la désertification qui détruit les pâturages.

Paramètres de sécurité alimentaire dans le nord de la région de Diffa

Qualité de la consommation alimentaire

Afin de pouvoir évaluer la qualité de la consommation alimentaire dans le nord de la région de Diffa, l’équipe d’analystes a étudié les informations disponibles relatives aux résultats et facteurs déterminants. Les preuves directes se sont limitées aux données sur la *diversité alimentaire minimale chez les enfants [6-23 mois]* recueillies pour l’EDS (2012), l’EVIAM (2013 et 2015) et le gouvernement du Niger (2015).

Les données relatives à la diversité alimentaire chez les enfants ont constitué les indicateurs les plus importants, mais ont perdu en intérêt, car elles ne concernaient qu’une petite partie de la population et les données recueillies portaient sur la totalité de la région de Diffa plutôt que sur cette zone étendue mais peu peuplée. Dans l’ensemble, l’analyse a montré que, en ce qui concerne la qualité de la consommation alimentaire, 40 à 50 % des ménages se situaient au niveau 1, 30 à 40 % au niveau 2 et 15 à 25 % aux niveaux 3 et 4. Les preuves directes tirées des facteurs sous-jacents/déterminants indiquent



qu'environ 95 % des ménages dépensent plus de 70 % de leurs revenus (générés par la vente de lait et de bétail) en alimentation.

Tableau 33 : Principaux indicateurs de la qualité de la consommation alimentaire dans le nord de la région de Diffa

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Diversité alimentaire minimale chez les enfants	2012	EDS	1	10 %		90 %	
		2013	EVIAM	1	45 %		64 %	
		2015	EVIAM	1	34 %		66 %	
		2015	Gouvernement du Niger	2	0 %		100 %	
Conclusion					40-50 %	30-40 %	15-25 %	

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Quantité de produits alimentaires consommés

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs se rapportant aux données sur la quantité d'aliments consommés dans la zone, provenant des différentes preuves directes recueillies entre 2014 et 2017. Parmi les preuves directes figuraient le *score de consommation alimentaire (FCS)*, le *score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)* et le *déficit de survie HEA*. Les données ont été recueillies par le PAM en 2014 et 2015, par le gouvernement du Niger en 2016 et 2017 et par FEWS NET en 2016 en ce qui concerne la HEA. Le score de diversité alimentaire des ménages a été établi par le gouvernement du Niger (Rapports de l'EVIAM) en 2014, 2015, 2016 et 2017 (Tableau 34). Il n'a pas été possible d'obtenir des preuves indirectes.

Des preuves directes et fiables indiquent qu'une minorité de ménages (5 à 15 %) fait face à un déficit alimentaire quantitatif équivalent à une insécurité alimentaire sévère chronique (niveau 4). Cette ampleur de l'insécurité alimentaire de niveau 4 correspond aux niveaux suggérés par les données fiables tirées du score de consommation alimentaire et du HDDS recueillies spécifiquement pour le nord de la région de Diffa, et montre que peu de ménages avaient un HDDS inférieur à 4 ou des déficits de survie HEA, et étaient donc classés aux niveaux 3 et 4. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 5 à 15 % des ménages du nord-est de la région de Diffa ont été classés au niveau 4 concernant la quantité de produits alimentaires consommés.

Des preuves directes similaires et fiables ont été utilisées pour estimer la proportion de ménages appartenant au niveau 3. Les scores de consommation alimentaire suggèrent que 20 à 30 % des ménages appartiennent au niveau 3, avec une tendance à une relative stabilisation entre 2015 et 2017 selon les données recueillies par le gouvernement du Niger. Les données relatives au score de diversité alimentaire des ménages disponibles montrent que plus de la moitié des ménages avait un score compris entre 5 et 7. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 20 à 30 % des ménages ont été classés au niveau 3 concernant la quantité de produits alimentaires consommés. Les 60 à 70 % de ménages restants ont été classés au niveau 1 ou 2.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la quantité de produits alimentaires consommés est stable. Bien que les ménages dépendent exclusivement des marchés pour acheter des céréales, leurs revenus générés grâce à l'élevage sont viables et certains d'entre eux ont bénéficié de l'aide humanitaire. Certaines personnes déplacées et certains réfugiés ont rejoint cette zone pour des raisons d'insécurité, mais les marchés de bétail ne semblent pas avoir subi de perturbations majeures. Plus d'un tiers des ménages ont indiqué qu'ils disposaient de ressources suffisantes pour faire régulièrement des provisions. Il s'agit de l'un des taux les plus élevés de la région de Diffa. Moins de 1 % des ménages pratique un travail occasionnel, ce qui est généralement révélateur des moyens d'existence précaires auxquels ont recours les ménages pauvres. La présence de l'aide alimentaire, les transferts de fonds et les autres types d'assistance fournis dans le cadre de l'aide humanitaire semblent contribuer à la diversification des provisions des ménages et permettent d'améliorer leur pouvoir d'achat. Les preuves indirectes relatives aux stocks de produits alimentaires des ménages semblent irrégulières et ne montrent pas d'amélioration. Néanmoins, elles peuvent illustrer le fait que ces communautés de pasteurs n'ont pas recours à la production agricole et dépendent complètement du marché pour acheter des céréales.

Tableau 34 : Principaux indicateurs de la quantité des produits alimentaires consommés dans le nord de Diffa

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Score de consommation alimentaire (FCS)	2015	PAM FSA	2	94 %		4 %	2 %
		2015	PAM FSA	2	83 %		12 %	5 %
		2016	SCA	2	80 %		11 %	9 %
		2017	EVIAM	2	55 %		17 %	28 %

Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Diversité alimentaire des ménages	2017	Gouvernement du Niger	2	85 %	10 %	4 %	
	2017	EVIAM	2	89 %	9 %	2 %	
	2014	EVIAM	2	99 %	1 %	0 %	
	2015	EVIAM	2	6 %	42 %	52 %	
	2016	SCA	2	92 %	8 %	0 %	
	2016	Gouvernement du Niger	2	100 %	0 %	0 %	
	2017	EVIAM	2	9 %	67 %	24 %	
	2017	Gouvernement du Niger	2	0 %	84 %	16 %	
	2017	EVIAM	2	42 %	47 %	11 %	
Déficit de survie HEA	2016	FEWS NET	2	100 %	0 %		
Conclusion				60-70 %	20-30 %	5-15 %	

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Nutrition

L'équipe d'analystes a examiné les données des preuves directes disponibles sur le retard de croissance provenant de l'EDS 2012 et des enquêtes SMART menées entre 2010 et 2017. Des preuves indirectes relatives aux enfants entre 0 et 59 mois en insuffisance pondérale étaient disponibles. Les données font apparaître des taux de retard de croissance modéré et sévère atteignant, respectivement, 25 à 35 % et 10 à 20 % (EDS 2012 et enquêtes SMART). Les preuves sur l'état nutritionnel se rapportant à cet indicateur suggèrent la répartition suivante des ménages pour chaque niveau d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 35 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le nord de Diffa

	Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Retard de croissance chez les enfants (6-59 mois)	2010	SMART	1	38 %	22 %	16 %	
		2011	SMART	1	53 %	32 %	22 %	
		2012	EDS	1	46 %	24 %	30 %	
		2012	SMART	1	45 %	28 %	17 %	
		2013	SMART	1	42 %	22 %	20 %	
		2014	SMART	1	42 %	29 %	13 %	
		2017	SMART	2	62 %	26 %	12 %	
PREUVES INDIRECTES	Insuffisance pondérale	2017	SMART	2	33 %	25 %	8 %	
Conclusion				50-60 %	25-35 %	10-20 %		

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que, à partir des taux de retard de croissance 2012, la malnutrition chronique demeure un problème pour certains ménages de la région de Diffa. Néanmoins, des données plus fiables recueillies en 2017 pour le seul département de N'Gourti dépeignent une situation plus favorable. L'accès à l'eau potable, ou même à des points d'eau pour les animaux, est problématique dans cette région très sèche. Les ménages doivent parcourir de longues distances à pied pour trouver de l'eau, souvent pendant plus de 30 minutes. L'accès à un assainissement amélioré s'est stabilisé à quelque 22 %, ce qui peut être dû aux interventions humanitaires sur le long terme.

Conclusions générales

Le nord de la région de Diffa est une zone inhospitalière. Malgré des précipitations extrêmement faibles et l'absence totale de production agricole, les quelques habitants parsemés y survivent grâce au pastoralisme transhumant. Les données relatives à la qualité et la quantité de la consommation alimentaire sont relativement satisfaisantes par rapport à celles d'autres zones, mais les taux de malnutrition infantile restent obstinément élevés. Ces chiffres peuvent s'expliquer par le manque de structures de santé existantes dans la zone (outre les interventions humanitaires) et par les faibles niveaux d'éducation au sein de la population.

Le score de consommation alimentaire et les données relatives au HDDS indiquent que les ménages bénéficient d'une qualité alimentaire variée. Les ménages parviennent à garantir leur capacité à acheter des produits alimentaires grâce à l'élevage et aux pâturages isolés. Néanmoins, de nombreux ménages de la zone restent en situation d'insécurité alimentaire chronique, sans doute en raison des taux d'alphabétisation extrêmement bas, du peu d'amélioration des habitudes d'hygiène et de l'accès aux soins, qui peuvent expliquer le taux élevé de retard de croissance chez les enfants de 6 à 59 mois. À partir des informations se rapportant aux trois causes affectant la sécurité alimentaire décrites ci-dessus, le recouplement des données concernant ces éléments indique que le pourcentage suivant de la population est confronté à des niveaux variables d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 36 : Recouplement final des données pour le nord de Diffa

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Facteurs déterminants/sous-jacents	40-50 %	30-40 %	10-20	0-10 %
Consommation alimentaire – Qualité	40-50 %	30-40 %	15-25 %	
Produits alimentaires consommés – Quantité	60-70 %		20-30 %	5-15 %
Nutrition	50-60 %		25-35 %	10-20 %
Recouplement général des données	35-45 %	25-35 %	15-25 %	5-15 %
Population concernée	24 773	18 580	12 386	6 193

Facteurs sous-jacents et limitatifs

Un certain nombre de facteurs sous-jacents et limitatifs remettent en cause la capacité des ménages vulnérables de la zone à améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire, notamment :

- des précipitations extrêmement faibles ;
- des crises concernant l'élevage : maladies animales, désertification responsable de la disparition du fourrage ;
- piètre accès à l'eau pour les humains et le bétail.

Principales conclusions et explications

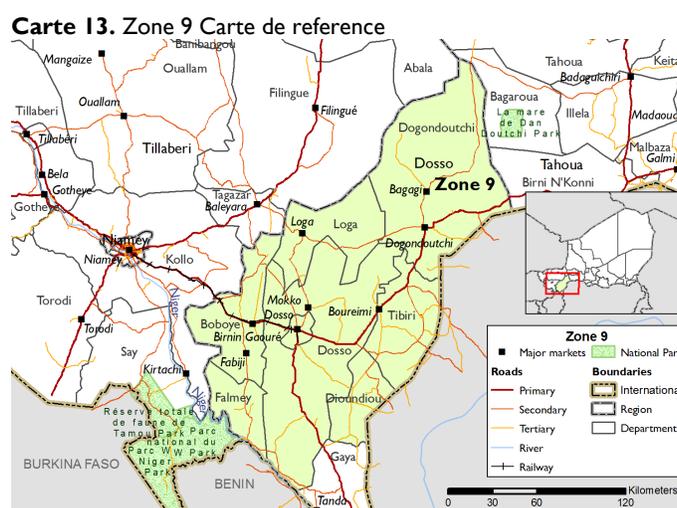
Après recouplement des données et des facteurs sous-jacents analysés, le nord de la région de Diffa est classé en insécurité alimentaire chronique modérée (niveau 3 de l'IPC). Ces résultats indiquent que 29 % des ménages sont confrontés à un déficit saisonnier durant deux à quatre mois de l'année, ne disposent pas d'un régime alimentaire de qualité régulier et ont probablement des enfants atteints d'un retard de croissance modéré. La plupart des ménages ont conservé des moyens d'existence ancestraux et ont recours au pastoralisme transhumant et nomade. Ils déplacent tous les ans leur bétail et leurs chameaux vers des pâturages lointains. La qualité et la quantité de la consommation alimentaire sont satisfaisantes par rapport à d'autres zones, mais la malnutrition chez les enfants demeure un problème grave qui semble nécessiter des interventions humanitaires dans la zone et conduire au déplacement des populations pour des raisons d'insécurité.

Région de Dosso

9 : Nord de la région de Dosso - Zone à prédominance de cultures pluviales de mil et de sorgho

Départements : Dioundiou, Tбири, Dogondoutchi, Loga, Boboye, Falmey, Dosso

Le nord de Dosso couvre la quasi-totalité de la région de Dosso, à l'exception de Gaya, et en particulier les départements de Dogondoutchi, Loga, Dosso, Tibiri, Dioundou, Boboye et Falmey. La zone se trouve à la frontière du Nigéria et du Bénin et est désignée sous le code NE05 - Zone à prédominance de cultures pluviales de mil et de sorgho. Elle bénéficie d'une pluviométrie annuelle de 400 à 600 mm. La zone abrite plusieurs « dallols » : dallol Bosso (Boboye et Falmey), dallol Maouri (Doutchi, Tchibiri et Dioundou). Les principales plantations cultivées y sont le mil, le sorgho, le niébé et l'arachide. La région est connue pour être le grenier du Niger en raison de ses bonnes récoltes, dues à la fertilité du sol et aux précipitations satisfaisantes. La production agricole est le principal moyen d'existence dans cette zone, suivie par l'élevage, le petit commerce et l'emploi salarié. La population était estimée à 2 212 665 habitants en 2012, ce qui en faisait la troisième région la plus densément peuplée du Niger. Les Djermas, les Peuls et les Haoussas figurent parmi les principaux groupes ethniques de la région de Dosso.



Source : FEWS NET

Les ménages pauvres et très pauvres représentent respectivement 29 % et 35 % de la population. Les ménages les plus pauvres élèvent de petits ruminants et possèdent rarement de grands animaux. Les occupants des ménages les plus démunis cultivent 1 à 2 hectares de terres au maximum, élèvent de petits ruminants, travaillent comme main-d'œuvre agricole, vendent du fourrage ou du bois de chauffage et migrent souvent au cours de la période de soudure. Ils dépendent de leur propre production de mil et de sorgho, mais s'approvisionnent également sur le marché ou font du troc avec d'autres familles.

La saison des pluies s'étend de mai à septembre et la préparation des terres commence en mars. Les récoltes ont lieu généralement en septembre, lorsque la demande de main-d'œuvre est à son pic, bien que les travailleurs soient demandés toute l'année. Au cours de la période de soudure, d'avril à août, les ménages sont contraints d'acheter des céréales sur les marchés.

Paramètres de sécurité alimentaire dans le nord de Dosso

Qualité de la consommation alimentaire

Afin de pouvoir évaluer la qualité de la consommation alimentaire dans la zone, l'équipe d'analystes a étudié les informations disponibles relatives aux résultats et facteurs déterminants. Les preuves directes se limitaient au *ratio de dépenses en féculents* (EVIAM 2013 et 2015) et à l'indicateur de diversité alimentaire minimale chez les enfants (gouvernement du Niger 2015). Parmi les preuves indirectes figurait l'indicateur de diversité alimentaire chez les enfants de 6 à 24 mois.

L'élément de preuve le plus solide concernant la qualité de la consommation alimentaire était le ratio de dépenses en féculents de la Banque mondiale de 2014, qui indiquait que 18 % des ménages consacraient moins de 30 % de leurs dépenses alimentaires totales aux féculents (niveau 1), 53 % de 30 à 50 % (niveau 2) et 28 % dépensaient plus de 50 % (niveaux 3 et 4). Les données relatives à la diversité alimentaire minimale chez les enfants montraient que 74 % des enfants appartenaient aux niveaux 2 à 4. Parmi les preuves indirectes, l'indicateur de diversité alimentaire chez les enfants de 6 à 24 mois indiquait que 66 à 81 % des enfants pâtissaient d'une piètre diversité alimentaire. Dans l'ensemble, l'analyse a montré que, en ce qui concerne la qualité de la consommation alimentaire, 15 à 25 % des ménages se situaient au niveau 1, 45 à 55 % au niveau 2 et 25 à 35 % aux niveaux 3 et 4. Les preuves directes tirées des facteurs sous-jacents/déterminants indiquent qu'environ 75 % des ménages dépensent plus de 70 % de leurs revenus dans l'alimentation.

Tableau 37 : Principaux indicateurs de la qualité de la consommation alimentaire dans le nord de Dosso

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Ratio de dépenses en féculents	2014	Banque mondiale	2	18 %	53 %	28 %	
	Diversité alimentaire minimale chez les enfants	2015	Gouvernement du Niger	2	26 %	74 %		
PREUVES INDIRECTE	Diversité du régime alimentaire (chez les enfants âgés de 6 à 24 mois)	2013	EVIAM	1	34 %	66 %		
		2015	EVIAM	1	19 %	81 %		
Conclusion					15-25 %	45-55 %	25-35 %	

Quantité de produits alimentaires consommés

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs se rapportant aux données sur la quantité d'aliments consommés dans le nord de Dosso provenant des différentes preuves directes recueillies entre 2008 et 2017. Parmi les preuves directes figuraient le *score de consommation alimentaire (FCS)*, la *fréquence minimum des repas (enfants)*, le score de diversité alimentaire des ménages (HDDS) et le *déficit de survie HEA*. Des preuves indirectes ont été tirées de l'indice de stratégie d'adaptation réduit (rCSI) et du nombre de mois de stocks de produits alimentaires détenus par les ménages. Des données ont été collectées par le PAM entre 2016 et 2018, par FEWS NET en 2016 pour la HEA, et l'indicateur de *diversité alimentaire des ménages* a été établi par le gouvernement du Niger (rapports EVIAM) en 2014, 2016 et 2017 (tableau 38). Des preuves indirectes ont été recueillies par le PAM et le gouvernement du Niger.

Des preuves directes et fiables indiquent que 10 à 20 % des ménages font face à un déficit alimentaire quantitatif équivalent à une insécurité alimentaire sévère chronique (niveau 4). Cette ampleur de l'insécurité alimentaire de niveau 4 correspond aux niveaux suggérés par les données fiables tirées du score de consommation alimentaire recueillies spécifiquement pour le nord de Dosso entre 2008 et 2017. Aucun ménage ne souffrait de déficit de survie HEA et n'appartenait donc aux niveaux 3 et 4. Les données relatives au HDDS indiquaient que près de la moitié des ménages pâtissait d'une piètre diversité alimentaire. Les preuves indirectes tirées de la stratégie d'adaptation réduite et du nombre de mois de stocks alimentaires des ménages dépeignaient une situation plus favorable, et ont donc modifié les conclusions tirées pour indiquer moins de ménages de niveau 4.

Des preuves directes similaires et fiables ont été utilisées pour estimer la proportion de ménages appartenant au niveau 3. Les scores de consommation alimentaire suggèrent que 15 à 25 % des ménages appartiennent au niveau 3, avec une tendance ne montrant aucune amélioration entre 2017 et 2018. Les données relatives au score de diversité alimentaire des ménages disponibles montrent qu'environ un tiers des ménages avait un score compris entre 5 et 7. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 30 à 40 % des ménages du nord de Dosso ont été classés au niveau 3 pour la quantité de produits alimentaires consommés. Les 45 à 55 % de ménages restants ont été classés au niveau 1 ou 2.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la quantité de produits alimentaires consommés est stable. Bien que les ménages dépendent exclusivement des marchés pour acheter des céréales, leurs revenus générés grâce à l'élevage sont viables et certains d'entre eux ont bénéficié de l'aide humanitaire. Certaines personnes déplacées et certains réfugiés ont rejoint cette zone pour des raisons d'insécurité, mais les marchés de bétail ne semblent pas avoir subi de perturbations majeures. Plus d'un tiers des ménages ont indiqué qu'ils disposaient de ressources suffisantes pour faire régulièrement des provisions. Il s'agit de l'un des taux les plus élevés de la région de Diffa. Moins de 1 % des ménages pratique un travail occasionnel, ce qui est généralement révélateur des moyens d'existence précaires auxquels ont recours les ménages pauvres. La présence de l'aide alimentaire, les transferts de fonds et les autres types d'assistance fournis dans le cadre de l'aide humanitaire semblent contribuer à la diversification des provisions des ménages et permettent d'améliorer leur pouvoir d'achat. Les preuves indirectes relatives aux stocks de produits alimentaires des ménages semblent irrégulières et ne montrent pas d'amélioration. Néanmoins, elles peuvent illustrer le fait que ces communautés de pasteurs n'ont pas recours à la production agricole et dépendent complètement du marché pour acheter des céréales.

Tableau 38 : Principaux indicateurs de la quantité des produits alimentaires consommés dans le nord de Dosso

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	
PREUVES DIRECTES	Score de consommation alimentaire (FCS)	2008	PAM FSA	2	69 %		20 %	11 %	
		2010	PAM FSA	1	38 %		31 %	31 %	
		2011	PAM FSA	2	56 %		27 %	17 %	
		2013	PAM FSA	2	66 %		24 %	10 %	
		2015	PAM FSA	2	54 %		27 %	19 %	
		2015	PAM FSA	1	43 %		19 %	37 %	
		2016	Gouvernement du Niger	1	40 %		22 %	38 %	
		2017	EVIAM	2	46 %		28 %	26 %	
	2017	Gouvernement du Niger	1	57 %		19 %	24 %		
	Diversité alimentaire des ménages	2015	EVIAM	2	29 %		31 %	40 %	
		2015	EVIAM	1	23 %		32 %	45 %	
		2016	Gouvernement du Niger	1	23 %		33 %	45 %	
		2017	EVIAM	2	19 %		35 %	46 %	
		2017	Gouvernement du Niger	1	34 %		34 %	32 %	
	Déficit de survie HEA	2016	FEWS NET	2	100 %			0 %	
	Fréquence minimale des repas	2008	PAM FSA	2	79 %		21 %		
		2013	PAM FSA	2	64 %		36 %		
2014		PAM FSA	2	50 %		50 %			
2016		PAM FSA	2	55 %		45 %			
PREUVES INDIRECTES	Indice de stratégie d'adaptation réduit (rCSI)	2008	PAM FSA	2	93 % rCSI		6 %	1 %	
		2010	PAM FSA	1	69 % rCSI		23 %	8 %	
		2011	PAM FSA	1	88 % rCSI		10 %	2 %	
		2013	PAM FSA	2	69 % rCSI		29 %	3 %	
		2014	PAM FSA	2	64 % rCSI		33 %	3 %	
		2016	PAM FSA	2	83 % rCSI		16 %	1 %	
	Stocks de produits alimentaires du ménage	2013	EVIAM	2	45 % > 3 mois de stock		33 % entre 1 et 3 mois de stock	22 % < 1 mois de stock	
		2014	EVIAM	2	46 % > 3 mois de stock		43 % entre 1 et 3 mois de stock	11 % < 1 mois de stock	
		2016	EVIAM	2	73 % > 3 mois de stock		13 % entre 1 et 3 mois de stock	14 % < 1 mois de stock	
		2017	Gouvernement du Niger	2	48 % > 3 mois de stock		36 % < 1-3 mois	16 % < 1 mois de stock	
Conclusion					45-55 %		30-40 %		10-20 %

Nutrition

L'équipe d'analystes a examiné les données des preuves directes disponibles sur le retard de croissance provenant de l'EDS 2012 et des enquêtes INS menées entre 2013 et 2015. Les données font apparaître des taux de retard de croissance modéré et sévère atteignant, respectivement, 15 à 25 % et 10 à 20 % (EDS 2012 et enquêtes INS). Les preuves sur l'état nutritionnel se rapportant à cet indicateur suggèrent la répartition suivante des ménages pour chaque niveau d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 39 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le nord de Dosso

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	
PREUVES DIRECTES	Retard de croissance chez les enfants (6-59 mois)	2012	EDS	1	63 %		22 %	15 %	
		2013	INS	2	14 %		24 %	59 %	
		2015	INS	2	64 %		25 %	11 %	
Conclusion					60-65 %		20-25 %		10-20 %

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que, à partir des taux de retard de croissance 2012, la malnutrition chronique demeure un problème pour certains ménages du nord de Dosso. Néanmoins, des données plus fiables recueillies en 2015 pour la zone dépeignent une situation légèrement plus favorable. L'accès à l'eau potable, ou même à des points d'eau pour les animaux, est problématique dans cette région très sèche. Les ménages doivent parcourir de longues distances

à pied pour trouver de l'eau, souvent pendant plus de 30 minutes. L'accès à un assainissement amélioré s'est stabilisé à quelque 22 %, ce qui peut être dû aux interventions humanitaires sur le long terme.

Conclusions générales

Les ménages du nord de Dosso dépendent de la production de mil et de sorgho et élèvent du bétail. Les données relatives à la qualité et la quantité de la consommation alimentaire sont relativement satisfaisantes par rapport à celles d'autres zones, mais les taux de malnutrition infantile restent obstinément élevés. Le score de consommation alimentaire et les données relatives au HDDS indiquent que les ménages bénéficient d'une qualité alimentaire sans variété aucune. À partir des informations se rapportant aux trois causes affectant la sécurité alimentaire décrites ci-dessus, le recoupement des données concernant ces éléments indique que le pourcentage suivant de la population est confronté à des niveaux variables d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 40 : Recoupement final des données pour le nord de Dosso

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Facteurs déterminants/sous-jacents	35-45 %	30-40 %	5-15	10-20 %
Consommation alimentaire – Qualité	15-25 %	45-55 %	25=35 %	
Produits alimentaires consommés – Quantité	45-55 %		30-40 %	10-20 %
Nutrition	60-65 %		20-25 %	10-20 %
Recoupement général des données	25-35 %	30-40 %	15-25 %	10-20 %
Population concernée	663 799	774 433	442 533	331 900

Facteurs sous-jacents et limitatifs

Un certain nombre de facteurs sous-jacents et limitatifs remettent en cause la capacité des ménages vulnérables du nord de Dosso à améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire, notamment :

- les ménages ont un accès limité aux terres (1 à 2 hectares) dans cette zone plus densément peuplée ;
- la propriété de cheptels est rare ;
- la diversité alimentaire est faible.

Principales conclusions et explications

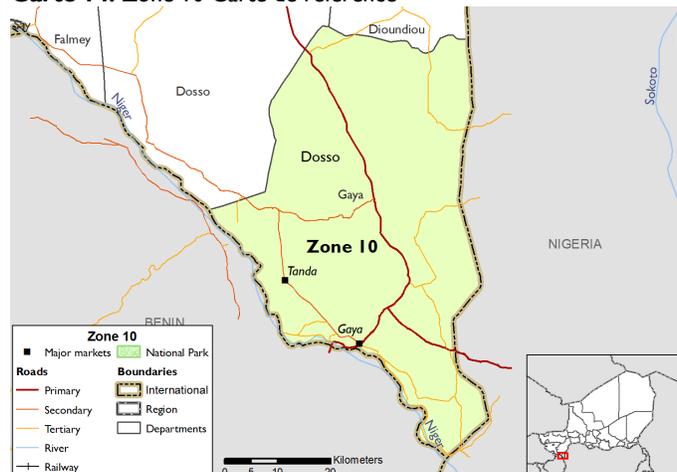
Après recoupement des données et des facteurs sous-jacents analysés, le nord de Dosso est classé en insécurité alimentaire chronique modérée (niveau 3 de l'IPC). Ces résultats indiquent que 34 % des ménages sont confrontés à un déficit saisonnier deux à quatre mois par an, qu'ils ne disposent pas régulièrement d'un régime alimentaire de qualité et ont probablement des enfants atteints d'un retard de croissance modéré. Malgré la bonne pluviométrie dans cette zone, les scores de consommation alimentaire et la diversité alimentaire se sont détériorés depuis 2008. La croissance de la population exerce également une pression accrue dans un contexte de rareté de terres agricoles.

10 : Sud de la région de Dosso - Zone à prédominance de céréales et de produits issus du palmier

Départements : Gaya

Le sud de Dosso couvre le département de Gaya et est situé à la pointe sud-est du Niger, à la frontière du Bénin. Cette zone de moyens d'existence est désignée sous le code N08 (Zone à prédominance de céréales et de produits issus du palmier) et connaît 800 mm de précipitations par an. Gaya possède un écosystème similaire à celui du Soudan, avec une végétation dense faite de broussailles, forêts et d'une ressource rare et particulièrement utile : le palmier rônier (*borassus aethiopium*). Le commerce transfrontalier avec le Bénin est important. Malgré une agro-écologie unique, les plantations cultivées dans la région sont en général les mêmes que dans le reste de la zone sud, à savoir le mil, le sorgho, le niébé, l'arachide et quelques plantes rizicoles pluviales. La fertilité des sols et la pluviométrie suffisante garantissent des récoltes satisfaisantes et contribuent à la forte densité de la population (325 953 habitants) et à la petite taille des fermes. Les ménages les plus aisés bénéficient de terres étendues et utilisent des tracteurs pour préparer leurs champs et effectuer les récoltes. L'élevage est souvent modeste, avec des cheptels composés de petits ruminants, notamment des moutons, des chèvres, de la volaille et quelques bovins. Quelques pêcheurs se tournent vers le fleuve Niger, qui s'écoule le long de la frontière, mais la pêche est un moyen d'existence limité dans cette zone. Les cultures les plus commercialisées sont le niébé et l'arachide, mais beaucoup d'habitants vendent également des produits comestibles, du bois et des produits d'artisanat provenant du palmier rônier.

Carte 14. Zone 10 Carte de référence



Source : FEWS NET

La saison des pluies y est la plus longue dans le pays, et s'étend de mai à octobre. Aucune activité agricole n'est pratiquée au cours du premier trimestre de l'année, qui est propice à la vente de poisson et de bétail. Les ménages dépendent des marchés pour acheter la majorité de leurs denrées alimentaires en juillet et en août, avant les récoltes. Bien que les précipitations irrégulières puissent être ponctuellement responsables de mauvaises récoltes, cette zone est rarement soumise à l'insécurité alimentaire.

La saison des pluies y est la plus longue dans le pays, et s'étend de mai à octobre. Aucune activité agricole n'est pratiquée au cours du premier trimestre de l'année, qui est propice à la vente de poisson et de bétail. Les ménages dépendent des marchés pour acheter la majorité de leurs denrées alimentaires en juillet et en août, avant les récoltes. Bien que les précipitations irrégulières puissent être ponctuellement responsables de mauvaises récoltes, cette zone est rarement soumise à l'insécurité alimentaire.

Les ménages pauvres et très pauvres représentent respectivement 36 % et 22 % de la population. Les ménages les plus pauvres disposent de quelque 1,5 hectare de terres pour leurs cultures et leurs palmiers rôniers. Ils possèdent en outre de petits ruminants. Ils dépendent de leur propre production, mais s'approvisionnent également sur le marché, bénéficiant de l'aide alimentaire ou font du troc avec d'autres familles. Malgré les revenus générés par l'agriculture et l'élevage à Gaya ou encore le commerce avec le Nigeria et le Bénin, beaucoup d'habitants suivent les migrations saisonnières pour trouver du travail. Les principaux chocs auxquels sont confrontés les ménages sont les inondations ainsi que les maladies et les parasites qui s'attaquent aux cultures.

Paramètres de sécurité alimentaire dans le sud de Dosso

Qualité de la consommation alimentaire

Lors de l'évaluation de la qualité de la consommation alimentaire propre au sud de Dosso, l'équipe d'analystes s'est trouvée confrontée à la difficulté posée par l'absence de données pertinentes pour la zone, à l'exception de celles provenant de l'indicateur de *diversité alimentaire minimale chez les enfants*. Toutefois, ces données ont été considérées comme peu fiables, car elles ne s'appliquaient pas uniquement au département de Gaya. Dans l'ensemble, l'analyse a montré que, en ce qui concerne la qualité de la consommation alimentaire, 30 % des ménages se situaient au niveau 1, 25 % au niveau 2 et 45 % aux niveaux 3 et 4.

Les preuves indirectes faisaient défaut, mais certaines données étaient liées à des facteurs sous-jacents/contrainants se rapportant aux stratégies de survie, au pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté et au pourcentage des dépenses en espèces consacrées à l'alimentation. De telles données révèlent que 60 à 70 % des ménages consacrent au moins 70 % de leurs revenus à l'alimentation et que plus de 80 % se situent en dessous du seuil de pauvreté

national de 1,90 dollar par jour. Une étude menée dans la zone a montré que les ménages dépendent principalement de la production agricole, du petit commerce et de l'élevage. Entre 0 et 10 % dépendent de sources de revenus précaires comme la vente de bois ou le travail occasionnel. Néanmoins, le manque de preuves directes et indirectes fiables sur la qualité de la consommation alimentaire n'a pas permis à l'équipe d'analystes d'atteindre le seuil de confiance minimal requis pour classer cet indicateur.

Tableau 41 : Principaux indicateurs de la qualité de la consommation alimentaire dans le sud de Dosso

Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Preuves directes Diversité alimentaire minimale chez les enfants	2013	EVIAM	1	34 %	66 %		
	2014	EVIAM	1	19 %	81 %		
Conclusion				30 %	25 %	45 %	

Quantité de produits alimentaires consommés

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs se rapportant à la quantité de produits alimentaires consommés dans la zone en s'appuyant sur des preuves directes comme le *score de consommation alimentaire* (FCS) et le *score de diversité alimentaire des ménages* (HDDS) et des preuves indirectes basées sur les réserves de produits alimentaires des ménages. Les données relatives au score de consommation alimentaire et au score de diversité alimentaire des ménages provenaient des indicateurs recueillis par le PAM et le gouvernement du Niger entre 2008 et 2017, tandis que les preuves indirectes ont été obtenues à partir des études de l'EVIAM du gouvernement du Niger menées en 2013, 2015, 2016 et 2017. En se basant uniquement sur les données du FCS, il ressort qu'une minorité de ménages (15 à 25 %) fait face à un déficit alimentaire quantitatif équivalent à une insécurité alimentaire sévère chronique (niveau 4). Des preuves indirectes ayant trait au nombre de mois de stocks alimentaires des ménages indiquent que 10 à 20 % des ménages disposent d'un mois – voire moins – de stocks alimentaires. Néanmoins, le manque de preuves directes complémentaires a empêché le classement de l'insécurité alimentaire dans le département de Gaya en termes de quantité de produits alimentaires consommés.

Des preuves directes et fiables indiquent que 10 à 20 % des ménages font face à un déficit alimentaire quantitatif équivalent à une insécurité alimentaire sévère chronique (niveau 4). Cette ampleur de l'insécurité alimentaire de niveau 4 correspond aux niveaux suggérés par les données fiables tirées du score de consommation alimentaire recueillies spécifiquement pour le département de Gaya. Aucun ménage ne souffrait de déficit de survie HEA et n'appartenait donc aux niveaux 3 et 4. Les données relatives au HDDS indiquaient toutefois que plus d'un tiers des ménages pâtissait d'une piètre diversité alimentaire. Des preuves indirectes tirées du nombre de mois de stocks alimentaires des ménages ont montré des données similaires au score de consommation alimentaire, mais la situation s'est légèrement détériorée en 2017 par rapport à 2015. Néanmoins, ces données étaient relativement peu fiables, puisqu'elles ont été établies pour l'intégralité du département de Dosso.

Des preuves directes similaires et fiables ont été utilisées pour estimer la proportion de ménages appartenant au niveau 3. Les scores de consommation alimentaire suggèrent que 20 à 30 % des ménages appartiennent au niveau 3, avec une tendance à la détérioration entre 2008 et 2017. Les données relatives au score de diversité alimentaire des ménages disponibles montrent qu'environ la moitié des ménages avait un score compris entre 5 et 7. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 30 à 40 % des ménages du sud de Dosso ont été classés au niveau 3 pour la quantité de produits alimentaires consommés. Les 45 à 55 % de ménages restants ont été classés au niveau 1 ou 2.

Tableau 42 : Principaux indicateurs de la quantité des produits alimentaires consommés dans le sud de Dosso

Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Score de consommation alimentaire (FCS)	2008	PAM FSA	2	47 %	27 %	26 %
		2010	PAM FSA	1	48 %	18 %	34 %
		2011	PAM FSA	1	79 %	18 %	3 %
		2013	PAM FSA	2	45 %	24 %	30 %
		2015	PAM FSA	2	42 %	33 %	25 %
		2015	PAM FSA	1	55 %	33 %	12 %
		2016	Gouvernement du Niger	1	75 %	11 %	14 %
		2017	EVIAM	2	49 %	34 %	17 %
		2017	Gouvernement du Niger	1	70 %	9 %	21 %
		Score de diversité alimentaire	2015	EVIAM	2	23 %	27 %
2015	Gouvernement du Niger		2	24 %	45 %	32 %	
2016	Gouvernement du Niger		2	25 %	52 %	23 %	

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
	des ménages (HDDS)	2017	EVIAM	1	26 %		28 %	46 %
		2017	Gouvernement du Niger	1	15 %		49 %	37 %
PREUVES INDIRECTES	Mois de stocks de produits alimentaires	2013	EVIAM	1	45 % > 3 mois de stocks		33 % entre 1 et 3 mois de stock	22 % < 1 mois de stock
		2015	EVIAM	1	46 % > 3 mois de stock		43 % entre 1 et 3 mois de stock	11 % < 1 mois de stock
		2016	EVIAM	1	73 %		13 %	14 %
		2017	ESS du gouvernement du Niger	1	34 % entre 4 et 6 mois de stock		48 % entre 2 et 4 mois de stock	16 % entre 1 et 2 mois de stock
Conclusion					45-55 %		30-40 %	10-20 %

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la majorité des ménages dépendent des revenus de la production agricole, de l'élevage et du petit commerce, et que la plupart d'entre eux ont accès à des terres exploitables. La zone bénéficie d'une pluviométrie bien plus favorable (jusqu'à 800 mm par an) que dans d'autres régions. La production y est donc plus stable, et les niveaux de produits alimentaires consommés sont plus élevés quantitativement. Toutefois, le manque de données empêche d'établir une classification définitive en ce qui concerne le statut de la sécurité alimentaire dans le département de Gaya.

Nutrition

L'équipe d'analystes a utilisé les données relatives à la nutrition dans le sud de Dosso tirées des données concernant le retard de croissance de l'EDS 2012 et 2013 et du rapport INS 2015. Aucune preuve indirecte liée à la nutrition n'a pu être trouvée. Les données font apparaître des taux de retard de croissance modéré et sévère atteignant, respectivement, 25 % et 10 % (EDS 2012 et enquêtes INS 2013 et 2015).

Tableau 43 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le sud de Dosso

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Retard de croissance chez les enfants (6-59 mois)	2012	EDS	1	63 %		22 %	16 %
		2013	INS	2	62 %		24 %	14 %
		2015	INS	2	67 %		24 %	10 %
Conclusion						65 %	20 %	15 %

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Conclusions générales

Les ménages dépendent fortement des revenus de la production pluviale de mil, sorgho, niébé et arachide, et de la production de palmier rônier, qui n'existe que dans le département de Gaya. Cependant, les exploitations agricoles sont moins nombreuses dans cette région au peuplement plus dense. La diversité alimentaire est faible, et les taux de malnutrition chez les enfants âgés de moins de cinq ans sont modérés, avec une légère augmentation entre 2013 et 2015. Le score de consommation alimentaire s'est amélioré depuis 2008. Ces dernières années, la région n'a pas été affectée par l'insécurité due à Boko Haram ou à d'autres crises. Les maladies et les parasites qui s'attaquent aux cultures, ainsi que les inondations, constituent les principales menaces. L'accès à un assainissement amélioré est insuffisant, mais la majorité des ménages bénéficie de l'eau potable. À partir des informations se rapportant aux trois causes affectant la sécurité alimentaire décrites ci-dessus, le recoupement des données concernant ces éléments indique que le pourcentage suivant de la population est confronté à des niveaux variables d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 44 : Recoupement final des données pour le sud de Dosso

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Facteurs déterminants/sous-jacents	10-20 %	15-25 %	20-30 %	35-45 %
Consommation alimentaire – Qualité	30 %	25 %	45 %	
Produits alimentaires consommés – Quantité	45-55 %		30-40 %	10-20 %
Nutrition	65 %		20 %	15 %
Recoupement général des données	40-50 %	20-30 %	15-25 %	5-15 %

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Population concernée	146 679	81 488	65 190	32 595

Facteurs sous-jacents et limitatifs

Un certain nombre de facteurs sous-jacents et limitatifs remettent en cause la capacité des ménages vulnérables du sud de Dosso à améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire, notamment :

- les ménages ont un accès limité aux terres (1 à 5 hectares) dans cette zone plus densément peuplée ;
- la zone est touchée par les maladies et les parasites qui s'attaquent aux cultures, et par les inondations ;
- la diversité alimentaire est faible.

Principales conclusions et explications

Après recouplement des données et des facteurs sous-jacents analysés, le sud de Dosso est classé en insécurité alimentaire chronique modérée (niveau 3 de l'IPC). Ces résultats indiquent que 29 % des ménages sont confrontés à un déficit saisonnier durant deux à quatre mois de l'année, ne disposent pas d'un régime alimentaire de qualité régulier et ont probablement des enfants atteints d'un retard de croissance modéré. Malgré la bonne pluviométrie dans la zone, la diversité alimentaire est faible. La prévalence de la malnutrition chez les enfants âgés de moins de cinq ans a augmenté depuis 2012, bien que les données les plus récentes datent de 2015.

Région de Maradi

11 : Nord de la région de Maradi - Zone à prédominance de pastoralisme transhumant et nomade

Départements : Belmo

Le nord de Maradi est composé de deux communes, Bermo et Gadabédji, et se trouve à 200 km au nord de la capitale administrative de Maradi. La région s'étend sur 6 496 km² et constitue 15,54 % du département de Maradi. Compte tenu des faibles précipitations, la zone est classée dans le groupe de moyens d'existence NE-03 : zone à prédominance de pastoralisme transhumant et nomade. Elle se compose de 230 localités (villages administratifs et petits hameaux), dont 142 dans la commune de Bermo et 96 dans celle de Gadabédji. Sa population n'atteint cependant que 66 237 habitants (INS 2012). La population nomade est constituée de Peuls, Touaregs et Haoussas. Les principaux moyens d'existence sont l'élevage, le petit commerce, la vente de bois de chauffage, la migration saisonnière et le travail salarié. Toutefois, les moyens d'existence de la zone sont

souvent menacés par la pénurie de fourrage pour le bétail, due aux sécheresses, aux inondations, aux maladies animales et à l'érosion du sol. Les activités humaines sont à l'origine de feux de brousse, de la déforestation et d'une résurgence des puits traditionnels non protégés, qui sont insalubres et ont des incidences négatives sur la nappe phréatique. Selon le plan environnemental, le changement climatique a contribué à la désertification, car la progression des dunes de sable a fait disparaître des pâturages essentiels, dont les communautés locales dépendent pour nourrir leurs élevages. Cette dégradation limite le potentiel de production des autres écosystèmes, comme les vallées, les espaces interdunaires et les points d'eau, notamment les mares.

La saison des pluies a lieu entre juillet et septembre et l'importante migration transhumante s'effectue entre novembre et mai. Cette période coïncide avec la période de soudure du travail occasionnel. Les ménages dépendent du marché pour s'approvisionner en céréales tout au long de l'année. La saison sèche s'étend d'octobre à juin et la période de soudure d'avril à juin. Les prix des céréales ont tendance à atteindre leur point culminant lorsque les prix des animaux sont au plus bas.

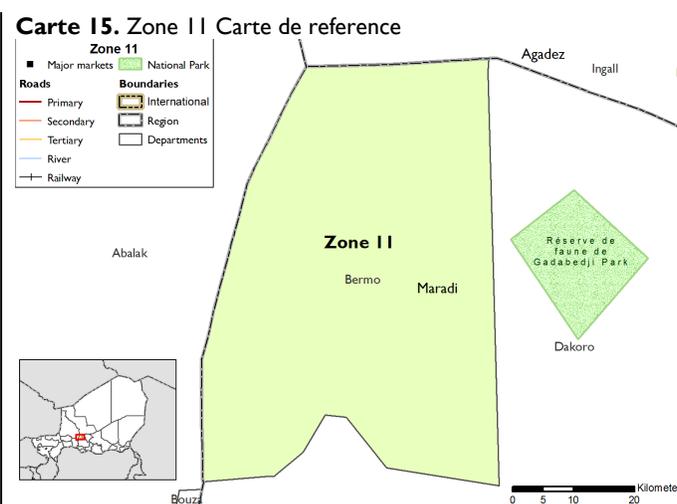
Les ménages pauvres et très pauvres représentent respectivement 28 % et 23 % de la population. Les ménages les plus pauvres possèdent 3 à 4 bovins, 10 moutons et 2 ou 3 ânes, et doivent louer les pâturages, commercialiser de petits ruminants et travailler comme main-d'œuvre occasionnelle ou vendre du fourrage. Au contraire, les ménages les plus aisés disposent de plus de 30 bovins, 60 à 70 moutons, un chameau, un cheval et pratiquent le commerce de bétail. Les plus pauvres dépendent du marché pour acheter du mil et du riz, et consomment le lait de leurs bovins ou empruntent à leurs voisins. Les principaux chocs auxquels sont confrontés les ménages habitant la zone 11 sont les sécheresses, les maladies animales et les inondations.

Paramètres de sécurité alimentaire dans le nord de Maradi

Qualité de la consommation alimentaire

Afin d'évaluer la qualité de la consommation alimentaire dans la zone, l'équipe d'analystes a examiné les informations disponibles sur les résultats et les facteurs déterminants, notamment l'indicateur de *diversité alimentaire minimale pour les enfants de 6 à 23 mois* et le *ratio de dépenses en féculents* mesurés pour l'EDS (2012), l'EVIAM (2013 et 2015) et la Banque mondiale (tableau 45). Les preuves indirectes se rapportant à la diversité du régime alimentaire acceptable minimum chez les enfants âgés de 6 à 24 mois ont été tirées des rapports de l'EDS 2012, USAID DDL 2013 et EVIAM 2013 et 2015.

L'élément de preuve le plus solide concernant la qualité de la consommation alimentaire est le ratio de dépenses en féculents de la Banque mondiale, qui indique que 26 % des ménages consacrent moins de 30 % de leurs dépenses alimentaires totales aux féculents (niveau 1), 67 % de 30 à 50 % (niveau 2) et seulement 7 % dépensent plus de 50 % (niveaux 3 et 4). Quant à la diversité minimale du régime alimentaire des enfants, elle est insuffisante dans 75 à 85 % des cas. Même constat pour le



Source : FEWS NET

régime alimentaire acceptable minimum chez les enfants âgés de 6 à 24 mois : 70 à 90 % des enfants n'en bénéficient pas. Les données importantes disponibles ont cependant notablement perdu en fiabilité, car cet indicateur ne concernait qu'une petite partie de la population et les données recueillies portaient sur la totalité de la région de Maradi et non exclusivement sur la zone 11. Dans l'ensemble, l'analyse a montré que, en ce qui concerne la qualité de la consommation alimentaire, 15 à 25 % des ménages se situaient au niveau 1, 55 à 65 % au niveau 2 et 15 à 25 % aux niveaux 3 et 4. Les preuves directes tirées des facteurs sous-jacents/déterminants indiquent qu'environ 80 % des ménages dépensent plus de 70 % de leur revenu en produits alimentaires et que moins de 1 % dispose de sources de revenu moins résilientes, comme le travail occasionnel. Bien que les données récentes et fiables de l'HDDS concernant cette zone soient manquantes, les données du SSEXR semblent plutôt satisfaisantes et correspondent peut-être à la consommation de viande et de lait issue de l'élevage, moyen d'existence le plus important dans cette région.

Tableau 45 : Principaux indicateurs de la qualité des produits alimentaires consommés dans le nord de Maradi

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Diversité alimentaire minimale chez les enfants	2012	EDS	1	4 %	96 %		
		2013	EVIAM	1	30 %	70 %		
	Ratio de dépenses en féculents	2014	Banque mondiale	2	26 %	67 %	7 %	
PREUVES INDIRECTES	Régime alimentaire minimum acceptable (6 à 24 mois)	2012	EDS	1	31 %	69 %		
		2013	USAID DDL	1	10 %	90 %		
	Diversité alimentaire chez les enfants (6 à 24 mois)	2013	EVIAM	1	30 %	70 %		
		2015	EVIAM	1	17 %	83 %		
Consommation de fruits, de légumes, de viande et de produits laitiers chez les enfants	2012	EDS	1	24 %	76 %			
Conclusion					15-25 %	55-65 %	15-25 %	

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Quantité de produits alimentaires consommés

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs se rapportant aux données sur la quantité d'aliments consommés dans la zone provenant des différentes preuves directes recueillies entre 2008 et 2017. Parmi les preuves directes, citons le *score de consommation alimentaire (FCS)*, le *score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)*, l'*échelle de la faim au niveau des ménages* et le *déficit de survie HEA* établis par le gouvernement du Niger, USAID DDL, FEWS NET et le PAM entre 2008 et 2017 (tableau 46). Parmi les preuves indirectes, citons les informations recueillies par le PAM sur l'Indice de stratégie d'adaptation réduit et sur le nombre de repas consommés par jour.

Des preuves directes et fiables tirées des données du score de consommation alimentaire (PAM et gouvernement du Niger 2008-2017) indiquent qu'une minorité de ménages (5 à 15 %) fait face à un déficit alimentaire quantitatif équivalent à une insécurité alimentaire sévère chronique (niveau 4). Cette ampleur de l'insécurité alimentaire de niveau 4 correspond aux niveaux suggérés par des données fiables tirées du déficit de survie HEA et des preuves indirectes se rapportant au rCSI, et au nombre de repas pris chaque jour. On constate que pour 8 % des ménages, le score de la faim pour les ménages est supérieur à 2 (niveau 4). Certaines preuves directes recueillies pour l'étude USAID DDL de 2013 dans la région de Maradi sont venues contredire ce résultat, notamment les données concernant le HDDS établies spécifiquement pour la zone en 2013, selon lesquelles 70 % des ménages avaient un HDDS inférieur à 4, et étaient donc considérés comme de niveau 3 ou 4. Néanmoins, cet indicateur était peu fiable puisque les données avaient été recueillies pour l'intégralité de la région. D'autres données relatives au HDDS collectées par le gouvernement entre 2015 et 2017 indiquent cependant qu'un tiers des ménages pâtit d'une mauvaise diversité alimentaire. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 10 à 20 % des ménages du nord de Maradi ont été classés au niveau 4 pour la quantité de produits alimentaires consommés.

Des preuves directes similaires et fiables ont été utilisées pour estimer la proportion de ménages appartenant au niveau 3. Les scores de consommation alimentaire collectés par le gouvernement du Niger et le PAM indiquent que 15 à 25 % des ménages appartiennent au niveau 3, avec une tendance à la détérioration. Les données relatives au score de diversité alimentaire des ménages disponibles montrent que 25 à 35 % des ménages avaient un score inférieur à 4. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 15 à 25 % des ménages du nord de Maradi ont été classés au niveau 3 concernant la quantité de produits alimentaires consommés. Les 60 à 70 % de ménages restants ont été classés au niveau 1 ou 2.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la plupart des ménages de la région tirent leurs revenus de l'élevage, et que seuls quelques ménages se tournent vers le travail occasionnel, ce qui est généralement révélateur des moyens d'existence précaires auxquels ont recours les ménages pauvres. Néanmoins, il est fréquent que de nombreux membres des ménages migrent pendant la saison de soudure pour gagner de l'argent ailleurs. Des preuves indirectes suggèrent que le régime alimentaire des enfants et des adultes est très peu diversifié et que 80 % des ménages consacrent plus de 70 % de leurs revenus à l'alimentation. D'autres données montrent les très faibles taux d'alphabétisation dans la région de Maradi, où seuls 12 % des chefs de famille savent lire et écrire. L'accès à l'eau, dans cette région particulièrement sèche, constitue une difficulté majeure pour la majorité des ménages.

Tableau 46 : Principaux indicateurs de la quantité des produits alimentaires consommés dans le nord de Maradi

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Score de consommation alimentaire (FCS)	2008	PAM FSA	1	84 %		11 %	5 %
		2010	PAM FSA	1	50 %		32 %	18 %
		2011	PAM FSA	1	76 %		17 %	7 %
		2014	PAM FSA	3	66 %		20 %	14 %
		2015	PAM FSA	3	78 %		19 %	3 %
		2015	Gouvernement du Niger	3	87 %		8 %	5 %
		2016	EVIAM	3	77 %		19 %	4 %
		2017	EVIAM	2	79 %		14 %	7 %
		2017	Gouvernement du Niger	3	49 %		23 %	28 %
	Diversité alimentaire des ménages	2013	USAID DDL	1	8 %		23 %	69 %
		2015	EVIAM	2	61 %		30 %	9 %
		2015	Gouvernement du Niger	3	75 %		21 %	3 %
		2016	Gouvernement du Niger	3	31 %		37 %	32 %
		2017	EVIAM	2	21 %		36 %	43 %
		2017	Gouvernement du Niger	3	38 %		33 %	29 %
Score de la faim dans les ménages	2013	USAID DDL	1	61 %		32 %	8 %	
Déficit de survie HEA	2013	FEWSNET	2	100 %			0 %	
PREUVES INDIRECTES	Indice de stratégie d'adaptation réduit (rCSI)	2014	PAM	1	69 % (rCSI < 5)		27 % (rCSI : 5-20)	3 % (rCSI > 20)
		2015	PAM	1	99 % (rCSI < 5)		1 % rCSI : 5-20)	0 13 % (rCSI > 20)
	Nombre de repas par jour	2014	PAM	1	53 % >3 repas/jour		42 % 2 repas	5 % 1 repas/jour
Conclusion					60-70 %		15-25 %	10-20 %

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Nutrition

L'équipe d'analystes a examiné les seules données de preuves directes disponibles sur le retard de croissance provenant de l'EDS 2012. Parmi les preuves indirectes figuraient les données sur l'insuffisance pondérale tirées de l'étude USAID DDL de 2013. La forte prévalence de la malnutrition chronique demeure un risque sérieux pour la santé, la croissance et le développement des enfants dans le nord de Maradi. Les données font apparaître des taux de retard de croissance modéré et relativement sévère atteignant, respectivement, 20 % et 30 % (EDS 2012). Les données relatives à l'insuffisance pondérale dans la région suggèrent une situation similaire, bien qu'une faible proportion d'enfants appartienne au niveau 4.

Les preuves sur l'état nutritionnel se rapportant à cet indicateur suggèrent la répartition suivante des ménages pour chaque niveau d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 47 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le nord de Maradi

	Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PR ED	Retard de croissance chez les enfants (6-59 mois)	2012	EDS	1	53 %		18 %	29 %
	Insuffisance pondérale (rapport poids/âge < 59 mois)	2013	USAID DDL	1	53 %		28 %	19 %
Conclusion					50 %		20 %	30 %

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la malnutrition chronique continue d'être un problème pour certains ménages de Bermo, à partir des taux de retard de croissance 2012 et des données relatives à l'insuffisance pondérale de 2013. L'accès à l'eau potable figure parmi les plus mauvais de la région, avec moins de 10 % de la population pouvant en bénéficier. Quelque 26 % des ménages ont accès à un assainissement amélioré.

Conclusions générales

Les ménages du nord de Maradi dépendent fortement de l'élevage comme principal moyen de survie. En raison des précipitations extrêmement faibles, quasiment aucune denrée alimentaire n'est cultivée. La dépendance aux marchés est donc très importante. Le régime alimentaire est très peu diversifié et les taux de malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans sont très élevés. Néanmoins, le score de consommation alimentaire semble être adéquat et en amélioration. La région n'a pas été sensiblement affectée par l'insécurité, mais la sécheresse, la désertification et les maladies animales posent de sérieuses menaces. L'accès à l'eau et à un assainissement amélioré semble insuffisant. À partir des informations se rapportant aux trois causes affectant la sécurité alimentaire décrites ci-dessus, le recoupement des données concernant ces éléments indique que le pourcentage suivant de la population est confronté à des niveaux variables d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 48 : Recoupement final des données pour le nord de la région de Maradi

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Facteurs déterminants/sous-jacents	30 %	30 %	25 %	15 %
Consommation alimentaire – Qualité	15-25 %	5 565	15-25 %	
Produits alimentaires consommés – Quantité	60-70 %		15-25 %	10-20 %
Nutrition	50 %		20 %	30 %
Recoupement général des données	25 %	25 %	35 %	15 %
Population concernée	16 559	16 559	23 182	9 935

Facteurs sous-jacents et limitatifs

Un certain nombre de facteurs sous-jacents et limitatifs remettent en cause la capacité des ménages vulnérables du nord de la région de Maradi à améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire, notamment :

- le manque de pâturages qui contraint les populations à déplacer constamment leurs troupeaux ;
- la persistance des maladies animales qui affectent le bétail ;
- les précipitations extrêmement faibles et le manque de points d'eau pour la consommation animale et humaine ;
- les taux élevés de retard de croissance qui sont probablement liés à une connaissance limitée de l'amélioration des pratiques en matière de santé et de nutrition maternelles et infantiles et d'accès aux soins.

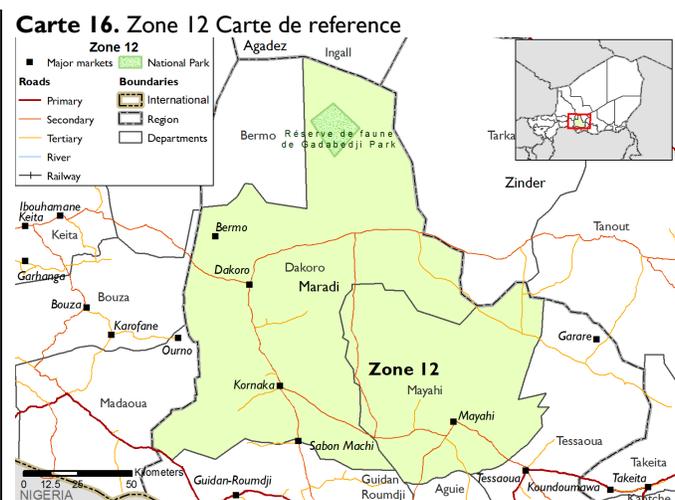
Principales conclusions et explications

Après recoupement des données et des facteurs sous-jacents analysés, le nord de la région de Maradi est classé en insécurité alimentaire chronique modérée (niveau 3 de l'IPC). Ces résultats indiquent que 49 % des ménages sont confrontés à un déficit saisonnier durant deux à quatre mois de l'année, ne peuvent pas suivre régulièrement un régime alimentaire de qualité et ont probablement des enfants atteints d'un retard de croissance modéré. Ils dépendent fortement de l'élevage pour leur survie, mais les faibles précipitations les obligent à pratiquer la transhumance pour que les cheptels accèdent à des pâturages saisonniers. Les taux de retard de croissance des enfants sont élevés et la diversité alimentaire des ménages est médiocre, mais la quantité de produits alimentaires consommés semble satisfaisante en dépit des problèmes environnementaux existants.

12 : Centre de la région de Maradi - Zone à prédominance agropastorale

Départements : Dakoro et Mayahi

La zone agro-écologique qui couvre le centre de la région de Maradi comprend les départements de Dakoro et de Mayahi et est située dans la zone de moyens d'existence de la ceinture agropastorale (NE-04). Elle reçoit entre 300 et 400 mm de précipitations annuelles avec une variation de 20 % d'une année à l'autre. La majeure partie du territoire est aride, mais certaines zones du sud sont aptes à la production agricole. Plusieurs générations de bergers ont peuplé cette zone traditionnelle de pâturage. Ces dernières années, les migrations venant du sud, entre autres du Nigéria, et la perte de bétail due à de graves sécheresses ont changé la donne, entraînant l'établissement de l'agriculture. Les vastes étendues de terre inoccupées, la bonne fertilité des sols et les pâturages abondants ont attiré les migrants, d'où l'augmentation de la population, estimée à 1 504 839 habitants (INS, 2012). Paradoxalement, lorsque les précipitations annuelles sont adéquates, la région produit désormais davantage que les zones plus au sud qui sont moins arides et traditionnellement considérées comme le grenier du pays. Les périodes de sécheresse sont cependant fréquentes et certains ménages dépendent du bétail pour faire face à ce risque et assurer leur sécurité économique.



La saison des pluies s'étend de juillet à septembre et la période des semis commence généralement en juin. La récolte débute fin septembre. Pendant le restant de l'année, la dépendance des ménages à l'achat de céréales varie selon la récolte précédente. Une bonne saison pluviométrique peut entraîner d'excellentes récoltes, mais les précipitations irrégulières et les sécheresses fréquentes risquent également de faire basculer les ménages les plus pauvres dans l'insécurité alimentaire. La demande de main-d'œuvre atteint son point culminant en octobre et en novembre pendant la récolte. De nombreux habitants quittent cette zone, en quête d'emplois saisonniers pendant la saison sèche. La vente de bétail a lieu pour l'essentiel en été et en automne.

Les ménages pauvres et très pauvres représentent respectivement 30 % et 17 % de la population. Les ménages les plus démunis cultivent entre 1,5 et 2 hectares de terres, élèvent de petits ruminants et occupent des emplois saisonniers. Les plus aisés cultivent jusqu'à 10 hectares, possèdent du matériel agricole et élèvent de petits et grands ruminants. Si les plus nantis sont relativement résilients face aux sécheresses et peuvent compter sur les récoltes ou l'élevage comme sources de revenus, les plus pauvres sont avant tout constitués d'agriculteurs et n'ont pas assez de bétail pour assurer leur sécurité économique. Ils sont tributaires de leur propre production et du marché pour acheter du mil et faire du troc avec leurs voisins. Les principaux chocs auxquels sont confrontés les ménages habitant le centre de la région de Maradi sont la sécheresse ainsi que les maladies des animaux et des cultures.

Paramètres de sécurité alimentaire dans le centre de la région de Maradi

Qualité de la consommation alimentaire

Afin d'évaluer la qualité de la consommation alimentaire dans la zone, l'équipe d'analystes a examiné les informations disponibles sur les résultats et les facteurs déterminants, notamment l'indicateur de *diversité alimentaire minimale chez les enfants de 6 à 23 mois* et le *ratio de dépenses en féculents (SSEX)* mesurés pour l'EDS (2012), l'EVIAM (2013 et 2015) et la Banque mondiale (tableau 49). Les preuves indirectes se rapportant à la diversité du régime alimentaire acceptable minimum chez les enfants âgés de 6 à 24 mois ont été tirées des rapports de l'EDS 2012, USAID DDL 2013 et EVIAM 2013 et 2015.

L'élément de preuve le plus solide concernant la qualité des produits alimentaires consommés est le ratio de dépenses en féculents de la Banque mondiale, qui indique que 26 % des ménages consacrent moins de 30 % de leurs dépenses alimentaires totales aux féculents (niveau 1), 66 % de 30 à 50 % (niveau 2) et seulement 8 % dépensent plus de 50 % (niveaux 3 et 4). Quant à la diversité minimale du régime alimentaire des enfants, elle est insuffisante dans 80 à 90 % des cas.

Même constat pour le régime alimentaire minimum acceptable : seulement 10 % des enfants de 6 à 24 mois y ont accès. Les données importantes disponibles ont cependant notablement perdu en fiabilité, car cet indicateur ne concernait qu'une petite partie de la population et les données recueillies portaient sur la totalité de la région de Maradi et non exclusivement sur la zone 12. Dans l'ensemble, l'analyse a montré que, en ce qui concerne la qualité des produits alimentaires consommés, 30 % des ménages se situaient au niveau 1, 60 % au niveau 2 et 10 % aux niveaux 3 et 4. Les preuves directes tirées des facteurs sous-jacents/déterminants indiquent qu'environ 75 à 85 % des ménages dépensent plus de 70 % de leur revenu en produits alimentaires et que de 5 à 15 % disposent de sources de revenu moins résilientes, comme le travail occasionnel et la vente de bois de chauffage. Bien que les données récentes et fiables de l'HDDS concernant cette zone soient manquantes, les données du SSEXR semblent pertinentes.

Tableau 49 : Principaux indicateurs pour la qualité de l'alimentation dans le centre de la région de Maradi

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Diversité alimentaire minimale chez les enfants	2012	EDS	1	4 %	96 %		
		2013	EVIAM	1	14 %	86 %		
		2015	Gouvernement du Niger	2	14 %	86 %		
	Ratio de dépenses en féculents	2014	Banque mondiale	2	26 %	66 %	8 %	
PREUVES INDIRECTES	Régime alimentaire minimum acceptable (6 à 24 mois)	2012	EDS	1	31 %	69 %		
		2013	USAID DDL	1	10 %	90 %		
	Diversité alimentaire chez les enfants (6 à 24 mois)	2013	EVIAM	1	30 %	70 %		
		2015	EVIAM	1	17 %	83 %		
	Consommation de fruits, de légumes, de viande et de produits laitiers chez les enfants	2012	EDS	1	24 %	76 %		
Conclusion					25 %	70 %	5 %	

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Quantité de produits alimentaires consommés

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs se rapportant aux données sur la quantité d'aliments consommés dans la zone, provenant des différentes preuves directes recueillies entre 2008 et 2016. Parmi les preuves directes, citons le *score de consommation alimentaire (FCS)*, le *score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)*, l'*échelle de la faim au niveau des ménages* et le *déficit de survie HEA* établis par USAID DDL, FEWS NET et le PAM entre 2008 et 2016 et le gouvernement du Niger (rapports de l'EVIAM) en 2014 et en 2015 (tableau 50). Parmi les preuves indirectes, citons les informations recueillies par le PAM sur l'Indice de stratégie d'adaptation réduit et sur le nombre de mois de stocks de produits alimentaires des ménages.

Des preuves directes et fiables tirées des données du score de consommation alimentaire (2008 à 2017) indiquent que 10 à 20 % des ménages font face à un déficit alimentaire quantitatif équivalent à une insécurité alimentaire sévère chronique (niveau 4). Cette magnitude d'insécurité alimentaire de niveau 4 s'inscrit dans la lignée des niveaux indiqués par les données fiables tirées du déficit de survie HEA et les preuves indirectes liées au rCSI. Près de la moitié des ménages affichent un score de la faim chez les ménages inférieur à 2, correspondant au niveau 4. Si la diversité du régime alimentaire de nombreux ménages est insuffisante, les données relatives au rCSI et au déficit de survie HEA sont plutôt satisfaisantes, peu de ménages figurant dans le niveau 4. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 0 à 10 % des ménages du centre de la région de Maradi ont été classés au niveau 4 pour la quantité de produits alimentaires consommés.

Des preuves directes similaires et fiables ont été utilisées pour estimer la proportion de ménages appartenant au niveau 3. Les scores de consommation alimentaire recueillis par le gouvernement du Niger et le PAM indiquent que 15 à 25 % des ménages appartiennent au niveau 3, avec une tendance à la stabilité. Les données disponibles relatives au score de diversité alimentaire des ménages montrent qu'un tiers des ménages avait un score inférieur à 4. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 15 à 25 % des ménages du centre de la région de Maradi ont été classés au niveau 3 pour la quantité de produits alimentaires consommés. Les 70 à 80 % de ménages restants ont été classés au niveau 1 ou 2.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la plupart des ménages de la région tirent leurs revenus de l'agriculture et que 10 à 20 % se tournent vers le travail occasionnel ou la vente de bois de chauffage, ce qui est généralement révélateur des moyens d'existence précaires auxquels ont recours les ménages pauvres. Néanmoins, cette situation semble

s'être améliorée depuis 2010 et il est fréquent que de nombreux habitants migrent pendant la période de soudure pour gagner de l'argent ailleurs. Des preuves indirectes suggèrent que le régime alimentaire des enfants et des adultes est très peu diversifié et que 80 % des ménages consacrent plus de 70 % de leurs revenus à l'alimentation. D'autres données montrent les très faibles taux d'alphabétisation dans la région de Maradi, où seuls 12 % des chefs de famille savent lire et écrire. L'accès à l'eau dans cette région extrêmement aride constitue également un problème majeur pour la majorité des ménages.

Tableau 50 : Principaux indicateurs de la quantité de produits alimentaires consommés dans le centre de la région de Maradi

Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	
PREUVES DIRECTES	Score de consommation alimentaire (FCS)	2008	PAM FSA	2	84 %		11 %	5 %
		2010	PAM FSA	1	50 %		32 %	18 %
		2011	PAM FSA	2	76 %		17 %	7 %
		2013	PAM FSA	2	54 %		24 %	23 %
		2015	PAM FSA	2	58 %		23 %	19 %
		2015	PAM FSA	2	49 %		22 %	29 %
		2015	NCA	3	56 %		32 %	12 %
		2015	Gouvernement du Niger	3	58 %		17 %	25 %
		2016	Gouvernement du Niger	3	63 %		22 %	15 %
		2017	Gouvernement du Niger	3	55 %		23 %	22 %
	2017	EVIAM	2	49 %		23 %	28 %	
	Diversité alimentaire des ménages	2013	USAID DDL	1	8 %		23 %	69 %
		2015	EVIAM	2	16 %		38 %	46 %
		2015	Gouvernement du Niger	3	28 %		23 %	49 %
		2016	Gouvernement du Niger	3	15 %		46 %	39 %
		2017	EVIAM	2	26 %		31 %	43 %
		2017	Gouvernement du Niger	3	16 %		34 %	50 %
	Score de la faim dans les ménages	2013	USAID DDL	1	61 %		32 %	8 %
Déficit de survie HEA	2013	FEWSNET	2	100 %		0 %		
PREUVES INDIRECTES	Indice de stratégie d'adaptation réduit (rCSI)	2008	PAM	2	97 % (rCSI < 5)		3 % (rCSI > 20)	
		2010	PAM	1	83 % (rCSI < 5)		17 % (rCSI < 5)	
		2011	PAM	2	95 % (rCSI < 5)		5 % (rCSI > 20)	
		2013	PAM	2	97 % (rCSI < 5)		3 % (rCSI > 20)	
		2015	PAM	1	91 % (rCSI < 5)		9 % (rCSI : 5-20)	
	Mois de stocks de produits alimentaires	2013	EVIAM	1	51 % > 3 mois de stock		30 % 1-3 mois	19 % < 1 mois
		2015	EVIAM	1	53 % > 3 mois de stock		36 % < 1-3 mois	10 % < 1 mois
		2016	EVIAM	1	75 %		8 %	18 %
		2017	ESS du gouvernement du Niger	1	23 % 4-6 mois	17 % 2-4 mois	32 % 1-2 mois	28 % < 1 mois
	Conclusion				70-80 %		15-25 %	

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Nutrition

L'équipe d'analystes a examiné les seules données des preuves directes disponibles sur le retard de croissance provenant de l'EDS 2012, des INS 2013 et 2015 et de la NCA 2015. Les preuves indirectes comprenaient les données sur la cécité nocturne pendant la grossesse tirées de la NCA 2015. La forte prévalence de la malnutrition continue de représenter un risque sérieux pour la santé, la croissance et le développement des enfants dans le centre de la région de Maradi. Des données fiables font apparaître des taux élevés de retard de croissance modéré et sévère atteignant respectivement 26 % et 33 % (INS 2015). Les

preuves sur l'état nutritionnel se rapportant à cet indicateur suggèrent la répartition suivante des ménages pour chaque niveau d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 51 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le centre de la région de Maradi

	Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Retard de croissance chez les enfants (6-59 mois)	2012	EDS	1	45 %		23 %	31 %
		2013	INS	2	39 %		30 %	30 %
		2015	NCA	2	43 %		28 %	30 %
		2015	INS	2	41 %		26 %	33 %
PREUVES INDIRECTES	Cécité nocturne pendant la grossesse	2015	NCA	2	73 %		23 %	
Conclusion					40-50 %		20-30 %	25-35 %

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la malnutrition chronique continue d'être un problème pour certains ménages dans la région, d'après les taux de retard de croissance qui n'ont pratiquement pas changé de 2012 à 2015. Environ 73 % de la population a accès à l'eau potable et moins de 10 % à un assainissement amélioré.

Conclusions générales

Les ménages du centre de la région de Maradi sont fortement tributaires de l'agriculture qui est leur principal moyen de subsistance. Par ailleurs, en raison du caractère irrégulier des précipitations, les ménages n'ayant pas assez de bétail peinent à joindre les deux bouts. Une étude récente montre que 28 % des ménages ont des stocks de produits alimentaires pour moins d'un mois. Le régime alimentaire dans la région est très peu diversifié et les taux de malnutrition chez les enfants âgés de moins de cinq ans sont très élevés. Le score de consommation alimentaire semble avoir empiré depuis 2008. La région n'a pas été sensiblement affectée par l'insécurité, mais la sécheresse et les maladies animales représentent les menaces les plus importantes. L'accès à un assainissement amélioré est insuffisant, mais la majorité des ménages bénéficie de l'eau potable. À partir des informations se rapportant aux trois causes affectant la sécurité alimentaire décrites ci-dessus, le recoupement des données concernant ces éléments indique que le pourcentage suivant de la population est confronté à des niveaux variables d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 52 : Recoupement final des données pour le centre de la région de Maradi

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Facteurs déterminants/sous-jacents	30 %	40 %	25 %	5 %
Consommation alimentaire – Qualité	25 %	70 %	5 %	
Produits alimentaires consommés – Quantité	70-80 %		15-25 %	0-10 %
Nutrition	40-50 %		20-30 %	25-35 %
Recoupement général des données	25-30 %	45-55 %	10-20 %	5-10 %
Population concernée	413 830	752 419	225 725	112 862

Facteurs sous-jacents et limitatifs

Un certain nombre de facteurs sous-jacents et limitatifs remettent en cause la capacité des ménages vulnérables du centre de la région de Maradi à améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire, notamment :

- certaines années, les précipitations irrégulières et les sécheresses persistantes affectent les récoltes dans cette zone où la production agricole est de plus en plus importante ;
- les taux de retard de croissance chez les jeunes enfants demeurent élevés, sans aucune amélioration visible ;
- le régime alimentaire des enfants et des adultes est très peu diversifié ;
- l'accès à l'assainissement amélioré est limité.

Principales conclusions et explications

Après recouplement des données et des facteurs sous-jacents analysés, le centre de la région de Maradi est classé en insécurité alimentaire chronique modérée (niveau 3 de l'IPC). Ces résultats indiquent que 22 % des ménages sont confrontés à un déficit saisonnier durant deux à quatre mois de l'année, ne peuvent pas suivre régulièrement un régime alimentaire de qualité et ont probablement des enfants atteints d'un retard de croissance modéré. Ils dépendent fortement de la production agricole pour leur survie, mais les précipitations irrégulières et les sécheresses fréquentes ont un impact majeur sur leurs moyens d'existence. Les ménages les plus pauvres ont peu de ressources en matière de résilience (par exemple, le bétail et d'autres actifs) sur lesquelles se rabattre lorsqu'ils ont des difficultés économiques. Les taux de retard de croissance chez les enfants sont élevés et le régime alimentaire des ménages est peu diversifié.

13 : Sud-ouest de la région de Maradi - Zone à prédominance de cultures irriguées marchandes

Départements : Madarounfa

Cette zone située au sud du Niger, à la frontière avec le Nigéria, couvre l'ensemble du département de Madarounfa dans la zone australe de moyens d'existence à prédominance de cultures irriguées marchandes (NE-07). D'après les estimations, elle compte 568 763 habitants. La culture irriguée de légumes, de sésame, de tabac et de légumineuses représente les moyens d'existence prédominants. Le maïs et le manioc sont également cultivés. Leur récolte a lieu pendant la saison sèche. Si cette zone est relativement bien lotie en matière de revenus agricoles globaux, on observe un écart important entre les ménages pauvres et les ménages riches. Comme dans de nombreuses autres zones à forte densité du Niger où les précipitations, les sols et le potentiel d'irrigation sont relativement bons, les ménages les plus pauvres cultivent de très petites

parcelles et n'ont pas le capital nécessaire pour acheter des intrants qui leur permettraient d'optimiser leur production. Même les ménages les plus aisés exploitent des terres irriguées de moins d'un hectare. Ils ont cependant les moyens financiers d'acheter des intrants et d'embaucher de la main-d'œuvre afin de maximiser leur production et leurs profits. La quasi-totalité des ménages cultivent du mil et du sorgho pour leur propre consommation sur des terres pluviales plus étendues. Les cultures marchandes (arachides, niébé et hibiscus) représentent également une source de revenus essentiels. Avec en moyenne 500 mm par an, les précipitations sont abondantes et relativement régulières.

La saison des pluies s'étend de juin à octobre, et la période des semis sur toute l'année puisque la plupart des cultures marchandes sont irriguées. Si la demande de travail occasionnel est de ce fait une constante tout au long de l'année, elle est cependant particulièrement forte pendant la saison sèche. Cette période voit également de nombreuses migrations liées à la recherche de travail saisonnier.

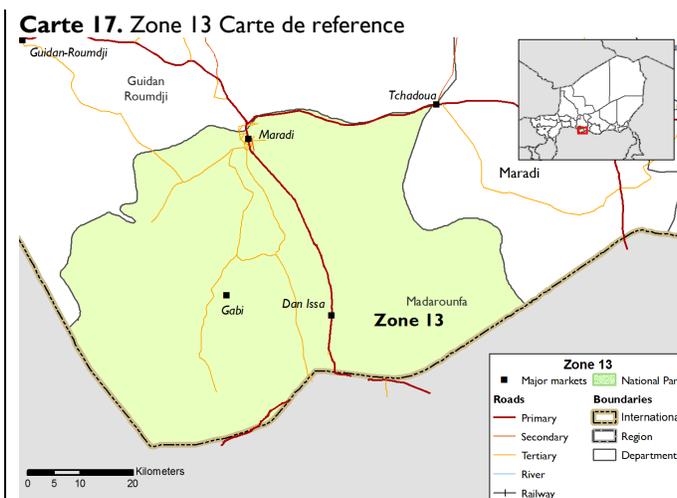
Les ménages pauvres et très pauvres représentent respectivement 25 % et 23 % de la population. Les ménages les plus pauvres ont peu de terres irriguées, se tournent vers le travail occasionnel et élèvent quelques petits ruminants. Ils sont tributaires de leur propre production et de leurs achats au marché et font également du troc avec leurs voisins. Les principaux chocs auxquels sont confrontés les ménages habitant la zone 13 sont les maladies et les parasites s'attaquant aux cultures, et les inondations.

Paramètres de sécurité alimentaire dans le sud-ouest de la région de Maradi

Qualité de la consommation alimentaire

L'équipe d'analystes a examiné diverses informations disponibles sur les résultats et les facteurs déterminants en matière de qualité de la consommation alimentaire, notamment l'indicateur de *diversité alimentaire minimale chez les enfants de 6 à 23 mois* établi pour l'EDS (2012) et l'EVIAM (2013 et 2015) (tableau 53). Les preuves indirectes se rapportant à la diversité du régime alimentaire acceptable minimum chez les enfants âgés de 6 à 24 mois ont été tirées des rapports de l'EDS 2012, USAID DDL 2013 et EVIAM 2013 et 2015.

Quant à la diversité minimale du régime alimentaire des enfants, elle est insuffisante dans 80 à 90 % des cas. Même constat pour le régime alimentaire minimum acceptable : seulement 10 % des enfants de 6 à 24 mois y ont accès. Les données importantes disponibles ont cependant notablement perdu en fiabilité, car cet indicateur ne concernait qu'une petite partie de la population et les données recueillies portaient sur la totalité de la région de Maradi et non exclusivement sur le sud-ouest. Dans l'ensemble, l'analyse a montré que, en ce qui concerne la qualité des produits alimentaires consommés, 20 à 30 % des ménages se situaient au niveau 1, 55 à 65 % au niveau 2 et 10 à 20 % aux niveaux 3 et 4. Les preuves directes tirées des facteurs sous-jacents/déterminants indiquent qu'environ 60 à 80 % des ménages dépensent plus de 70 % de leur revenu



en produits alimentaires et que de 10 à 20 % disposent de sources de revenu moins résilientes, comme le travail agricole. Les données récentes et fiables de l'HDDS concernant cette zone sont manquantes.

Tableau 53 : Principaux indicateurs pour la qualité de l'alimentation dans le sud-ouest de la région de Maradi

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Diversité alimentaire minimale chez les enfants	2012	EDS	1	4 %		96 %	
		2013	EVIAM	1	14 %		86 %	
PREUVES INDIRECTES	Régime alimentaire minimum acceptable (6 à 24 mois)	2012	EDS	1	31 %		69 %	
		2013	USAID DDL	1	10 %		90 %	
	Diversité alimentaire chez les enfants (6 à 24 mois)	2013	EVIAM	1	30 %		70 %	
		2015	EVIAM	1	17 %		83 %	
	Consommation de fruits, de légumes, de viande et de produits laitiers chez les enfants	2012	EDS	1	24 %		76 %	
Conclusion					10-20 %	55-65 %	20-30 %	

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Quantité de produits alimentaires consommés

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs se rapportant aux données sur la quantité d'aliments consommés dans le sud-ouest de la région de Maradi tirés de différentes preuves directes recueillies entre 2008 et 2017. Parmi les preuves directes, citons le *score de consommation alimentaire (FCS)*, le *score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)*, l'*échelle de la faim au niveau des ménages* et le *déficit de survie HEA* établis par le gouvernement du Niger, USAID DDL, FEWS NET et le PAM entre 2008 et 2017 (tableau 54). Parmi les preuves indirectes, citons les informations recueillies par le PAM sur l'Indice de stratégie d'adaptation réduit et sur le nombre de mois de stocks de produits alimentaires des ménages.

Des preuves directes et fiables tirées des données du score de consommation alimentaire (2008 à 2017) indiquent que 15 à 25 % des ménages font face à un déficit alimentaire quantitatif équivalent à une insécurité alimentaire sévère chronique (niveau 4). Cette magnitude d'insécurité alimentaire de niveau 4 s'inscrit dans la lignée des niveaux indiqués par les données fiables tirées du déficit de survie HEA et les preuves indirectes liées au rCSI. On constate que pour 8 % des ménages, le score de la faim pour les ménages est supérieur à 2 (niveau 4). Certaines preuves directes telles que les données de l'HDDS recueillies spécifiquement pour le sud-ouest de la région de Maradi suggèrent que la diversité du régime alimentaire de plus d'un tiers des ménages est inférieure à 4, correspondant aux niveaux 3 et 4. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 15 à 25 % des ménages du sud-ouest de la région de Maradi ont été classés au niveau 4 pour la quantité de produits alimentaires consommés.

Des preuves directes similaires et fiables ont été utilisées pour estimer la proportion de ménages appartenant au niveau 3. Les scores de consommation alimentaire recueillis par le gouvernement du Niger et le PAM indiquent que 15 à 25 % des ménages appartiennent au niveau 3. Les données disponibles relatives au score de diversité alimentaire des ménages montrent qu'un tiers des ménages avait un score inférieur à 4. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 15 à 25 % des ménages du sud-ouest de la région de Maradi ont été classés au niveau 3 pour la quantité de produits alimentaires consommés. Les 55 à 65 % de ménages restants ont été classés au niveau 1 ou 2.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la production agricole est la principale source de revenu dans la région et que de 10 à 20 % de la population se tourne vers le travail occasionnel tout au long de l'année, ce qui est généralement révélateur des moyens d'existence précaires auxquels ont recours les ménages pauvres. Néanmoins, cela peut également être le fait de la forte densité de la population, de la taille réduite des terres irriguées et de la possibilité pour les habitants de recourir au travail occasionnel pour compléter leurs revenus tout au long de l'année. Comme dans bien d'autres régions du Niger, de nombreuses personnes migrent pendant la période de soudure pour gagner de l'argent ailleurs. Des preuves indirectes suggèrent que le régime alimentaire des enfants et des adultes est très peu diversifié et que 80 % des ménages consacrent plus de 70 % de leurs revenus à l'alimentation. D'autres données montrent les très faibles taux d'alphabétisation dans la région de Maradi, où seuls 12 % des chefs de famille savent lire et écrire, ce qui risque d'entraver les efforts visant à améliorer les résultats en matière de santé. Les précipitations sont abondantes dans cette région et la

plupart des exploitations sont irriguées ; par conséquent, contrairement à ce qui se produit ailleurs, la sécheresse ne représente pas une menace majeure pour la production agricole.

Tableau 54 : Principaux indicateurs de la quantité de produits alimentaires consommés dans le sud-ouest de la région de Maradi

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Score de consommation alimentaire (FCS)	2008	PAM FSA	2	58 %		31 %	12 %
		2010	PAM FSA	1	22 %		18 %	59 %
		2011	PAM FSA	2	68 %		22 %	10 %
		2013	PAM FSA	2	60 %		20 %	19 %
		2015	PAM FSA	2	45 %		29 %	27 %
		2015	PAM FSA	2	46 %		28 %	27 %
		2015	NCA	3	84 %		16 %	0 %
		2015	Gouvernement du Niger	3	65 %		18 %	18 %
		2016	Gouvernement du Niger	3	61 %		21 %	18 %
		2017	EVIAM	2	73 %		20 %	7 %
		2017	Gouvernement du Niger	3	42 %		23 %	35 %
	Diversité alimentaire des ménages	2013	USAID DDL	1	8 %		23 %	69 %
		2015	EVIAM	2	17 %		26 %	57 %
		2015	Gouvernement du Niger	3	53 %		35 %	12 %
		2016	Gouvernement du Niger	3	25 %		38 %	37 %
		2017	EVIAM	2	37 %		35 %	28 %
		2017	Gouvernement du Niger	3	14 %		30 %	56 %
	Score de la faim dans les ménages	2013	USAID DDL	1	61 %		32 %	8 %
	Déficit de survie HEA	2013	FEWSNET	2	100 %		0 %	
PREUVES INDIRECTES	Indice de stratégie d'adaptation réduit (rCSI)	2008	PAM	2	98 % (rCSI < 5)		2 % (rCSI > 20)	
		2010	PAM	1	90 % (rCSI < 5)		10 % (rCSI < 5)	
		2011	PAM	2	98 % (rCSI < 5)		2 % (rCSI > 20)	
		2013	PAM	2	91 % (rCSI < 5)		9 % (rCSI > 20)	
		2015	PAM	2	95 % (rCSI < 5)		5 % (rCSI : 5-20)	
		2016	PAM	2	100 % (rCSI < 5)		0 % (rCSI : 5-20)	
	Mois de stocks de produits alimentaires	2013	EVIAM	1	51 % > 3 mois de stock		30 % 1-3 mois	19 % < 1 mois
		2015	EVIAM	1	53 % > 3 mois de stock		36 % < 1-3 mois	10 % < 1 mois
		2016	EVIAM	1	75 %		8 %	16 %
		2017	ESS du gouvernement du Niger	1	23 % 4-6 mois	17 % 2-4 mois	32 % 1-2 mois	28 % < 1 mois
Conclusion					55-65 %		15-25 %	

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Nutrition

L'équipe d'analystes a examiné les données des preuves directes disponibles sur le retard de croissance provenant de l'EDS 2012, des INS 2013 et 2015 et de la NCA 2015. Les preuves indirectes comprenaient les données sur la cécité nocturne pendant la grossesse tirées de la NCA 2015. La forte prévalence de la malnutrition chronique continue de représenter un risque sérieux pour la santé, la croissance et le développement des enfants dans cette zone. Les données font apparaître une prévalence moyenne des taux de retard de croissance modéré et sévère de respectivement 28 % et 22 % (INS 2015). Les preuves sur l'état nutritionnel se rapportant à cet indicateur suggèrent la répartition suivante des ménages pour chaque niveau d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 55 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le sud-ouest de la région de Maradi

	Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Retard de croissance chez les enfants (6-59 mois)	2012	EDS	3	42 %		28 %	30 %
		2013	INS	2	59 %		25 %	16 %
		2015	NCA	3	37 %		39 %	24 %
		2015	NCA	3	40 %		35 %	25 %
		2015	INS	2	51 %		28 %	22 %
PREUVES INDIRECTES	Cécité nocturne pendant la grossesse	2015	NCA	2	94 %		6 %	
Conclusion					35-45 %		30-40 %	20-30 %

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Les conclusions tirées des preuves indirectes liées aux taux de retard de croissance indiquent que la malnutrition chronique continue d'être un problème pour de nombreux ménages dans le sud-ouest de la région de Maradi, en dépit d'une légère amélioration enregistrée entre 2012 et 2015. Différentes études révèlent qu'entre un tiers et la moitié de la population n'a pas accès à l'eau potable.

Conclusions générales

Les ménages sont fortement tributaires des revenus des cultures irriguées marchandes et de la production pluviale de mil et de sorgho, mais sont confrontés à la pénurie de terres dans cette région plus densément peuplée. La diversité alimentaire est très faible, et les taux de malnutrition chez les enfants âgés de moins de cinq ans sont très élevés, en dépit d'une légère amélioration enregistrée entre 2012 et 2015. Le score de consommation alimentaire s'est détérioré depuis 2008. Ces dernières années, la région n'a pas été affectée par l'insécurité due à Boko Haram ou à d'autres crises. Les maladies et les parasites qui s'attaquent aux cultures, ainsi que les inondations, constituent les principales menaces. L'accès à un assainissement amélioré est insuffisant, mais la majorité des ménages bénéficie de l'eau potable. À partir des informations se rapportant aux trois causes affectant la sécurité alimentaire décrites ci-dessus, le recoupement des données concernant ces éléments indique que le pourcentage suivant de la population est confronté à des niveaux variables d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 56 : Recoupement final des données pour le sud-ouest de la région de Maradi

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Facteurs déterminants/sous-jacents	35-45 %	15-25 %	10-20 %	20-30 %
Consommation alimentaire – Qualité	10-20 %	55-65 %	20-30 %	
Produits alimentaires consommés – Quantité	55-65 %		15-25 %	15-25 %
Nutrition	35-45 %		30-40 %	20-30 %
Recoupement général des données	25-35 %	30-40 %	15-25 %	10-20 %
Population concernée	170 629	199 067	113 752	85 314

Facteurs sous-jacents et limitatifs

Un certain nombre de facteurs sous-jacents et limitatifs remettent en cause la capacité des ménages vulnérables du sud-ouest de la région de Maradi à améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire, notamment :

- les terres irriguées disponibles dans cette région densément peuplée sont de très petite taille ;
- les inondations ainsi que les maladies et les parasites s'attaquant aux cultures représentent les principales menaces pour la production ;
- les taux de retard de croissance chez les jeunes enfants restent élevés et n'enregistrent qu'une faible amélioration ;
- le régime alimentaire des enfants et des adultes est très peu diversifié.

Principales conclusions et explications

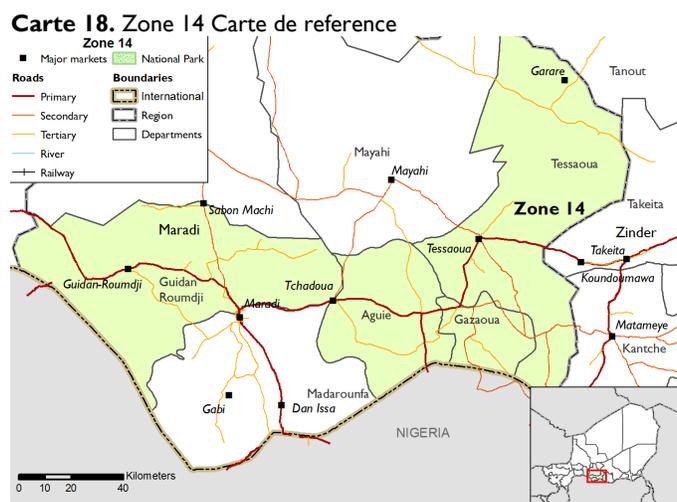
Après recoupement des données et des facteurs sous-jacents analysés, le sud-ouest de la région de Maradi est classé en insécurité alimentaire chronique modérée (niveau 3 de l'IPC). Ces résultats indiquent que 34 % des ménages sont confrontés à un déficit saisonnier deux à quatre mois par an, qu'ils ne disposent pas régulièrement d'un régime alimentaire de qualité et ont probablement des enfants atteints d'un retard de croissance modéré. La production agricole est essentielle à leur

survie, mais la faible disponibilité des terres, le manque d'intrants et la taille réduite des parcelles existantes affectent le revenu potentiel des ménages les plus pauvres. Pour renforcer leur résilience, de nombreux habitants migrent ou travaillent en tant que main-d'œuvre agricole. Les taux de retard de croissance chez les enfants sont élevés, la diversité du régime alimentaire au sein des ménages est médiocre et la quantité de produits alimentaires consommés semble diminuer.

14 : Sud-est de la région de Maradi - Zone à prédominance de cultures pluviales de mil et de sorgho

Départements : Tessaoua, Aguié, Gazaoua et Guidan-Roumdji

Le sud-est de la région de Maradi, situé près de la frontière avec le Nigéria, comprend les départements d'Aguié, Gazaoua, Guidan-Roumdji et Tessaoua dans la zone de moyens d'existence de la ceinture de cultures pluviales de mil et de sorgho (NE-05). Il accueille la troisième plus grande ville du Niger, Maradi, une importante plaque tournante agricole, commerciale et de transport nationale et, au-delà des frontières, avec le Nigéria. C'est également la capitale historique des Haoussas. Dans cette zone, les précipitations et la fertilité du sol sont très variables, avec une distribution pluviale comprise entre 400 mm au nord et 600 mm au sud. Le mil est principalement cultivé dans les sols sablonneux recevant une pluviométrie limitée. La culture du sorgho peut être associée à celle du mil. La production de mil et de sorgho traditionnellement excédentaire a cependant diminué ces dernières années en raison de l'augmentation de la population et des mauvaises récoltes. La fragmentation croissante des exploitations plus petites, la diminution des cheptels et la dépendance à l'égard du travail occasionnel ont aggravé la vulnérabilité des populations les plus pauvres face à l'insécurité alimentaire.



La saison des pluies s'étend de mai à septembre. La période des semis commence en mars et la récolte a généralement lieu en septembre. L'achat de céréales atteint son point culminant en avril, lorsque les réserves de l'année précédente commencent à s'épuiser. La demande de main-d'œuvre agricole, régulière tout au long de l'année, est particulièrement élevée pendant le dernier trimestre de l'année.

Les ménages pauvres et très pauvres représentent respectivement 26 % et 31 % de la population. Les ménages les plus démunis cultivent entre un et deux hectares de terres et élèvent quelques petits ruminants. Leurs occupants sont souvent employés comme main-d'œuvre agricole et migrent à la recherche d'emplois saisonniers. Ils vendent du bois de chauffage, du fourrage, de la pâte de sésame et des arachides. Ils sont tributaires de leur propre production et de leurs achats au marché et font également du troc avec leurs voisins. Les principaux chocs qui menacent les ménages du sud-est de la région de Maradi sont, entre autres, les précipitations irrégulières, la sécheresse, ainsi que les maladies et les parasites s'attaquant aux cultures.

Paramètres de sécurité alimentaire dans le sud-est de la région de Maradi

Qualité de la consommation alimentaire

L'équipe d'analystes a examiné les informations disponibles sur les résultats et les facteurs déterminants en matière de qualité de la consommation alimentaire, notamment l'indicateur de *diversité alimentaire minimale chez les enfants de 6 à 23 mois* et le *ratio de dépenses en féculents* établis pour l'EDS (2012), la NCA (2015), le gouvernement du Niger (2015) et la Banque mondiale (tableau 57). Il n'a pas été possible d'obtenir des preuves indirectes.

L'élément de preuve le plus solide concernant la qualité des produits alimentaires consommés était le ratio de dépenses en féculents de la Banque mondiale, qui indiquait que 21 % des ménages consacrent moins de 30 % de leurs dépenses alimentaires totales aux féculents (niveau 1), 68 % de 30 à 50 % (niveau 2) et 11 % plus de 50 % (niveaux 3 et 4). Quant à la diversité minimale du régime alimentaire des enfants, elle est insuffisante dans 65 à 85 % des cas. Dans l'ensemble, l'analyse a montré que, en ce qui concerne la qualité des produits alimentaires consommés, 25 à 35 % des ménages se situaient au niveau 1, 50 à 60 % au niveau 2 et 10 à 20 % aux niveaux 3 et 4. Les preuves directes tirées des facteurs sous-jacents/déterminants indiquent qu'environ 60 à 80 % des ménages dépensent plus de 70 % de leur revenu en produits alimentaires et que de 10 à 20 % disposent de sources de revenu moins résilientes, comme le travail agricole.

Tableau 57 : Principaux indicateurs pour la qualité de l'alimentation dans le sud-est de la région de Maradi

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Diversité alimentaire minimale chez les enfants	2012	EDS	1	4 %	66 %		
		2015	NCA	3	34 %	86 %		
		2015	Gouvernement du Niger	2	22 %	78 %		
	Ratio de dépenses en féculents	2014	Banque mondiale	2	21 %	68 %	11 %	
Conclusion					25-35 %	50-60 %	10-20 %	

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Quantité de produits alimentaires consommés

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs se rapportant aux données sur la quantité d'aliments consommés dans la zone provenant des différentes preuves directes recueillies entre 2008 et 2017. Parmi les preuves directes, citons le *score de consommation alimentaire (FCS)*, le *score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)*, l'*échelle de la faim au niveau des ménages* et le *déficit de survie HEA* établis par le gouvernement du Niger, USAID DDL, FEWS NET et le PAM entre 2008 et 2017 (tableau 58). Parmi les preuves indirectes, citons les informations recueillies par le PAM sur l'Indice de stratégie d'adaptation réduit et sur le nombre de mois de stocks de produits alimentaires des ménages.

Des preuves directes et fiables tirées des données du score de consommation alimentaire (2008 à 2017) indiquent que 10 à 20 % des ménages font face à un déficit alimentaire quantitatif équivalent à une insécurité alimentaire sévère chronique (niveau 4). Cette magnitude d'insécurité alimentaire de niveau 4 s'inscrit dans la lignée des niveaux indiqués par les données fiables tirées du déficit de survie HEA et les preuves indirectes liées au rCSI. On constate que pour 8 % des ménages, le score de la faim pour les ménages est supérieur à 2 (niveau 4). Les données fiables recueillies ayant trait au score de diversité alimentaire entre 2015 et 2017 révèlent qu'entre 45 et 55 % des ménages ont un régime alimentaire peu diversifié. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 20 à 30 % des ménages du sud-est de la région de Maradi ont été classés au niveau 4 pour la quantité de produits alimentaires consommés.

Des preuves directes similaires et fiables ont été utilisées pour estimer la proportion de ménages appartenant au niveau 3. Les scores de consommation alimentaire recueillis par le gouvernement du Niger et le PAM indiquent que de 20 à 30 % des ménages appartiennent au niveau 3. Les données disponibles relatives au score de diversité alimentaire des ménages montrent que 35 à 50 % des ménages avaient un score inférieur à 4. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 20 à 30 % des ménages du sud-est de la région de Maradi ont été classés au niveau 3 pour la quantité de produits alimentaires consommés. Les 45 à 55 % de ménages restants ont été classés au niveau 1 ou 2.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la majorité des revenus de cette zone proviennent de la production agricole, suivie du petit commerce et de la vente de bétail. Environ 15 à 25 % des ménages, souvent les plus pauvres, ont recours à des moyens d'existence précaires comme le travail occasionnel et la vente de bois de chauffage. Il est néanmoins possible que cela soit le fait de la forte densité de la population, de la taille réduite des exploitations et de la demande de main-d'œuvre agricole. Comme dans bien d'autres régions du Niger, de nombreuses personnes migrent pendant la période de soudure pour gagner de l'argent ailleurs. Des preuves indirectes suggèrent que le régime alimentaire des enfants et des adultes est très peu diversifié et que 60 à 70 % des ménages consacrent plus de 70 % de leurs revenus à l'alimentation. D'autres données montrent les très faibles taux d'alphabétisation dans la région de Maradi, où seuls 12 % des chefs de famille savent lire et écrire. Si les précipitations sont plus régulières dans cette zone, la sécheresse et les pluies sporadiques représentent souvent des menaces pour la production agricole, s'ajoutant ainsi aux maladies et aux parasites qui s'attaquent aux cultures.

Tableau 58 : Principaux indicateurs de la quantité de produits alimentaires consommés dans le sud-est de la région de Maradi

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Score de consommation alimentaire (FCS)	2008	PAM FSA	2	57 %		28 %	16 %
		2010	PAM FSA	1	33 %	22 %		45 %
		2011	PAM FSA	2	62 %	25 %		14 %
		2013	PAM FSA	2	48 %	24 %		28 %
		2015	PAM FSA	2	56 %	23 %		21 %
		2015	PAM FSA	2	53 %	26 %		21 %
		2015	NCA	3	82 %	15 %		3 %

Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	
Diversité alimentaire des ménages	2015	Gouvernement du Niger	3	36 %		25 %	39 %	
	2016	Gouvernement du Niger	3	50 %		35 %	15 %	
	2017	EVIAM	2	47 %		26 %	27 %	
	2017	Gouvernement du Niger	3	36 %		31 %	32 %	
	2013	USAID DDL	1	8 %		23 %	69 %	
	2015	EVIAM	2	18 %		32 %	50 %	
	2015	Gouvernement du Niger	3	11 %		31 %	58 %	
	2016	Gouvernement du Niger	3	20 %		46 %	34 %	
	2017	EVIAM	2	19 %		32 %	49 %	
	2017	Gouvernement du Niger	3	14 %		26 %	60 %	
	Score de la faim dans les ménages	2013	USAID DDL	1	61 %		32 %	8 %
	Déficit de survie HEA	2013	FEWSNET	2	100 %		0 %	
	PREUVES INDIRECTES	Indice de stratégie d'adaptation réduit (rCSI)	2008	PAM	2	84 % (rCSI < 5)	13 % (rCSI 5-20)	2 % (rCSI > 20)
2010			PAM	1	33 % (rCSI < 5)	43 % (rCSI 5-20)	10 % (rCSI < 5)	
2011			PAM	2	83 % (rCSI < 5)	15 % (rCSI 5-20)	3 % (rCSI > 20)	
2013			PAM	2	61 % (rCSI < 5)	32 % (rCSI 5-20)	7 % (rCSI > 20)	
2015			PAM	2	55 % (rCSI < 5)	36 % (rCSI 5-20)	9 % (rCSI : 5-20)	
2016			PAM	2	74 % (rCSI < 5)	25 % (rCSI 5-20)	1 % rCSI : 5-20)	
Mois de stocks de produits alimentaires		2013	EVIAM	1	51 % > 3 mois de stock		30 % 1-3 mois	19 % < 1 mois
		2015	EVIAM	1	53 % > 3 mois de stock		36 % < 1-3 mois	10 % < 1 mois
		2016	EVIAM	1	75 %		8 %	16 %
		2017	ESS du gouvernement du Niger	1	23 % 4-6 mois	17 % 2-4 mois	32 % 1-2 mois	28 % < 1 mois
Conclusion				45-55 %		20-30 %	20-30 %	

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Nutrition

L'équipe d'analystes a examiné les données des preuves directes disponibles sur le retard de croissance provenant de l'EDS 2012, des INS 2013 et 2015 et de la NCA 2015. Signalons l'absence de preuves indirectes. La forte prévalence de la malnutrition chronique continue de représenter un risque sérieux pour la santé, la croissance et le développement des enfants dans le sud-est de la région de Maradi. Les données font apparaître des taux élevés de retard de croissance modéré et sévère atteignant respectivement 37 % et 35 % (NCA 2015). Les preuves sur l'état nutritionnel se rapportant à cet indicateur suggèrent la répartition suivante des ménages pour chaque niveau d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 59 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le sud-est de la région de Maradi

	Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Retard de croissance chez les enfants (6-59 mois)	2012	EDS	1	44 % (Aguié)		24 %	32 %
		2012	EDS	1	54 % (Tessaoua)		19 %	27 %
		2013	INS	2	39 %		27 %	34 %
		2015	NCA	2	31 %		38 %	31 %
		2015	NCA	3	29 %		37 %	35 %
		2015	INS	2	41 %		23 %	36 %
Conclusion				30-40 %		30-40 %	25-35 %	

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la malnutrition chronique continue d'être un problème pour de nombreux ménages en raison des taux de retard de croissance, une situation qui s'est aggravée entre 2012 et 2015. Un tiers de la population ne bénéficie pas de l'eau potable et moins de 10 % a accès à un assainissement amélioré.

Conclusions générales

Les ménages sont fortement tributaires des revenus des cultures vivrières comme le mil et le sorgho et des cultures pluviales, mais sont confrontés à la pénurie de terres dans cette région plus densément peuplée. Le régime alimentaire est extrêmement peu diversifié ; on constate par ailleurs une forte prévalence de la malnutrition chez les enfants âgés de moins de cinq ans, une situation qui s'est aggravée entre 2012 et 2015. À l'exception d'une étude récente qui suggère une nette amélioration du score de consommation alimentaire, ce dernier semble également se détériorer. L'accès à un assainissement amélioré est insuffisant, et seul un tiers des ménages bénéficie de l'eau potable. De nombreux indicateurs et les taux globaux de pauvreté soulignent la situation déplorable dans ce domaine. La pénurie de terres, les précipitations irrégulières et les indicateurs en matière de santé suggèrent tous qu'un effort significatif est nécessaire pour améliorer la sécurité alimentaire des plus pauvres. À partir des informations se rapportant aux trois causes affectant la sécurité alimentaire décrites ci-dessus, le recouplement des données concernant ces éléments indique que le pourcentage suivant de la population est confronté à des niveaux variables d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 60 : Recouplement final des données pour le sud-est de la région de Maradi

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Facteurs déterminants/sous-jacents	20-30 %	0-10 %	10-20 %	50-60 %
Consommation alimentaire – Qualité	25-35 %	50-60 %	10-20 %	
Produits alimentaires consommés – Quantité	45-55 %		20-30 %	20-30 %
Nutrition	30-40 %		30-40 %	25-35 %
Recouplement général des données	25-35 %	30-40 %	10-20 %	15-25 %
Population concernée	549 714	641 333	274 857	366 476

Facteurs sous-jacents et limitatifs

Un certain nombre de facteurs sous-jacents et limitatifs remettent en cause la capacité des ménages vulnérables du sud-est de la région de Maradi à améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire, notamment :

- les parcelles disponibles dans cette région densément peuplée sont de très petite taille ;
- 15 à 25 % des ménages ont des moyens d'existence précaires et sont contraints de vendre leurs biens pour faire face à leurs problèmes ;
- la sécheresse, les précipitations irrégulières, et les maladies et les parasites s'attaquant aux cultures sont les principales menaces pour la production ;
- les taux de retard de croissance chez les jeunes enfants sont élevés ;
- le régime alimentaire des enfants et des adultes est très peu diversifié.

Principales conclusions et explications

Après recouplement des données disponibles et des facteurs sous-jacents analysés, le sud-est de la région de Maradi est classé en insécurité alimentaire chronique sévère (niveau 4 de l'IPC). Ces résultats indiquent que 34 % des ménages sont confrontés à un déficit saisonnier durant quatre mois ou plus de l'année, ne peuvent pas suivre régulièrement un régime alimentaire de qualité et ont probablement des enfants atteints d'un retard de croissance modéré. Ces populations ont des moyens d'existence non viables, comme la production agricole qui est compromise par la faible disponibilité des terres, le manque d'intrants et la taille réduite des parcelles qui affectent le revenu potentiel des ménages les plus pauvres. Fortement vulnérables à la saisonnalité et aux chocs, elles sont susceptibles de présenter une résilience très limitée. Pour renforcer cette dernière, nombreux sont ceux qui se tournent vers la migration ou le travail saisonnier en tant que main-d'œuvre agricole. Les taux de retard de croissance chez les enfants sont élevés, la diversité du régime alimentaire au sein des ménages est médiocre et la quantité de produits alimentaires consommés semble diminuer.

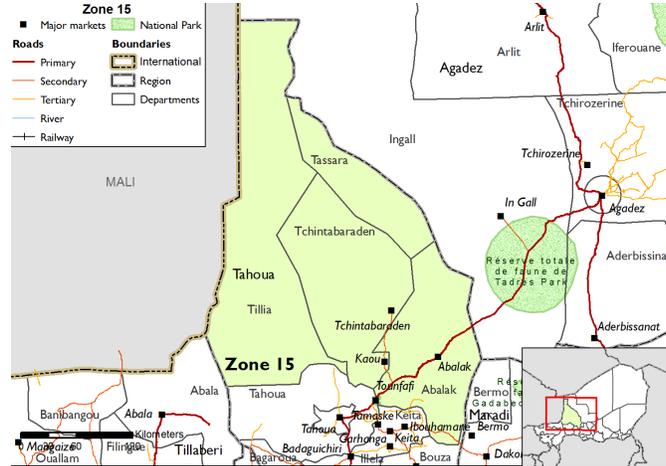
Région de Tahoua

15 : Nord de la région de Tahoua - Zone à prédominance de pastoralisme transhumant et nomade

Départements : Tillia, Tchintabaraden, Abalak et Tassara

La zone du nord de la région de Tahoua se situe près de la frontière avec le Mali et comprend les départements d'Abalak, Tassara, Tchintabaraden et Tillia dans la ceinture du pastoralisme transhumant et nomade (NE-03). La région, principalement constituée de steppes sablonneuses et broussailleuses, a une population de 573 536 habitants. Le pastoralisme est le seul moyen d'existence viable dans cette zone aride qui ne reçoit que 100 à 200 mm de précipitations par an. Bien que le pâturage soit idéal pour les grands troupeaux, les pasteurs doivent constamment déplacer les leurs vers des pâturages saisonniers en effectuant un large circuit à l'intérieur de ce vaste département, à partir des villages nomades transhumants. Dans cet environnement hostile, il est indispensable pour les pasteurs de maintenir un équilibre fragile dans le cadre du partage des pâturages et des points d'eau disponibles. La plupart des éleveurs transhumants sont des Peuls qui s'occupent de leur bétail et de leurs chameaux dans une région moins vaste, le bétail devant boire plus souvent que les chameaux. Des groupes ethniques nomades (entre autres, Touaregs et Arabes) traversent les régions septentrionales de la zone afin d'y trouver des pâturages accessibles uniquement aux chameaux, ces derniers pouvant parcourir de plus longues distances sans eau. Comme indiqué précédemment, l'élevage, suivi de l'agropastoralisme et de l'agriculture irriguée, sont les principaux moyens d'existence. La zone pastorale comprend les populations nomades (Peuls et Touaregs) et les populations transhumantes. Les ménages les plus sédentaires ont tendance à vivre à la fois de l'élevage et de l'agriculture. L'essentiel du bétail élevé dans cette zone est vendu dans le sud, mais une minorité d'éleveurs vend ses animaux en Algérie et en Libye.

Carte 19. Zone 15 Carte de référence



Source : FEWS NET

La saison des pluies s'étend de juillet à septembre et la migration transhumante s'effectue entre novembre et mai. Cette période de migration coïncide avec le pic de la demande de main-d'œuvre. L'achat de céréales est nécessaire tout au long de l'année. La saison sèche s'étend d'octobre à juin et la période de soudure est à son apogée d'avril à juin.

Les ménages pauvres et très pauvres représentent respectivement 28 % et 23 % de la population. Les ménages les plus démunis n'élèvent que des chèvres et des moutons. Ils sont souvent employés comme bergers par des ménages plus aisés, vendent du petit bétail, des produits laitiers et du fourrage, et travaillent comme ouvriers dans les villes. Ils doivent acheter du mil et du riz au marché, consomment le lait de leurs propres animaux et reçoivent une aide financière ponctuelle de leurs employeurs ou leurs voisins. Les principaux chocs qui menacent les ménages du nord de la région de Tahoua sont la sécheresse, les inondations, les maladies animales et les feux de brousse.

Les ménages pauvres et très pauvres représentent respectivement 28 % et 23 % de la population. Les ménages les plus démunis n'élèvent que des chèvres et des moutons. Ils sont souvent employés comme bergers par des ménages plus aisés, vendent du petit bétail, des produits laitiers et du fourrage, et travaillent comme ouvriers dans les villes. Ils doivent acheter du mil et du riz au marché, consomment le lait de leurs propres animaux et reçoivent une aide financière ponctuelle de leurs employeurs ou leurs voisins. Les principaux chocs qui menacent les ménages du nord de la région de Tahoua sont la sécheresse, les inondations, les maladies animales et les feux de brousse.

Paramètres de sécurité alimentaire dans le nord de la région de Tahoua

Qualité de la consommation alimentaire

L'équipe d'analystes a examiné diverses informations disponibles sur les résultats et les facteurs déterminants en matière de qualité de la consommation alimentaire, notamment l'indicateur de *diversité alimentaire minimale chez les enfants de 6 à 23 mois* établi pour l'EDS (2012) et le gouvernement du Niger (2015). Les preuves indirectes se rapportant à la diversité du régime alimentaire, à la consommation de viande, de légumes et de fruits par les enfants et au régime alimentaire minimum acceptable des enfants âgés de 6 à 24 mois sont tirées des rapports de l'EDS 2012, l'USAID DDL 2013 et l'EVIA 2013 et 2015.

Quant à la diversité minimale du régime alimentaire des enfants, elle est insuffisante dans 80 à 90 % des cas. Des preuves indirectes similaires liées au régime minimum acceptable des enfants de 6 à 24 mois apportent des informations contradictoires. Certaines données renforcent les preuves directes selon lesquelles seuls 10 % des enfants ont un régime alimentaire acceptable, tandis que d'autres indiquent qu'un tiers des enfants ont un régime alimentaire minimum acceptable. Les données directes étaient limitées et, si les preuves indirectes apportaient plus de données, elles ont cependant

notablement perdu en fiabilité, car cet indicateur ne concernait qu'une petite partie de la population et les données recueillies portaient sur la totalité de la région de Tahoua et non exclusivement sur la zone 03. Dans l'ensemble, l'analyse a révélé que, en ce qui concerne la qualité des produits alimentaires consommés, 20 % des ménages se situaient au niveau 1, 20 % au niveau 2 et 60 % aux niveaux 3 et 4. Les preuves directes tirées des facteurs sous-jacents/déterminants indiquent qu'environ 75 à 85 % des ménages dépensent plus de 70 % de leur revenu en produits alimentaires et que de 10 à 20 % disposent de sources de revenu moins résilientes, comme l'élevage de troupeaux ne leur appartenant pas. Bien que disponibles, les données du SSEXR n'ont pas été utilisées puisque la taille de l'échantillon correspondant au nord de la région de Tahoua était inférieure à 100 et n'était par conséquent pas fiable du point de vue statistique.

Tableau 61 : Principaux indicateurs de la qualité des produits alimentaires consommés dans le nord de la région de Tahoua

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Diversité alimentaire minimale chez les enfants	2012	EDS	1	6 %	94 %		
		2015	Gouvernement du Niger	2	22 %	78 %		
PREUVES INDIRECTES	Régime alimentaire minimum acceptable (6 à 24 mois)	2012	EDS	1	33 %	67 %		
		2013	USAID DDL	1	10 %	90 %		
	Diversité alimentaire chez les enfants (6 à 24 mois)	2013	EVIAM	1	41 %	59 %		
		2015	EVIAM	1	18 %	82 %		
	Consommation de fruits, de légumes, de viande et de produits laitiers chez les enfants	2012	EDS	1	34 %	66 %		
Conclusion					20 %	20 %	60 %	

Quantité de produits alimentaires consommés

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs se rapportant aux données sur la quantité d'aliments consommés dans la zone provenant des différentes preuves directes recueillies entre 2008 et 2017. Parmi les preuves directes, citons le *score de consommation alimentaire (FCS)*, le *score de diversité alimentaire des ménages (HHDS)* et le *déficit de survie HEA* établis par le gouvernement du Niger, USAID DDL, FEWS NET et le PAM entre 2008 et 2017 (tableau 62). Parmi les preuves indirectes, citons les informations recueillies par le PAM sur l'Indice de stratégie d'adaptation réduit et sur le nombre de mois de stocks de produits alimentaires des ménages.

Des preuves directes et fiables tirées des données du score de consommation alimentaire (2008 à 2017) indiquent que 15 à 25 % des ménages font face à un déficit alimentaire quantitatif équivalent à une insécurité alimentaire sévère chronique (niveau 4). Cette ampleur de l'insécurité alimentaire de niveau 4 correspond aux niveaux suggérés par des données fiables tirées du score de diversité alimentaire des ménages et des preuves indirectes se rapportant au rCSI et au nombre de repas pris chaque jour, selon lesquelles la majorité de la population consomme au moins deux repas par jour. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 10 à 20 % des ménages du nord de la région de Tahoua ont été classés au niveau 4 pour la quantité de produits alimentaires consommés.

Des preuves directes similaires et fiables ont été utilisées pour estimer la proportion de ménages appartenant au niveau 3. Les scores de consommation alimentaire recueillis par le gouvernement du Niger et le PAM indiquent que de 15 à 25 % des ménages appartiennent au niveau 3, tandis que d'autres preuves directes se rapportant au déficit de survie HEA montrent qu'aucun ménage ne figure dans le niveau 3 ou 4. Les preuves indirectes ayant trait à la réduction du CSI (rCSI) suggèrent un chiffre plus bas tandis que le nombre de repas par jour évoque un niveau plus élevé, s'il est entendu que la consommation de deux repas par jour correspond au niveau 3. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 15 à 25 % des ménages du nord de la région de Tahoua ont été classés au niveau 3 pour la quantité de produits alimentaires consommés. Les 60 à 70 % de ménages restants ont été classés au niveau 1 ou 2.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la majorité des revenus de cette zone proviennent de l'élevage et de la production agricole. Environ 15 % des ménages, souvent les plus pauvres, ont recours à des moyens d'existence précaires comme le travail occasionnel et la vente de bois de chauffage. Cette zone étant aride, les migrations transhumantes saisonnières du bétail à la recherche de pâturages sont incontournables. Des preuves indirectes suggèrent que le régime alimentaire des enfants et des adultes est très peu diversifié et que 75 à 85 % des ménages consacrent plus de 70 % de leurs revenus à l'alimentation. Cela est en partie dû au fait que la production agricole est minime en raison des faibles

précipitations, ce qui contraint la plupart des ménages de pasteurs à s'approvisionner au marché tout au long de l'année. Les précipitations sont pratiquement inexistantes dans cette région. Les principaux chocs menaçant les ménages sont les sécheresses extrêmes, les maladies animales, les feux de brousse et, plus rarement, les inondations.

Tableau 62 : Principaux indicateurs de la quantité des produits alimentaires consommés dans le nord de la région de Tahoua

Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Score de consommation alimentaire (FCS)	2008	PAM FSA	2	67 %	18 %	15 %
		2010	PAM FSA	1	60 %	17 %	24 %
		2011	PAM FSA	2	70 %	23 %	8 %
		2013	PAM FSA	2	71 %	12 %	17 %
		2015	PAM FSA	2	54 %	26 %	20 %
		2015	PAM FSA	2	79 %	13 %	7 %
		2015	Gouvernement du Niger	3	34 %	26 %	40 %
		2016	Gouvernement du Niger	2	56 %	30 %	14 %
		2017	EVIAM	2	60 %	20 %	10 %
		2017	Gouvernement du Niger	3	51 %	22 %	28 %
	Score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)	2015	EVIAM	2	29 %	48 %	23 %
		2015	Gouvernement du Niger	3	22 %	36 %	42 %
		2016	Gouvernement du Niger	3	28 %	37 %	35 %
		2017	EVIAM	2	29 %	50 %	21 %
2017		Gouvernement du Niger	3	19 %	41 %	40 %	
Déficit de survie HEA	2013	FEWSNET	2	100 %	0 %		
PREUVES INDIRECTES	Indice de stratégie d'adaptation réduit (rCSI)	2008	PAM	2	61 % (rCSI < 5)	37 % (rCSI 5-20)	2 % (rCSI > 20)
		2010	PAM	1	33 % (rCSI < 5)	47 % (rCSI 5-20)	20 % (rCSI < 5)
		2011	PAM	2	64 % (rCSI < 5)	32 % (rCSI 5-20)	3 % (rCSI > 20)
		2013	PAM	2	48 % (rCSI < 5)	36 % (rCSI 5-20)	15 % (rCSI > 20)
		2015	PAM	2	49 % (rCSI < 5)	36 % (rCSI 5-20)	9 % (rCSI : 5-20)
		2016	PAM	2	82 % (rCSI < 5)	18 % (rCSI 5-20)	0 % (rCSI : 5-20)
	Nombre de repas par jour	2008	PAM	3	25 % > 3 repas/jour	74 % 2 repas	1 % 1 repas/jour
		2010	PAM	1	30 % > 3 repas/jour	49 % 2 repas	20 % 1 repas/jour
		2011	PAM	3	54 % > 3 repas/jour	44 % 2 repas	2 % 1 repas/jour
		2013	PAM	3	38 % > 3 repas/jour	61 % 2 repas	1 % 1 repas/jour
		2015	PAM	3	40 % > 3 repas/jour	57 % 2 repas/jour	3 % 1 repas/jour
	Conclusion				60-70 %	15-25 %	10-20 %

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Nutrition

L'équipe d'analystes a examiné les données des preuves directes disponibles sur le retard de croissance provenant de l'EDS de 2012 et de l'INS de 2013. Signalons l'absence de preuves indirectes. La prévalence moyenne de la malnutrition chronique continue de représenter un risque sérieux pour la santé, la croissance et le développement des enfants dans la zone 14. Des données fiables font apparaître des taux élevés de retard de croissance modéré et sévère atteignant respectivement 26 % et 11 % (INS 2013). Les preuves sur l'état nutritionnel se rapportant à cet indicateur suggèrent la répartition suivante des ménages pour chaque niveau d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 63 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le nord de la région de Tahoua

	Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Retard de croissance chez les enfants (6-59 mois)	2012	EDS	1	61 %		23 %	16 %
		2012	EDS	3	58 % (Abalak et Tchintabaraden exclusivement)		15 %	27 %
		2013	INS	2	63 %		26 %	11 %
Conclusion					60 %	20 %	20 %	

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la malnutrition chronique reste un problème pour de nombreux ménages, cela en raison des taux de retard de croissance. Environ 44 % de la population ne bénéficient pas de l'eau potable et moins de 10 % ont accès à un assainissement amélioré.

Conclusions générales

Les ménages sont fortement dépendants de l'élevage dans cette zone extrêmement aride. On observe une prévalence moyenne de la malnutrition chez les enfants âgés de moins de cinq ans, mais ces données ont été recueillies pour l'intégralité du département il y a déjà six ans. Le score de consommation alimentaire ne montre aucun signe d'amélioration. L'accès à un assainissement amélioré est insuffisant, et seul un tiers des ménages bénéficie de l'eau potable. À partir des informations se rapportant aux trois causes affectant la sécurité alimentaire décrites ci-dessus, le recoupement des données concernant ces éléments indique que le pourcentage suivant de la population est confronté à des niveaux variables d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 64 : Recoupement final des données pour le nord de la région de Tahoua

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Facteurs déterminants/sous-jacents	25-35 %	25-35 %	5-15 %	25-35 %
Consommation alimentaire – Qualité	20 %	20 %	60 %	
Produits alimentaires consommés – Quantité	60-70 %		15-25 %	10-20 %
Nutrition	60 %		20 %	20 %
Recoupement général des données	20 %	45 %	20 %	15 %
Population concernée	114 707	258 091	114 707	86 030

Facteurs sous-jacents et limitatifs

Un certain nombre de facteurs sous-jacents et limitatifs remettent en cause la capacité des ménages vulnérables du nord de la région de Tahoua à améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire, notamment :

- le manque de pâturages dû aux faibles précipitations rend nécessaire la migration annuelle du bétail ;
- la population est régulièrement exposée à la sécheresse, aux maladies animales et aux feux de brousse ;
- les revenus étant faibles, nombreux sont ceux qui dépendent de moyens d'existence plus précaires, dont l'élevage de troupeaux ne leur appartenant pas ;
- l'accès à un assainissement amélioré est très limité.

Principales conclusions et explications

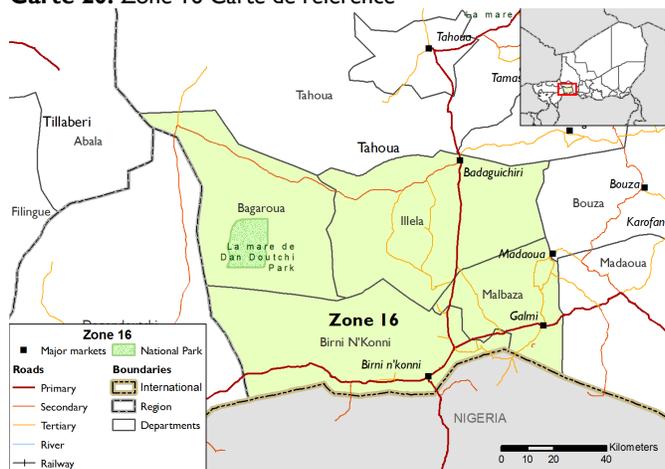
Après recoupement des informations tirées des données disponibles et des facteurs sous-jacents analysés, le nord de la région de Tahoua est classé en insécurité alimentaire chronique modérée (niveau 3 de l'IPC). Ces résultats indiquent que 34 % des ménages sont confrontés à un déficit saisonnier deux à quatre mois par an, qu'ils ne disposent pas régulièrement d'un régime alimentaire de qualité et ont probablement des enfants atteints d'un retard de croissance modéré. Ils dépendent fortement du bétail et doivent constamment se déplacer pour atteindre des pâturages éloignés. Un grand nombre se tournent vers la migration saisonnière ou travaillent en tant que bergers pour survivre. La diversité du régime alimentaire des ménages et leur accès à un assainissement amélioré sont insuffisants.

16 : Sud-ouest de la région de Tahoua - Zone à prédominance de cultures pluviales de mil et de sorgho

Départements : Bagaroua, Illéla, Birni N’Konni et Balbaza

Le sud-ouest de la région de Tahoua est limitrophe du Nigéria et comprend les départements de Bagaroua, Birni N’Konni, Illéla et Malbaza dans la ceinture de cultures pluviales de mil et de sorgho (NE-05). Cette zone, qui compte une population de 1 177 342 habitants, est moins densément peuplée que le département voisin de Maradi. Considérée comme une zone agropastorale, elle reçoit des précipitations annuelles moyennes de 400 mm à 600 mm, sa partie australe étant la plus humide. La fertilité des sols et les récoltes varient en fonction des types de sols. Il est ainsi courant que le mil soit cultivé dans les sols plus sablonneux recevant moins de précipitations, tandis que le sorgho convient davantage au sud plus humide. Le niébé est une autre culture importante qui est une source de revenu pour de nombreux ménages de cette zone. Dans les

Carte 20. Zone 16 Carte de référence



Source : FEWS NET

départements du sud de Malbaza et N’Konni, les oignons de qualité cultivés pendant la saison sèche représentent une production assez importante à l’échelle nationale et à l’exportation. Outre l’agriculture et le bétail, les ménages dépendent également du petit commerce et des micro-entreprises ayant trait à l’artisanat pour les ventes locales et régionales. La proximité du Nigéria fournit d’excellentes possibilités de commerce transfrontalier.

La saison des pluies s’étend de mai à septembre. Certains ménages dépendent des étendues d’eau saisonnières pour leur consommation domestique et le semis. La préparation des sols commence en mars-avril et prend fin en mai-juin tandis que la récolte a lieu en septembre. La demande de main-d’œuvre agricole, régulière tout au long de l’année, est particulièrement élevée pendant le dernier trimestre de l’année. La production de cultures irriguées s’étend d’octobre à avril.

Les ménages pauvres et très pauvres représentent respectivement 28 % et 26 % de la population. Leurs occupants cultivent entre 1 et 2 hectares de terres, élèvent de petits ruminants et de la volaille et travaillent comme main-d’œuvre agricole. Les plus démunis consomment le mil et le sorgho qu’ils ont cultivés, mais dépendent principalement du marché pour couvrir d’autres besoins et reçoivent une aide ponctuelle de leurs employeurs ou leurs voisins. La sécheresse est le principal choc auquel sont confrontés les ménages vivant dans le sud-ouest de la région de Tahoua.

Paramètres de sécurité alimentaire dans le sud-ouest de la région de Tahoua

Qualité de la consommation alimentaire

L’équipe d’analystes a examiné diverses informations disponibles sur les résultats et les facteurs déterminants relatifs à la qualité de la consommation alimentaire, notamment le *ratio de dépenses en féculents (SSEXR)* établi par la Banque mondiale en 2014. Des preuves indirectes se rapportant à la diversité du régime alimentaire chez les enfants de 6 à 24 mois ont été tirées des rapports EVIAM 2013 et 2015.

L’élément de preuve le plus solide concernant la qualité alimentaire était le ratio de dépenses en féculents de la Banque mondiale, qui indiquait que 56 % des ménages consacrent moins de 30 % de leurs dépenses alimentaires totales aux féculents (niveau 1), 43 % de 30 à 50 % (niveau 2) et 2 % plus de 50 % (niveaux 3 et 4). Parmi les autres preuves directes, signalons que seulement 20 % des enfants bénéficient d’une diversité alimentaire minimale. Les preuves indirectes portant sur la diversité du régime alimentaire des enfants présentent des résultats légèrement différents, selon lesquels le nombre d’enfants ayant une alimentation moins variée a augmenté, leur proportion passant de 59 % en 2013 à 82 % en 2015. Néanmoins, les preuves indirectes ont perdu en fiabilité puisque cet indicateur ne concernait qu’une petite partie de la population et que les données recueillies portaient sur l’ensemble de la région de Tahoua et non exclusivement sur la zone 16. Dans l’ensemble, l’analyse a révélé que, en ce qui concerne la qualité de la consommation alimentaire, 40 % des ménages se situaient au niveau 1, 30 % au niveau 2 et 30 % aux niveaux 3 et 4. Les preuves directes tirées des facteurs sous-jacents/déterminants indiquent qu’environ 60 à 70 % des ménages dépensent plus de 70 % de leur revenu en produits alimentaires et que de 10 à 20 %

disposent de sources de revenu moins résilientes et travaillent, entre autres, comme ouvriers. Les principaux revenus sont générés par la production agricole et les petites entreprises.

Tableau 65 : Principaux indicateurs pour la qualité de l'alimentation dans le sud-ouest de la région de Tahoua

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Ratio de dépenses en féculents	2014	Banque mondiale	2	56 %	43 %	2 %	
	Diversité alimentaire minimale chez les enfants	2015	Gouvernement du Niger	2	20 %	80 %		
PREUVES INDIRECTES	Diversité alimentaire chez les enfants (6 à 24 mois)	2013	EVIAM	1	41 %	59 %		
		2015	EVIAM	1	18 %	82 %		
Conclusion					40 %	30 %	30 %	

Quantité de produits alimentaires consommés

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs se rapportant aux données sur la quantité d'aliments consommés provenant des différentes preuves directes recueillies entre 2008 et 2017. Parmi les preuves indirectes importantes figuraient le *score de consommation alimentaire (FCS)*, le *score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)* et le *déficit de survie HEA* établis par le gouvernement du Niger, le PAM et FEWS NET entre 2008 et 2017. Parmi les preuves indirectes figuraient les informations sur le nombre de repas consommés par jour fournies par le PAM.

Des preuves directes et fiables tirées des données du score de consommation alimentaire (2008 à 2017) indiquent que 10 à 20 % des ménages font face à un déficit alimentaire quantitatif équivalent à une insécurité alimentaire sévère chronique (niveau 4). Cette ampleur de l'insécurité alimentaire de niveau 4 correspond aux niveaux suggérés par des données fiables tirées du déficit de survie HEA et des preuves indirectes se rapportant au nombre de repas pris chaque jour, selon lesquelles la majorité de la population consomme au moins deux repas par jour. Cependant, un tiers des ménages ont une diversité alimentaire insuffisante (niveau 4) et consomment quatre groupes d'aliments ou moins (score HDDS). À partir d'une évaluation de ces différentes données, 5 à 15 % des ménages du sud-ouest de la région de Tahoua ont été classés au niveau 4 pour la quantité de produits alimentaires consommés.

Des preuves directes similaires et fiables ont été utilisées pour estimer la proportion de ménages appartenant au niveau 3. Les scores de consommation alimentaire recueillis par le gouvernement du Niger et le PAM indiquent que de 15 à 25 % des ménages appartiennent au niveau 3, tandis que d'autres preuves directes se rapportant au déficit de survie HEA montrent qu'aucun ménage ne figure dans le niveau 3 ou 4. De même, la diversité alimentaire de plus d'un tiers des ménages est insuffisante, ce qui correspond au niveau 3 (HDDS 5-7). Les preuves indirectes ayant trait au nombre de repas consommés par jour étaient légèrement plus élevées, allant de 22 à 51 %. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 15 à 25 % des ménages du sud-ouest de la région de Tahoua ont été classés au niveau 3 pour la quantité de produits alimentaires consommés. Les 65 à 75 % de ménages restants ont été classés au niveau 1 ou 2.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que dans cette zone, la majorité des revenus proviennent de la production agricole et des petites entreprises. Quelque 10 à 20 % des ménages, souvent les plus pauvres, ont recours à des moyens d'existence précaires comme le travail occasionnel et la vente de bois de chauffage. Cette région de production agricole abrite des exploitations plus étendues en raison de la densité actuelle de la population et des échanges commerciaux importants avec le Nigéria. Des preuves indirectes révèlent qu'environ un tiers des ménages possède moins d'un mois de stocks de produits alimentaires et que 60 à 70 % des ménages consacrent plus de 70 % de leurs revenus à l'alimentation.

Tableau 66 : Principaux indicateurs de la quantité de produits alimentaires consommés dans le sud-ouest de la région de Tahoua

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Score de consommation alimentaire (FCS)	2008	PAM FSA	2	68 %		19 %	13 %
		2010	PAM FSA	1	74 %		14 %	12 %
		2011	PAM FSA	2	63 %		24 %	13 %
		2013	PAM FSA	2	75 %		15 %	10 %
		2015	PAM FSA	2	68 %		19 %	13 %
		2015	PAM FSA	2	63 %		25 %	12 %

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
		2015	Gouvernement du Niger	3	65 %		14 %	22 %
		2016	Gouvernement du Niger	3	69 %		14 %	18 %
		2017	EVIAM	2	57 %		26 %	17 %
		2017	Gouvernement du Niger	3	70 %		16 %	14 %
	Score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)	2015	EVIAM	2	26 %		41 %	33 %
		2015	Gouvernement du Niger	3	42 %		23 %	35 %
		2016	Gouvernement du Niger	3	27 %		48 %	25 %
		2017	EVIAM	2	28 %		35 %	37 %
		2017	Gouvernement du Niger	3	15 %		30 %	54 %
	Déficit de survie HEA	2013	FEWSNET	2	100 %		0 %	
PREUVES INDIRECTES	Nombre de repas par jour	2008	PAM	3	62 % > 3 repas/jour		33 % 2 repas	4 % 1 repas/jour
		2013	PAM	1	70 % > 3 repas/jour		22 % 2 repas	8 % 1 repas/jour
		2015	PAM	3	39 % > 3 repas/jour		47 % 2 repas	14 % 1 repas/jour
		2016	PAM	3	37 % > 3 repas/jour		51 % 2 repas	12 % 1 repas/jour
Conclusion					65-75 %	15-25 %	5-15 %	

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Nutrition

L'équipe d'analystes a examiné les données des preuves directes disponibles sur le retard de croissance provenant de l'EDS de 2012 et de l'INS de 2013 et de 2015. Signalons l'absence de preuves indirectes. La faible prévalence de la malnutrition chronique demeure un risque pour la santé, la croissance et le développement des enfants. Les données font apparaître de faibles taux de retard de croissance modéré et sévère atteignant respectivement 22 % et 12 % (INS 2015). Les preuves sur l'état nutritionnel se rapportant à cet indicateur suggèrent la répartition suivante des ménages pour chaque niveau d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 67 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le sud-ouest de la région de Tahoua

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Retard de croissance chez les enfants (6-59 mois)	2012	EDS	1	61 %		23 %	16 %
		2013	INS	2	63 %		25 %	12 %
		2015	INS	2	66 %		22 %	12 %
Conclusion					60-70 %	20-30 %	5-15 %	

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la malnutrition chronique continue d'être un problème pour certains ménages, si l'on s'en réfère aux taux de retard de croissance des enfants, bien que des données récentes montrent une légère amélioration. Près de la moitié de la population n'a pas accès à l'eau potable et seul un quart des ménages bénéficie d'un assainissement amélioré.

Conclusions générales

Dans le sud-ouest de la région de Tahoua, les ménages dépendent de l'agriculture et des petites entreprises. On constate une faible prévalence de la malnutrition chez les enfants âgés de moins de cinq ans, et la situation semble s'être améliorée entre 2012 et 2015. Les scores de consommation alimentaire sont restés stables entre 2008 et 2017. L'accès à un assainissement amélioré est insuffisant, et seule la moitié des ménages bénéficie de l'eau potable. À partir des informations se rapportant aux trois causes affectant la sécurité alimentaire décrites ci-dessus, le recoupement des données concernant ces éléments indique que le pourcentage suivant de la population est confronté à des niveaux variables d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 68 : Recouplement final des données pour le sud-ouest de la région de Tahoua

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Facteurs déterminants/sous-jacents	35 %	45 %	15 %	5 %
Consommation alimentaire – Qualité	40 %	30 %	30 %	
Produits alimentaires consommés – Quantité	65-75 %		15-25 %	5-15 %
Nutrition	60-70 %		20-30 %	5-15 %
Recouplement général des données	40 %	30 %	25 %	5 %
Population concernée	470 936	353 202	294 335	58 867

Facteurs sous-jacents et limitatifs

Un certain nombre de facteurs sous-jacents et limitatifs remettent en cause la capacité des ménages vulnérables du sud-ouest de la région de Tahoua à améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire, notamment :

- la population est exposée à des chocs tels que les précipitations irrégulières et la sécheresse ;
- les revenus étant faibles, nombreux sont ceux qui dépendent de moyens d'existence plus précaires, dont le travail agricole et la vente de bois de chauffage ;
- seuls 11 % des enfants âgés de 6 à 15 ans vont à l'école, contre une moyenne nationale de 30 % ;
- l'accès à un assainissement amélioré est très limité.

Principales conclusions et explications

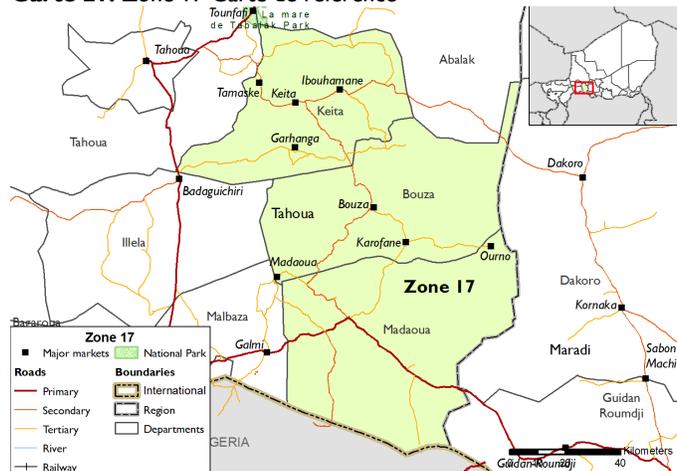
Après recouplement des informations tirées des données disponibles et des facteurs sous-jacents analysés, le sud-ouest de la région de Tahoua est classé en insécurité alimentaire chronique modérée (niveau 3 de l'IPC). Ces résultats indiquent que 29 % des ménages sont confrontés à un déficit saisonnier durant deux à quatre mois de l'année, ne disposent pas d'un régime alimentaire de qualité régulier et ont probablement des enfants atteints d'un retard de croissance modéré. Les principaux moyens d'existence de cette population sont la production agricole et les petites entreprises.

17 : Sud-est de la région de Tahoua - Zone à prédominance de cultures irriguées marchandes

Départements : Madaoua, Bouza et Keifa

Cette zone proche de la frontière avec le Nigéria couvre les départements de Bouza, Keita et Madaoua dans la ceinture australe de cultures irriguées marchandes (NE-07). Il s'agit d'une zone agropastorale qui comprend des cultures irriguées. Sa population s'élève à 1 638 543 habitants (INS, 2012). Les précipitations varient de 300 mm au nord à 600 mm au sud. La principale zone de production longe la frontière avec le Nigéria ; l'eau destinée à l'irrigation provient d'une nappe phréatique peu profonde qui traverse la vallée de Tarka, dans le département de Tahoua. La région est célèbre pour ses oignons « Violet de Galmi », une variété savoureuse et très recherchée, dont elle produit plusieurs milliers de tonnes chaque année. Elle les exporte dans toute la région et vers l'Europe. Le commerce de ces oignons est principalement concentré dans le département voisin de Birni N'Konni.

Carte 21. Zone 17 Carte de référence



Source : FEWS NET

La saison des pluies s'étend de mai à septembre mais les récoltes ont lieu toute l'année grâce à l'irrigation des cultures marchandes. En conséquence, la demande de main-d'œuvre est une constante pratiquement toute l'année, mais est particulièrement prononcée pendant la saison sèche, d'octobre à mai. De nombreux habitants migrent vers d'autres zones à la recherche de travail pendant cette même période.

Les ménages pauvres et très pauvres représentent respectivement 26 % et 28 % de la population. Les occupants des ménages les plus démunis cultivent des terres irriguées et pluviales, possèdent un peu de matériel agricole, élèvent quelques petits ruminants et travaillent en tant que main-d'œuvre agricole. Ils consomment leur propre production, s'approvisionnent au marché et reçoivent une aide financière ponctuelle de leurs employeurs ou leurs voisins. Les inondations sont les principaux chocs auxquels sont confrontés les ménages vivant dans cette zone.

Paramètres de sécurité alimentaire dans le sud-est de la région de Tahoua – zone à prédominance de cultures irriguées marchandes

Qualité de la consommation alimentaire

L'équipe d'analystes a examiné diverses informations disponibles sur les résultats et les facteurs déterminants relatifs à la qualité de la consommation alimentaire, notamment le *ratio de dépenses en féculents (SSEX)* établi par la Banque mondiale en 2014. Des preuves indirectes se rapportant à la diversité du régime alimentaire chez les enfants de 6 à 24 mois ont été tirées des rapports EVIAM 2013 et 2015.

L'élément de preuve le plus solide concernant la qualité de la consommation alimentaire était le ratio de dépenses en féculents de la Banque mondiale, qui indiquait que 47 % des ménages consacrent moins de 30 % de leurs dépenses alimentaires totales aux féculents (niveau 1), 49 % de 30 à 50 % (niveau 2) et seulement 4 % plus de 50 % (niveaux 3 et 4). Parmi les autres preuves directes, signalons que la diversité alimentaire minimale chez les enfants n'est variée que dans 16 % des cas. Les preuves indirectes portant sur la diversité du régime alimentaire des enfants s'alignent sur les preuves directes et indiquent que le nombre d'enfants ayant une alimentation moins variée a augmenté, leur proportion passant de 59 % en 2013 à 82 % en 2015. Néanmoins, les preuves indirectes ont perdu en fiabilité puisque cet indicateur ne concernait qu'une petite partie de la population et que les données recueillies portaient sur l'ensemble de Tahoua et non exclusivement sur le sud-est de cette région. Dans l'ensemble, l'analyse a montré que, en ce qui concerne la qualité de l'alimentation, 45 % des ménages se situaient au niveau 1, 40 % au niveau 2, et 15 % aux niveaux 3 et 4. Les preuves directes tirées des facteurs sous-jacents/déterminants indiquent qu'environ 60 à 70 % des ménages dépensent plus de 70 % de leur revenu en produits alimentaires et que de 10 à 20 % disposent de sources de revenu moins résilientes et travaillent, entre autres, comme ouvriers. Les principaux revenus sont générés par la production agricole et le petit commerce.

Tableau 69 : Principaux indicateurs pour la qualité de l'alimentation dans le sud-est de la région de Tahoua

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Ratio de dépenses en féculents	2014	Banque mondiale	2	47 %	49 %	4 %	
	Diversité alimentaire minimale chez les enfants	2015	INS	2	16 %	84 %		
PREUVES INDIRECTES	Diversité alimentaire chez les enfants (6 à 24 mois)	2013	EVIAM	1	41 %	59 %		
		2015	EVIAM	1	18 %	82 %		
Conclusion					45 %	40 %	15 %	

Quantité de produits alimentaires consommés

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs se rapportant aux données sur la quantité d'aliments consommés provenant des différentes preuves directes recueillies entre 2008 et 2017. Parmi les preuves directes figuraient le *score de consommation alimentaire (FCS)*, le *score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)* et le *déficit de survie HEA* établis par le gouvernement du Niger, le PAM et FEWS NET entre 2008 et 2017. Parmi les preuves indirectes figuraient les informations sur le nombre de repas consommés par jour fournies par le PAM.

Des preuves directes et fiables tirées des données du score de consommation alimentaire (2008 à 2017) indiquent que 15 à 25 % des ménages font face à un déficit alimentaire quantitatif équivalent à une insécurité alimentaire sévère chronique (niveau 4). Cette ampleur de l'insécurité alimentaire de niveau 4 correspond aux niveaux suggérés par des données fiables tirées du déficit de survie HEA et des preuves indirectes se rapportant au nombre de repas pris chaque jour, selon lesquelles la majorité de la population consomme au moins deux repas par jour. Cependant, plus de la moitié des ménages ont une diversité alimentaire insuffisante, qui correspond au niveau 4, et consomment quatre groupes d'aliments ou moins (score HDDS). À partir d'une évaluation de ces différentes données, 10 à 20 % des ménages du sud-est de la région de Tahoua ont été classés au niveau 4 pour la quantité de produits alimentaires consommés.

Des preuves directes similaires et fiables ont été utilisées pour estimer la proportion de ménages appartenant au niveau 3. Les scores de consommation alimentaire recueillis par le gouvernement du Niger et le PAM indiquent que 25 à 35 % des ménages appartiennent au niveau 3, tandis que d'autres preuves directes se rapportant au déficit de survie HEA montrent qu'aucun ménage ne figure dans le niveau 3 ou 4. De même, la diversité alimentaire d'un quart des ménages est insuffisante, ce qui correspond au niveau 3 (HDDS 5-7). Des preuves indirectes ayant trait au nombre de repas consommés par jour étaient légèrement plus significatives, allant de 34 à 51 % sur une période de huit ans (2008 à 2016). À partir d'une évaluation de ces différentes données, 10 à 20 % des ménages du sud-est de la région de Tahoua ont été classés au niveau 3 pour la quantité de produits alimentaires consommés. Les 65 à 75 % de ménages restants ont été classés au niveau 1 ou 2.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que dans cette zone, la majorité des revenus proviennent de la production agricole et des petites entreprises. Quelque 10 à 20 % des ménages, souvent les plus pauvres, ont recours à des moyens d'existence précaires comme le travail occasionnel et la vente de bois de chauffage. Il s'agit d'une région de production agricole, où les agriculteurs ont un accès suffisant aux terres et où les précipitations sont adéquates. Néanmoins, les ménages diversifient leurs revenus grâce à plusieurs activités. Des preuves indirectes révèlent qu'environ un tiers des ménages possède moins d'un mois de stocks de produits alimentaires et que 60 à 70 % des ménages consacrent plus de 70 % de leurs revenus à l'alimentation. Les ménages vivant dans les vallées sont parfois exposés au risque d'inondations.

Tableau 70 : Principaux indicateurs de la quantité d'aliments consommés dans le sud-est de la région de Tahoua

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Score de consommation alimentaire (FCS)	2008	PAM FSA	2	71 %		12 %	18 %
		2010	PAM FSA	1	41 %		16 %	43 %
		2011	PAM FSA	2	73 %		18 %	9 %
		2013	PAM FSA	2	50 %		21 %	30 %

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
		2015	PAM FSA	2	54 %		22 %	24 %
		2015	PAM FSA	2	59 %		29 %	12 %
		2015	Gouvernement du Niger	3	50 %		25 %	25 %
		2016	Gouvernement du Niger	3	59 %		22 %	19 %
		2017	EVIAM	2	45 %		26 %	29 %
		2017	Gouvernement du Niger	3	42 %		29 %	29 %
	Score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)	2015	EVIAM	2	14 %		42 %	44 %
		2015	Gouvernement du Niger	3	34 %		42 %	24 %
		2016	Gouvernement du Niger	3	7 %		19 %	74 %
		2017	EVIAM	2	25 %		36 %	39 %
		2017	Gouvernement du Niger	3	16 %		30 %	54 %
Déficit de survie HEA	2013	FEWSNET	2	100 %		0 %		
PREUVES INDIRECTES	Nombre de repas par jour	2008	PAM	3	50 % > 3 repas/jour		42 % 2 repas	8 % 1 repas/jour
		2013	PAM	1	4 % > 3 repas/jour		39 % 2 repas	17 % 1 repas/jour
		2015	PAM	3	59 % > 3 repas/jour		34 % 2 repas	7 % 1 repas/jour
		2016	PAM	3	36 % > 3 repas/jour		51 % 2 repas	13 % 1 repas/jour
Conclusion					65-75 %	10-20 %	10-20 %	

Remarque : Le surlignage indique une année exceptionnelle.

Nutrition

L'équipe d'analystes a examiné les données des preuves directes disponibles sur le retard de croissance provenant de l'EDS de 2012 et de l'INS de 2013 et de 2015. Signalons l'absence de preuves indirectes. La faible prévalence de la malnutrition chronique demeure un risque pour la santé, la croissance et le développement des enfants. Les données font apparaître des taux de retard de croissance modéré et sévère atteignant respectivement 30 % et 12 % (INS 2015). Les preuves sur l'état nutritionnel se rapportant à cet indicateur suggèrent la répartition suivante des ménages pour chaque niveau d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 71 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le sud-est de la région de Tahoua

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Retard de croissance chez les enfants (6-59 mois)	2012	EDS	1	61 %		23 %	16 %
		2013	INS	2	55 %		28 %	17 %
		2015	INS	2	58 %		30 %	12 %
Conclusion					50-60 %	25-30 %	15-20 %	

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la malnutrition chronique continue d'être un problème pour certains ménages dans le sud-est de la région de Tahoua, d'après les taux de retard de croissance. Près de la moitié de la population n'a pas accès à l'eau potable et seul un quart des ménages bénéficie d'un assainissement amélioré.

Conclusions générales

Les ménages dépendent de l'agriculture et des petites entreprises. La prévalence de la malnutrition chez les enfants âgés de moins de cinq ans est faible. Le score de consommation alimentaire semble avoir empiré depuis 2008. L'accès à un assainissement amélioré est insuffisant, et seule la moitié des ménages bénéficie de l'eau potable. À partir des informations se rapportant aux trois indicateurs de la sécurité alimentaire décrits ci-dessus, le recoupement des données concernant ces éléments indique que le pourcentage suivant de la population est confronté à divers niveaux d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 72 : Recoupement final des données pour le sud-est de la région de Tahoua

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Facteurs déterminants/sous-jacents	55 %	25 %	15 %	5 %
Consommation alimentaire – Qualité	45 %	40 %	15 %	
Produits alimentaires consommés – Quantité	65-75 %		10-20 %	10-20 %
Nutrition	50-60 %		25-30 %	15-20 %
Recoupement général des données	40 %	30 %	20 %	10 %
Population concernée	655 417	491 562	327 708	163 854

Facteurs sous-jacents et limitatifs

Un certain nombre de facteurs sous-jacents et limitatifs remettent en cause la capacité des ménages vulnérables du sud-est de la région de Tahoua à améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire, notamment :

- les revenus étant faibles, nombreux sont ceux qui dépendent de moyens d'existence plus précaires, dont le travail agricole et la vente de bois de chauffage ;
- seuls 11 % des enfants âgés de 6 à 15 ans vont à l'école, contre une moyenne nationale de 30 % ;
- l'accès à un assainissement amélioré est très limité.

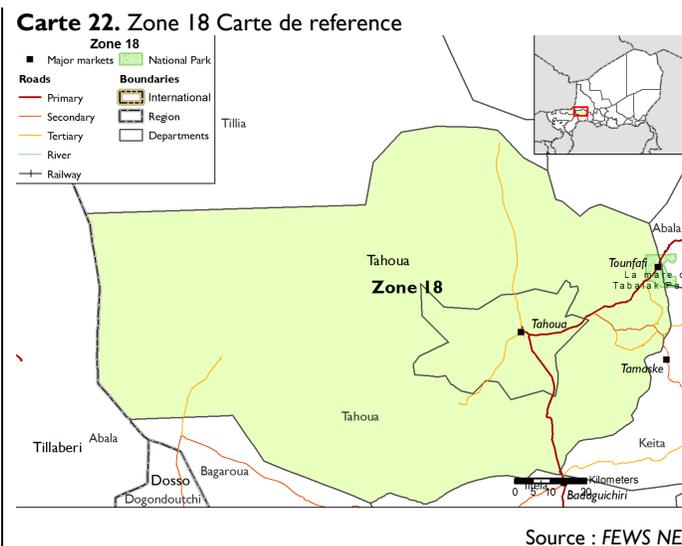
Principales conclusions et explications

Après recoupement des informations tirées des données disponibles et des facteurs sous-jacents analysés, le sud-est de la région de Tahoua est classé en insécurité alimentaire chronique modérée (niveau 3 de l'IPC). Ces résultats indiquent que 29 % des ménages sont confrontés à un déficit saisonnier durant deux à quatre mois de l'année, ne disposent pas d'un régime alimentaire de qualité régulier et ont probablement des enfants atteints d'un retard de croissance modéré. Ils dépendent de la production agricole et des petites entreprises, qui sont leurs moyens d'existence principaux, mais la production importante d'oignons « Violet de Galmi » est une source significative de revenus dans la région.

18 : Centre de la région de Tahoua - Zone à prédominance agropastorale

Départements : Tahoua

Le centre de la région de Tahoua comprend l'ensemble du département de Tahoua et se situe dans la ceinture agropastorale (NE-04). Cette région principalement agropastorale reçoit de 300 à 400 mm de précipitations annuelles, avec une variation de 20 % d'une année à l'autre. Elle compte 717 259 habitants (INS, 2012). Ces dernières décennies, on observe plusieurs changements substantiels concernant la viabilité des cultures et l'épuisement des pâturages à la suite de sécheresses récurrentes. De nombreux bergers ayant perdu du bétail en raison d'une succession ininterrompue d'épisodes de sécheresse se sont tournés vers l'agriculture. Cependant, l'effet cumulé des sécheresses continues contraint certains ménages à migrer vers le sud, au Nigéria, et vers d'autres pays voisins d'Afrique occidentale. Paradoxalement, les années où la pluviométrie est normale, la production agricole peut surpasser celle des zones australes.



L'agriculture est devenue le principal moyen d'existence dans la région de Tahoua et les cultures prédominantes sont, entre autres, le mil, le sorgho et le niébé. Des légumes tels que les oignons, les tomates, les choux, les poivrons et le niébé sont également cultivés dans la vallée de Toro. La plupart des ménages élèvent des animaux, comme les moutons, les chèvres, les volailles et les bovins.

La saison des pluies s'étend de juillet à septembre et la période des semis commence en juin. Les récoltes ont généralement lieu de septembre à novembre. Lorsque leurs stocks sont épuisés en mai ou juin, la plupart des ménages doivent acheter des céréales au marché. La demande de main-d'œuvre atteint son point culminant en octobre et en novembre pendant la période de récolte. De nombreux habitants migrent pendant la saison sèche pour travailler dans d'autres zones. La vente de bétail est particulièrement courante pendant la période de soudure.

Les ménages pauvres et très pauvres représentent respectivement 32 % et 18 % de la population. Les occupants des ménages les plus démunis cultivent entre 1 et 2 hectares de terres, élèvent de petits ruminants et travaillent comme main-d'œuvre agricole. Ils consomment leur propre production mais s'approvisionnent également au marché et sont donc vulnérables à la hausse des prix. Les précipitations irrégulières, les sécheresses ainsi que les maladies animales et des cultures sont les principaux chocs pouvant affecter les ménages dans le centre de la région de Tahoua.

Paramètres de sécurité alimentaire dans le centre de la région de Tahoua

Qualité de la consommation alimentaire

L'équipe d'analystes a examiné diverses informations disponibles sur les résultats et les facteurs déterminants relatifs à la qualité de la consommation alimentaire, notamment le *ratio de dépenses en féculents (SSEX)* établi par la Banque mondiale en 2014. Des preuves indirectes se rapportant à la diversité du régime alimentaire chez les enfants de 6 à 24 mois ont été tirées des rapports EVIAM 2013 et 2015.

L'élément de preuve le plus solide concernant la qualité de la consommation alimentaire était le ratio de dépenses en féculents de la Banque mondiale, qui indiquait que 63 % des ménages consacrent moins de 30 % de leurs dépenses alimentaires totales aux féculents (niveau 1), 32 % de 30 à 50 % (niveau 2) et seulement 5 % plus de 50 % (niveaux 3 et 4). Les preuves indirectes portant sur la diversité du régime alimentaire des enfants présentent des résultats légèrement différents, selon lesquels le nombre d'enfants ayant une alimentation moins variée a augmenté, leur proportion passant de 59 % en 2013 à 82 % en 2015. Néanmoins, les preuves indirectes ont perdu en fiabilité puisque cet indicateur ne concernait qu'une petite partie de la population et que les données recueillies portaient sur l'ensemble de la région de Tahoua et non exclusivement sur le département éponyme. Dans l'ensemble, l'analyse a montré que, en ce qui concerne la qualité de la consommation alimentaire, 50 % des ménages se situaient au niveau 1, 30 % au niveau 2 et 20 % aux niveaux 3 et 4. Les

preuves directes tirées des facteurs sous-jacents/déterminants indiquent qu'environ 70 à 80 % des ménages dépensent plus de 70 % de leur revenu en produits alimentaires et que 10 à 20 % disposent de sources de revenu moins résilientes et travaillent, entre autres, comme ouvriers. Les principaux revenus sont générés par la production agricole et le petit commerce.

Tableau 73 : Principaux indicateurs pour la qualité de l'alimentation dans le centre de Tahoua

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Ratio de dépenses en féculents	2014	Banque mondiale	2	63 %	32 %	5 %	
PREUVES INDIRECTES	Diversité du régime alimentaire des enfants (6 à 24 mois)	2013	EVIAM	1	41 %	59 %		
		2015	EVIAM	1	18 %	82 %		
Conclusion					50 %	30 %	20 %	

Quantité de produits alimentaires consommés

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs relatifs aux données sur la quantité d'aliments consommés dans le centre de Tahoua provenant de différentes preuves directes recueillies entre 2008 et 2017. Parmi les preuves indirectes importantes figuraient le *score de consommation alimentaire (FCS)*, le *score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)* et le *déficit de survie HEA* recueillis par le PAM, le gouvernement du Niger et FEWS NET entre 2008 et 2017. Parmi les preuves indirectes figuraient des informations concernant le nombre de repas consommés par jour et le nombre de mois de stocks de produits alimentaires, établies par le PAM.

Des preuves directes et fiables tirées des données du score de consommation alimentaire (2008 à 2017) indiquent que 15 à 25 % des ménages font face à un déficit alimentaire quantitatif équivalent à l'insécurité alimentaire sévère chronique (niveau 4). Cette ampleur de l'insécurité alimentaire de niveau 4 correspond aux niveaux suggérés par des données directes fiables tirées du déficit de survie HEA et des preuves indirectes se rapportant au nombre de repas pris chaque jour, selon lesquelles la majorité de la population consomme au moins deux repas par jour et possède au moins deux mois de stocks de produits alimentaires. Cependant, près de la moitié des ménages ont une mauvaise diversité alimentaire, qui correspond au niveau 4, et un score HDDS les plaçant dans le groupe du niveau 4 ou dans des groupes inférieurs. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 10 % des ménages du centre de Tahoua ont été classés en niveau 4 pour la consommation alimentaire (quantité).

Des preuves directes similaires et fiables ont été utilisées pour estimer la proportion de ménages appartenant au niveau 3. Les scores de consommation alimentaire recueillis par le gouvernement du Niger et le PAM indiquent que de 20 à 30 % des ménages appartiennent au niveau 3, et le HDDS indique 30 à 40 % de niveau 3, tandis que le déficit de survie HEA montre qu'aucun ménage ne figure dans cette catégorie. Des preuves indirectes ayant trait au nombre de repas consommé par jour étaient quelque peu plus élevées, et comprises entre 34 et 54 % au cours d'une période de huit ans (2008 à 2016). À partir d'une évaluation de ces différentes données, 20 % des ménages du centre de Tahoua ont été classés en niveau 3 pour la consommation alimentaire (quantité). Les 70 % de ménages restants ont été classés au niveau 1 ou 2.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la majorité des revenus de cette zone proviennent de la production agricole et les petites entreprises. Quelque 10 à 20 % des ménages, souvent les plus pauvres, ont recours à des moyens d'existence précaires comme le travail saisonnier et la vente de bois de chauffage. Bien que les agriculteurs disposent d'un accès suffisant à des terres, les précipitations sont faibles et la zone est régulièrement touchée par les sécheresses. Une année de bonnes récoltes peut aisément être suivie d'une année de forte sécheresse. Néanmoins, les ménages diversifient leurs revenus grâce à plusieurs activités. Des preuves indirectes révèlent que près d'un tiers des ménages possède moins d'un mois de stocks de produits alimentaires et que 70 à 80 % des ménages consacrent plus de 70 % de leurs revenus à l'alimentation. Les ménages sont exposés aux risques de sécheresse, de maladies animales et de maladies des cultures.

Tableau 74 : Principaux indicateurs de la quantité de produits alimentaires consommés dans le centre de Tahoua

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Score de consommation alimentaire (FCS)	2008	PAM FSA	2	96 %	3 %	1 %	
		2010	PAM FSA	1	59 %	16 %	25 %	
		2011	PAM FSA	2	67 %	19 %	14 %	
		2013	PAM FSA	2	47 %	25 %	29 %	
		2015	PAM FSA	2	39 %	30 %	31 %	
		2015	PAM FSA	2	50 %	15 %	35 %	
		2015	Gouvernement du Niger	3	55 %	23 %	22 %	
		2016	Gouvernement du Niger	3	61 %	20 %	20 %	
		2017	EVIAM	2	48 %	8 %	44 %	
		2017	Gouvernement du Niger	3	53 %	14 %	33 %	
	Score de diversité alimentaire des ménages	2014	EVIAM	2	35 %	37 %	29 %	
		2015	EVIAM	2	9 %	26 %	65 %	
		2015	Gouvernement du Niger	3	26 %	31 %	43 %	
		2016	Gouvernement du Niger	3	17 %	38 %	45 %	
2017		EVIAM	2	21 %	19 %	60 %		
2017		Gouvernement du Niger	3	17 %	36 %	47 %		
Déficit de survie HEA	2013	FEWSNET	2	100 %	0 %			
PREUVES INDIRECTES	Nombre de repas par jour	2008	PAM	2	54 % > 3 repas/jour	54 % 2 repas	3 % 1 repas/jour	
		2013	PAM	1	38 % > 3 repas/jour	49 % 2 repas	13 % 1 repas/jour	
		2015	PAM	3	61 % > 3 repas/jour	34 % 2 repas	4 % 1 repas/jour	
		2016	PAM	3	38 % > 3 repas/jour	35 % 2 repas	27 % 1 repas/jour	
	Mois de stocks de produits alimentaires	2013	EVIAM	1	22 % > 3 mois de stocks	40 % entre 1 et 2 mois de stocks	38 % < 1 mois	
Conclusion					70 %	20 %	10 %	

Remarque : le surlignage indique une année exceptionnelle.

Nutrition

L'équipe d'analystes a examiné les données des preuves directes disponibles sur le retard de croissance provenant de l'INS de 2013. Il n'a pas été possible d'obtenir de preuves indirectes. La faible prévalence de la malnutrition chronique demeure un risque pour la santé, la croissance et le développement des enfants dans le centre de Tahoua. Des données fiables font apparaître des taux de retard de croissance modéré et sévère atteignant respectivement 17 % et 9 % (INS 2013). Les preuves sur l'état nutritionnel provenant de cet indicateur suggèrent la répartition suivante des ménages pour chaque niveau d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 75 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le centre de Tahoua

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Retard de croissance chez les enfants (6 à 59 mois)	2012	EDS	1	61 %		23 %	16 %
		2013	INS	2	74 %		17 %	9 %
Conclusion					60 à 70 %		15 à 25 %	10 à 20 %

Remarque : le surlignage indique une année exceptionnelle.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la malnutrition chronique continue d'être un problème pour certains ménages dans le centre de Tahoua, d'après les taux de retard de croissance. Près de la moitié de la population n'a pas accès à l'eau potable et seuls 7 % des ménages bénéficient d'un assainissement amélioré.

Conclusions générales

Dans le centre de Tahoua, les ménages dépendent de l'agriculture et du petit commerce. La prévalence de la malnutrition chez les enfants âgés de moins de cinq ans est faible. Le score de consommation alimentaire s'est considérablement détérioré depuis 2008. L'accès à un assainissement amélioré est insuffisant, et seule la moitié des ménages bénéficie de l'eau potable. À partir des informations se rapportant aux trois causes affectant la sécurité alimentaire décrites ci-dessus, le recouplement des données provenant de ces éléments indique que le pourcentage suivant de la population est confronté à des niveaux variables d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 76 : Recouplement final des données pour le centre de Tahoua

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Facteurs déterminants/sous-jacents	55 %	25 %	15 %	5 %
Consommation alimentaire – Qualité	50 %	30 %	20 %	
Produits alimentaires consommés - Quantité	70 %		20 %	10 %
Nutrition	60 à 70 %		15 à 25 %	10 à 20 %
Recouplement général des données	40 %	30 %	20 %	10 %
Population concernée	286 903	215 177	143 451	71 725

Facteurs sous-jacents et limitatifs

Un certain nombre de facteurs sous-jacents et limitatifs remettent en cause la capacité des ménages vulnérables du centre de Tahoua à améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire, notamment :

- la zone est régulièrement touchée par la sécheresse et bénéficie de précipitations irrégulières qui compromettent les récoltes et les revenus ;
- seuls 11 % des enfants âgés de 6 à 15 ans vont à l'école, contre une moyenne nationale de 30 % ;
- l'accès à l'assainissement amélioré est très limité.

Principales conclusions et explications

Après recouplement des données disponibles et des facteurs sous-jacents analysés, le centre de Tahoua est classé en insécurité alimentaire chronique modérée (niveau 3 de l'IPC). Ces résultats indiquent que 29 % des ménages sont confrontés à un déficit saisonnier durant deux à quatre mois de l'année, ne disposent pas d'un régime alimentaire de qualité régulier et ont probablement des enfants atteints d'un retard de croissance modéré. La population dépend de la production agricole et du petit commerce comme principaux moyens d'existence. Toutefois, les précipitations de plus en plus irrégulières et l'augmentation du nombre de sécheresses forcent de nombreux habitants à abandonner la région pour se tourner vers des zones plus productives dans le sud ou vers d'autres régions d'Afrique de l'Ouest.

la qualité des produits alimentaires consommés, 16 % des ménages appartenait au niveau 1, et les 84 % restants aux niveaux 2, 3 et 4.

Certaines preuves indirectes étaient disponibles en ce qui concerne la diversité alimentaire chez les enfants, le régime alimentaire minimum acceptable et les facteurs sous-jacents/déterminants se rapportant aux stratégies de subsistance, le pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté et le pourcentage des dépenses en espèces consacrées à l'alimentation. Ces preuves font apparaître que très peu d'enfants ont un régime alimentaire diversifié, mais près de la moitié d'entre eux reçoit un régime alimentaire minimum acceptable. Cependant, ces données ont été considérées comme peu fiables, puisqu'elles ont été recueillies au cours d'une année exceptionnelle (2012) et concernent l'intégralité de la région de Tillabéri. Il n'existe aucune information distincte spécifique à Abala, Ayorou et Banibangou. Les facteurs sous-jacents ont révélé que 75 à 85 % des ménages consacrent au moins 70 % de leurs revenus à l'alimentation, et que plus de 90 % se situent en dessous du seuil de pauvreté national de 1,90 dollar par jour. Une enquête menée à bien dans le département a montré que les ménages y diversifient leurs revenus en se concentrant sur la production agricole, le petit commerce et l'élevage, mais que 10 à 20 % dépendent de moyens d'existence précaires comme le travail saisonnier, la vente de bois de chauffage et la mendicité. Malgré ces informations et les autres données relatives aux facteurs déterminants, le manque de preuves directes fiables sur la qualité de la consommation alimentaire n'a pas permis à l'équipe d'analystes d'atteindre le seuil de confiance minimal requis pour classer cet indicateur.

Tableau 77 : Principaux indicateurs de la qualité des produits alimentaires consommés dans le nord de Tillabéri

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Ratio de dépenses en féculents	2014	Banque mondiale	2	63 %	32 %	5 %	
PREUVES INDIRECTES	Diversité du régime alimentaire des enfants (6 à 24 mois)	2012	EDS	1	8 %	92 %		
	Régime alimentaire minimum acceptable	2012	EDS	1	51 %	49 %		
Conclusion					16 %	84 %		

Quantité de produits alimentaires consommés

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs se rapportant à la quantité de produits alimentaires consommés dans le nord de Tillabéri en s'appuyant sur des preuves directes comme le *score de consommation alimentaire* (FCS) et le *score de diversité alimentaire des ménages* (HDDS) et des preuves indirectes basées sur la diversité alimentaire des ménages. Le FCS découlait des indicateurs établis par le gouvernement du Niger et le PAM entre 2014 et 2017, et le HDDS avait été recueilli par le gouvernement du Niger entre 2015 et 2017. Parmi les preuves indirectes figuraient des informations concernant le nombre de repas consommés par jour et l'indice de stratégie d'adaptation réduit. Des preuves collectives indiquent que 20 à 30 % des ménages font face à un déficit alimentaire quantitatif équivalent à l'insécurité alimentaire sévère chronique (niveau 4). Ni les scores de consommation alimentaire ni la diversité alimentaire ne semblent n'avoir connu d'amélioration entre 2014 et 2017, mais cette tendance peut être imputée à la fermeture de la frontière et aux mesures de sécurité restrictives prises à la suite de l'insurrection de l'État islamique au Mali.

Des preuves directes similaires ont été utilisées pour estimer la proportion de ménages appartenant au niveau 3. Les scores de consommation alimentaire indiquent que de 20 à 30 % des ménages appartiennent au niveau 3, un chiffre stable entre 2014 et 2017. Des données relatives au score de diversité alimentaire des ménages ont été recueillies et montrent qu'un total de 30 à 40 % des ménages avaient un score compris entre 5 et 7. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 25 à 35 % des ménages du nord de Tillabéri ont été classés en niveau 3 pour la consommation alimentaire (quantité). Les 40 à 50 % de ménages restants ont été classés au niveau 1 ou 2.

Tableau 78 : Principaux indicateurs de la quantité de produits alimentaires consommés dans le nord de Tillabéri

Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	
PREUVES DIRECTES	Score de consommation alimentaire (FCS)	2014	PAM FSA	2	54 %	18 %	29 %	
		2015	PAM	1	45 %	30 %	25 %	
		2015	Gouvernement du Niger	1	22 %	9 %	69 %	
		2016	Gouvernement du Niger	1	56 %	24 %	19 %	
		2017	EVIAM	2	55 %	20 %	25 %	
		2017	Gouvernement du Niger	1	49 %	19 %	33 %	
	Score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)	2015	EVIAM	2	17 %	40 %	43 %	
		2015	Gouvernement du Niger	2	9 %	24 %	66 %	
		2016	Gouvernement du Niger	2	19 %	45 %	36 %	
		2017	EVIAM	2	29 %	46 %	34 %	
		2017	Gouvernement du Niger	2	10 %	30 %	60 %	
Déficit de survie HEA	2016	FEWS NET	2	100 %			0 %	
PREUVES INDIRECTES	Nombre de repas par jour	2008	PAM	2	46 % > 3 repas/jour		54 % 2 repas	17 % 1 repas/jour
		2013	PAM	2	53 % > 3 repas/jour		47 % 2 repas	9 % 1 repas/jour
	Indice de stratégie d'adaptation réduit (rCSI)	2015	PAM	2	45 % (rCSI < 5)	43 % (rCSI 5 à 20)	12 % (rCSI > 20)	
		2016	PAM	2	63 % (rCSI < 5)	32 % (rCSI 5 à 20)	6 % (rCSI > 20)	
	Indice de stratégie d'adaptation	2014	PAM	2				16 %
Conclusion				40 à 50 %		25 à 35 %	20 à 30 %	

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la majorité des ménages dépendent de la production agricole, de l'élevage et du petit commerce. Une minorité de ménages a recours à des moyens d'existence précaires comme le travail saisonnier et la vente de bois de chauffage. Il est impossible de déterminer avec précision la mesure dans laquelle la zone dépend du commerce transfrontalier avec le Mali ou a été affectée par l'insécurité.

Nutrition

Pour les données nutritionnelles du nord de Tillabéri, l'équipe d'analystes ne disposait que d'un seul indicateur pertinent tiré des données sur le retard de croissance de l'étude SMART 2010, de l'EDS 2012 et de l'EDSN 2017. Aucune preuve indirecte liée à la nutrition n'a pu être trouvée. Les données sur le retard de croissance ont été jugées peu fiables, car elles ont été recueillies au cours d'une année exceptionnelle et s'appliquent à l'ensemble du département ; il est donc peu probable qu'elles donnent une idée de la situation dans le nord de Tillabéri. Cependant, ces seules données révèlent une prévalence faible de retard de croissance chez les enfants âgés de 6 à 59 mois.

Tableau 79 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le nord de Tillabéri

Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Retard de croissance chez les enfants (6 à 59 mois)	2012	EDS	1	46 %	38 %	16 %
		2010	SMART	1	50 %	37 %	13 %
		2017	EDSN	1	51 %	36 %	13 %
Conclusion				45 à 55 %	30 à 40 %	10 à 20 %	

Remarque : le surlignage indique une année exceptionnelle.

Les conclusions tirées des facteurs déterminants indiquent que plus de la moitié des ménages a accès à une source d'eau améliorée et peut bénéficier d'au moins 15 litres par jour.

Conclusions générales

Un certain nombre de facteurs sous-jacents et limitatifs remettent en cause la capacité des ménages vulnérables du nord de Tillabéri à améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire, notamment :

- la zone reçoit très peu de précipitations et les schémas climatiques en changement conduisent à une réduction des pâturages ;
- certaines parties de la zone, situées à la frontière du Mali, montrent une instabilité due au terrorisme, en particulier l'attaque de 2017 ciblant les troupes américaines et nigériennes ;
- les ménages consacrent la majorité de leurs revenus à l'alimentation.

*Principales conclusions et explications***Tableau 80** : Recoupement final des données pour le nord de Tillabéri

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Facteurs déterminants/sous-jacents	20 %	25 %	15 %	40 %
Consommation alimentaire – Qualité	16 %	84 %		
Produits alimentaires consommés - Quantité	40 à 50 %		25 à 35 %	20 à 30 %
Nutrition	45 à 55 %		30 à 40 %	10 à 20 %
Recoupement général des données	20 à 30 %	35 à 45 %	15 à 25 %	10 à 20 %
Population concernée	83 464	133 542	66 771	50 078

Principales conclusions et explications

Après recoupement des données disponibles et des facteurs sous-jacents analysés, le nord de Tillabéri est classé en insécurité alimentaire chronique modérée (niveau 3 de l'IPC). Ces résultats indiquent que 34 % des ménages sont confrontés à un déficit saisonnier durant deux à quatre mois de l'année, ne disposent pas d'un régime alimentaire de qualité régulier et ont probablement des enfants atteints d'un retard de croissance modéré. Cette population dépend de l'élevage, mais la pluviométrie de plus en plus faible et les sécheresses récurrentes conduisent à la disparition des pâturages. Les attaques transfrontalières récentes des terroristes liés à l'État islamique et des bandits maliens contribuent à l'insécurité générale de la zone.

20 : Centre de Tillabéri - Zone à prédominance agropastorale

Départements : Bankilare, Filingué, Ouallam, Téra, Tillabéri

Le centre de Tillabéri se trouve à la frontière du Mali et abrite les départements de Bankilare, Filingué, Ouallam, Téra et Tillabéri dans la ceinture d'agropastoralisme (NE-04). Compte tenu de sa proximité avec Niamey, cette zone est plus densément peuplée et compte 1 595 944 habitants dans les cinq départements (INS, 2012). Cette zone agro-écologique abrite des activités agropastorales et bénéficie d'une pluviométrie annuelle de 300 à 400 mm, ce chiffre pouvant varier de 20 % chaque année.

La saison des pluies s'étend de juillet à septembre et le semis commence en juin. Les récoltes ont généralement lieu de fin septembre au mois de novembre. La demande de main-d'œuvre atteint son pic en octobre et en novembre pendant la période de récolte. Un grand nombre de personnes migrent au cours de la période de soudure pour trouver du travail dans d'autres régions du Niger ou dans des pays voisins. Les ventes d'animaux atteignent leur point culminant aux mois d'octobre et de novembre, lorsque les animaux sont au plus fort de leurs poids, et durant les fêtes religieuses.

Les ménages pauvres et très pauvres représentent respectivement 30 % et 19 % de la population. Les ménages les plus démunis cultivent entre 1 et 2 hectares de terres, élèvent de petits ruminants et travaillent comme main-d'œuvre agricole. Les ménages les plus pauvres consomment leur propre production, mais achètent aussi du mil sur le marché et font du troc avec leurs voisins. Les précipitations irrégulières, les sécheresses, les inondations, les maladies animales et les maladies des cultures sont les principaux chocs pouvant affecter les ménages dans le centre de Tillabéri.

Outre les chocs mentionnés ci-dessus, cette zone a fait l'objet d'un terrorisme transfrontalier important au cours des dernières années. L'attaque meurtrière visant les soldats américains et nigériens, par des militants armés de l'État islamique dans le Grand Sahara, a eu lieu en octobre 2017 dans le département d'Ouallam, à la proximité de la frontière malienne. En raison du terrorisme et des attaques de bandits, la zone reste instable.

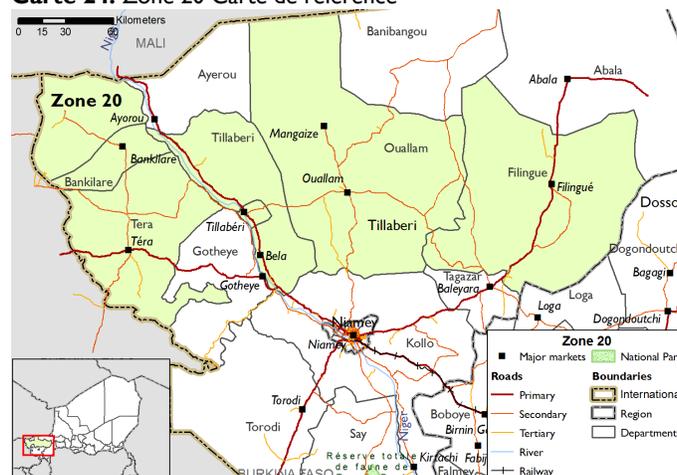
Paramètres de sécurité alimentaire dans le centre de Tillabéri

Qualité de la consommation alimentaire

L'équipe d'analystes a examiné diverses informations disponibles sur les résultats et les facteurs déterminants relatifs à la qualité de la consommation alimentaire, notamment le *ratio de dépenses en féculents (SSEXR)* recueilli par la Banque mondiale en 2014 et l'indicateur de diversité alimentaire minimale chez les enfants établi par le gouvernement du Niger en 2015. Des preuves indirectes se rapportant à la diversité alimentaire chez les enfants de 6 à 24 mois ont été tirées des rapports EVIAM 2013 et 2015.

L'élément de preuve le plus solide concernant la qualité des produits alimentaires consommés était le ratio de dépenses en féculents de la Banque mondiale, qui indiquait que 28 % des ménages consacrent moins de 30 % de leurs dépenses alimentaires totales aux féculents (niveau 1), 54 % contribuent de 30 à 50 % (niveau 2) et 18 % dépensent plus de 50 % (niveaux 3 et 4). Des preuves indirectes ayant trait aux données relatives au régime alimentaire minimum acceptable pour les enfants montraient une situation en légère amélioration, d'après les conclusions. Néanmoins, ces preuves indirectes ont perdu en fiabilité, car cet indicateur ne concernait qu'une petite partie de la population et les données recueillies portaient sur la totalité de la région de Tillabéri et non exclusivement sur le centre de Tillabéri. Dans l'ensemble, l'analyse a montré que, en ce qui concerne la qualité des produits alimentaires consommés, 30 % des ménages se situaient au niveau 1, 50 % au niveau 2 et 20 % aux niveaux 3 et 4. Les preuves directes tirées des facteurs sous-jacents/déterminants indiquent qu'environ 75 à 85 % des ménages dépensent plus de 70 % de leur revenu en produits alimentaires et que de 15 à 25 % disposent de

Carte 24. Zone 20 Carte de référence



Source : FEWS NET

sources de revenu moins résilientes, comme le travail saisonnier et la vente de bois de chauffage. Les principaux revenus sont générés par la production agricole, le petit commerce et l'élevage.

Tableau 81 : Principaux indicateurs pour la qualité de l'alimentation dans le centre de Tillabéri

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Ratio de dépenses en féculents	2014	Banque mondiale	2	28 %	54 %	18 %	
	Diversité alimentaire minimale chez les enfants	2015	Gouvernement du Niger	2	11 %	89 %		
PREUVES INDIRECTES	Régime alimentaire minimum acceptable (6 à 24 mois)	2012	EDS	1	51 %	49 %		
Conclusion					30 %	50 %	20 %	

Remarque : le surlignage indique une année exceptionnelle.

Quantité de produits alimentaires consommés

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs se rapportant aux données sur la quantité d'aliments consommés dans le centre de Tillabéri tirés des différentes preuves directes recueillies entre 2008 et 2017. Parmi les preuves indirectes figuraient le *score de consommation alimentaire (FCS)*, le *score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)* et le *déficit de survie HEA* recueillis par le gouvernement du Niger, le PAM et FEWS NET entre 2008 et 2017. Parmi les preuves indirectes figuraient des informations concernant le nombre de repas consommés par jour établies par le PAM.

Des preuves directes et fiables tirées des données du score de consommation alimentaire (2008 à 2017) indiquent que 20 à 30 % des ménages font face à un déficit alimentaire quantitatif équivalent à l'insécurité alimentaire sévère chronique (niveau 4). Cette ampleur de l'insécurité alimentaire de niveau 4 ne correspond pas aux niveaux suggérés par des données directes fiables tirées du déficit de survie HEA et des preuves indirectes se rapportant au nombre de repas pris chaque jour, selon lesquelles moins de 10 % des ménages consomment uniquement un repas par jour. Ce chiffre correspond aux données fiables relatives au HDDS, établies à partir de 2015. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 15 à 25 % des ménages du centre de Tillabéri ont été classés en niveau 4 pour la consommation alimentaire (quantité).

Des preuves directes similaires et fiables ont été utilisées pour estimer la proportion de ménages appartenant au niveau 3. Les scores de consommation alimentaire recueillis par le gouvernement du Niger et le PAM indiquent que de 20 à 30 % des ménages appartiennent au niveau 3, tandis que le déficit de survie HEA montre qu'aucun ménage ne figure dans cette catégorie. Des preuves indirectes ayant trait au nombre de repas consommés par jour étaient quelque peu plus élevées, et comprises entre 31 et 65 % au cours d'une période de huit ans (2008 à 2016). À partir d'une évaluation de ces différentes données, 25 à 35 % des ménages du centre de Tillabéri ont été classés en niveau 3 pour la consommation alimentaire (quantité). Les 45 à 55 % de ménages restants ont été classés au niveau 1 ou 2.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la majorité des revenus de cette zone proviennent de la production agricole, du petit commerce et de l'élevage. Quelque 20 à 30 % des ménages, souvent les plus pauvres, ont recours à des moyens d'existence précaires comme le travail saisonnier, la vente de bois de chauffage ou l'artisanat. Bien que les agriculteurs disposent d'un accès suffisant à des terres, les précipitations sont faibles et la zone est régulièrement touchée par les sécheresses. Des preuves indirectes révèlent que moins de 10 % des ménages sont obligés de vendre leurs biens au cours de la période de soudure, et que 75 à 85 % des ménages consacrent plus de 70 % de leurs revenus à l'alimentation. Les ménages sont exposés aux risques de sécheresse, d'insécurité, de maladies affectant les animaux et les cultures.

Tableau 82 : Principaux indicateurs pour la quantité de l'alimentation dans le centre de Tillabéri

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Score de consommation alimentaire (FCS)	2008	PAM FSA	2	73 %		17 %	10 %
		2010	PAM FSA	1	32 %		21 %	47 %
		2011	PAM FSA	2	52 %		29 %	19 %
		2013	PAM FSA	2	52 %		26 %	22 %
		2015	PAM FSA	2	47 %		22 %	31 %

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
		2015	PAM FSA	2	57 %		22 %	21 %
		2015	Gouvernement du Niger	1	34 %		17 %	49 %
		2016	Gouvernement du Niger	1	34 %		29 %	37 %
		2017	EVIAM	2	60 %		19 %	21 %
		2017	Gouvernement du Niger	1	9 %		11 %	81 %
	Score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)	2015	EVIAM	2	25 %		41 %	34 %
		2015	Gouvernement du Niger	1	15 %		33 %	52 %
		2016	Gouvernement du Niger	1	8 %		36 %	56 %
		2017	EVIAM	1	20 %		38 %	42 %
		2017	Gouvernement du Niger	1	3 %		7 %	90 %
Déficit de survie HEA	2013	FEWSNET	2	100 %		0 %		
PREUVES INDIRECTES	Nombre de repas par jour	2008	PAM	3	73 % > 3 repas/jour		54 % 2 repas	3 % 1 repas/jour
		2010	PAM	3	61 % > 3 repas/jour		31 % 2 repas	9 % 1 repas/jour
		2011	PAM	3	79 % > 3 repas/jour		21 % 2 repas	1 % 1 repas/jour
		2013	PAM	3	59 % > 3 repas/jour		41 % 2 repas	10 % 1 repas/jour
		2015	PAM	3	35 % > 3 repas/jour		65 % 2 repas	13 % 1 repas/jour
		2016	PAM	3	53 % > 3 mois de stocks		47 % entre 1 et 2 mois de stocks	8 % entre 1 et 2 mois de stocks
Conclusion					45 à 55 %	25 à 35 %	15 à 25 %	

Remarque : le surlignage indique une année exceptionnelle.

Nutrition

L'équipe d'analystes a examiné les données des preuves directes disponibles sur le retard de croissance provenant de l'enquête SMART 2010 et celles de l'EDS 2012 et de l'INS 2013 et de l'INS 2015. Il n'a pas été possible d'obtenir de preuves indirectes. La faible prévalence de la malnutrition chronique demeure un risque pour la santé, la croissance et le développement des enfants dans le centre de Tillabéri. Les données montrent une faible prévalence des taux de retard de croissance modéré et sévère, respectivement de 25 % et 15 % (SMART, 2010, EDS 2012 et INS 2013 et 2015).

Les preuves sur l'état nutritionnel provenant de cet indicateur suggèrent la répartition suivante des ménages pour chaque niveau d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 83 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le centre de Tillabéri

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Retard de croissance chez les enfants (6 à 59 mois)	2010	SMART	1	60 %		28 %	12 %
		2012	EDS	1	62 %		22 %	16 %
		2013	INS	2	61 %		28 %	11 %
		2015	INS	2	58 %		24 %	18 %
Conclusion					60 %	25 %	15 %	

Remarque : le surlignage indique une année exceptionnelle.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la malnutrition chronique continue d'être un problème pour certains ménages dans le centre de Tillabéri, selon les taux de retard de croissance. Près de la moitié de la population n'a pas accès à l'eau potable et moins de 25 % des ménages ont de bonnes pratiques d'hygiène.

Conclusions générales

Dans le centre de Tillabéri, les ménages dépendent de l'agriculture et du petit commerce. La malnutrition chez les enfants âgés de moins de cinq ans est rare, bien que ces données aient été recueillies pour l'intégralité du département il y a déjà six ans. Les scores de consommation alimentaire sont restés stables depuis 2013. L'accès à un assainissement amélioré est insuffisant, et seule la moitié des ménages bénéficie de l'eau potable. À partir des trois résultats se rapportant aux trois facteurs affectant la sécurité alimentaire décrits ci-dessus, le recoupement des données provenant de ces éléments indique que le pourcentage suivant de la population est confronté à divers niveaux d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 84 : Recoupement final des données pour le centre de Tillabéri

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Facteurs déterminants/sous-jacents	25 à 35 %	15 à 25 %	20 à 30 %	20 à 30 %
Consommation alimentaire – Qualité	30 %	50 %	20 %	
Produits alimentaires consommés - Quantité	45 à 55 %		25 à 35 %	15 à 25 %
Nutrition	60 %		25 %	15 %
Recoupement général des données	25 %	35 %	25 %	15 %
Population concernée	398 986	558 580	398 986	239 391

Facteurs sous-jacents et limitatifs

Un certain nombre de facteurs sous-jacents et limitatifs remettent en cause la capacité des ménages vulnérables du centre de Tillabéri à améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire, notamment :

- 85 % des enfants ne vont pas à l'école ;
- un grand nombre de ménages dépendent de moyens d'existence précaires pour survivre et 88 % de la population gagne moins de 1,90 dollar par jour ;
- les chocs comme la sécheresse, les précipitations irrégulières, les maladies animales, les ravageurs et maladies des cultures, et l'insécurité ont des incidences négatives sur la sécurité alimentaire et les revenus.

Principales conclusions et explications

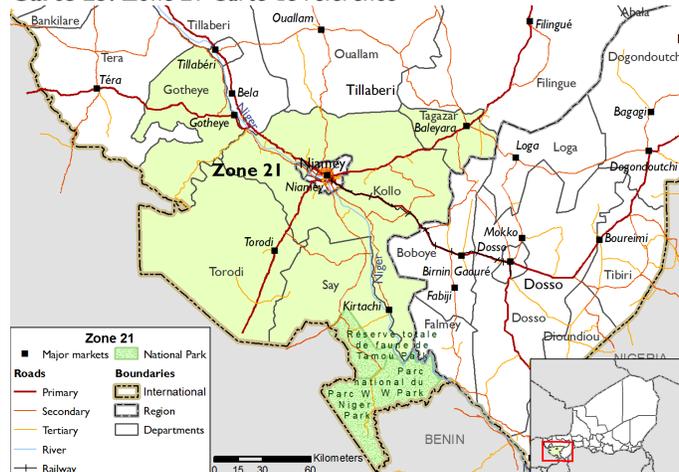
Après recoupement des données disponibles et des facteurs sous-jacents analysés, le centre de Tillabéri est classé en insécurité alimentaire chronique modérée (niveau 3 de l'IPC). Ces résultats indiquent que 39 % des ménages sont confrontés à un déficit saisonnier durant deux à quatre mois de l'année, ne peuvent pas suivre régulièrement d'un régime alimentaire de qualité et ont probablement des enfants atteints de retard de croissance modéré. Cette population dépend de la production agricole, du petit commerce et de l'élevage qui sont ses moyens d'existence principaux. Un nombre exceptionnellement élevé de ménages a recours à des moyens d'existence plus risqués, notamment le travail journalier, ce qui peut affecter la sécurité alimentaire. Les précipitations irrégulières, les sécheresses récurrentes, les maladies animales et des cultures et l'insécurité plus récente due au terrorisme transfrontalier exacerberont cette situation et pourront conduire de nombreux habitants à migrer vers Niamey ou vers d'autres régions du Niger, de l'Afrique de l'Ouest ou du monde.

21 : Sud-est de la région de Tillabéri - Zone à prédominance de cultures pluviales de mil et de sorgho

Départements : Torodi, Say, Kollo, Tagazar, Gotheye

Le sud de Tillabéri se trouve à la proximité de la frontière du Burkina Faso et est constitué des départements de Gotheye, Kollo, Say, Tagazar et Torodi. La zone se trouve dans la ceinture pluviale de mil et de sorgho (NE-05) et reçoit 400 à 600 mm de précipitations par an. Les départements abritent une population totale de 1 458 318 habitants (INS. 2012). Ces départements entourent Niamey. La majeure partie de leur production est destinée au marché urbain. Certains habitants vivent dans ces régions environnantes mais travaillent dans la capitale et font la navette. La région est une mosaïque de zones agro-écologiques. Le riz est cultivé à Kollo, Say et Gothèy, tandis que le mil, le sorgho, le niébé et les légumes proviennent des départements de Torodi et Tagazar. La plupart des ménages possèdent du bétail. D'autres, installés près du fleuve Niger, se tournent vers la pêche. La proximité de Niamey, du Bénin et du Burkina Faso en fait une région idéale pour le petit commerce et les opportunités de travail salarié.

Carte 25. Zone 21 Carte de référence



Source : FEWS NET

La saison des pluies s'étend de mai à septembre et le semis commence en mars. Les récoltes ont lieu au mois de septembre. La demande de main-d'œuvre atteint son pic en octobre et en novembre pendant la période de récolte. Dans certaines régions, il est possible de procéder à deux récoltes de riz compte tenu de la disponibilité de l'eau. Les ménages dépendent du marché pour acheter leurs céréales en plein milieu de la période de soudure, entre avril et août. La demande de main-d'œuvre est régulière tout au long de l'année, mais atteint son pic au cours des périodes de semis et de récolte.

Les ménages pauvres et très pauvres représentent respectivement 28 % et 26 % de la population. Les ménages les plus démunis cultivent entre 1 et 2 hectares de terres, élèvent de petits ruminants et travaillent comme main-d'œuvre agricole ou ramassent et vendent du bois de chauffage et de la paille pour les animaux. Les ménages les plus pauvres consomment leur propre production, mais achètent également sur le marché. Certains reçoivent de l'aide alimentaire de la part des organismes humanitaires. La plupart des ménages de la zone migrent au cours de la période de soudure pour travailler à Niamey ou dans les pays voisins comme le Nigéria, le Bénin, le Ghana et la Côte d'Ivoire. Les précipitations irrégulières, les sécheresses, les inondations, les maladies animales et des cultures sont les principaux chocs pouvant affecter les ménages dans le sud de Tillabéri.

Paramètres de sécurité alimentaire dans le sud de Tillabéri

Qualité de la consommation alimentaire

L'équipe d'analystes a examiné diverses informations disponibles sur les résultats et les facteurs déterminants relatifs à la qualité de la consommation alimentaire, notamment l'indicateur de diversité alimentaire minimale chez les enfants, le ratio de dépenses en féculents (SSEX) recueillis par le gouvernement du Niger, l'EDS et la Banque mondiale en 2012, 2014 et 2015. Des preuves indirectes se rapportant à la diversité alimentaire chez les enfants de 6 à 24 mois ont été tirées du rapport EVIAM 2015.

L'élément de preuve le plus solide concernant la qualité des produits alimentaires consommés était le ratio de dépenses en féculents de la Banque mondiale, qui indiquait que 24 % des ménages consacrent moins de 30 % de leurs dépenses alimentaires totales aux féculents (niveau 1), 68 % de 30 à 50 % (niveau 2) et 8 % dépensent plus de 50 % (niveaux 3 et 4). Des preuves indirectes ayant trait à la diversité alimentaire chez les enfants ont dépeint une situation bien plus grave, dans la mesure où 80 à 90 % des enfants n'ont pas accès à un régime varié. Néanmoins, certaines preuves indirectes ont perdu en fiabilité, car cet indicateur ne concernait qu'une petite partie de la population et les données recueillies portaient sur la totalité de la région de Tillabéri et non exclusivement sur le sud de Tillabéri. Dans l'ensemble, l'analyse a montré que, en ce qui concerne la qualité des produits alimentaires consommés, 10 à 20 % des ménages se situaient au niveau 1, 60 à 70 % au

niveau 2 et 15 à 25 % aux niveaux 3 et 4. Les preuves directes tirées des facteurs sous-jacents/déterminants indiquent qu'environ 65 à 75 % des ménages dépensent plus de 70 % de leur revenu en produits alimentaires et que de 10 à 20 % disposent de sources de revenu moins résilientes, comme le travail saisonnier et la vente de bois de chauffage. Les principaux revenus sont générés par la production agricole, le petit commerce et l'élevage.

Tableau 85 : Principaux indicateurs de la qualité des produits alimentaires consommés dans le sud de Tillabéri

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Diversité alimentaire minimale chez les enfants	2012	EDS	1	8 %	92 %		
		2014	EVIAM	1	19 %	81 %		
		2015	Gouvernement du Niger	2	21 %	79 %		
	Ratio de dépenses en féculents	2014	Banque mondiale	2	24 %	68 %	8 %	
PREUVES INDIRECTES	Diversité alimentaire (6 à 24 mois)	2012	EDS	1	19 %	81 %		
Conclusion					10 à 20 %	60 à 75 %	15 à 25 %	

Remarque : le surlignage indique une année exceptionnelle.

Quantité de produits alimentaires consommés

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs se rapportant aux données sur la quantité d'aliments consommés dans le sud de Tillabéri tirés des différentes preuves directes recueillies entre 2008 et 2017. Parmi les preuves indirectes figuraient le *score de consommation alimentaire (FCS)*, le *score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)* et le *déficit de survie HEA* recueillis par le gouvernement du Niger, le PAM et FEWS NET entre 2008 et 2017. Parmi les preuves indirectes figuraient des informations concernant le nombre de mois de stocks de produits alimentaires établies par le PAM.

Des preuves directes et fiables tirées des données du score de consommation alimentaire (2008 à 2017) indiquent que 15 à 25 % des ménages font face à un déficit alimentaire quantitatif équivalent à l'insécurité alimentaire sévère chronique (niveau 4). Cette ampleur de l'insécurité alimentaire de niveau 4 correspond aux niveaux suggérés par des données directes fiables tirées du déficit de survie HEA et des preuves indirectes se rapportant au nombre de mois de stocks de produits alimentaires que détiennent les ménages. Cependant, le chiffre ne correspond pas aux données fiables du score de diversité alimentaire des ménages de 2015 qui montrent que 40 % des ménages ont une diversité alimentaire médiocre, équivalente à une classification de niveau 4. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 25 à 35 % des ménages du sud de Tillabéri ont été classés en niveau 4 pour la consommation alimentaire (quantité).

Des preuves directes similaires et fiables ont été utilisées pour estimer la proportion de ménages appartenant au niveau 3. Les scores de consommation alimentaire recueillis par le PAM et le gouvernement du Niger indiquent que de 20 à 30 % des ménages appartiennent au niveau 3, tandis que le déficit de survie HEA montre qu'aucun ménage ne figure dans cette catégorie. Les preuves indirectes relatives aux mois de stocks alimentaires décrivent les mêmes niveaux, compris entre 17 et 41 % au cours d'une période de huit ans (2008 à 2016). À partir d'une évaluation de ces différentes données, 15 à 25 % des ménages du sud de Tillabéri ont été classés en niveau 3 pour la consommation alimentaire (quantité). Les 45 à 55 % de ménages restants ont été classés au niveau 1 ou 2.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la majorité des revenus de cette zone proviennent de la production agricole, du petit commerce et de l'élevage. Quelque 10 à 20 % des ménages, souvent les plus pauvres, ont recours à des moyens d'existence précaires comme le travail saisonnier, la vente de bois de chauffage ou l'artisanat. Les précipitations dans cette région sont plus favorables que dans la plupart des zones du Niger, et ces départements vendent leur production à la population urbaine. Des preuves indirectes révèlent que 90 % des ménages gagnent moins de 1,90 dollar par jour et que 65 à 75 % des ménages consacrent plus de 70 % de leurs revenus à l'alimentation. Les ménages sont exposés aux risques de sécheresse, d'inondation, de maladies animales et de maladies des cultures.

Tableau 86 : Principaux indicateurs de la quantité de produits alimentaires consommés dans le sud de Tillabéri

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Score de consommation alimentaire (FCS)	2008	PAM FSA	2	68 %		19 %	13 %
		2010	PAM FSA	1	37 %		21 %	42 %
		2011	PAM FSA	2	54 %		27 %	19 %
		2013	PAM FSA	2	64 %		22 %	14 %
		2015	PAM FSA	2	50 %		24 %	25 %
		2015	PAM FSA	2	43 %		35 %	21 %
		2015	Gouvernement du Niger	1	20 %		23 %	58 %
		2016	Gouvernement du Niger	1	20 %		18 %	62 %
		2017	EVIAM	2	56 %		25 %	19 %
		2017	Gouvernement du Niger	1	29 %		30 %	41 %
	Score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)	2015	EVIAM	2	19 %		39 %	42 %
		2015	Gouvernement du Niger	1	8 %		33 %	59 %
		2016	Gouvernement du Niger	1	20 %		33 %	48 %
		2017	EVIAM	1	20 %		38 %	42 %
2017		Gouvernement du Niger	1	15 %		19 %	66 %	
Déficit de survie HEA	2013	FEWSNET	2	100 %		0 %		
PREUVES INDIRECTES	Mois de stocks de produits alimentaires	2013	PAM	1	31 % > 3 mois de stocks de produits alimentaires		40 % entre 1 et 2 mois de stocks	29 % < 1 mois de stocks
		2015	PAM	1	36 % > 3 mois de stocks de produits alimentaires		41 % entre 1 et 2 mois de stocks	23 % < 1 mois de stocks
		2016	PAM	1	54 % > 3 mois de stocks de produits alimentaires		17 % entre 1 et 2 mois de stocks	29 % < 1 mois de stocks
		2017	PAM	1	52 % > 3 mois de stocks de produits alimentaires		29 % entre 1 et 2 mois de stocks	19 % < 1 mois de stocks
Conclusion					45 à 55 %		25 à 35 %	15 à 25 %

Remarque : le surlignage indique une année exceptionnelle.

Nutrition

L'équipe d'analystes a examiné les données des preuves directes disponibles sur le retard de croissance provenant de l'EDS de 2012 et de l'INS de 2013 et 2015. Il n'a pas été possible d'obtenir de preuves indirectes. La faible prévalence de la malnutrition chronique demeure un risque pour la santé, la croissance et le développement des enfants dans le sud de Tillabéri. Les données font apparaître des taux de retard de croissance modéré et sévère atteignant respectivement 27 % et 15 % (INS 2015).

Les preuves sur l'état nutritionnel provenant de cet indicateur suggèrent la répartition suivante des ménages pour chaque niveau d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 87 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le sud de Tillabéri

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Retard de croissance chez les enfants (6 à 59 mois)	2012	EDS	1	62 %		22 %	16 %
		2013	INS	2	60 %		27 %	13 %
		2015	INS	2	58 %		27 %	15 %
Conclusion					45 à 55 %		30 à 40 %	10 à 20 %

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la malnutrition chronique continue d'être un problème pour certains ménages dans le sud de Tillabéri, selon les taux de retard de croissance. Près de la moitié de la population n'a pas accès à l'eau potable et seuls 0 à 10 % des ménages bénéficient d'un assainissement amélioré.

Conclusions générales

Dans le sud de Tillabéri, les ménages dépendent de l'agriculture, du petit commerce et de l'élevage. La malnutrition chez les enfants âgés de moins de cinq ans est rare, bien que ces données aient été recueillies pour l'intégralité du département il y a déjà six ans. Les scores de consommation alimentaire tirés de sources de données fiables sont restés quasi identiques depuis 2008. L'accès à un assainissement amélioré est insuffisant, et seule un peu plus de la moitié des ménages bénéficie de l'eau potable. À partir des trois résultats se rapportant aux trois facteurs affectant la sécurité alimentaire décrits ci-dessus, le recoupement des données provenant de ces éléments indique que le pourcentage suivant de la population est confronté à divers niveaux d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 88 : Recoupement final des données pour le sud de Tillabéri

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Facteurs déterminants/sous-jacents	15 à 25 %	20 à 30 %	15 à 25 %	30 à 40 %
Consommation alimentaire – Qualité	10 à 20 %	60 à 70 %	15 à 25 %	
Produits alimentaires consommés - Quantité	45 à 55 %		25 à 35 %	15 à 25 %
Nutrition	45 à 55 %		30 à 40 %	10 à 20 %
Recoupement général des données	15 à 25 %	40 à 50 %	15 à 25 %	10 à 20 %
Population concernée	291 663	656 243	291 663	218 747

Facteurs sous-jacents et limitatifs

Un certain nombre de facteurs sous-jacents et limitatifs remettent en cause la capacité des ménages vulnérables du sud de Tillabéri à améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire, notamment :

- les ménages ont recours à plusieurs stratégies de maintien de leurs moyens d'existence, mais les revenus restent faibles et beaucoup d'habitants doivent migrer pour trouver des revenus suffisants ;
- la qualité de la consommation alimentaire ne s'est pas améliorée au cours de la dernière décennie ;
- les ménages sont exposés à des risques tels que les sécheresses, les inondations, les maladies animales et les maladies des cultures ;
- l'accès à l'assainissement amélioré est extrêmement limité.

Principales conclusions et explications

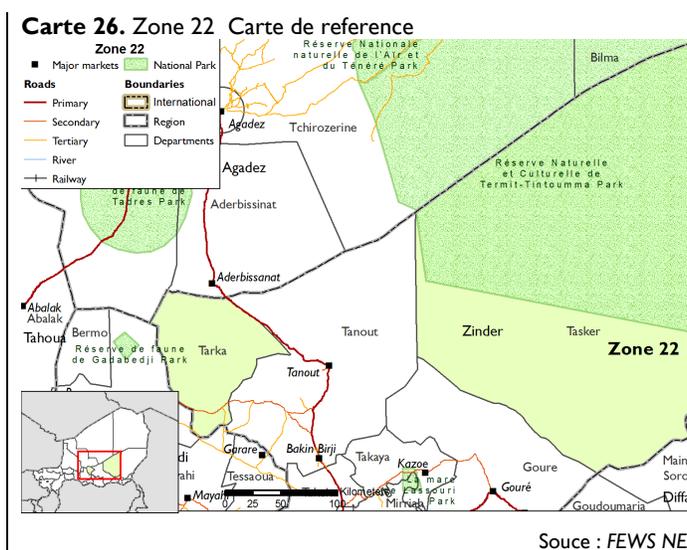
Après recoupement des données et des facteurs sous-jacents analysés, le sud de Tillabéri est classé en insécurité alimentaire chronique modérée (niveau 3 de l'IPC). Ces résultats indiquent que 34 % des ménages sont confrontés à un déficit saisonnier durant deux à quatre mois de l'année, ne disposent pas d'un régime alimentaire de qualité régulier et ont probablement des enfants atteints d'un retard de croissance modéré. Cette population dépend de la production agricole, du petit commerce et de l'élevage qui sont ses moyens d'existence principaux. Dans cette zone, des terres semblent être disponibles pour l'agriculture et les précipitations y sont supérieures à la moyenne. Sa proximité avec Niamey, le Burkina Faso et le Bénin offre aux agriculteurs des possibilités d'accès à ces marchés où les prix ont tendance à être inférieurs à ceux des régions plus éloignées. Néanmoins, les revenus sont faibles, rendant nécessaire la migration saisonnière pour trouver du travail, l'assainissement et l'hygiène sont insuffisants et la moitié seulement des ménages a accès à l'eau potable.

Région de Zinder

22 : Nord de la région de Zinder - Zone à prédominance de pastoralisme transhumant et nomade

Départements : Tesker, Tarka

Le nord de Zinder comprend les départements de Tarka et de Tesker qui sont situés dans la ceinture de pastoralisme transhumant et nomade (NE-03). Il a une population de 168 192 habitants (INS, 2012). La région est principalement constituée de steppes sablonneuses broussailleuses. Le pastoralisme est le seul moyen d'existence viable dans cette zone aride qui ne reçoit que 100 à 200 mm de précipitations par an. Bien que le pâturage soit idéal pour les grands cheptels, les pasteurs doivent constamment déplacer leurs troupeaux vers des pâturages saisonniers en effectuant un large circuit à l'intérieur de ce vaste département à partir des villages nomades transhumants. Dans cet environnement difficile, il est indispensable pour les pasteurs de maintenir un équilibre fragile de partage des pâturages et des points d'eau disponibles. La plupart des bergers transhumants tendent à être des Peuls qui s'occupent de leur élevage et de leurs chameaux dans une région moins vaste, leur bétail devant boire plus souvent que les chameaux. Des groupes ethniques nomades comme les Touaregs et les arabophones traversent le nord de la zone afin d'y trouver des pâturages accessibles uniquement aux chameaux, ces derniers pouvant parcourir de longues distances sans eau. Comme il l'a été indiqué précédemment, l'élevage, suivi de l'agropastoralisme et de l'agriculture irriguée, est le principal moyen d'existence. La zone pastorale comprend les populations nomades (Peuls et Touaregs) et les populations transhumantes. Les ménages les plus sédentaires ont tendance à survivre à la fois sur l'élevage et l'agriculture.



Comme dans d'autres régions du Niger, l'écosystème de Zinder a subi une dégradation à cause de la surpopulation et du changement climatique qui a entraîné une irrégularité importante des précipitations. Les moyens d'existence sont divisés entre ceux du nord, où prédomine la migration transhumante et nomade des bovins et des chameaux, et ceux du sud, où prédominent les cultures céréalières pluviales et les cultures marchandes irriguées.

Comme dans d'autres régions du Niger, l'écosystème de Zinder a subi une dégradation à cause de la surpopulation et du changement climatique qui a entraîné une irrégularité importante des précipitations. Les moyens d'existence sont divisés entre ceux du nord, où prédomine la migration transhumante et nomade des bovins et des chameaux, et ceux du sud, où prédominent les cultures céréalières pluviales et les cultures marchandes irriguées.

La saison des pluies a lieu entre juillet et septembre et la migration transhumante s'effectue entre novembre et mai. Cette période de migration coïncide avec la demande maximum en travail et la migration vers l'extérieur de la zone. Pour l'achat de céréales, les ménages dépendent du marché pendant toute l'année. La saison sèche s'étend d'octobre à juin et comprend la période de soudure, qui dure d'avril à juin, lorsque les ventes de bétail atteignent leur pic d'activité.

Les ménages pauvres et très pauvres représentent respectivement 28 % et 23 % de la population. Les ménages les plus pauvres possèdent des petits ruminants et quelques têtes de gros bétail. Ils travaillent parfois comme bergers pour les autres éleveurs ayant de grands troupeaux ou bien vendent leur petit bétail ou leur lait et migrent de façon saisonnière pour trouver du travail. Les plus pauvres dépendent de leur propre production et du marché pour acheter du mil et du riz et reçoivent une assistance de leurs familles ou de leurs employeurs. Les principaux chocs qui menacent les ménages du nord de Zinder sont les sécheresses, les maladies animales et les feux de brousse.

Paramètres de sécurité alimentaire dans le nord de Zinder

Qualité de la consommation alimentaire

Afin d'évaluer la qualité de la consommation alimentaire spécifique à la zone nord de Zinder, l'équipe d'analystes a examiné diverses informations disponibles sur les résultats et les facteurs déterminants, notamment l'indicateur de *Diversité alimentaire minimale chez les enfants [6 à 23 mois] (Children [6-23 months] Eating Minimum Dietary Diversity) (CEMDD)* établi pour l'EDS (2012) et la Banque mondiale (2015) (Tableau 89). Les preuves indirectes se rapportant à la diversité du régime alimentaire et au régime alimentaire minimum acceptable pour les enfants âgés de 6 à 24 mois ont été tirées des rapports DHS 2012, USAID DDL 2013 et EVIAM 2013 et 2015.

Le seul élément de preuve directe se rapportant à la qualité de l'alimentation était le CEMDD de l'EDS qui indique que 4 % des enfants connaissent une diversité alimentaire minimale. Même constat pour le régime alimentaire minimum acceptable des enfants âgés de 6 à 24 mois : seulement 5 % des enfants avaient un régime alimentaire acceptable. Les données importantes disponibles ont cependant notablement perdu en fiabilité, car cet indicateur ne concernait qu'une petite partie de la population et les données recueillies portaient sur la totalité de la région de Zinder et non exclusivement sur le nord de Zinder. Dans l'ensemble, l'analyse a montré que, en ce qui concerne la qualité de produits alimentaires consommés, 10 % des ménages se situaient au niveau 1, 25 % au niveau 2 et 65 % aux niveaux 3 et 4. Les preuves directes tirées des facteurs sous-jacents/déterminants indiquent qu'environ 85 % des ménages dépensent plus de 70 % de leur revenu en produits alimentaires et que moins de 5 % des ménages disposent de sources de revenu moins résilientes, comme le travail occasionnel et la vente de bois de chauffage ou de paille pour les animaux.

Tableau 89 : Principaux indicateurs de la qualité des produits alimentaires consommés dans le nord de Zinder

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Diversité alimentaire minimale chez les enfants	2012	EDS	1	4 %	96 %		
		2015	Gouvernement du Niger	2	35 %	65 %		
PREUVES INDIRECTES	Régime alimentaire minimum acceptable (6 à 24 mois)	2012	EDS	1	33 %	67 %		
		2013	USAID DDL	1	5 %	95 %		
	Diversité du régime alimentaire des enfants (6 à 24 mois)	2013	EVIAM	1	62 %	38 %		
		2015	EVIAM	1	73 %	27 %		
	Consommation de fruits, de légumes, de viande et de produits laitiers par les enfants	2012	EDS	1	12 %	88 %		
Conclusion					10 %	25 %	65 %	

Remarque : le surlignage indique une année exceptionnelle.

Quantité de produits alimentaires consommés

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs se rapportant aux données sur la quantité d'aliments consommés dans le nord de Zinder tirés des différentes preuves directes recueillies entre 2008 et 2017. Parmi les preuves directes, citons le *Score de consommation alimentaire (FCS)*, le *Score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)*, l'*Échelle de la faim au niveau des ménages* et le *Déficit de survie HEA* établis par le gouvernement du Niger, l'*USAID*, la *DDL*, le *FEWS NET* et le *PAM* entre 2008 et 2017 (tableau 90). Parmi les preuves indirectes, citons les informations recueillies par le *PAM* sur l'*Indice de stratégie d'adaptation réduit* et sur le nombre de mois de stocks de produits alimentaires des ménages.

Des preuves directes et fiables tirées des données du *Score de consommation alimentaire* (2008 à 2017) indiquent que 15 à 25 % des ménages font face à un déficit alimentaire quantitatif équivalent à l'insécurité alimentaire sévère chronique (niveau 4). Cette ampleur de l'insécurité alimentaire de niveau 4 correspond aux niveaux suggérés par des données fiables tirées du *Score de diversité alimentaire des ménages*, du *déficit de survie HEA* et des preuves indirectes se rapportant au *rCSI*, au nombre de repas pris chaque jour pour cette catégorie (un repas) et à la présence de la faim dans le ménage. On constate que pour 20 % des ménages, le score de la faim dans les ménages est supérieur à 2 (niveau 4). Cependant, la fiabilité de cet indicateur était faible, ces données ayant été recueillies sur l'ensemble de la région. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 15 à 25 % des ménages du nord de Zinder ont été classés en niveau 4 pour la consommation alimentaire (quantité).

Des preuves directes similaires et fiables ont été utilisées pour estimer la proportion de ménages appartenant au niveau 3. Les scores de consommation alimentaire recueillis par le gouvernement nigérien et le *PAM* indiquent que 20 à 30 % des ménages appartiennent au niveau 3 avec une tendance à la stabilité. Les données disponibles relatives au score de diversité alimentaire des ménages (*HDDS*) montrent que 40 % des ménages avaient un score compris entre 5 et 7. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 25 à 35 % des ménages du nord de Zinder ont été classés en niveau 3 pour le domaine de la consommation alimentaire (quantité). Les 45 à 55 % des ménages restants ont été classés au niveau 1 ou 2.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la majorité des revenus dans le nord de Zinder proviennent de l'élevage (> 90 %) et que très peu des ménages ont recours à des moyens d'existence précaires. Néanmoins, les conditions climatiques de cette zone déjà sèche ont un effet négatif sur les pâturages disponibles et la production agricole limitée de la partie sud de la zone. De nombreux habitants migrent déjà pendant la saison sèche mais cette tendance risque de s'accroître avec le temps. Les preuves directes indiquent que la diversité alimentaire est faible et qu'aucun ménage ne consomme plus de sept groupes d'aliments. La plupart des ménages (85 %) consacrent plus de 70 % de leur revenu à l'alimentation. La difficulté de l'accès à l'eau dans cette région extrêmement sèche représente également un obstacle important pour la majorité des ménages : 95 % d'entre eux n'ont pas d'accès et 24 % seulement d'entre eux ont accès à des installations sanitaires améliorées comme des latrines ou des toilettes.

Tableau 90 : Principaux indicateurs de la quantité des produits alimentaires consommés dans le nord de Zinder

Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Score de consommation alimentaire (FCS)	2011	PAM FSA	2	59 %	30 %	11 %
		2013	PAM FSA	2	63 %	20 %	17 %
		2015	PAM FSA	3	48 %	25 %	27 %
		2016	PAM FSA	2	92 %	6 %	2 %
		2015	Gouvernement du Niger	2	29 %	31 %	41 %
		2016	Gouvernement du Niger	2	37 %	15 %	48 %
		2017	EVIAM	2	66 %	23 %	11 %
		2017	Gouvernement du Niger	2	67 %	19 %	14 %
	Diversité alimentaire des ménages	2013	USAID DDL	1	0 %	59 %	41 %
		2015	EVIAM	2	34 %	47 %	19 %
		2015	Gouvernement du Niger	2	17 %	30 %	52 %
		2016	Gouvernement du Niger	2	45 %	33 %	22 %
		2017	EVIAM	2	31 %	43 %	26 %
		2017	Gouvernement du Niger	2	22 %	47 %	31 %
Score de la faim dans les ménages	2013	USAID DDL	1	80 %	0 %	20 %	
Déficit de survie HEA	2013	FEWSNET	2	100 %	0 %		
PREUVES INDIRECTES	Indice de stratégie d'adaptation réduit (rCSI)	2015	PAM	2	19 % (rCSI < 5)	21 % (rCSI : 5 à 20)	30 % (rCSI : > 20)
		2016	PAM	1	95 % (rCSI < 5)	5 % (rCSI : 5 à 20)	
		2011	PAM	2	95 % (rCSI < 5)	5 % (rCSI : > 20)	
	Nombre de repas par jour	2015	PAM	3	45 % > 3 repas/jour	45 % 2 repas/jour	10 % 1 repas/jour
	Présence de la faim dans les ménages	2013	USAID DDL	2	80 % peu ou pas de faim dans les ménages	18 % faim modérée	2 % faim dans les ménages
Conclusion				45 à 55 %	25 à 35 %	15 à 25 %	

Remarque : le surlignage indique une année exceptionnelle.

Nutrition

L'équipe d'analystes a examiné les seules données de preuves directes disponibles sur le retard de croissance provenant de la NCA 2015. Parmi les preuves indirectes, citons les données sur l'insuffisance pondérale et l'émaciation chez les enfants tirées de l'étude USAID DDL de 2013. La prévalence moyenne de la malnutrition chronique continue de représenter un risque sérieux pour la santé, la croissance et le développement des enfants du nord de Zinder. Les données montrent que, au niveau régional, la prévalence des taux de retard de croissance modéré et sévère est respectivement de 23 % et 29 % (EDS 2012). Les enfants sous-alimentés sont plus susceptibles de mourir de maladies infectieuses telles que la diarrhée, la pneumonie et

la rougeole et courent le risque d'un développement cognitif et moteur ralenti et d'une moins bonne réussite scolaire (Black et autres, 2013, Grantham-McGregor et autres, 2007; Hoddinott et autres, 2008).

Les preuves sur l'état nutritionnel provenant de cet indicateur suggèrent la répartition suivante des ménages pour chaque niveau d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 91 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le nord de Zinder

	Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Retard de croissance chez les enfants (6 à 59 mois)	2015	NCA	1	50 %		20 %	30 %
PREUVES INDIRECTES	Insuffisance pondérale	2013	USAID DDL	1	55 %		27 %	18 %
	Émaciation	2013	USAID DDL	1	85 %			15 %
Conclusion					50 %		25 %	25 %

Les conclusions triées des preuves indirectes indiquent que la malnutrition chronique reste un problème pour certains ménages du nord de Zinder, d'après les taux de retard de croissance. Un énorme pourcentage de la population, 95%, n'a pas accès à l'eau potable et moins de 25 % a accès à un assainissement amélioré.

Conclusions générales

Dans le nord de Zinder, les ménages sont largement tributaires de l'élevage comme principal moyen de survie, mais le changement climatique et la désertification représentent des menaces majeures pour la viabilité à long terme de cette zone. De nombreux habitants migrent pendant la saison sèche pour trouver du travail. Dans le nord de Zinder, le régime alimentaire est très peu diversifié et les taux de malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans sont très élevés. Les scores de consommation alimentaire sont restés stables depuis 2011. La région n'a pas été sensiblement affectée par l'insécurité, mais la sécheresse, les maladies animales et les feux de brousse posent de sérieuses menaces. La majorité des ménages n'a qu'un accès très réduit à l'assainissement amélioré et à l'eau potable. À partir des trois résultats se rapportant aux trois facteurs affectant la sécurité alimentaire décrits ci-dessus, le recoupement des données provenant de ces éléments indique que le pourcentage suivant de la population est confronté à divers niveaux d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 92 : Recoupement final des données pour le nord de Zinder

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Facteurs déterminants/sous-jacents	5 %	10 %	25 %	60 %
Consommation alimentaire – Qualité	10 %	25 %	65 %	
Produits alimentaires consommés - Quantité	70 %		20 %	10 %
Nutrition	50 %		25 %	25 %
Recoupement général des données	25 à 35 %	15 à 25 %	40 à 50 %	0 à 10 %
Population concernée	50 458	33 638	75 686	12 614

Facteurs sous-jacents et limitatifs

Un certain nombre de facteurs sous-jacents et limitatifs remettent en cause la capacité des ménages vulnérables du nord de Zinder à améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire, notamment :

- le manque de pâturage nécessite des déplacements massifs de bétail et la situation s'aggrave ;
- les taux de retard de croissance chez les jeunes enfants restent élevés et la situation ne s'améliore pas ;
- les ménages sont exposés à des risques comme les sécheresses, les maladies animales et les feux de brousse ;
- seulement 5 % de la population a accès à l'eau potable.

Principales conclusions et explications

Après recoupement des données et des facteurs sous-jacents analysés, le nord de Zinder est classé en insécurité alimentaire chronique modérée (niveau 3 de l'IPC). Ces résultats indiquent que 49 % des ménages sont confrontés à un déficit saisonnier durant deux à quatre mois de l'année, ne peuvent pas suivre régulièrement un régime alimentaire de qualité et ont

probablement des enfants atteints d'un retard de croissance modéré. Cette population dépend largement de l'élevage pour sa survie, mais le changement climatique et la désertification contribuent rapidement à la diminution des surfaces en pâturages disponibles. Cette situation se répercute sur les moyens d'existence de l'ensemble des ménages et beaucoup doivent migrer de manière saisonnière pour renforcer leur résilience. Les taux de retard de croissance chez les enfants sont élevés et la diversité alimentaire au sein des ménages est également médiocre tandis que l'accès à l'eau représente un problème majeur.

23 : Centre de Zinder - Zone à prédominance agropastorale

Départements : Damagaram Takaya, Gouré, Tanout

Le centre de Zinder comprend les départements de Damagaram Takaya, Gouré, Tanout et fait partie de la zone de moyens d'existence appartenant à la ceinture agropastorale (NE-04). Cette zone reçoit entre 300 et 400 mm de précipitations annuelles avec une variation de 20 % d'une année à l'autre. La majeure partie du territoire est située dans la zone de crête des précipitations, ce qui rend la production agricole possible. Pendant plusieurs générations, cette zone a été principalement utilisée pour le pâturage et a été peuplée par des pasteurs. Durant ces dernières années, les migrations à partir du sud, notamment du Nigéria, et la perte de bétail à la suite de graves sécheresses ont altéré cette dynamique ; l'agriculture s'est implantée. Au cours de cette même période, les migrants ont été attirés par les terres vastes et vacantes et leur bonne fertilité ainsi que par les pâturages abondants, ce qui a contribué à la croissance de la population estimée à 1 256 731 habitants (INS 2012).

Paradoxalement, la région, pendant les années où elle reçoit suffisamment de pluie, a aujourd'hui une production alimentaire plus importante que les régions situées plus au sud qui connaissent davantage de précipitations et qui sont traditionnellement considérées comme un grenier à blé. Néanmoins, la région est fréquemment touchée par des périodes de sécheresse. Certains ménages dépendent de leur bétail qui leur assure une sorte de sécurité économique permettant d'atténuer les effets de ce risque.

Traditionnellement, cette zone produisait un excédent de mil et de sorgho. Cependant, la production a diminué au cours de dernières années en raison de l'accroissement de population et de la réduction des précipitations due au changement climatique. La partie nord de cette zone a tendance à être principalement pastorale, mais le mil est également cultivé dans des sols sableux et là où les précipitations sont moins importantes. La zone sud est connue pour la production de céréales pluviales (telles que le sorgho et le mil) et les cultures marchandes irriguées, notamment celles de la canne à sucre, des légumes et des poivrons, notamment dans les départements de Matameye et Magaria. Cette région de Zinder produit les plus grandes quantités de mil du Niger. De fait, le mil qui y est cultivé est vendu dans tout le pays et toute la région d'Afrique de l'Ouest.

La saison des pluies s'étend de juillet à septembre et le semis commence en juin. Les récoltes commencent à la fin du mois de septembre et, pendant la période de soudure, les ménages achètent la plus grande partie de leurs céréales lorsque leurs stocks sont épuisés. La demande de main-d'œuvre atteint son pic en octobre et en novembre pendant la récolte. C'est aussi le moment où de nombreuses personnes migrent pour trouver un travail saisonnier. La vente de bétail a lieu pour l'essentiel en été et en automne.

Les ménages pauvres et très pauvres représentent respectivement 32 % et 18 % de la population. Les membres des ménages les plus démunis travaillent comme ouvriers, exploitent des surfaces de 1 à 2 ha et possèdent de petits ruminants. Ils ont tendance à migrer pour trouver du travail mais vendent également du bois de chauffage, du fourrage et des arachides. Les plus pauvres dépendent de leur propre production de mil et de sorgho, mais ils achètent également au marché ou au troc. Parmi les principaux chocs auxquels les ménages sont confrontés dans le centre de Zinder figurent les attaques de parasites, les tempêtes de sable, les maladies animales et une baisse de la nappe phréatique.

Paramètres de sécurité alimentaire dans le centre de Zinder

Qualité de la consommation alimentaire

Afin d'évaluer la qualité de la consommation alimentaire spécifique au centre de Zinder, l'équipe d'analystes a examiné diverses informations disponibles sur les résultats et les facteurs déterminants, notamment l'indicateur de *Diversité*

Carte 27. Zone 23 Carte de référence



Source : FEWS NET

alimentaire minimale chez les enfants [6 à 23 mois] (Children [6-23 months] Eating Minimum Dietary Diversity) (CEMDD) établi pour la NCA (2015). Il n'a pas été possible d'obtenir de preuves indirectes.

Le seul élément de preuve directe se rapportait à la qualité de l'alimentation des enfants (CEMDD) tirée d'études menées en 2015 par la NCA et le gouvernement du Niger. L'étude du gouvernement nigérien indique que 31 % des enfants connaissent un minimum de diversité alimentaire. Il n'a pas été possible d'obtenir de preuves indirectes. Étant donné le manque de données disponibles, l'équipe d'analystes a examiné les facteurs sous-jacents pour effectuer des recoupements. Ils ont observé que les produits alimentaires étaient généralement disponibles dans cette zone agropastorale car de nombreux ménages se consacrent largement à la production agricole, à l'élevage et au petit commerce. Un grand nombre de ménages dépendent de l'élevage qui représente pour eux un moyen d'adaptation important. Dans l'ensemble, l'analyse a montré que, en ce qui concerne la qualité des produits alimentaires consommés, 25 à 35 % des ménages se situaient au niveau 1, 40 à 50 % au niveau 2 et 20 à 30 % aux niveaux 3 et 4. Les preuves directes tirées des facteurs sous-jacents/déterminants indiquent qu'environ 65 à 75 % des ménages dépensent plus de 70 % de leur revenu en nourriture et que 15 à 25 % des ménages ont des sources de revenu moins résilientes, comme le travail occasionnel et la vente de bois de chauffage ou de paille pour animaux.

Tableau 93 : Principaux indicateurs pour la qualité de l'alimentation dans le centre de Zinder

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Diversité alimentaire minimale chez les enfants	2015	NCA	2	4 %	96 %		
		2015	Gouvernement du Niger	3	31 %	69 %		
PREUVES INDIRECTES	Facteurs sous-jacents				35 à 45 %	25 à 35 %	25 à 35 %	
Conclusion					25 à 35 %	40 à 50 %	20 à 30 %	

Quantité de produits alimentaires consommés

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs se rapportant aux données sur la quantité d'aliments consommés dans le centre de Zinder tirés des différentes preuves directes recueillies entre 2008 et 2017. Parmi les preuves directes, citons le *Score de consommation alimentaire (FCS)*, le *Score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)* et le *Déficit de survie HEA* recueillis par l'USAID, la DDL, le FEWS NET, la NCA et le PAM entre 2008 et 2017. Il n'y avait pas de preuves indirectes.

Des preuves directes et fiables tirées des données du Score de consommation alimentaire (2008 à 2017) indiquent que 10 à 20 % des ménages font face à un déficit en quantité de produits alimentaires équivalent à une insécurité alimentaire chronique grave (niveau 4). Cette ampleur de l'insécurité alimentaire de niveau 4 correspond aux niveaux tirés d'autres preuves directes comme le Déficit de survie HEA. Cependant, les données HDDS étaient légèrement moins bonnes pour ce groupe, indiquant un régime alimentaire très peu diversifié pour 25 à 35 % des ménages. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 0 à 10 % des ménages du centre de Zinder ont été classés en niveau 4 pour la consommation alimentaire (quantité).

Des preuves directes similaires et fiables ont été utilisées pour estimer la proportion de ménages appartenant au niveau 3. Les scores de consommation alimentaire recueillis par le gouvernement nigérien et le PAM indiquent que 25 à 35 % des ménages appartiennent au niveau 3 avec une tendance à la stabilité. Les données disponibles relatives au score de diversité alimentaire des ménages (HDDS) montrent que 40 à 50 % des ménages avaient un score compris entre 5 et 7. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 30 à 40 % des ménages du centre de Zinder ont été classés en niveau 3 pour la consommation alimentaire (quantité). Les 40 à 50 % de ménages restants ont été classés au niveau 1 ou 2.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la majorité des revenus de cette zone proviennent de l'agriculture, de l'élevage et du petit commerce. Environ 10 à 20 % des ménages ont recours à des moyens d'existence précaires comme le travail saisonnier, la vente de bois de chauffage et l'artisanat. Malgré les conditions climatiques difficiles de cette zone, la majorité des ménages disposent de stocks de produits alimentaires d'une durée de plusieurs mois. L'accès aux produits alimentaires a également été considéré comme bon et la possession de bétail représente un moyen d'adaptation

supplémentaire. De nombreux habitants quittent la région à la saison sèche pour améliorer leur revenu annuel. Les preuves directes montrent que la diversité du régime alimentaire est supérieure à celle d'autres régions comparables.

Tableau 94 : Principaux indicateurs de la quantité de produits alimentaires consommés dans le centre de Zinder

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Score de consommation alimentaire (FCS)	2008	PAM FSA	2	73 %		21 %	6 %
		2010	PAM FSA	1	40 %		26 %	34 %
		2011	PAM FSA	2	59 %		30 %	11 %
		2013	PAM FSA	2	63 %		20 %	17 %
		2015	PAM FSA	2	44 %		30 %	26 %
		2015	PAM FSA	2	60 %		30 %	10 %
		2015	NCA	3	49 %		39 %	12 %
		2015	Gouvernement du Niger	2	53 %		27 %	20 %
		2016	Gouvernement du Niger	2	90 %		9 %	1 %
		2017	EVIAM	2	66 %		24 %	10 %
		2017	Gouvernement du Niger	2	59 %		27 %	14 %
	Diversité alimentaire des ménages	2013	USAID DDL	2	41 %		36 %	23 %
		2015	EVIAM	2	33 %		42 %	25 %
		2015	Gouvernement du Niger	2	18 %		58 %	23 %
		2016	Gouvernement du Niger	2	21 %		41 %	38 %
		2017	EVIAM	2	38 %		45 %	17 %
	2017	Gouvernement du Niger	2	18 %		47 %	35 %	
	Déficit de survie HEA	2013	FEWSNET	2	100 %		0 %	
	Conclusion					40 à 50 %	30 à 40 %	15 à 25 %

Remarque : le surlignage indique une année exceptionnelle.

Nutrition

L'équipe d'analystes a examiné les données des preuves directes disponibles sur le retard de croissance provenant de différentes sources. Il n'a pas été possible d'obtenir de preuves indirectes. La malnutrition continue de représenter un risque grave pour la santé, la croissance et le développement des enfants du centre de Zinder. Les données font apparaître des taux de retard de croissance modéré et sévère atteignant, respectivement, 15 à 25 % (tableau 95).

Les preuves sur l'état nutritionnel provenant de cet indicateur suggèrent la répartition suivante des ménages pour chaque niveau d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 95 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le centre de Zinder

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Retard de croissance chez les enfants (6 à 59 mois)	2010	SMART	1	38 %		33 %	29 %
		2010	SMART	1	44 %		26 %	30 %
		2011	SMART	1	35 %		35 %	30 %
		2012	SMART	1	51 %		27 %	22 %
		2013	INS	1	52 %		21NS8%	20 %
		2013	INS	3	56 %		28 %	16 %
		2014	Gouvernement du Niger	1	52 %		27 %	22 %
		2015	NCA	3	40 % (zone agropastorale : Visite 1)		32 %	28 %
		2015	NCA	3	37 % (zone agropastorale : Visite 2)		37 %	27 %

Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
	2015	INS	2	49 %		21 %	30 %
	2017	EDSN	1	60 %		27 %	13 %
Conclusion				40 à 50 %		30 à 40 %	15 à 25 %

Remarque : le surlignage indique une année exceptionnelle.

Les conclusions triées des preuves indirectes indiquent que la malnutrition chronique reste un problème pour certains ménages du centre de Zinder, selon les taux de retard de croissance. Un énorme pourcentage de la population, 95%, n'a pas accès à l'eau potable et moins de 10 % a accès à l'assainissement amélioré.

Conclusions générales

Dans le centre de Zinder, les ménages dépendent largement de l'agriculture comme principal moyen de survie, mais ils dépendent également de l'élevage et du petit commerce. De nombreux habitants migrent pendant la saison sèche pour trouver du travail. La diversité alimentaire dans le centre de Zinder est relativement bonne par rapport à celle d'autres zones et les taux de malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans sont relativement élevés. La région n'a pas été sensiblement affectée par l'insécurité, mais les maladies animales et des cultures, les tempêtes de sable et la baisse de la nappe phréatique posent de sérieuses menaces. La majorité des ménages n'a qu'un accès très réduit à l'assainissement amélioré et à l'eau potable. À partir des trois résultats se rapportant aux trois facteurs affectant la sécurité alimentaire décrits ci-dessus, le recoupement des données provenant de ces éléments indique que le pourcentage suivant de la population est confronté à divers niveaux d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 96 : Recoupement final des données pour le centre de Zinder

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Facteurs déterminants/sous-jacents	10 à 20 %	10 à 20 %	15 à 25 %	45 à 55 %
Consommation alimentaire – Qualité	25 à 35 %	40 à 50 %	20 à 30 %	
Produits alimentaires consommés - Quantité	40 à 50 %		30 à 40 %	15 à 25 %
Nutrition	40 à 50 %		30 à 40 %	15 à 25 %
Recoupement général des données	25 à 35 %	15 à 25 %	25 à 35 %	15 à 25 %
Population concernée	377 019	251 346	377 019	251 346

Facteurs sous-jacents et limitatifs

Un certain nombre de facteurs sous-jacents et limitatifs remettent en cause la capacité des ménages vulnérables du centre de Zinder à améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire, notamment :

- la production agricole varie selon les années en raison de précipitations de moins en moins certaines ;
- les ménages sont exposés à des risques comme les sécheresses, les maladies animales, les maladies des cultures, les baisses de la nappe phréatique et les tempêtes de sable ;
- seulement 5 % de la population a accès à l'eau potable.

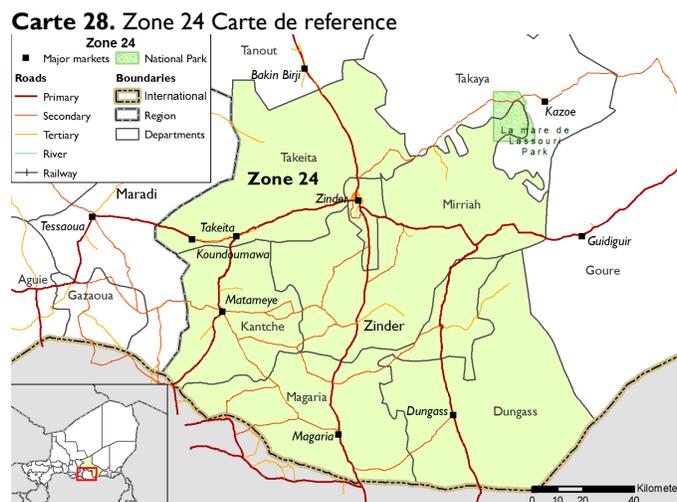
Principales conclusions et explications

Après recoupement des données et des facteurs sous-jacents analysés, le centre de Zinder est classé en insécurité alimentaire chronique modérée (niveau 4 de l'IPC). Ces résultats indiquent que 49 % des ménages sont confrontés à un déficit saisonnier durant quatre mois ou plus de l'année, ne peuvent pas suivre régulièrement un régime alimentaire de qualité et ont probablement des enfants atteints d'un retard de croissance sérieux. La population dépend largement de l'agriculture, de l'élevage et du petit commerce mais le changement climatique et la désertification compromettent leur viabilité. Cette situation se répercute sur les moyens d'existence de l'ensemble des ménages et beaucoup doivent migrer de manière saisonnière pour renforcer leur résilience. La difficulté de l'accès à l'eau représente un obstacle important qui est exacerbé par l'épuisement de la nappe phréatique.

24 : Sud de la région de Zinder - Zone à prédominance de cultures pluviales de mil et de sorgho

Départements : Dungass, Magaria, Kantché, Mirriah, Takéita

Le sud de Zinder est limitrophe du Nigéria et comprend les départements de Dungass, Magaria, Kantché, Mirriah, Takéita dans la ceinture de culture pluviale de mil et de sorgho (NE-05). Il s'agit de la partie la plus densément peuplée du Niger avec 2 625 311 habitants (INS. 2012). Dans cette zone, les précipitations, la fertilité du sol et les récoltes sont très variables, avec une distribution pluviale comprise entre 400 mm au nord et 600 mm au sud. Le mil représente la culture la plus importante ; il peut être cultivé dans des sols sableux connaissant des précipitations plus limitées. La zone sud est reconnue pour la production de céréales pluviales, notamment le sorgho, où les précipitations et les conditions des sols sont plus favorables. Le niébé est également une importante culture marchande qui génère des revenus pour les ménages car il est généralement vendu au Nigéria, le pays voisin. Parmi les autres cultures importantes, on peut citer l'arachide, le sésame et le poivron. Les résidus de récolte sont souvent utilisés pour nourrir le bétail.



Comme dans d'autres parties du Niger, le changement climatique, l'irrégularité des précipitations et la croissance démographique contribuent à la dégradation des écosystèmes et des ressources naturelles importants. Pour cette raison, de nombreux ménages doivent diversifier leurs moyens d'existence, dont l'agropastoralisme, les cultures pluviales, la culture de canne à sucre irriguée à Matamèye et les cultures maraîchères, en particulier à Mirriah, près de Zinder qui offre un marché immédiat. L'exode des femmes et des jeunes filles dans la zone de Matamèye provoqué par le manque de terres disponibles est un phénomène marqué qui oblige beaucoup d'habitants à recourir à l'aide humanitaire pour survivre.

La saison des pluies s'étend de mai à septembre et la production de cultures irriguées d'octobre à mars. Les récoltes commencent en septembre. Les prix des denrées alimentaires atteignent leur pic pendant la période de soudure (juin-août), lorsque les stocks des ménages sont épuisés. La demande de main-d'œuvre est régulière tout au long de l'année mais atteint son pic pendant le dernier trimestre de l'année.

Les ménages pauvres et très pauvres représentent respectivement 25 % et 33 % de la population. Les membres des ménages les plus démunis travaillent comme ouvriers, exploitent des surfaces de 1 à 2 ha et possèdent de petits ruminants. Ils ont tendance à migrer pour trouver du travail mais vendent également du bois de chauffage, du fourrage et des arachides. Les plus pauvres dépendent de leur propre production de mil et de sorgho, mais ils achètent également au marché ou au troc. Les principaux chocs qui menacent les ménages du sud de Zinder sont les précipitations irrégulières, les sécheresses et les maladies des cultures.

Paramètres de sécurité alimentaire dans le sud de Zinder

Qualité de la consommation alimentaire

Afin d'évaluer la qualité de la consommation alimentaire caractéristique du sud de Zinder, l'équipe d'analystes a examiné diverses informations disponibles sur les résultats et les facteurs déterminants, notamment l'indicateur de *Diversité alimentaire minimale chez les enfants [6 à 23 mois] (Children [6-23 months] Eating Minimum Dietary Diversity) (CEMDD)* établi pour la NCA (2015) et par le gouvernement du Niger (2015). Les preuves indirectes se rapportant à la diversité du régime alimentaire et au régime alimentaire minimum acceptable des enfants âgés de 6 à 24 mois sont tirées des rapports EDS 2012 et USAID DDL 2013.

Le seul élément de preuve directe se rapportant à la qualité de l'alimentation était le CEMDD de l'EDS qui indique que 20 % des enfants connaissent une diversité alimentaire minimale. Même constat pour le régime alimentaire minimum acceptable : seulement 33 % des enfants de 6 à 24 mois y ont accès. Les preuves indirectes significatives disponibles ont cependant notablement perdu en fiabilité, car cet indicateur ne concernait qu'une petite partie de la population et les données

recueillies portaient sur la totalité de la région de Zinder et non exclusivement sur la zone 24. Dans l'ensemble, l'analyse a montré que, en ce qui concerne la qualité des produits alimentaires consommés, 20 % des ménages se situaient au niveau 1, 30 % au niveau 2 et 50 % aux niveaux 3 et 4. Les preuves directes tirées des facteurs sous-jacents/déterminants indiquent qu'environ 75 à 85 % des ménages dépensent plus de 70 % de leur revenu en produits alimentaires et que de 0 à 10 % ont recours à des sources de revenu moins résilientes, comme le travail occasionnel et la vente de bois de chauffage.

Tableau 97 : Principaux indicateurs de la qualité des produits alimentaires consommés dans le sud de Zinder

Indicateur		Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Diversité alimentaire minimale chez les enfants	2015	NCA	2	20 %	80 %		
		2015	Gouvernement du Niger	2	27 %	73 %		
PREUVES INDIRECTES	Régime alimentaire minimum acceptable (6 à 24 mois)	2012	EDS	1	33 %	67 %		
	Diversité du régime alimentaire des enfants (6 à 24 mois)	2012	EDS	1	4 %	96 %		
		2013	DDL	1	4 %	96 %		
	Consommation de fruits, de légumes, de viande et de produits laitiers par les enfants	2012	EDS	1	12 %	88 %		
Conclusion					20 %	30 %	50 %	

Remarque : le surlignage indique une année exceptionnelle.

Quantité de produits alimentaires consommés

L'équipe d'analystes a examiné les indicateurs se rapportant aux données sur la quantité d'aliments consommés dans le sud de Zinder tirés des différentes preuves directes recueillies entre 2008 et 2017. Parmi les preuves directes, citons le *Score de consommation alimentaire (FCS)*, le *Score de diversité alimentaire des ménages (HDDS)*, l'*Échelle de la faim au niveau des ménages* et le *Déficit de survie HEA* établis par le gouvernement du Niger, l'USAID, la DDL, le FEWS NET, la NCA et le PAM entre 2008 et 2016 (tableau 97). Parmi les preuves indirectes, citons les informations recueillies par le PAM sur l'Indice de stratégie d'adaptation réduit et sur le nombre de repas consommés par jour par chaque membre du ménage.

Des preuves directes et fiables tirées des données du Score de consommation alimentaire (2008 à 2017) indiquent que 15 à 25 % des ménages font face à un déficit alimentaire quantitatif équivalent à l'insécurité alimentaire sévère chronique (niveau 4). Cette ampleur de l'insécurité alimentaire de niveau 4 correspond aux niveaux suggérés par des données fiables tirées du déficit de survie HEA et des preuves indirectes se rapportant au rCSI, au nombre de repas pris chaque jour pour cette catégorie (un repas). Cependant, le chiffre ne correspond pas aux données fiables du Score de diversité alimentaire des ménages (HDDS) de 2015 qui montrent que 25 à 35% des ménages ont une diversité alimentaire médiocre, équivalente à une classification de niveau 4. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 10 à 20 % des ménages du sud de Zinder ont été classés en niveau 4 pour la consommation alimentaire (quantité).

Des preuves directes similaires et fiables ont été utilisées pour estimer la proportion de ménages appartenant au niveau 3. Les scores de consommation alimentaire recueillis par le gouvernement nigérien et le PAM indiquent que 25 à 35 % des ménages appartiennent au niveau 3 et que la situation s'est dégradée entre 2008 et 2017. Les données relatives au score de diversité alimentaire des ménages disponibles montrent que 35 à 45 % des ménages avaient un score HDDS compris entre 5 et 7. À partir d'une évaluation de ces différentes données, 25 % des ménages du sud de Zinder ont été classés en niveau 3 pour la consommation alimentaire (quantité). Les 45 à 55 % des ménages restants ont été classés au niveau 1 ou 2.

Les conclusions tirées des preuves indirectes indiquent que la majorité des revenus dans cette zone proviennent de la production agricole, de l'élevage et du petit commerce bien que 0 à 10 % aient recours à des moyens d'existence précaires comme le travail occasionnel et la vente de bois de chauffage. La densité de population est peut-être l'un des plus importants problèmes de cette zone. Par conséquent, la quantité de terres agricoles est limitée et la taille des parcelles est beaucoup plus petite que dans les autres zones. Les preuves directes indiquent que la diversité du régime alimentaire pourrait être

améliorée mais qu'elle est assez bonne par rapport à celle des autres zones. D'autres données montrent que 75 à 85 % des ménages consacrent plus de 70 % de leur revenu à l'alimentation

Tableau 98 : Principaux indicateurs de la quantité de produits alimentaires consommés dans le sud de Zinder

Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Score de consommation alimentaire (FCS)	2008	PAM FSA	2	64 %	28 %	9 %
		2010	PAM FSA	1	52 %	28 %	21 %
		2011	PAM FSA	2	48 %	38 %	14 %
		2013	PAM FSA	2	48 %	27 %	25 %
		2015	PAM FSA	2	46 %	29 %	25 %
		2015	PAM FSA	2	62 %	25 %	13 %
		2015	NCA	2	58 %	27 %	16 %
		2015	Gouvernement du Niger	2	54 %	27 %	19 %
		2016	Gouvernement du Niger	2	32 %	32 %	34 %
		2017	EVIAM	2	55 %	27 %	18 %
	2017	Gouvernement du Niger	2	34 %	33 %	33 %	
	Diversité alimentaire des ménages	2013	USAID DDL	1	23 %	36 %	41 %
		2015	EVIAM	2	37 %	39 %	24 %
		2015	Gouvernement du Niger	2	32 %	47 %	21 %
		2016	Gouvernement du Niger	2	23 %	39 %	38 %
		2017	EVIAM	2	32 %	37 %	30 %
		2017	Gouvernement du Niger	2	10 %	33 %	56 %
	Score de la faim dans les ménages	2013	USAID DDL	1	80 %	0 %	20 %
	Déficit de survie HEA	2013	FEWSNET	2	100 %	0 %	
PREUVES INDIRECTES	Indice de stratégie d'adaptation réduit (rCSI)	2013	PAM	2	29 % (rCSI > 5)	65 % (rCSI > 5 à 20)	6 % (rCSI > 20)
		2015	PAM	2	67 % (rCSI > 5)	29 % (rCSI : 5 à 20)	4 % (rCSI > 20)
		2016	PAM	2	56 % (rCSI < 5)	40 % (rCSI > 20)	4 % (rCSI > 20)
	Nombre de repas par jour	2011	PAM	2	81 % > 3 repas/jour	18 % 2 repas/jour	1 % 1 repas/jour
		2013	PAM	2	75 % 3 repas/jour	22 % 2 repas/jour	3 % 1 repas/jour
		2015	PAM	2	73 % > 3 repas/jour	25 % 2 repas/jour	2 % 1 repas/jour
		2016	PAM	2	80 % 3 repas/jour	17 % 2 repas/jour	3 % 1 repas/jour
	Conclusion				45 à 55 %	30 à 40 %	10 à 20 %

Remarque : le surlignage indique une année exceptionnelle.

Nutrition

L'équipe d'analystes a examiné toute une gamme de données des preuves directes disponibles relatives au retard de croissance recueillies entre 2010 et 2017. Il n'a pas été possible d'obtenir de preuves indirectes. La forte prévalence de la malnutrition chronique continue de représenter un risque sérieux pour la santé, la croissance et le développement des enfants dans le sud de Zinder. Les données font apparaître des taux de retard de croissance modéré et sévère atteignant, respectivement, 20 à 30 % et 20 à 30 % (voir ci-dessous).

Les preuves sur l'état nutritionnel provenant de cet indicateur suggèrent la répartition suivante des ménages pour chaque niveau d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 99 : Principaux indicateurs pour la nutrition dans le sud de Zinder

	Indicateur	Année	Source	Fiabilité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
PREUVES DIRECTES	Retard de croissance chez les enfants (6 à 59 mois)	2010	SMART	1	38 %		33 %	29 %
		2010	SMART	1	44 %		26 %	30 %
		2011	SMART	1	35 %		35 %	30 %
		2012	SMART	1	51 %		27 %	22 %
		2013	36,1 ?	1	52 %		28 %	20 %
		2013	INS	3	51 %		27 %	22 %
		2014	Étude du gouvernement du Niger sur la nutrition	1	52 %		27 %	22 %
		2015	NCA	2	31 %		31 %	38 %
		2015	NCA	3	27 %		32 %	41 %
		2015	INS	2	45 %		26 %	29 %
	2017	EDSN	1	60 %		27 %	13 %	
Conclusion					45 à 55 %		20 à 30 %	20 à 30 %

Des données récentes plus fiables sur des taux de retard de croissance révèlent des taux de retard de croissance parmi les plus élevés du Niger. La plupart des ménages ont accès à de l'eau potable, tandis qu'environ un quart ont accès à l'assainissement amélioré.

Conclusions générales

Dans le sud de Zinder, les ménages sont largement dépendants de la production agricole, de l'élevage et du petit commerce qui représentent leurs principaux moyens d'existence, mais avec une densité de population élevée et des terres en quantité limitée. De nombreux habitants migrent pendant la saison sèche pour trouver du travail. Dans le sud de Zinder, le régime alimentaire est suffisamment diversifié bien que les taux de malnutrition chez les enfants de 6 à 59 mois soient parmi les plus élevés du Niger. Les scores de consommation alimentaire sont restés relativement stables depuis 2008, à l'exception de quelques rebonds certaines années. La région n'a pas été sensiblement affectée par l'insécurité, mais la sécheresse, les maladies animales et les maladies des cultures posent de sérieuses menaces. À partir des trois résultats se rapportant aux trois facteurs affectant la sécurité alimentaire décrits ci-dessus, le recoupement des données provenant de ces éléments indique que le pourcentage suivant de la population est confronté à divers niveaux d'insécurité alimentaire chronique :

Tableau 100 : Recoupement final des données pour le sud de Zinder

Composante	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Facteurs déterminants/sous-jacents	20 %	50 %	20 %	10 %
Consommation alimentaire – Qualité	20 %	30 %	50 %	
Produits alimentaires consommés - Quantité	45 à 55 %		30 à 40 %	10 à 20 %
Nutrition	45 à 55 %		20 à 30 %	20 à 30 %
Recoupement général des données	20 à 30 %	30 à 40 %	20 à 30 %	10 à 20 %
Population concernée	656 328	918 859	656 328	393 797

Facteurs sous-jacents et limitatifs

Un certain nombre de facteurs sous-jacents et limitatifs remettent en cause la capacité des ménages vulnérables du sud de Zinder à améliorer leur situation en matière de sécurité alimentaire, notamment :

- le manque de terres agricoles et de pâturages disponibles en raison de la forte densité de population ;
- des taux de retard de croissance chez les jeunes enfants qui sont parmi les plus élevés du Niger ;
- les ménages sont exposés à des risques comme les sécheresses, les maladies animales et les feux de brousse.

Principales conclusions et explications

Après recoupement des données et des facteurs sous-jacents analysés, le sud de Zinder est classé en insécurité alimentaire chronique modérée (niveau 3 de l'IPC). Ces résultats indiquent que 29 % des ménages sont confrontés à un déficit saisonnier durant deux à quatre mois de l'année, ne disposent pas d'un régime alimentaire de qualité régulier et ont probablement des enfants atteints d'un retard de croissance modéré. La population dépend largement de l'agriculture, de l'élevage et du petit commerce qui sont ses principaux moyens d'existence mais les terres agricoles et les pâturages sont limités en raison de la densité élevée de population. Cette situation se répercute sur les moyens d'existence de l'ensemble des ménages et beaucoup doivent migrer de manière saisonnière pour renforcer leur résilience. Les taux de retard de croissance chez les enfants sont parmi les plus élevés du Niger.

Annexe A

Liste des participants : Atelier de formation et d'analyse de l'insécurité alimentaire chronique

Niamey, Niger

1^{er} au 15 mai 2018

Nom	Organization	Position
Dandakoye Illiassou	ACF	Livelihood and food security coordinator
Chekaraou Idi	CC/SAP	Chef DS/RA
Dr Mahaman Bachir Adamou	CC/SAP	Chef de division alerte
Hassimou Issa	CC/SAP	Chef Division enquête et base de données
Amadou Djibo Hamani	CCA	Chef de division nutrition
Hamadou Seybou	CCA	Chef département suivi évaluation
Houssou Ector	CILSS/SE	Expert sécurité alimentaire
Baoua Issoufou	CILSS/CRA	Expert Cadre Harmonise
Williams Massaoud	CILSS/CRA	Expert
Idrissa Abdou	CSRS/D/TI	Direction Régionale
Maman Brah Souleymane	DDP/MAG/EL	Services de suivi et gestion des ressources pastorales
Bizo Briguiza	DGA	GTI Agriculture
Nazirou Touné	DMN/météo	GTI Météorologie
Nouhou M. Badje	DN/MSP	GTI Nutrition
Moustapha Moumouni	DRA Maradi	Chef services statistiques de l'agriculture
Mme Halidou Dije Magagi	DRA/Dosso	Chef services statistiques de l'agriculture
Issaka Garba	DRA/Niamey	Chef services statistiques de l'agriculture
Adam Djibo	DRA/Zinder	Chef services statistiques de l'agriculture
Ibrahima Assoumane	DRA/Diffa	Chef services statistiques de l'agriculture
Mme Moctar Salamatou	DREL/Agadez	Direction régionale de l'élevage
Souleymane Dirkouma	DREL/Diffa	Chef services statistiques de l'agriculture
Idrissa Allassane	DREL/Tahoua	Directeur Régional de l'élevage
Aliou Moumouni	DS/MAG/EL	Chef de division
Mme Ibrahim Marietou	DS/MSP	Base de données sante
Moussa Garba	FAO	Expert agronome
Abdou K. Ouedraogo	FEWS NET	Regional Food Security Specialist
Bernadin Zoungrana	FEWS NET	Regional Food Security Specialist
Emmet Murphy	FEWS NET	Food Security Consultant
Gabriela Juarez	FEWS NET	Assistant National Technical Manager
Laouali Ibrahim	FEWS NET	Regional Technical Manager
Margaret van Wassenaer	FEWS NET	Food Security Analyst
Moussa Moctar	FEWS NET	Regional Food Security Specialist
Peter Thomas	FEWS NET	Decision Support Advisor
Yacouba Hama Abdou	FEWS NET	National Technical Manager
Ibrahima ADAMOU	GTI/DS/MSP	Chef de division des statistiques de la sante
Mado Diakite	HC3N	Assistante Technique
Abba Koura Chégou	HC3N	Stagiaire
Moumouni Alzouma	INS	Cadre de l'Institut National de la Statistique
José Manuel Veiga Lopez-Pena	IPC GSU	
MAINASSARA Zoubeirou	MAG/EL	Suivi et évaluation

Nom	Organization	Position
Boubacar Hamidou	OXFAM	Livelihoods et sécurité alimentaire
Hassane Harouna	OXFAM	Livelihoods et sécurité alimentaire
Issoufou Boubacar Abdourahmane	CR/PGCA Agadez	Volontaire des Nations Unies
Adamou Nafoga	SAP	Chef département Informatique
Oumarou Amadou	SAP	Chef département Alerte
Mme Boubacar Zalia Yacouba	SE/CNEDD	
Mme Ibrahim Alhoussouna	SIM/Bétail	Chef de division information
Lamine Mahamane Yaou	SIMA	Assistant analyste marches et sécurité alimentaire
Mme Ousseini Rakia	SP/DNPGCA	Suivi et Evaluation
Amadou Zaquye Oumarou	CR/PGCA Dosso	Secrétaire Permanent Régional de Dosso
Ide Harouna	CR/PGCA Niamey	Secrétaire Permanent Régional de Niamey
Issoufou Oumarou	CR/PGCA Tillabéry	Secrétaire Permanent Régional de Tillabéry
Mani Issoufou	CR/PGCA Maradi	Secrétaire Permanent Régional de Maradi
Issa Arzika	CR/PGCA Tahoua	Secrétaire Permanent Régional de Tahoua
Saidou Abdou Ali	CR/PGCA Zinder	Secrétaire Permanent Régional de Zinder
Lawan Tahirou	WFP	VAM Officer
Ali Zakou Djibo	SIMB	Chef service gestion base de données
MAINASSARA Amadou	Ministère du Développement Communautaire	Chargé de Programme
Labo Seyni	Save the Children	Point Focal HEA
Salissou Malam Alassane	Direction des statistiques de l'agriculture	Chef de services suivi.

Références

Données secondaires utilisées pour l'analyse de l'insécurité alimentaire chronique

Titre	Source	Date
Etude National d'Evaluation d'Indicateurs Socio-Economiques et Demographiques (ENISED)	Institut National de la Statistique Ministère de l'Economie et des Finances	Feb. 2016
Enquete Conjoint Sur la Vulnerabilite a l'Insecurite des Menages au Niger	Institut National de la Statistique Ministère de l'Economie et des Finances; Systeme d'Alete Precoce Cabinet du Premier Ministre	Dec 2008 - Jan 2009
Enquete Conjoint Sur la Vulnerabilite a l'Insecurite des Menages au Niger	Institut National de la Statistique Ministère de l'Economie et des Finances; Systeme d'Alete Precoce Cabinet du Premier Ministre	Apr-10
Enquete Conjoint Sur la Vulnerabilite a l'Insecurite des Menages au Niger	Institut National de la Statistique Ministère de l'Economie et des Finances; Systeme d'Alete Precoce Cabinet du Premier Ministre	Nov-11
Enquete Conjoint Sur la Vulnerabilite a l'Insecurite des Menages au Niger	Institut National de la Statistique Ministère de l'Economie et des Finances; Systeme d'Alete Precoce Cabinet du Premier Ministre	Mar-14
Enquete Conjoint Sur la Vulnerabilite a l'Insecurite des Menages au Niger	Institut National de la Statistique Ministère de l'Economie et des Finances; Systeme d'Alete Precoce Cabinet du Premier Ministre	Dec 2015 - Jan 2016
Enquete Conjoint Sur la Vulnerabilite a l'Insecurite des Menages au Niger	Institut National de la Statistique Ministère de l'Economie et des Finances; Systeme d'Alete Precoce Cabinet du Premier Ministre	Nov-13
Donnes de productions agricoles	Ministère de L'Agriculture et de l'élevage de Niger	2003-2016
Sites Sentinelles (Assistance, Cereales, HDDS, MUAC, Actifs, FCS, Stocks, Strategies, House size, etc.)	WFP	2015 - 2017
Profil et Determinants de la Pauvrete au Niger en 2011	Institut National de la Statistique Ministère de l'Economie et des Finances	2011
Rapport d'enquete nationale nutrition	Institut National de la Statistique Ministère de l'Economie et des Finances	June-July 2014
Evaluation nationale de la situation nutritionnelle par la methodologies SMART au Niger	UNICEF, WFP	Nov-16
Rapport d'enquete nationale nutrition	Institut National de la Statistique Ministère de l'Economie et des Finances	May - June 2013
Rapport d'enquete nationale nutrition et survie de l'enfant	Institut National de la Statistique Ministère de l'Economie et des Finances	June - July 2008
Rapport d'enquete nationale nutrition et survie de l'enfant	Institut National de la Statistique Ministère de l'Economie et des Finances	Nov-09
Rapport d'enquete nationale nutrition	Institut National de la Statistique Ministère de l'Economie et des Finances	May - June 2010
Rapport d'enquete nationale nutrition	Institut National de la Statistique Ministère de l'Economie et des Finances	May - June 2011
Nutrition Causal Analysis in Niger	FEWS NET	March 2017
HEA Baselines	FEWS NET	2012
Access to Health Services Zinder and Maradi	USAID DDL	
Agircultural Practices Zinder and Maradi	USAID DDL	
Child Health Data Zinder and Maradi	USAID DDL	
Food Consumption Data Zinder and Maradi	USAID DDL	
Household description data Zinder and Maradi	USAID DDL	
Mothers pregnancy data Zinder and Maradi	USAID DDL	
Sanitation and Maternal Health data Zinder and Maradi	USAID DDL	
Niger Healthsites	Global Healthsites Mapping Project	Mar-18